

11-E-122a

SUR LES ROUTES DU « DRANG »

---

QUESTIONS

**D'AUTRICHE-HONGRIE**

**ET QUESTION D'ORIENT**

Cr. 2185

RENÉ HENRY

QUESTIONS

D'AUTRICHE-HONGRIE

ET

QUESTION D'ORIENT

AVEC PRÉFACE DE

M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU

DE L'INSTITUT

PROFESSEUR A L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES

Ouvrage accompagné de sept cartes

*F. 260.*  
*A. Br...*



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET C<sup>ie</sup>, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

8, RUE GARANCIÈRE — 6<sup>e</sup>

L'auteur et les éditeurs déclarent réserver leurs droits de reproduction et de traduction en France et dans tous les pays étrangers, y compris la Suède et la Norvège.

Ce volume a été déposé au ministère de l'intérieur (section de la librairie) en novembre 1903.

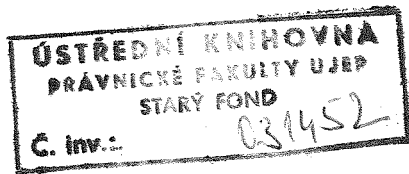
PARIS. TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET C<sup>ie</sup>, 8, RUE GARANCIÈRE. — 4981.

COPIE  
PROF. ALB. BRÁFA  
UNIVERSITĚ MASARYKOVĚ.

## PRÉFACE

Que sera le vingtième siècle pour l'Europe? Quels changements apportera-t-il dans les constitutions politiques et dans les institutions sociales des peuples de notre continent? Quelles révolutions ou quelles transformations dans les relations internationales des États et dans leur structure nationale ou la configuration de leurs frontières? Car, ce serait une erreur, la plus dangereuse peut-être de toutes, de s'imaginer que, à l'opposé des siècles précédents, le siècle nouveau ne sera plus agité que par les questions de politique intérieure et par les questions sociales. Ce serait une illusion, et la pire de toutes, de nous persuader que l'ère des luttes entre nations est à jamais close; que si le monde civilisé connaît encore des rivalités et des conflits, ce ne seront plus jamais des guerres entre les peuples et des conflits entre les États, mais seulement des luttes de classes ou des guerres civiles.

Nous avons le droit de reprendre les grands rêves que nous a légués le dix-neuvième siècle, et



dont il n'a peut-être su réaliser aucun. C'est à notre tour, avec un esprit plus précis, et des méthodes plus pratiques, à l'aide de l'arbitrage par exemple, de travailler au rapprochement des peuples et à l'avènement de la paix entre les États. Nous pouvons préparer de loin, dans leur intérêt mutuel, une fédération des peuples européens, et ébaucher une Europe, en face de l'Amérique et des mondes nouveaux d'Orient ou d'Occident.

Tout en poursuivant ces grands et légitimes songes, il convient de ne pas perdre le sens des réalités, de nous mettre en garde contre les espérances chimériques, mères des déceptions. L'idéal ne doit pas nous voiler le réel. Or, le monde contemporain n'est pas encore le monde de la paix; la seule paix qu'il connaisse est la paix armée, d'où, malgré toutes nos justes répugnances, peut surgir inopinément la guerre. Les États et les peuples, loin d'avoir abdiqué toutes leurs ambitions anciennes, en ont conçu de nouvelles et de plus vastes. L'âge présent est l'âge des impérialismes envahisseurs; impérialisme des monarchies et impérialisme des démocraties, à leur tour assoiffées de domination; impérialismes maritimes et impérialismes continentaux, qui débordent de tous côtés sur les océans et sur les terres lointaines. A chaque État, à chaque nation, ses limites traditionnelles et

son domaine national paraissent trop étroits. Chacun étouffe dans ses frontières; chacun, pour son industrie et pour son commerce, réclame de nouveaux territoires ou de nouvelles sphères d'influence. Les grandes puissances ont hâte de se partager le globe; elles découpent les continents, et chacune revendique sa tranche de l'Asie ou de l'Afrique. A la politique des nationalités, qui a dominé le dix-neuvième siècle, s'est substituée, ou mieux s'est surajoutée la politique mondiale, plus ambitieuse, plus avide, partant moins rassurante, parce que de sa nature insatiable.

Pour qui regarde l'histoire de haut, le dix-neuvième siècle a été le siècle des nationalités. A la façon d'un agent chimique qui décompose les corps pour en reconstituer de nouveaux, le principe national a désagrégé des États pour en reformer d'autres, démembrant les uns, unifiant les autres, selon les affinités nationales. Il s'était flatté de reconstruire l'Europe à neuf, sur des bases rationnelles, conformément aux aspirations des peuples, pour y établir à jamais le règne de la justice et de la paix, par la liberté. Est-il nécessaire de rappeler à des Français qu'il n'y a pas encore réussi? Si en nombre d'États, en Belgique, en Serbie, en Grèce, en Roumanie, en Italie, en Bulgarie, en Allemagne même, le principe de nationalité a été un instru-

ment de libération aussi bien que d'unification, en plus d'un pays il est devenu, aux mains des puissances qui l'ont dénaturé et perverti à leur profit, un agent d'oppression ou un prétexte de conquête. Comme tous les principes qui, pour se réaliser dans les faits, en appellent à la force, le principe national n'a maintes fois servi qu'aux forts. Les faibles l'ont trop souvent invoqué en vain; et s'ils n'ont pu faire triompher leurs droits au siècle écoulé, il est à craindre qu'ils n'y parviennent pas encore au siècle nouveau; car, nous devons le répéter, si l'un a été le siècle des nationalités, l'autre menace d'être le siècle des impérialismes.

De ce qu'il n'a pas réussi à remplir la mission qu'il s'était arrogé; de ce que, des bords de la Moselle aux rives de la Vistule, et des plages brumeuses du Sleswig aux flots bleus de la mer Egée, il reste, dans notre Europe, bien des peuples, bien des provinces qui se sentent opprimés, l'on ne saurait conclure que le principe de nationalité a fait faillite, ni encore moins qu'il a épuisé sa force ou sa vertu. Loin de là, dans l'Europe occidentale où il a le plus souvent triomphé, s'il semble parfois assoupi, il demeure prêt aux brusques réveils; dans toute l'Europe centrale ou orientale, il est en fermentation constante. Là, grands ou petits, jeunes

ou vieux, tous les peuples qui lui doivent leur existence ou leur unité, tous ceux qui attendent de lui leur résurrection, l'invoquent à la fois, les uns pour recouvrer la vie ou la liberté, les autres pour accroître leur puissance et reculer leurs frontières. Dans la vaste région qui s'étend de la Moldau ou des sources de l'Elbe au Rhodope et au Pinde et des Alpes du Tyrol au golfe de Finlande et à la mer Noire, en Autriche-Hongrie, en Russie, en Turquie vingt peuples rivaux, vastes empires ou minces royaumes, puissantes nations avides d'hégémonie, humbles nationalités qui s'obstinent à ne pas mourir, en appellent simultanément à l'histoire, à la géographie, à l'anthropologie, à la linguistique pour défendre leurs droits ou justifier leurs ambitions.

Que sera toute cette confuse moitié de l'Europe; que sera le large bassin du Danube; que seront l'Autriche-Hongrie et la péninsule balkanique dans un siècle, dans un demi-siècle?

Que seront-ils seulement dans vingt ans, dans quinze ans, dans dix ans? C'est là une question dont aucun Français, dont aucun Européen ne saurait se désintéresser, car les changements qui peuvent se produire, des Alpes au Bosphore, dans la configuration des États du centre ou de l'est de l'Europe, auraient leur répercussion sur toutes les

puissances européennes, non seulement sur les États slaves et sur les États germaniques, mais sur la France, mais sur l'Italie, sur le monde latin tout entier.

L'équilibre des forces risquerait d'en être à jamais détruit. Telles nations, comme notre vieille France et comme la jeune Italie, qui font aujourd'hui figure de grandes puissances européennes, pourraient se voir définitivement ravalées au rang de puissances secondaires, à côté d'un nouveau Saint-Empire, s'étendant du Jutland à Trieste et à Pola et visant la suzeraineté du continent.

Au-dessus des peuples qui luttent pour leur indépendance ou pour leur autonomie nationale, il est des écrivains, des professeurs, des politiques qui rêvent de groupements plus amples. Aux nationalités, lentes créations de l'histoire, formées par les luttes et les souffrances en commun, ils songent à substituer quelque chose de plus vaste et de plus vague, la race. Ainsi ont fait leur apparition des monstres nébuleux, le pangermanisme, le panslavisme, spectres aux contours imprécis et aux formes démesurées, dont il ne convient pas de trop s'épouvanter, mais qui, sauf à s'entre-dévorer l'un l'autre pourraient finir un jour, si l'Europe n'y veille, par prendre corps.

Le danger vient surtout du pangermanisme qui,

du centre de l'Europe, jette déjà de tous côtés des regards de convoitise, découvrant, partout, autour de lui, de nouvelles Alsaces-Lorraines à rendre à la mère patrie.

S'il est moins chimérique et, par là même, plus périlleux que le panslavisme que les Allemands et les Magyars confondent à tort avec les revendications nationales des Slaves du Nord ou des Slaves du Sud, ce n'est pas seulement que l'Allemagne a l'avantage d'occuper le centre de l'Europe et d'avoir pour voisins trois ou quatre petits États de sang plus ou moins germanique; c'est que, au rebours de la Russie et du gouvernement russe, destructeurs systématiques de toute autonomie locale ou nationale, qui ne savent annexer un peuple ou un État que pour l'assujettir entièrement à la bureaucratie pétersbourgeoise, l'Allemagne bismarckienne a, sur nous comme sur les Russes, la supériorité de posséder une constitution fédérale, qui lui permettrait de faire entrer dans le nouvel Empire les peuples ou les États voisins, sans leur ravir toute autonomie, sans détrôner leurs princes et leurs dynasties, sans que l'annexion fût toujours, pour eux, synonyme de décapitation ou de dénationalisation.

A cet égard, l'impérialisme allemand a, sur l'autocratie tsarienne et sur la démocratie française presque également férues de centralisation, une su-

périorité constitutionnelle qui lui permet des ambitions interdites à ses rivaux. Ses rêves d'expansion ne se heurtent pas à l'inflexible cadre d'une rigide unité centralisatrice, si aveuglement prônée par les admirateurs de la Révolution française, et dont le manque d'élasticité a peut-être été le principal obstacle à tout durable agrandissement de la France moderne en Europe. Une fédération, lors même que les formes en semblent archaïques, qu'elles rappellent les anciens liens de suzeraineté et de vasselage, s'ouvre plus aisément aux nouveaux venus, et a moins de peine à les retenir. C'est ainsi que les fauteurs du pangermanisme peuvent se flatter d'attirer dans l'orbite teutonique et la Hollande avec ses colonies, et la Belgique avec ses flamingants, et même la Suisse républicaine, et jusqu'au Danemark amputé du Sleswig. Et pour ces conquêtes de parents plus ou moins proches, ils peuvent joindre un jour aux arguments de la force les séductions de l'intérêt, avec l'attrait d'un vaste marché, dans un Zollverein élargi embrassant toute l'Europe centrale.

Mais, quoique les instigateurs des ambitions pangermaniques ne nous cachent guère leurs visées sur les bouches du Rhin et de l'Escaut, ce n'est pas de ce côté que s'exerce surtout aujourd'hui la poussée germanique. C'est vers le sud et le sud-

est; c'est, conformément aux traditions anciennes et à la loi du moindre effort, vers les régions slaves ou à demi-slaves, c'est-à-dire vers les terres où l'invasion teutonique et la germanisation semblent rencontrer le moins de résistance, parce qu'elles ne s'y heurtent pas à des nations étrangères organisées en États indépendants. Ainsi en a-t-il été durant dix siècles; toute l'Allemagne orientale, à partir du bassin de l'Elbe, n'est qu'une conquête, un long empiétement du germanisme sur les tribus slaves ou lithuanienes, dont il ne demeure plus que des noms ou des débris épars, comme les Wendes de la Lusace.

Mais le *Drang*, la poussée germanique séculaire, ne rencontre plus vers le nord-est les mêmes facilités qu'autrefois. Le Slave n'est plus, pour l'Allemand, la docile « matière ethnique » qui se laisserait dénationaliser et assimiler. En Prusse même, le Polonais défend son individualité nationale; sur le Niémen et la Vistule, l'Empire russe barre la voie à l'expansion germanique, encore que le barrage russe fût plus solide, si pour le fortifier, la Russie avait joint les forces morales aux forces matérielles; si, au lieu de froisser les sentiments nationaux et religieux de ses sujets de Pologne, de Lithuanie, des provinces baltiques, le gouvernement du tsar avait su conquérir leurs sympathies.



C'est donc vers le sud-est, c'est-à-dire vers l'Autriche-Hongrie, empire hétérogène livré aux luttes de dix nationalités rivales, que se fait surtout sentir aujourd'hui le *Drang* germanique.

Quelle est la force de résistance de l'étrange construction monarchique que nos pères appelaient la « maison d'Autriche » ? Est-il vrai que, dans l'Europe contemporaine, elle n'est plus qu'une survivance d'un passé évanoui ?

L'antique édifice qui a bravé tant de guerres et de révolutions est-il si lézardé qu'il soit prêt à crouler au premier choc ? ou bien, a-t-il au contraire en lui-même, dans sa structure, dans la nature et l'agencement de ses matériaux, de quoi rester debout et durêr ? Grand et inquiétant problème dont il est nécessaire d'examiner tous les facteurs, sous peine de ne rien comprendre aux prochaines destinées de notre continent.

Par sa composition ethnique, comme par la complexité de sa constitution dualiste, l'Autriche-Hongrie est, de tous les États des deux mondes, un des plus malaisés à connaître en même temps qu'un de ceux dont la connaissance nous importe le plus. J'ai été heureux de voir quelques-uns des plus distingués de mes anciens élèves de l'École des sciences politiques, M. A. Chéradame, M. Louis Jarray, M. René Henry consacrer leur jeune vail-

lance à l'étude de ce captivant problème. La voie leur avait été ouverte par des écrivains d'autant de compétence que de talent, par M. Louis Léger, M. Ernest Denis, M. Charles Benoist, M. Auerbach pour citer ceux qui font le plus d'honneur à la France.

Nous possédons ainsi sur l'empire du Habsbourg tout un cycle de travaux excellents. Mais, comme en font foi eux-mêmes ces beaux ouvrages, la question, ou mieux les questions d'Autriche sont d'une telle complexité que tous les livres écrits sur elles ne les ont pas encore épuisées.

L'originalité et l'un des mérites de M. René Henry, ce qui seul lui vaudrait l'attention de tous les esprits éclairés, c'est que, au lieu d'étudier l'Autriche-Hongrie isolément, il l'a envisagée dans ses rapports avec l'expansion germanique d'un côté, avec les peuples du Balkan de l'autre. C'est là en effet, comme il nous le fait voir, la meilleure façon de poser la question, car ce sont là des problèmes connexes qui se tiennent dans une dépendance mutuelle.

Ce n'est pas seulement que l'Autriche-Hongrie et la péninsule balkanique nous offrent, presque également, une marqueterie de nationalités dans laquelle prédominent des Slaves divers ; c'est que, sous des formes différentes, la poussée germanique

se fait sentir presque également dans les deux régions; qu'elle a déjà dépassé les frontières de l'Autriche et les limites mêmes de l'Europe; qu'elle ne s'est laissé arrêter ni par la ligne des Balkans, ni par le Bosphore; que de Constantinople elle s'exerce à la fois sur la Turquie d'Europe et sur la Turquie d'Asie, et qu'après avoir franchi les détroits et pénétré en Asie Mineure elle menace de s'étendre par le chemin de fer de Bagdad jusqu'à l'Euphrate et jusqu'au golfe Persique.

\*  
\* \*

Sous quelque forme que doive s'accomplir l'affranchissement des peuples d'Orient dont l'Europe a trop longtemps toléré l'oppression; à quelque règlement qu'aboutissent les luttes des Balkans, le sort définitif de la péninsule balkanique dépend peut-être surtout des destinées futures de l'Autriche-Hongrie. A l'inverse de ce que semblent s'imaginer certains politiques avides de s'agrandir de ses dépouilles, les États balkaniques ne peuvent conserver ou conquérir une pleine indépendance que si, entre eux et l'empire d'Allemagne, il subsiste une Autriche indépendante. Autrement ils seraient tous, bien vite, réduits au rang de vassaux du nouveau Saint-Empire germanique.

Par contre, il est vrai, les petits États d'Orient ne peuvent également demeurer indépendants que si, tout en gardant son existence propre, et ses provinces anciennes, l'Autriche-Hongrie ne sort pas de ses domaines séculaires pour chercher en Orient de nouvelles acquisitions de territoires. Que l'Europe se montre impuissante à rendre la paix et la sécurité à la Macédoine et aux provinces chrétiennes laissées à la Turquie, un jour pourrait bien venir, où, poussée ou non par l'Allemagne, l'Autriche reprendrait sa marche vers les flots bleus de la Mer Egée et mettrait les Bulgares et les Serbes, les Grecs et les Albanais d'accord en les évinçant également de la Macédoine, pour y apporter la paix autrichienne.

De toute façon l'avenir des nations balkaniques nous apparaît comme lié intimement à celui de l'Autriche-Hongrie. De toute façon aussi, que les fauteurs du pangermanisme démembrent l'empire des Habsbourg, qu'ils se contentent de le subordonner à la nouvelle Allemagne, ou que, pour le dédommager de ses pertes en Occident, ils le poussent vers l'Orient, vers la Macédoine et l'Albanie, les ambitions pangermaniques sont une menace pour l'indépendance et pour l'existence même des peuples balkaniques.

\* \* \*

Il y a des années, pour ne pas dire des siècles, que les prophètes de la politique nous annoncent la prochaine désagrégation de la monarchie habsbourgeoise, comme si le vieil Empire danubien n'était qu'une création artificielle, un État viager dont l'existence éphémère fût liée à celle de son chef. Ces sinistres prédictions, renouvelées tous les trente ou quarante ans, ont jusqu'ici été démenties par l'événement. Que de fois déjà, sous l'ancien régime, comme depuis la Révolution, l'existence de l'Autriche a été mise en péril par la turbulence de ses peuples ou par les convoitises de ses ennemis ! Et toujours l'histoire a déçu les oracles annonçant la fin du Habsbourg. Comme si elle possédait en elle-même, non moins que dans les rivalités de ses voisins une force occulte, un mystérieux principe de vie et de cohésion, la vieille monarchie a survécu aux insurrections nationales, aussi bien qu'aux défaites de ses armées et à la formation d'une Allemagne ou d'une Italie. Pouvons-nous augurer de l'avenir d'après les leçons du passé ? ou devons-nous croire au contraire que cet archaïque édifice aux matériaux disparates, qui ne sont même plus cimentés par l'unité religieuse, est condamné à une ruine

prochaine, comme incapable de s'adapter à l'esprit et aux besoins des temps nouveaux ? La durée de cette monarchie danubienne est-elle, comme on nous l'affirme parfois, incompatible avec le principe de nationalité et avec le libre développement des peuples réunis, depuis des siècles, sous les ailes de l'aigle à deux têtes ? Est-il vrai que, sous la double action de la poussée du dehors et du travail interne des luttes nationales, l'assemblage bigarré qu'on a appelé la mosaïque autrichienne est sur le point de s'écailler et de s'en aller en morceaux, au profit de l'ambition d'États plus jeunes et plus homogènes ?

Si, dans l'Europe contemporaine où chaque grand État repose sur une base nationale, l'Autriche nous semble un paradoxe politique et comme un anachronisme vivant, cela ne tient pas uniquement à l'histoire et aux hasards des successions dynastiques, mais bien au chaos ethnographique des rives du Danube, à la répartition des peuples et à la dispersion des nationalités dans la région habsbourgeoise. L'Autriche est, il est vrai, formée de nationalités différentes et comme de fragments concassés de peuples divers ; mais ces nationalités rivales demeurent si bien emmêlées et enchevêtrées les unes dans les autres qu'il est malaisé de les séparer. La monarchie dualiste qui leur sert de

cadre historique viendrait à être brisée qu'il serait impossible d'en tirer des États homogènes, et que force serait à la plupart des nationalités qui la composent de continuer à vivre ensemble. En ce sens, j'oserais dire que loin d'avoir à gagner à la ruine de l'hétérogène monarchie qui semble la négation du droit de nationalité, le droit des peuples aurait plutôt à en pâtir.

Si quelques nationalités y pourraient trouver profit, la plupart risqueraient d'en être victimes. Les peuples réunis sous le sceptre des Habsbourg en ont le sentiment; au lieu de souhaiter la démolition de l'antique maison qui les abrite, ils craindraient d'être écrasés dans sa chute, ils désirent seulement l'aménager à leur convenance et la remettre à neuf. La tâche est certes difficile; mais nul n'a le droit de la déclarer irréalisable. Que le temps leur en soit laissé, que leur œuvre de réformes et de reconstitution ne soit pas entravée du dehors, et les peuples de l'Autriche finiront bien, à travers toutes leur luttes, par trouver un équilibre national, dans une patrie commune. Si grandes que paraissent les difficultés intérieures de la politique autrichienne, si ardentes et si imprudentes en leur habituel exclusivisme que soient les compétitions de différents peuples de la monarchie, les liens matériels qui les unissent sont trop

solides, l'ascendant moral de la dynastie est encore trop puissant pour que la dislocation s'opère du dedans, par le jeu spontané des forces nationales. Le péril viendrait plutôt des incitations et des convoitises du dehors; mais ce qui semble ne pouvoir se faire, au moins à brève échéance, par un déchirement intérieur, le système d'alliances de l'Europe ne permet guère que cela s'accomplisse par les violences de voisins ambitieux, par la guerre et par la conquête. C'est à quoi doivent toutefois veiller les cabinets européens, et la France notamment. L'Autriche a pu être regardée comme notre adversaire naturel, quand elle dominait l'Allemagne ou l'Italie; nous sommes, aujourd'hui, les premiers intéressés à sa conservation. S'il devait jamais y avoir une nouvelle guerre de la succession d'Autriche, ce n'est plus parmi les ennemis des Habsbourg que se rangerait la France.

Pour l'Europe, pour la France en particulier, la dissolution ou le partage de la monarchie austro-hongroise serait en effet — on ne saurait trop le répéter — un événement plus grave que toutes les révolutions territoriales des deux derniers siècles. La gravité même de l'événement le rend moins vraisemblable, d'autant qu'il ne serait pas sans péril pour le jeune empire qui, de loin, semblerait en devoir tirer le plus de profit.

Car la chute de l'Autriche-Hongrie ne renverserait pas seulement le précaire équilibre de l'Europe, mais aussi l'équilibre intérieur de l'Allemagne nouvelle. Le Hohenzollern risquerait de plier sous le poids des dépouilles du Habsbourg. La Prusse, qui règne sur l'Allemagne restreinte, serait en danger d'être submergée dans la grande Allemagne rêvée par les pangermanistes. L'œuvre unitaire de Bismarck accomplie grâce à l'expulsion de l'Autriche pourrait être compromise par l'incorporation de l'Autriche. L'entrée de Vienne et des catholiques autrichiens dans le nouvel empire fédéral serait une menace pour la prépondérance de la Prusse et du Nord protestant. Les résultats de Sadowa se trouveraient de nouveau mis en question. L'Allemagne retomberait dans l'ancien dualisme, et, si elle ne se déchirait pas de nouveau en deux, elle subirait de nouveau moralement l'attraction de deux foyers rivaux, de deux pôles contraires. Son unité nationale en serait affaiblie comme son unité morale. L'annexion tyranique des millions de Slaves — Tchèques, Slovènes ou Croates, ajoutés à ses millions de Polonais — lui ferait perdre en homogénéité et en liberté, comme en sécurité, ce qu'elle gagnerait en étendue. Aussi doutons-nous, avec M. René Henry, que des plans aussi périlleux pour l'avenir de son empire et de sa

maison puissent être poursuivis par le Hohenzollern. Si l'empereur Guillaume cherche à fortifier ou à étendre l'ascendant de l'Allemagne sur l'Autriche-Hongrie et sur l'Orient, c'est plutôt par des moyens moins hasardeux, moins violents, mais plus pratiques et plus sûrs, par des alliances politiques et peut-être un jour par une entente commerciale.

Quoi qu'il en soit, il importe à l'Europe que l'empire du Habsbourg ne soit pas à la merci des ambitions prussiennes et des entraînements de la politique allemande. L'Autriche-Hongrie reste la pierre angulaire de l'Europe. L'Occident et l'Orient ont un intérêt égal à ce qu'elle demeure indépendante de fait comme en droit.

Quant à la péninsule balkanique, dont le sort est intimement lié à celui de l'hétérogène monarchie voisine, le devoir comme l'intérêt de l'Europe est de lui assurer la paix et la sécurité que les puissances lui ont vainement promises au traité de Berlin. La meilleure solution, la seule rationnelle et définitive, serait celle que réclament les peuples de la péninsule : le Balkan aux peuples balkaniques. Mais cette solution, la seule conforme au droit moderne, la seule qui puisse pacifier l'Orient, bien des choses, hélas ! peuvent la retarder longtemps encore. Elle n'a pas seulement contre elle les résistances de la Turquie, les défiances, les jalousies, les

combinaisons égoïstes des puissances, ou la crainte de porter un coup irréparable à ce qui reste de l'Empire ottoman; elle a contre elle les rivalités et les haines nationales des peuples mêmes qui l'appellent de leur vœux. D'accord sur la formule d'émancipation, les États et les peuples de la péninsule ne le sont pas sur la façon de l'appliquer.

Comme les peuples de l'Autriche-Hongrie, plus encore peut-être, ils émettent, simultanément, sur les mêmes territoires, des prétentions inconciliables qu'ils appuient tantôt sur l'histoire, tantôt sur la langue ou sur la volonté supposée des populations.

Une seule chose pourrait leur apporter la force et leur garantir une pleine indépendance, la fédération balkanique, et cette fédération, leur antagonisme en semble faire, pour longtemps, sinon une chimère irréalisable, du moins un rêve lointain. Ce n'est pas une raison pour que l'Europe abandonne au massacre les chrétiens de Macédoine, comme naguère les Arméniens. Après un quart de siècle d'inertie imprévoyante, il est grand temps que les puissances remplissent enfin les engagements pris par elles, à Berlin, vis-à-vis des populations de la Turquie; — et si elles veulent faire quelque chose d'efficace et de durable, elles n'y

sauraient réussir qu'au moyen d'autonomies locales.

Toutes les difficultés de la question balkanique, comme toutes celles des questions autrichiennes; tous les facteurs de ces deux problèmes connexes, et aussi toutes les solutions qu'on en peut donner sont exposés par M. René Henry avec une rare lucidité et une non moins rare connaissance du sujet. On sent qu'il l'a étudié sur place, sous toutes les faces, avec une curiosité passionnée, et autant d'impartialité que le lui permettaient son patriotisme et sa clairvoyance des besoins de l'Europe. Ce n'est pas ici en effet l'œuvre d'un patriotisme étroit; c'est, oserai-je dire, l'œuvre d'un Européen en même temps que d'un Français, deux qualités qu'il nous est heureusement aisé d'associer. Quelques-uns de ses lecteurs ne seront peut-être pas toujours d'accord avec lui sur tous les aperçus si variés qu'il ouvre à leurs réflexions; bien peu résisteront à la démonstration de sa thèse fondamentale. Elle ressort de l'étude même des faits; elle s'impose à notre politique avec une clarté et une autorité qu'aucun Français, qu'aucun ami de la liberté et de la paix de l'Europe ne sauraient méconnaître.

Anatole LEROY-BEAULIEU.

## AVANT-PROPOS

« Le nouveau siècle est exposé à voir de profondes transformations en Europe. Or, à certaines heures décisives, être absent ou distrait, c'est être vaincu... Un effort énergique vers la concorde, une attention vigilante aux événements qui s'annoncent, une diplomatie active appuyée sur une armée puissante, unie et respectée, et sur des finances rigoureusement conduites : tel est, à l'aurore du vingtième siècle, le vœu des hommes qui, nés à la vie de l'esprit dans le deuil de la France, ne sont entrés dans la vie publique que pour aider à son relèvement. »

(M. Paul DESCHANEL, *Discours prononcé à la Chambre des députés, le 10 janvier 1901.*)

La France et les puissances mondiales. — La France, puissance continentale voisine de l'empire allemand, et la plus grande Allemagne. — Le *Drang nach Osten*. — L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et les nations jougo-slaves.

Des puissances mondiales, à côté desquelles les grandes puissances européennes de la première partie du dix-neuvième siècle paraîtront

des pygmées, sont en formation. Les États-Unis appliquent avec une intransigeance croissante la partie de la doctrine de Monroë qui leur réserve l'empire des Amériques. L'Angleterre songe à créer une fédération anglo-saxonne et à conquérir de nouvelles colonies d'exploitation. La Russie s'étend d'un mouvement lent et continu sur l'Asie septentrionale et centrale. Beaucoup pensent que l'empire allemand se prépare à s'agrandir sur terre en même temps qu'à devenir le maître de la mer.

Pendant ce temps, la France n'arrive pas à avoir 40 millions d'habitants. Elle est affaiblie par sa politique intérieure. Elle est absorbée par l'étude des questions sociales. Elle s'efforce — ce qui paraît bien être la plus sage des politiques économiques — de vivre le plus possible sur son propre fonds et de conserver sa population rurale.

Pour l'aider, au point de vue diplomatique et militaire, à tenir sa place parmi les puissances de plus en plus nombreuses et de plus en plus formidables, elle a l'alliance russe. Elle a conquis un domaine colonial : elle s'est ainsi réservé des débouchés pour le jour où se constitueront de grands territoires économiques fermés. La France s'est, tant bien que mal, préparée à vivre dans le monde nouveau actuellement en élaboration.

Mais un problème spécial a été posé pour nous le jour où il a été question d'une expansion de l'empire allemand. En effet, la France est une *puissance continentale voisine de cet empire*. Ce fait est essentiel. Vainement, les plus intransigeants de nos coloniaux cherchent à démontrer que la France doit se comporter en puissance exclusivement maritime : un jeune et grand empire militaire existe à sa frontière de l'est. Vainement nos humanitaires demandent la suppression des frontières et le désarmement : il ne dépend pas de nous d'abaisser la frontière qui coupe le plateau lorrain ; les régiments du Kaiser allemand ne semblent pas être près de déposer les armes. La « question d'Alsace-Lorraine » — c'est-à-dire la vieille lutte pour la Lotharingie et le jeune conflit entre le droit de conquête et le droit qu'ont les peuples à disposer d'eux-mêmes, — n'est peut-être plus le seul obstacle à un rapprochement sérieux et durable entre la France et l'Allemagne. Si le Hohenzollern menace de constituer en Europe centrale l'empire que les hommes d'État de la vieille France ont empêché Charles-Quint et la maison d'Autriche de fonder, un retour à la politique qui est, en somme, la politique traditionnelle de la France, la politique continentale, s'impose.



Il est, bien entendu, des progrès de l'empire allemand que nous ne pouvons et que nous ne devons que surveiller : les progrès diplomatiques, militaires et économiques qu'il accomplit sans sortir de ses frontières actuelles. A nous d'avoir une politique aussi clairvoyante et aussi énergique que la sienne.

Mais nous devons nous opposer par tous les moyens à des annexions allemandes nouvelles — ou mieux les rendre d'avance impossibles.

Or, on nous avertit que les pangermanistes (1) sont de plus en plus nombreux dans l'empire allemand, et que les idées de *Weltreich* (2) ont pénétré dans les sphères officielles berlinoises. On nous prédit que la goutte d'huile de Hebel va s'étendre et recouvrir toute l'Europe centrale. On nous montre les pangermanistes sur le point d'exercer bientôt dans l'empire allemand l'influence qu'ont eue en France nos vieux légistes (3). Avec eux les rêves et les désirs d'une partie des Allemands vont devenir le dessein et la volonté du gouvernement impérial.

(1) Chauvinistes allemands qui demandent l'annexion à l'empire de toutes les régions peuplées d'Allemands ou dont la population est mélangée d'Allemands.

(2) Empire mondial.

(3) Voir M. Albert SOREL, *l'Europe et la Révolution française*, t. I, p. 248 et suiv.

Je ne m'en rapporterai pas aux publications pangermanistes : il est essentiel de les connaître ; mais il faudrait pouvoir en mesurer l'influence sur le public et sur le monde politique.

Je ne m'en tiendrai pas à ce qu'a dit et à ce qu'a tenté Guillaume II. Ce souverain a alternativement soutenu sur les sujets les plus variés la thèse et l'antithèse. Il a successivement adopté toutes les politiques concevables. En faisant un choix parmi ses discours et en interprétant certains seulement de ses actes, on pourrait prouver tout ce qu'on voudrait sur la politique allemande (1).

Je crois prudent, de poser seulement les deux questions suivantes :

Est-il une région limitrophe de l'empire allemand dont l'annexion à l'empire soit facile, ou soit au moins possible ?

S'il en est une, l'empire allemand a-t-il un besoin impérieux d'annexer cette région, et les puissances européennes le lui permettront-elles ?

Je ne m'occuperai dans cette étude que des régions situées au sud-est de l'empire allemand.

En effet, la France n'est pas directement menacée. Sans doute, des livres paraissent encore de

(1) Voir l'article humoristique *The Kaisers* publié dans la *National Review* de mars 1903, sous la signature « Scrutator ».

mandant l'annexion de la Champagne ou de la Bourgogne; des Allemands ont toujours la manie de regarder sur le moindre indice — le nom, le type physique, la tournure d'esprit — un Français du Nord comme un pur Germain. Il n'en est pas moins vrai que le pangermanisme nous tourne le dos et « veut bien pour le moment affecter vis-à-vis de nous plus de dédain que de colère (1) ». Nous avons surtout à craindre ses contre-coups. La Suisse allemande est revendiquée par les pangermanistes. Mais ils se heurteraient là à une notion de nationalité supérieure à la race. Les garants de la neutralité suisse seraient moralement tenus d'intervenir. Enfin, et surtout, le danger serait si près de notre frontière que nous ne pourrions pas ne pas le voir et ne pas prendre énergiquement position. Les pangermanistes intriguent à Amsterdam, à Rotterdam et à Anvers. Ils encouragent le mouvement flamingant. L'empire allemand pourrait être tenté par les colonies hollandaises. Mais là il se heurterait à l'obstacle qui a si souvent empêché l'expansion septentrionale de la France: l'Angleterre ne peut pas permettre qu'une grande puissance s'installe aux bouches du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut. Du

(1) *Journal des Débats*, 31 août 1902.

côté de l'est l'expansion historique allemande est arrêtée. Le temps est passé où les Germains s'avançaient, fondant des marches entre l'Elbe et l'Oder, construisant des châteaux en pleine Lithuanie, colonisant les rivages orientaux de la Baltique, puis annexant des morceaux de Pologne. De ce côté, la frontière russe rend tous les espoirs vains. Il a fallu, sous Alexandre III, renoncer même à l'influence exercée à la cour et dans l'armée de l'empire des tsars.

Le vieille poussée vers l'est, le courant vers l'Orient — *Drang nach Osten* — a été dévié vers le sud-est.

L'empire allemand a lié partie avec l'empire ottoman (1).

Les hommes d'État de Berlin tentent de créer des deux côtés du Bosphore — dans la péninsule balkanique et en Asie occidentale — des sortes d'Indes germaniques.

Or, toutes les voies de terre qui conduisent de l'empire allemand à l'empire ottoman passent par la vallée moyenne du Danube ou par la plaine galicienne — c'est-à-dire par territoire austro-hongrois.

(1) Voir dans la *Revue de Géographie* de mars, avril, mai, juin 1902 un tableau d'ensemble des « intérêts allemands dans l'empire ottoman », par M. André Brisse.

On nous dit que cette Autriche-Hongrie ainsi interposée entre l'empire allemand et son objectif se décompose par l'effet de ses forces naturelles et qu'elle est, en même temps, minée et sera ruinée par le pangermanisme. Une plus grande Allemagne va se constituer à brève échéance aux dépens de l'empire des Habsbourg. Une question d'Autriche est posée.

On nous indique déjà les moyens qu'il faudra employer, après le cataclysme, pour limiter dans les Balkans la puissance du colosse allemand. On lui opposera les nations jougo-slaves (1), régénérées, réconciliées et fédérées.

Quel fonds est-il permis de faire sur les Slaves du Sud ?

Le cataclysme que certains disent inévitable ne peut-il pas être prévenu sur le moyen Danube ?

L'Autriche-Hongrie — aujourd'hui auxiliaire de l'empire allemand et demain, nous dit-on, sa proie — ne pourra-t-elle pas vivre, et jouer ce rôle de puissance conservatrice et bienfaitante qu'on réserve à un État jougo-slave encore inexistant ?

(1) Les Jougo-Slaves, ou Slaves du Sud, sont les Bulgares, les Serbes, les Croates et les Slovènes.

## PREMIÈRE PARTIE

### QUESTIONS

# D'AUTRICHE-HONGRIE (4)

## THÉORIE DE LA DISLOCATION ET THÉORIE DU PARTAGE

Jamais l'opinion ne s'est plus occupée de l'Autriche-Hongrie qu'en ce moment : « L'Autriche se désagrège », dit l'un ; « elle est à la veille d'un démembrement », affirme l'autre ; et comme rien n'irait sans belles théories, sagement déduites, on a déjà formulé celle de la *dissolution* et celle du *partage* — au choix.

(W. BEAUMONT, *Revue de Paris*,  
1<sup>er</sup> juillet 1901.)

Les questions qui se posent au sujet de la politique intérieure et de la politique extérieure de

(1) Je conserve le nom d'*Autriche-Hongrie* à l'ensemble des États du Habsbourg. De même, je dirai *Autriche* ou *Cisleithanie* pour désigner tous les « royaumes et pays représentés au Reichsrath de Vienne », et *Hongrie* ou *Transleithanie* pour désigner les « pays de la couronne de Saint-Étienne », aussi bien le royaume de Hongrie proprement dit que le royaume de Croatie. Je ne donne d'ailleurs à ces mots aucun sens sous-entendu. Je n'ai pas à prendre parti dans les querelles entre sujets du Habsbourg. Je me

l'Autriche-Hongrie sont des plus complexes et des plus confuses.

sers, tout simplement, de la terminologie commode couramment adoptée en France.

Je rappelle que, depuis le compromis (en allemand, *Ausgleich*) de 1867, l'Autriche-Hongrie se compose constitutionnellement de deux États : les « royaumes et pays représentés au *Reichsrath* » et les « pays de la couronne de Hongrie », — dont, au sud du Danube, la petite rivière Leitha forme la frontière pendant quelques kilomètres. — La Transleithanie a de vieilles institutions constitutionnelles et parlementaires; elle est, depuis des siècles, politiquement centralisée (sauf, comme nous allons le voir, en ce qui concerne la Croatie) et administrativement décentralisée. En Cisleithanie, le pouvoir législatif est partagé entre le *Reichsrath* de Vienne et les diètes provinciales; jusqu'en 1873, les députés au *Reichsrath* étaient élus par les diètes; depuis cette date, ils sont élus par des curies (curie de la grande propriété, du commerce, des villes, des campagnes, et, depuis 1897, cinquième curie ou curie du suffrage universel). — Les affaires extérieures (diplomatiques et consulaires), les affaires militaires (sauf distinction entre, par exemple, l'organisation intérieure de l'armée et le vote du contingent par chacun des parlements autrichien et hongrois), les affaires de Bosnie-Herzégovine (depuis 1880) et les finances (dans la mesure où les dépenses sont relatives aux objets reconnus communs) sont des affaires perpétuellement communes entre la Hongrie et l'Autriche. Des ministres communs et deux délégations, l'une du parlement de Vienne, l'autre du parlement de Budapest, toutes deux à pouvoirs égaux règlent ces affaires communes. — Le compromis financier (relatif à la quote-part pour laquelle l'Autriche et la Hongrie contribuent chacune aux dépenses communes) et un traité de douane et de commerce avec ses annexes (union douanière, régime des chemins de fer, système monétaire, banque austro-hongroise) sont des affaires communes bien distinctes des précédentes : elles sont périodiquement réglées par un accord décennal qui intervient entre les deux parlements autrichien et hongrois. Chacun d'eux peut, chaque fois qu'expire le pacte temporaire, reprendre sa liberté. — Un compromis (*nagoda*

Les jugements qui sont portés sur la monarchie, dans les différents États et provinces qui la composent et dans les pays voisins qui l'étudient passionnément, sont étrangement variés et le plus souvent contradictoires.

Quiconque veut arriver à comprendre l'Autriche-Hongrie doit faire un effort long et soutenu; enquêter à plusieurs reprises et dans les milieux les plus divers; se méfier par-dessus tout de l'esprit de système; reviser sans cesse les jugements trop hâtifs qu'il a d'abord portés.

Peu à peu, les faits observés — après s'être maintes fois groupés et dissociés — s'enchaînent en une trame harmonieuse. Les hypothèses — sans cesse vérifiées et corrigées par une observation aussi impartiale que possible — se nuancent et s'agentent. On a la sensation qu'on serre de près la réalité.

Après avoir fait quatre voyages d'étude aux pays du Habsbourg et après avoir enquêté en Allemagne,

en croato-serbe) a été conclu, en 1868, entre le royaume de Hongrie proprement dit et le royaume de Croatie (historiquement appelé royaume triunitaire de Croatie-Slavonie-Dalmatie). Ils ont ensemble, comme l'Autriche et la Hongrie, des affaires communes de deux catégories. Pour le compromis financier (quote-part des dépenses communes), il y a « parité » entre les deux royaumes transleithans. Au contraire, quand il s'agit de délibérer sur les autres affaires communes, quarante députés élus par la diète de Zagreb se joignent aux quatre cent treize députés du royaume de Hongrie. De plus, nous verrons comment la Hongrie est, — par la nomination du *ban* ou vice-roi, — maîtresse de la Croatie qu'elle garde et traite comme une simple province privilégiée.

dans les Balkans, en Russie, en Suisse, en Hollande et en Angleterre, je me hasarde à esquisser une critique des deux théories que j'appelais, dès 1898, *théorie de la dislocation et théorie du partage* (1).

(1) Voir : « La monarchie habsbourgeoise : théorie de la dislocation et théorie du partage. » *Revue politique et parlementaire* du 10 janvier 1899. — J'avais alors fait un voyage en Bohême. En ce qui concerne la politique intérieure de l'Autriche, le Dr Engel, qui fut jusqu'en 1900 le président du club tchèque au Reichsrath de Vienne, et M. Ladislav Pinkas, député à la diète de Bohême — deux de ces patriotes tchèques qu'on a souvent le tort de nous représenter comme des perturbateurs, — m'avaient dès le début, mis sur la bonne voie. (*Petit Centre*, de Limoges. — *En Bavière et en Bohême*. — Juillet-septembre 1896.) Je reproduis sans aucune modification essentielle les critiques que je dirigeais alors contre la *théorie de la dislocation*. — Au contraire je ne connaissais que bien superficiellement l'Allemagne et je n'avais pas encore été en Russie et dans la péninsule balkanique. Il y a lieu de reviser, en grande partie, ce que j'écrivais sur la *théorie du partage*. Je concevais d'une façon beaucoup trop absolue les dangers extérieurs qui peuvent menacer l'Autriche.

Voir aussi :

*Revue politique et parlementaire* :

Le problème rural et le problème économique général en Angleterre : faillite de la grande propriété et congestion des centres urbains. (10 juillet 1898.)

— L'accord anglo-allemand, hypothèse diplomatique. (10 janvier 1901.)

*Revue d'Europe* :

— L'Italie, l'Autriche-Hongrie et l'alliance franco-russe. (Janvier 1902.)

— Réponse au *Novoié Vremia*. (Juin 1902.)

*Revue Bleue* :

— Polonais contre Prussiens : affaire de Wreschen et poursuites contre Henryk Sienkiewicz. (8 février 1902.)

— Les fêtes franco-tchèques à Paris et à Prague. (15 mars 1902.)

— Influence de l'expansion asiatique sur les politiques russe

et allemande : transsibérien et chemin de fer de Bagdad. (24 mai 1902.)

*Les Tchèques au dix-neuvième siècle* (publié à Prague, avec la collaboration d'écrivains français et tchèques, par Charles HIPMAN, tome II).

— La poussée nationale tchèque.

*Annales des sciences politiques* :

— Campagne de Calchas dans la *Fortnightly review* contre une entente anglo-allemande pour un accord anglo-russe. (Mars 1902.)

— Le congrès slave de Prague. (Mars 1903.)

*Questions diplomatiques et coloniales* :

— Le rapprochement franco-italien. (15 octobre 1902.)

— La question de Macédoine (15 janvier et 1<sup>er</sup> février 1903.)

— L'intérêt français en Asie occidentale : le chemin de fer de Bagdad et l'alliance franco-russe (1<sup>er</sup> juin 1903.)

— Les Slaves du sud : révolution de Macédoine ; coup d'État de Belgrade ; troubles de Croatie. (1<sup>er</sup> juillet 1903.)

— Le rapprochement franco-italien : triple alliance et politique italo-serbe. (15 juillet 1903.)

— L'Allemagne vers l'Est et l'Allemagne sur mer. (1<sup>er</sup> septembre 1903.)

— Après la visite du roi d'Italie : réponse à M. Charles Loiseau. (1<sup>er</sup> novembre 1903.)

— Encore le rapprochement franco-italien ; réplique au *Secolo* de Milan. (1<sup>er</sup> décembre 1903.)

*Revue de géographie* :

— Questions d'Autriche-Hongrie (octobre 1903.)

*La Liberté* :

— Lettres des Balkans sous la signature Eyjeaux (été de 1899.)

— L'Italie se détachera-t-elle de la triple alliance. (29 décembre 1900.)

— Série d'articles à partir de juin 1903.

*Écho de Paris* :

— Le comte Khuen Hedervary. (27 juin 1903.)

— Silhouettes macédoniennes. (4 juillet 1903.)

*L'Éclair* :

— Série d'articles à partir du 29 juin 1903.

## CHAPITRE PREMIER

## LA THÉORIE DE LA DISLOCATION

*Viribus unitis.*

(Maxime de l'empereur-roi François-Joseph.)

LA THÈSE ET L'ANTITHÈSE. — Le territoire. — Les nationalités. — Les droits d'Etat. — Les forces centrifuges et les forces convergentes. — Les forces centralisatrices. — La dynastie et le dévouement au prince. — L'Autriche-Hongrie, puissance viable, mais vulnérable.

## I. — LA THÈSE

Il est aujourd'hui assez à la mode de croire qu'il y a une « question d'Autriche », comme une « question d'Orient » se pose au pays de l' « homme malade ».

Beaucoup prennent, en parlant de la « maison d'Autriche », l'air de pitié et de commisération qu'ils auraient en nommant un moribond.

Il suffit qu'on soit allé à Vienne ou à Budapest, à Prague, à Cracovie ou à Zagreb pour s'entendre poser cent fois cette question vide de

sens, si elle n'était grosse d'erreurs : « Qu'arrivera-t-il à la mort de François-Joseph ? »

Ceux qui se sont enfin aperçus que l'empereur-roi François-Joseph, malgré ses soixante-treize ans, cinquante-cinq années de règne et des malheurs inouis, chasse dans les Alpes et passe aux manœuvres des journées à cheval demandent : « Qu'arrivera-t-il, si François-Joseph, las de gouverner, abdique ? »

Qu'est-ce donc, dit-on, que l'Autriche-Hongrie ? Quels rapports existent entre les territoires si divers qui la composent ? Quels liens unissent les tronçons de nations si variées, et la plupart ennemies les unes des autres, qui la peuplent ? Au nom de quel principe est-il permis de subordonner les uns aux autres les « droits d'État » dont les partisans respectifs semblent si souvent prêts à se heurter et se sont parfois si violemment combattus ? Quel principe monarchique peut être assez puissant pour maintenir unie cette masse hétérogène, disparate et toute grouillante de forces centrifuges ?

On a construit la *théorie de la dislocation* sur des faits certains. Gardons-nous de les laisser dans l'ombre : il ne faut cacher aucune partie de la vérité. Après avoir énuméré ces faits, nous pourrions rechercher si on ne leur a pas donné une signification inexacte ou une portée exagérée ; si d'autres faits importants n'ont pas été omis.

On nous décrit une Autriche-Hongrie composée de territoires accolés, sans raison, les uns aux autres : — vaste tronçon de l'énorme bassin danubien ; bassins supérieurs de l'Elbe, de la Vistule, du Dniestr et de l'Aluta ; sources de l'Oder et du Prut, fraction du système alpestre ; partie est du système orographique de l'Allemagne ; système isolé des Karpathes ; plaine galicienne, qui n'est qu'un fragment de la plaine orientale de l'Europe, et *puzta* de Hongrie, qui est un monde à part ; plateau de Bosnie, qui fait partie du système balkanique, et littoral adriatique tout entier tourné vers la mer.

Sur ce territoire hétérogène habitent les peuples les plus divers (1). L'Autriche-Hongrie « n'est point

(1) Je ne m'occupe pas ici de *racés*, mais seulement de *nations*. M. AUERBACH (*les Races et les Nationalités en Autriche-Hongrie*) et M. FOUILLÉE (*Esquisse psychologique des peuples européens*, livre V, appendice I) ont utilisé les travaux allemands sur les races en Autriche-Hongrie : ils ont cherché à distinguer l'*homo europæus*, l'*homo alpinus* et l'*homo mediterraneus* ; ils ont tenu compte d'indices céphaliques et de couleurs de cheveux. Il me semble que l'anthropologie n'est pas encore une science faite. Le fût-elle, c'est encore la nation et non la race qu'il faudrait considérer en politique. Chaque individu, quelle que soit la forme de son crâne, se rattache par son libre choix à la nation dont il se sent une parcelle vivante. C'est ce suffrage vraiment universel et organique des masses qui nous importe. C'est lui qui détermine les courants de fond qui finissent presque toujours par donner son orientation à l'histoire. C'est de lui que dépend, en fin de compte, le sort des empires.

une nation, mais une mosaïque de peuples » (1).

D'après les statistiques officielles de 1901 (2), il y a, en effet, en Autriche-Hongrie, Bosnie et Herzégovine comprises, sur une population totale de plus de 48 millions d'habitants (3) :

22,605,000 Slaves. — Mais le mot « slave » désigne non point un groupe ethnique, mais un ensemble de nations. Les Slaves d'Autriche-Hongrie se divisent en cinq ou sept nations, suivant les classifications : — 7,920,000 Tchèques et Slovaques ; 4,230,000 Polonais ; 3,930,000 Ruthènes ; 1,275,000 Slovènes ; 5,250,000 Croates-Serbes.

(1) M. Charles BENOIST, *la Monarchie habsbourgeoise*, *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1897, p. 774.

(2) Les statistiques autrichiennes, dressées d'après la « langue de conversation », paraissent avoir été faussées par l'administration dans un sens favorable aux Allemands, et défavorable surtout aux Slaves. Les statistiques hongroises sont dressées d'après la « langue maternelle ». — Voir ces statistiques très clairement traduites en cartes, diagrammes et graphiques dans l'*Atlas de poche d'Autriche-Hongrie* du professeur HICKMANN (Freytag et Berndt, Vienne ; édition de 1900), p. 6, 20 et 21.

(3) La méthode qui consiste à étudier dans son ensemble la carte ethnographique d'Autriche-Hongrie exaspère certaines nations. Les Hongrois veulent qu'on ne confonde à aucun point de vue leur État avec les autres États et pays habsbourgeois. Les Tchèques désirent qu'on étudie l'ethnographie du « royaume de Venceslas ». On a souvent fait des études ethnographiques tendancieuses : d'où les défiances de ceux contre qui elles étaient dirigées. Mais il est, par exemple, bien permis d'étudier la carte ethnographique d'Europe, quoique les États d'Europe soient autrement distincts les uns des autres que les États habsbourgeois.

11,730,000 Allemands.  
8,610,000 Magyars.  
3,020,000 Roumains.  
800,000 Italiens.

Ce sont là les principales nationalités, auxquelles il faudrait, pour être complet, ajouter des Juifs (1), des Tziganes (2), des Arméniens (3), des Alba-

(1) Dans la statistique des religions on trouve 2.200.000 Juifs. Dans la statistique des nationalités, ils ont disparu. Une note nous apprend qu'ils ont été comptés avec les populations parmi lesquelles ils vivent. Pour des Juifs aussi peu assimilés que ceux de Galicie, par exemple, cette façon de procéder est défectueuse : peu m'importe qu'ils soient d'une race spéciale et qu'ils aient leur religion distincte; mais je ne puis négliger le fait qu'ils ont conservé leur nationalité propre. Nous découvrons là un des procédés employés dans l'administration pour grossir, sur le papier, le nombre des Allemands. On peut être, en effet, certain que partout où des Allemands, si peu nombreux soient-ils, coexistent avec une autre nationalité quelconque, tous les Juifs sont comptés comme Allemands. A l'appui de ce système, on peut dire que presque tous les Juifs non européens d'Autriche-Hongrie parlent un jargon allemand. De plus, politiquement ils font le jeu des Allemands : pourquoi, étant donné l'état de la législation et des mœurs dans l'empire allemand? La raison est difficile à donner : est-ce parce que presque tous ces Juifs ont longtemps séjourné en Allemagne avant d'émigrer en Pologne? Est-ce parce qu'ils sont en relation suivie avec les banquiers juifs de Berlin? N'est-ce pas plutôt parce que les Allemands sont les plus forts : — en Hongrie, bien des Juifs se comportent en bons Magyars; en Bohême, depuis qu'il y a à compter avec les Tchèques, beaucoup de Juifs ont passé dans le camp slave.

(2) Surtout en Hongrie, où leurs bandes errantes sont un véritable fléau. — On trouve quelques Tziganes sédentaires, notamment, en Bosnie, un village près de Sarajévo.

(3) Chassés de leur pays, ils se sont établis en Transylvanie. Ils

mais (1), des Bulgares, des Ladins (2), des Frioulans et même des Français (3), etc.

Ces nationalités, bien que les limites qui les séparent ne soient pas nettement tranchées — comme, par exemple, en Suisse la limite des langues française et allemande — occupent des territoires distincts. D'autre part, elles présentent les caractères les plus différents.

C'est ce que nous allons constater en passant une rapide revue des nations d'Autriche-Hongrie (4).

Commençons par les Allemands, qui ont joué presque constamment le premier rôle, et par les Magyars, depuis trente-six ans leurs jeunes et

sont uniates (catholiques, mais avec les offices dans leur langue arménienne, etc.). — Voir M. Recouly, *Au pays magyar*, p. 21 et suiv.

(1) En Bosnie-Herzégovine.

(2) Les Ladins sont proches parents des Romanches du canton des Grisons. Ils habitent dans le Tyrol méridional, à l'est de Bozen et de Brixen.

(3) Dans le sud de la Hongrie (banat de Tèmesvar) : ce sont des colonies lorraines établies là vers 1770, c'est-à-dire non seulement après que le duc François III de Lorraine (François 1<sup>er</sup> d'Allemagne, époux de Marie-Thérèse) avait échangé son duché contre la Toscane, mais après que la Lorraine était devenue tout entière française. Ces Lorrains — entourés d'autres colons de langues germaniques — ne parlent plus que l'allemand. Ce sont de bons citoyens magyars. — Voir M. Recouly, *op. cit.*, *Récit d'une excursion aux villages de Saint-Hubert, Charleville et Seultourm.*

(4) Voir la carte physique et la carte ethnographique et politique d'Autriche-Hongrie.



puissants associés. Puis, après avoir jeté un rapide coup d'œil sur les deux peuples de langue latine — Roumains et Italiens — nous étudierons les nations slaves.

Les Allemands sont 9 millions et demi en Autriche et 2,220,000 en Hongrie, ce qui représente, en Autriche, les 36 centièmes de la population; en Hongrie, les 11 centièmes; en Autriche-Hongrie, les 24 centièmes.

En Autriche, une masse allemande homogène, séparée des Allemands de l'Empire par la seule frontière, recouvre :

1° La partie alpestre de la monarchie (1) — sauf la zone sud-est, qui est slovène, et la partie la plus méridionale du bassin autrichien de l'Adige, qui est italienne;

2° La vallée du Danube, de l'embouchure de l'Inn à celle de la Morava (2);

3° Les trois côtés élevés du quadrilatère montagneux de Bohême; la vallée industrielle de l'Eger et la basse vallée de l'Elbe; un petit territoire au nord de la Moravie; tout l'ouest de la Silésie.

Des îlots surtout urbains sont dispersés en Moravie.

Perdu en Bukovine, parmi les Ruthènes et les Roumains, le tout petit îlot de Czernowitz est

(1) Le Vorarlberg, le Tyrol sauf le Trentin, la Carinthie et la Styrie sauf leurs parties méridionales, le Salzbourg.

(2) La Haute et la Basse-Autriche.

comme une sentinelle avancée du germanisme vers l'orient (1).

Presque tous ces Allemands sont catholiques.

Ceux des Alpes sont des montagnards conservateurs chez lesquels le clergé est très influent. Les Viennois aiment la vie indépendante et facile. Les Allemands de Bohême sont entreprenants, actifs, volontaires.

Les Allemands ont des universités de leur langue à Vienne, à Gratz, à Innsbruck, à Prague (2) et à Czernowitz.

Dans l'administration comme dans le monde des affaires, ils ont les situations acquises. Ils occupent presque tous les hauts grades de l'armée. Ils ont de vieilles fortunes, des traditions de domination.

En Hongrie, il faut distinguer trois catégories d'Allemands :

1° Les Saxons de Transylvanie. — Ils sont venus là au douzième siècle, appelés par les rois de Hongrie et probablement chassés des Pays-Bas par les inondations. Ils gardèrent la frontière. Ils obtinrent des privilèges, comme condition de leur établissement, puis comme prix de leurs services. Ils sont protestants. Ils ont toujours conservé des relations avec les Allemands du Nord : elles sont

(1) Moins de 150.000 Allemands. L'université de Czernowitz est pourtant de langue allemande.

(2) Depuis 1882, une université tchèque existe à côté de l'université allemande.

devenues plus actives depuis 1870. Ils sont énergiques et jaloux de leur indépendance.

2° Quelques colonies urbaines, fondées à la même époque que celle de Transylvanie, au nord-ouest de la Hongrie, en pays slovaque.

3° Des Allemands du Sud, communément appelés Souabes, dont les villages sont disséminés parallèlement au Danube, sur les deux rives. — Ils ont été appelés au dix-huitième siècle pour repeupler les régions désertes reprises sur les Turcs. Ils sont catholiques. Ils sont doux et maniables. Toutefois les plus méridionaux d'entre eux étaient jusqu'à une date récente organisés militairement dans les *Confins* : c'est une forte race.

Les Hongrois ou Magyars (1) sont tous dans le royaume de Hongrie.

Quelques-uns — Hongrois, et Sicules (2) leurs cousins — habitent à l'orient du plateau de Transylvanie, à l'est des Saxons. La plupart sont groupés dans la région accidentée du lac Balaton et dans la grande plaine du Danube et de la Tisza (3), — la *puzta*. Ils y cultivent leurs immenses champs de blé

(1) Voir l'article de M. Lang, vice-président de la Chambre hongroise, sur la *question des nationalités en Hongrie*, dans la *Revue politique et parlementaire*, octobre 1898.

(2) Les Sicules étaient établis en Transylvanie avant l'invasion d'Arpad. Ils avaient devancé la grande invasion. Ils prétendent descendre des Huns.

(3) En allemand, *Theiss*.

et de maïs. Ils y élèvent leurs chevaux sauvages. Ils y gardent leurs troupeaux autour des puits à balancier pareils à ceux de notre Camargue. Ils adorent leur *puzta* :

Je l'aime, la *puzta*! peuvent-ils tous s'écrier avec Petöfi (1). Là seulement habite la liberté. Là mes yeux peuvent errer de tous côtés sans obstacles... Et que personne ne dise que la *puzta* n'est pas belle! Sa beauté est merveilleuse. Mais comme une jeune fille pudique, elle la cache sous son voile, et elle ne soulève ce voile que pour les visages familiers, en présence des amis fidèles. Alors, soudain, une fée leur apparaît, une fée au visage de flamme. Oh! je l'aime, la *puzta*! j'aime à errer sur mon hardi coursier dans ses libres espaces. Là où on ne trouve plus la trace de l'homme..., à l'endroit le plus solitaire de la lande, je descends de cheval, je me repose sur le gazon et j'écoute les murmures de l'air...

Ils n'ont qu'une grande ville, la splendide Budapest (2), acropole historique sur la rive droite du Danube, vaste cité américaine sur la rive gauche. Presque toutes les autres agglomérations ont des airs champêtres.

(1) Petöfi Sandor (Sandor, Alexandre) : « Nature fougueuse, aussi originale par le sentiment que par la forme, écrit M. Saint-René Taillandier..., imagination primesautière..., poète du peuple..., n'écoulant que son cœur, il exprime ses émotions dans l'idiome franc et hardi de la terre natale. » Né en 1823, il disparut le 31 juillet 1849, en Transylvanie, le soir d'un des derniers combats contre les Russes.

(2) L'université de Budapest est par le nombre des étudiants la première des pays habsbourgeois après Vienne. — Il y a une autre université hongroise à Kolosvar. (Klausenbourg.)

C'est un peuple d'agriculteurs.

D'après la théorie couramment reçue, les Hongrois appartiennent à la même famille de peuples que les Huns, les Avars, les Turcs, les Bulgares d'avant l'invasion et les Finnois; ce sont des finnoougriens, ou touraniens. Toutefois, d'après le comte Eugène Zichy, la race hunique ou hongroise est une « race originale », une « race primordiale, » sans aucune parenté avec les Turcs et les Finnois (1); partie du nord de la Chine, elle a séjourné du deuxième au neuvième siècle au nord du Caucase, entre la Caspienne, la Volga et la mer d'Azov, en se préservant de tout mélange.

Toujours est-il que vers la fin du neuvième siècle des guerriers païens conduits par Arpad, escortant leurs lourds chariots, poussant leurs troupeaux, passèrent un col des Karpathes. Ils bousculèrent les tribus slaves de la grande Slovaquie, qui peuplaient

(1) *Voyages au Caucase et en Asie centrale*, Budapest, t. I, p. ix. — Le Dr Bastian, directeur du *Museum für Völkerkunde* de Berlin, avait dit au comte Zichy : dans la plaine qui s'étend au nord du Caucase, « les tribus Hiou-Huns viennent en contact avec une foule de peuples, au nord avec les Finnois, au sud avec les hordes turques, leur empruntent certaines idées et des sons, peut-être même des mots. Mais on se tromperait tout à fait si l'on voulait conclure à leur origine finnoise ou turque... Les Hiou-Huns sont une race à part qui n'est ni finnoise, ni turque; et de cette tribu est issu le peuple magyar ». Le comte Zichy a entrepris au Caucase, en Turkestan, en Sibérie et dans le désert de Gobi des voyages d'études. Il considère aujourd'hui que l'hypothèse du savant allemand est scientifiquement établie.

la plaine danubienne. Ils se heurtèrent aux Allemands. Ils errèrent quelques années encore. Puis ils se fixèrent à perpétuité sur les territoires qu'ils occupent aujourd'hui.

Leur âme vagabonde se fixa et fut prise de cet amour immense pour la terre de la patrie que Vörösmarty (1) traduisit dans ses strophes enthousiastes :

A ta patrie, ô Hongrois, demeure éternellement fidèle : aujourd'hui elle te nourrit; quand la mort te frappera, elle te recouvrira de son gazon touffu. Pour toi dans le vaste univers, il n'est pas d'autre asile. Que ta destinée sur ce sol soit bénie ou maudite, c'est ici qu'il faut vivre, c'est ici qu'il faut mourir.

L'État hongrois n'a pris que très récemment un caractère de nationalisme magyar prononcé. Longtemps la noblesse magyare accusa les rois, qui refusaient de trop favoriser les vainqueurs au détriment des vaincus, d'être les « rois des étrangers ». A la différence d'un vieux chroniqueur tchèque qui écrivait « là où il n'y a qu'une langue, là est la gloire », le roi Étienne engageait son fils à bien traiter les étrangers et à respecter leurs langues : *nam unius linguæ uniusque moris regnum imbecille est*,

(1) Avant la grande lutte de 1848, Vörösmarty Mihay (Mihay, Michel) — « artiste scrupuleux et délicat, plutôt que génie inspiré, écrit M. Saint-René Taillandier, ... intelligence grave et studieuse, poète des académies » — contribua comme Petœfi, à qui il ressemble pourtant si peu, à éduquer sa nation.

« car un État de langue et de mœurs uniformes est un état faible ». Plus tard, on vit cette noblesse d'abord intolérante se recruter quelque peu parmi d'autres nations, notamment en Croatie et Slavonie après l'union de ces pays à la couronne de Saint-Étienne. La langue latine, employée comme langue officielle dans les actes et à la diète, facilita une certaine fusion des classes supérieures. C'est seulement peu d'années avant la grande crise de 1848 que les Hongrois renoncèrent au latin, prétendirent imposer leur langue (1) et devinrent des nationalistes intransigeants.

La nation hongroise est essentiellement aristocratique. Une noblesse historique de grands propriétaires fonciers (2) a jusqu'ici concentré en elle l'âme de la nation et assuré la marche des affaires. Son patriotisme, sa générosité pour les œuvres nationales dépassent tout ce qu'on peut imaginer. Mais cette aristocratie est prodigue. Une notable partie des grands domaines et des châteaux sont hypothéqués. Beaucoup sont déjà entre les mains des financiers de Budapest. De ce côté, l'avenir est sombre. Peut-être une Hongrie nouvelle, dont on ne peut dire l'avenir, va-t-elle surgir avec l'industrie naissante.

(1) Loi de 1840. — Voir : M. Louis LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, 4<sup>e</sup> édit., p. 503.

(2) Parmi lesquels on peut distinguer les magnats — qui rappellent les lords — et une sorte de gentry.

Les Roumains sont, au moins en grande partie, les descendants des colons, de races variées, mais de langue latine, établis par Rome sur la rive gauche du Danube. Quand les légions repassèrent le fleuve, ils se réfugièrent pour échapper aux barbares sur le plateau de Transylvanie et dans les Karpathes. Depuis, un grand nombre d'entre eux se répandirent à nouveau dans la plaine du bas Danube : ceux-là peuplent la principauté de Roumanie (1). Ceux qui sont restés dans les montagnes de Transylvanie — au nombre de 2,780,000 — sont compris dans le royaume de Hongrie. Nous avons vu que des Magyars et Sicules et des Saxons se sont installés parmi eux.

240,000 habitent les vallées de Bukovine, en Cisleithanie. Ils y forment les 32 centièmes de la population.

Les uns sont orthodoxes ; les autres grecs unis.

C'est une nation rurale qui manque d'autant plus de chefs que leur jeune et peu nombreuse bour-

(1) C'est du moins la thèse roumaine. D'après une thèse magyare, les Roumains de Transylvanie seraient venus des Balkans et auraient surtout dans les veines du sang slave. Ils n'auraient inventé leur descendance roumaine qu'à une date relativement récente. L'idée en aurait été vulgarisée par les jeunes Roumains élevés à Rome après qu'une partie du peuple eut accepté, à la fin du dix-septième siècle, le rite grec uni. — Nous retrouverons des Roumains — ou Koutzovalaques — dans la péninsule des Balkans. Il existe quelques villages roumains en Istrie. Une tribu aujourd'hui tchèque de Moravie paraît avoir des origines roumaines.

geoisie, découragée, a abandonné la lutte (1).

Ils sont pourtant forts, parce qu'ils sont attachés à la terre. Beaucoup sont propriétaires et entendent le rester.

Les Italiens (2) ne forment un groupe compact que dans le Trentin, où ils sont 384,000.

Trieste, dont la banlieue est toute slovène, est une ville presque entièrement italienne. Sur 170,000 habitants, la statistique officielle accuse 77 pour 100 d'Italiens, 18 pour 100 de Slovènes et 5 pour 100 d'Allemands immigrés (3).

(1) Depuis quelques mois, l'agitation roumaine recommence.

(2) Voir d'intéressants articles publiés dans la *Vita internazionale* de Milan par le sénateur Graziadio ASCOLI : *Italiani e Slavi nella Venezia Giulia*. (20 février 1902); *La Venezia Giulia*. (5 avril 1902.) — Voir aussi les articles de M. Louis JARAY sur les *nationalités en Autriche-Hongrie*, publiés dans les *Questions diplomatiques et coloniales* des 15 juillet et 15 août 1902.

(3) Trieste s'est librement donnée à l'Autriche en 1382, dans l'espoir d'être défendue contre Venise. Contrairement à ce que prétendent des savants allemands, notamment des professeurs de l'université de Gratz, elle n'a jamais été germanisée. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter, à la bibliothèque municipale, dans la salle qui fait suite à celle de Pétrarque, les procès-verbaux latins du conseil municipal de Trieste. J'ai feuilleté ces documents avec l'historien érudit et aimable qu'est le Dr Hortis, bibliothécaire et député de la ville. Les plus anciens remontent à 1421. On y trouve une pétition populaire en dialecte vénète. En 1520, les habitants de Trieste, soutenant un procès resté célèbre contre la Carniole, se plaignent au prince de ce que leurs adversaires n'emploient que la langue allemande : *cum latini simus, linguam teutonicam nec scire, nec loqui possumus*. Au

Dans Goritz et Gradica, les Italiens forment les 36 centièmes de la population, et dans l'Istrie les 38 centièmes.

A Fiume, ils ont la municipalité (1), grâce à l'appui des autorités magyares.

Dans toutes les villes de Dalmatie existent des colonies italiennes fondées par Venise. Mais les Italiens ont perdu la majorité partout, sauf dans la capitale Zara (2).

Les nations slaves sont géographiquement divisées en deux tronçons, que séparent les masses allemande et magyare complétées, vers l'est, par le groupe roumain (3).

quinzième siècle, quand les décrets sont envoyés de Vienne en langue allemande, on proteste, puis on crée une procédure bien significative : les décrets sont portés au conseil ; un des trois juges recteurs les place sur sa tête *super caput ob reverentiam principis* ; puis, comme il ne peut les comprendre, *quia non intelligitur*, il les renvoie à un traducteur juré. A cette époque, toute une série de mesures avaient déjà été prises pour faciliter l'achat des vins d'Istrie aux marchands allemands, « les Triestins ne sachant pas l'allemand ».

(1) Toutefois, il y a quelques mois, à des élections partielles, deux Croates ont été élus — et aussitôt invalidés. — Le gouvernement hongrois tient à avoir à Fiume des hommes sûrs : la municipalité a, en effet, la consigne permanente de ne jamais convoquer le collège électoral qui, constitutionnellement, devrait élire deux députés à la diète de Zagreb.

(2) En croato-serbe, Zadar.

(3) Autrefois, les Slovaques ou grands Slaves et les Slovènes ou petits Slaves se touchaient. De la Bohême à l'Adriatique, dans toute la *puzta*, habitaient des tribus slaves groupées en un puissant

Au nord sont, en allant de l'ouest à l'est, les Tchèques et les Slovaques, les Polonais, les Ruthènes.

Au sud, les Slovènes, les Croates, les Serbes.

Les Tchèques habitent trois provinces voisines les unes des autres : la Bohême, la Moravie et la Silésie. En Bohême, ils sont — d'après les statistiques officielles — 3,960,000 sur une population totale de 6,300,000. Ils habitent la plaine en forme de cuvette qui s'abaisse de la périphérie au centre, vers les vallées du Labé (Elbe) et de la Vltava (Moldau). L'agglomération pragoise (1) ne compte pas 10,000 Allemands sur plus de 300,000 habitants (2). En Moravie, les Tchèques sont proportionnellement plus nombreux encore : 1,730,000 sur une population totale de 2,460,000. Ils dominent partout, sauf dans quelques villes. En Silésie, au contraire, ils sont moins de 150,000 sur 670,000 habitants.

empire par Samo, vainqueur de Dagobert, puis par Svatopluk, adversaire de Charles le Gros. Les Slaves furent coupés en deux par l'invasion hongroise.

Toutefois, en Hongrie, le long de la frontière cisleithane, de Radkesbourg à Presbourg, des îlots slovènes, pareils aux piles d'un pont, subsistent entre le bloc allemand de l'ouest et le bloc magyar de l'est. Ils constituent une frêle jonction entre le groupe slovène et le groupe tchèque. — De même, à l'est, les Slaves du sud sont reliés aux Russes par des îlots bulgares parallèles à la mer Noire.

(1) La ville de Prague comprend plusieurs communes : Prague, Smicow, Winhorady, etc.

(2) Je retranche le nombre des Juifs du nombre des Allemands.

De plus, à Vienne, ils forment une bonne partie de la population (1).

Un jour, Chateaubriand était à la fenêtre du Hradshani (2). Il disait à un Français qui avait, comme lui, accompagné Charles X en exil : « Voyez ces deux personnes qui causent, en bas, l'air attentif : elles attendent le verbe. » Quiconque a une notion de la langue allemande comprend cette raillerie. A Prague et dans toute la société bohème, on ne parlait alors qu'allemand. Bien plus tard, encore, en 1854, quand Viollet-le-Duc passa quelques jours à Prague, il ne s'aperçut pas qu'il était en pays slave (3) : l'aspect de la rue, tout le « ver-

(1) Les Tchèques de Vienne sont pour la plupart originaires de Moravie. D'après des auteurs bohèmes, ils seraient à Vienne 300,000. Toutefois il faut noter que la plupart des Tchèques viennois n'ont pas actuellement un sentiment bien vif de leur nationalité. Beaucoup votent pour les socialistes.

(2) Château royal de Prague, qui, sur la rive gauche de la Vltava, domine la ville.

(3) *Lettres adressées d'Allemagne à M. Lance*. (Bance, éditeur, 1856. Bibliothèque nationale, V. 55108). Viollet-le-Duc écrivait bien : dans les chapelles absidiales de la cathédrale de Saint-Guy « nous retrouvons, non seulement le plan français, mais les détails de l'architecture *sans mélange tudesque* ». Mais il cherchait dans Prague « les défauts généraux des vieilles villes *allemandes* », et il écrivait : « Les Allemands sont conservateurs à Prague comme partout. » — Un autre voyageur français autrement clairvoyant en la matière, M. Saint-René Taillandier, écrivait dès 1840 : « Les Slaves de Bohême se reprennent avec un amour filial à leurs traditions évanouies : ce ne sont plus seulement des chants nationaux qu'une érudition curieuse s'empresse de recueillir; non, il s'agit d'une chose plus grave : c'est l'esprit même de

nis » seul aperçu par le voyageur qui ne fait que passer étaient encore germaniques.

A la fin de la grande lutte religieuse et politique des quinzième et seizième siècles, après la bataille de la Montagne Blanche, le peuple tchèque avait connu des persécutions effroyables : massacres, exécutions, proscriptions, confiscations, destruction systématique des livres en langue tchèque considérés comme véhicules d'hérésie et de rébellion. La Bohême s'était alors endormie d'un « sommeil » léthargique, et le germanisme avait jeté son voile sur elle.

Le dix-neuvième siècle vit l'« éveil » de la nation, le splendide phénomène de la « renaissance tchèque » :

Résurrection d'un peuple qui se recrée soi-même de ses propres cendres, se refait un corps du limon de la terre natale et une âme de ce qui subsiste, flottant dans les airs, du souffle des aïeux... La Bohême s'est refaite, comme germe et fructifie le grain de blé enseveli avec la momie des rois dans les tombeaux d'Égypte : un peu de terre féconde et la rosée d'en haut, le grain de blé perce le sol, s'élance en verdure, mûrit en épis et redevient

la race que les Slaves bohémiens veulent retrouver sous ses ruines... L'Autriche était chargée de soumettre à l'influence germanique les populations étrangères réunies à son empire, et ce sont ces populations, ce sont les Slaves qui vont l'attirer vers eux-mêmes. Ils l'espèrent du moins et le disent assez haut. Espérances chimériques ! pensera-t-on. Je le veux bien ; mais qu'on sache cependant que l'Allemagne commence à s'en effrayer et que plus d'un avertissement a déjà été adressé à l'Autriche. »

moisson. La nature, en Bohême, était demeurée féconde : ni la face de la terre, ni la figure du ciel n'avaient changé. Le grain de blé, ce furent les quelques mots de la langue des aïeux, épaves flottantes de l'âme nationale, qui s'étaient conservés dans l'obscurité des chaumières, dans les chansons berceuses des enfants, dans les galeries obscures des châteaux désertés, comme collés aux murs, ainsi qu'un salpêtre aux fers et aux vieilles armes, ainsi qu'une rouille (1).

Dès le dix-huitième siècle, Dobrovsky (2) et Jungmann (3), puisant aux sources paysannes restées pures, avaient retrouvé la langue. Puis Charfajik (4) avait étudié les « antiquités » slaves, et Kollar (5) avait chanté avec un lyrisme débordant la « mutualité » slave. Palatsky (6) avait écrit l'his-

(1) M. Albert Sorel, *Le Temps*, 4 juillet 1903. — Parmi les auteurs français qui ont fait connaître en France le peuple tchèque et son histoire, il faut citer en première ligne M. Louis LÉGER, apôtre infatigable et aujourd'hui triomphant de l'amitié franco-slave : il est allé en Bohême, pour la première fois en 1864. Dès 1866, il publiait une brochure intitulée : *Bohême, Hongrie, Habsbourg*. Il avait écrit en tête : *Ave, Cæsar, resurrecturi te salutant*. — Voir aussi les cinq gros volumes où M. Ernest DENIS raconte l'histoire du peuple tchèque depuis Jean Huss jusqu'à nos jours (Leroux, éditeur), et l'article de M. Pierre Daresté — *la Question tchèque* — paru dans la *Revue des Deux Mondes*, du 1<sup>er</sup> août 1895.

(2) 1753-1829.

(3) 1776-1847.

(4) 1795-1861.

(5) 1793-1852.

(6) 1798-1876. En cinq volumes, il étudie l'histoire tchèque depuis les origines jusqu'en 1526.

toire nationale. Havlitchek (1) avait réalisé le type parfait du publiciste patriote.

Les Tchèques, dès 1848, étaient prêts pour la lutte nationale et politique.

Le nom de Jean Huss est resté pour eux un mot de ralliement. Il veut dire à la fois patrie et pensée libre (2). Les Tchèques sont des catholiques peu convaincus. Quelques-uns aiment à déclarer qu'ils n'hésiteraient pas à se faire orthodoxes si, à un moment de danger, c'était là la condition de l'amitié agissante de la Russie.

Ils continuent à soutenir une lutte acharnée contre les Allemands qui les enserrent en Bohême et habitent parmi eux en Moravie. Les Allemands s'efforcent de conserver les positions acquises. Les Tchèques veulent ramener à eux des populations slaves superficiellement germanisées. La lutte est surtout ardente dans les régions où les deux nationalités sont mélangées : c'est là que les tchèques multiplient les *bésédas* (3), les sociétés de

(1) 1821-1856.

(2) Le 5 juillet de cette année, la statue de Jean Huss a été inaugurée à Prague sur la place de l'Hôtel-de-Ville. Depuis des années, les Jeunes Tchèques et les Vieux Tchèques étaient divisés au sujet de cette statue : la discussion était, d'ailleurs, purement religieuse. Tous ont fini par s'unir pour fêter Jean Huss, héros national.

(3) Ce sont des lieux de réunion, des sortes de cercles où, surtout en pays allemands, les Tchèques, hommes et femmes, se retrouvent à jour et heure fixes. On prend, par exemple, un repas

*sokols* (1), et les écoles subventionnées par la *Maticé skolska* (2).

Les Tchèques s'emparent peu à peu des fortes-ressources industrielles et commerciales. Les brasseries, les raffineries, les verreries ne sont plus le monopole des Allemands. De grosses fortunes, instruments d'affranchissement économique, sont en formation.

Une classe libérale, guide et interprète de la nation, est constituée.

Les Tchèques ont à Prague — à côté de l'université allemande — une université nationale. Ils demandent la création d'une autre université en Moravie.

en commun par semaine. Ainsi on se connaît et, à l'occasion, on se soutient.

(1) Sociétés de gymnastes tchèques opposées aux sociétés allemandes de *Turners*. Ces sociétés furent, au temps où l'administration refusait d'autoriser à peu près toutes sortes d'associations, des centres de groupements. Aujourd'hui, ce sont des sociétés d'éducation physique et d'entraînement patriotique. L'association générale des Sokols est présidée par le Dr Podlipny. On se souvient des manifestations faites par les sokols à Paris et à Nancy. *Sokol* veut dire faucon : les sokols ont une plume de faucon à leur toque.

(2) La *Maticé skolska* ou « petite mère des écoles » est une société qui lutte contre le *Schulverein*. Tchèques et Allemands se disputent les hommes de demain. Les Tchèques, qui n'ont à compter que sur leurs propres ressources, à la différence des Allemands aidés de l'extérieur, ont imaginé le moyen ingénieux suivant : la *Maticé skolska* vend au commerçant des bandes à son nom. Les consommateurs exigent la présence de ces bandes sur certains produits, notamment les allumettes. C'est une sorte d'impôt indirect volontaire.



Leur presse couvre tout le pays (1).

Ils sont particulièrement fiers de leurs musiciens et de leurs peintres (2).

Ils sont essentiellement démocratiques. Il n'y a pas chez eux comme chez les Allemands de cloisons étanches entre les différentes classes sociales.

Presque toute la vieille noblesse de Bohême a été détruite après la Montagne Blanche et remplacée par les chefs des vainqueurs. Un Tchèque me disait, il y a quelques années, qu'il existe en Bohême quatre nations : les Tchèques, les Allemands, les Juifs et les nobles. En effet les grands propriétaires nobles ont des intérêts communs qui les groupent bien souvent. Mais toutes les fois qu'un problème national est posé, la noblesse se coupe en deux : la majorité travaille avec les Tchèques pour la Bohême ; une forte minorité s'allie aux Allemands.

Les Slovaques peuvent être regardés comme une fraction de la nation tchèque : ce sont, a-t-on dit, les Provençaux de la nation.

(1) Voir l'article de M. Louis JARAY : *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 février 1903.

(2) Très proches de nous. — Des pièces comme *Dalibor* ou comme *la Fiancée vendue*, de SMETANA, sont faites pour réussir sur une scène française, dès qu'on se décidera à les monter. La musique tchèque a été acclamée à Paris, les rares fois où on a pu l'y entendre : Nédbal a remporté un triomphe au Châtelet. Tous les peintres tchèques : Brodjik, Marold, Inaïs, ont plus ou moins vécu à Paris comme dans une seconde patrie. Ceux qui s'y sont définitivement fixés, comme Mucha, n'ont rien perdu de leur charme original.

Un million neuf cent quarante mille d'entre eux habitent au nord-ouest du royaume de Hongrie, dans le massif du Tatra, dont les derniers contre-forts dominant Presbourg. Ils débordent sur la Moravie.

Les Slovaques ont donné aux Tchèques Chafarjik et Kollar. Depuis, il est vrai qu'ils n'ont pas compris quelle puissance leur aurait assuré l'unité de langue tchéquo-slovaque. Cette unité aurait pu être effectuée au moment où les Tchèques travaillaient comme à reforcer leur langue littéraire. Les Slovaques ont, au contraire, pensé qu'ils fortifieraient leur individualité un peu vague de peuple sans histoire en développant leur dialecte.

Les Tchèques et les Slovaques n'en sont pas moins deux nations jumelles.

Les Slovaques sont les uns catholiques et les autres protestants.

C'est un peuple doux d'agriculteurs et de bergers aux beaux costumes, aux exquises chansons (1).

Ils manquent encore d'une bourgeoisie directrice. La plupart des familles riches ont passé aux Magyars, qui traitent le reste du peuple comme un troupeau : *toth ember nem ember* ; l'homme slovaque n'est pas un homme, dit un vieux proverbe hongrois.

(1) On connaît les broderies slovaques. Les galons à la hongroise ont été empruntés par les Magyars aux Slovaques, qui les portent couramment sur leurs culottes. De même, la *czarda* est d'origine slovaque.

Les Polonais de Galicie sont tout autres : ils appartiennent à une nation qui, au milieu des plus effroyables cataclysmes, a toujours eu la pleine et vive conscience de son existence ; leur organisation sociale et même nationale est aristocratique.

Ils sont quatre millions dans la province de Galicie : à l'ouest, ils y forment un groupe homogène ; à l'est, on ne les trouve guère que dans les villes et les châteaux.

Deux cent trente mille Polonais vivent hors de Galicie, la plupart en Silésie, où ils sont en conflit avec les Tchèques et les Allemands — quelques-uns en Bukovine.

La noblesse galicienne — la *szlachta* — est ardemment polonaise. Le clergé catholique, très influent, est aussi nationaliste que le clergé irlandais. Dans les Karpathes, Zakopane, jolie ville d'eaux aux étranges chalets de bois, devient chaque été, quand les Polonais de Posen et ceux du grand-duché de Varsovie se réunissent à ceux de Galicie, un centre de patriotisme tragique.

La *szlachta* joue en Galicie un rôle analogue à celui que tient en Hongrie la noblesse magyare. Elle est impérieuse et dominatrice. Elle ne l'est pas seulement avec les paysans de ses domaines. Elle s'efforce de maintenir les Ruthènes sous la domination polonaise. Elle représente la nation à l'extérieur. Mais ses domaines, comme ceux de

la noblesse magyare, sont hypothéqués et menacés par l'expropriation.

Trois cent mille Ruthènes constituent dans la Bukovine — dont la population totale est de sept cent trente mille habitants — le groupement ethnique le plus important.

Trois millions deux cent vingt mille Ruthènes habitent dans la partie orientale de la Galicie.

Quatre cent mille se sont établis au quatorzième siècle dans le royaume de Hongrie, au sud des Karpathes, sur la rive droite de la haute Tisza, entre les Slovaques et les Roumains (1).

Les Ruthènes, ou Russes rouges, sont très proches des Petits-Russes et des Russes blancs de l'empire des tsars.

Ils sont presque tous Grecs unis (2) ; ils ont un archevêque uniaste à Léopol. Ils ont des chaires en leur langue à l'université de Léopol (3).

Ils se dégagent progressivement du groupe polonais.

C'est une nation paysanne analogue aux Slovaques.

(1) Les Roumains les plus occidentaux venaient d'émigrer vers la Moldavie. Les Ruthènes occupèrent le territoire désert. (*L'Allemagne vers l'Est : Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> mai 1902, p. 70.)

(2) Les Uniastes ont la messe dans leur langue nationale ; leurs prêtres se marient. Mais ils reconnaissent l'autorité de Rome.

(3) En polonais, Lwow ; en ruthène, Lviv ; en allemand, Lemberg.

Parmi les quatre nations jougo-slaves, l'une — la bulgare — n'est presque pas représentée dans les États du Habsbourg; une autre — la serbe — n'y est que partiellement comprise; les deux autres — la croate et la slovène — sont entièrement englobées.

Les Slovènes sont 1,270,000 en Cisleithanie; la fraction hongroise est insignifiante. Ce sont des montagnards et des ruraux. Ils sont profondément catholiques. Ils ont leur langue spéciale. Pris dans le système des marches germaniques, puis dans la trame des duchés et comtés allemands, sujets des Habsbourg dès les treizième et quatorzième siècles, ils sont à peu près sans histoire. Mais ils se sont, au dix-neuvième siècle, fortement constitués avec pour centre Lublana (1), capitale de leur province de Carniole. Ils occupent le sud de la Styrie et de la Carinthie. Ils forment dans Goritz et Gradiska les 63 centièmes de la population. En Istrie, établis sur les plateaux du Karst, ils disputent, avec l'aide des Croates, la province aux Italiens de la côte ouest.

Les Croates et les Serbes sont recensés ensemble : ils ont, en effet, même langue; leurs écritures seules diffèrent (2). Ce sont pourtant deux peuples bien distincts, et le plus souvent ennemis. On en

(1) En allemand, Laibach.

(2) Les Croates appellent leur langue croato-serbe et les Serbes l'appellent serbo-croate. Les Croates emploient l'écriture latine et les Serbes l'écriture cyrillique.

donne souvent pour raison que la plupart des Croates sont catholiques, tandis que la plupart des Serbes sont orthodoxes. Mais nous verrons (1) que les causes profondes de leur inimitié sont nationales : ils se rattachent à deux groupements historiques différents; les uns comme les autres prétendent dominer exclusivement en Bosnie-Herzégovine.

Les Croato-Serbes sont 735,000 en Cisleithanie; 2,880,000 en Transleithanie; 1,635,000 dans les provinces occupées de Bosnie-Herzégovine.

En Cisleithanie, les Croates forment une partie de la population de l'Istrie, et l'immense majorité de la population de la Dalmatie où on trouve aussi des Serbes.

Dans le royaume de Hongrie, les Serbes sont nombreux sur la rive gauche du Danube, entre le coude méridional du fleuve et les Portes de Fer. Ils s'y sont établis surtout à la fin du dix-septième siècle. L'armée du Habsbourg, après avoir chassé les Turcs de Budapest, s'était avancée jusqu'en Vieille Serbie, puis avait battu en retraite. Soixante mille familles serbes suivirent les troupes autrichiennes et s'installèrent sur la rive gauche du Danube. Le Habsbourg trouva chez ces Serbes des soldats intrépides et dévoués. Il s'appuya sur eux chaque fois qu'il eut des difficultés avec les Ma-

(1) Voir deuxième partie, p. 224 et suiv. et p. 272.

gyars. Mais, quand il était tranquille du côté de Budapest, il lui arrivait souvent de persécuter les Serbes pour la seule raison qu'ils sont orthodoxes.

Dans le royaume de Croatie et Slavonie, les Croates forment la grande majorité de la population. Il existe une forte minorité serbe (1) et quelques colonies allemandes peu nombreuses.

Zagreb (2) est le centre d'études littéraires, scientifiques et historiques.

Au temps de Louis Gaj, avant 1848, existait un mouvement « illyrien », qu'on appellerait aujourd'hui jougo-slave.

L'Académie et l'Université, fondées l'une en 1867, l'autre en 1874, travaillent plus spécialement pour la Croatie. La belle figure de Mgr Strossmayer rayonne sur la patrie pour laquelle il a un amour si éclairé et si intense (3).

Le long du Danube (4) et de la Save, les Serbes et les Croates étaient, jusqu'à une époque toute récente, organisés face aux Turcs en colonies militaires, analogues à celles des cosaques de Russie.

(1) Sur 2,370,000 habitants, 71 pour 100 sont catholiques et 25 pour 100 orthodoxes.

(2) En allemand, Agram, capitale du royaume de Croatie.

(3) Sur le peuple croate voir les livres de M. Louis LÉGER : *Le monde slave; Etudes slaves; la Save, le Danube et le Balkan (passim)*.

(4) Dans le banat de Temesvar et entre la Theiss et le Danube, les colonies et les régiments serbes étaient mélangés de colonies et de régiments allemands. D'où le mélange actuel des deux races.

Il y avait là un peuple de soldats qui n'a pas perdu ses qualités héréditaires.

En Bosnie et en Herzégovine, la distinction entre Croates et Serbes est des plus difficile à faire. Ces populations sont moins développées que celles de l'Autriche-Hongrie proprement dite; aucun scrutin ne fournit de renseignement. On peut seulement constater que, sur 1,680,000 habitants, 22 pour 100 sont catholiques, 43 pour 100 orthodoxes, 34 pour 100 musulmans. Ces derniers sont des Serbo-Croates convertis à l'Islam au temps de l'invasion turque.

Que les nations — sans la volonté consentante desquelles il n'y a pas d'empire stable et vraiment puissant — soient en Autriche-Hongrie aussi multiples, et qu'elles soient — en apparence du moins — aussi peu faites pour vivre ensemble, cela est déjà grave. Mais, en Europe centrale, les vieux droits historiques sont encore prépondérants. Ce n'est pas seulement dans les sphères officielles que la théorie des nationalités n'est pas reconnue. Il suffirait que les mêmes « droits d'État » s'étendissent à tout l'empire et y fussent acceptés pour que l'Autriche-Hongrie n'eût à craindre aucune dislocation.

Mais, précisément, les « droits d'État » sont la cause de conflits des plus graves.

De tous temps, et surtout depuis le milieu

du dix-huitième siècle, on a vu des empereurs habsbourgeois tenter périodiquement, avec l'aide de ministres surtout allemands, d'unifier leurs royaumes et provinces, d'en fondre les éléments, et de créer une monarchie unitaire et centralisée — comme nos rois ont fait la France; comme les tsars, après avoir rassemblé la terre russe, en pétrissent les éléments.

Les Habsbourg ont voulu étendre partout et, en fin de compte, laisser seul agir et exister le mécanisme compliqué et dévastateur d'une bureaucratie centralisée. Le signe extérieur des progrès de la centralisation, ce sont les progrès officiels de la langue allemande, choisie pour supplanter les autres :

Rien ne fut négligé pour réduire la Bohême et la Hongrie, au rang de simples provinces, écrit M. Louis Léger (1) en racontant le règne de Joseph II (2). L'empereur prétendait germaniser à tout prix les deux royaumes et les gouverner en tyran libéral... L'ensemble des populations autrichiennes fut divisé en treize gouvernements subdivisés en cercles ayant chacun à sa tête un capitaine.

Et le même historien nous montre, toute pareille, la période de réaction du ministère Bach (3) :

Les différentes provinces de la monarchie furent divisées en cercles, dont les chefs étaient nommés par le

(1) *Histoire d'Autriche-Hongrie*, page 376.

(2) 1780-1790.

(3) 1850-1860.

gouvernement central; les attributions des diètes furent réduites au minimum. La bureaucratie centraliste fut l'instrument docile d'un système de germanisation impitoyable. Il pesait également sur des Hongrois qui avaient voulu démembrer l'État, et sur les Slaves qui en avaient maintenu l'intégrité (1).

Mais toujours se sont alors dressés en face du Habsbourg les vieux « États », trop formés, trop glorieux et trop forts pour se laisser absorber dans une unité plus grande. Toujours, les nations menacées de germanisation ont fait prévaloir, ou, malgré des défaites passagères, ont maintenu — imprescriptibles tant que le souvenir vivant en persiste — leurs « droits d'État ».

Les Magyars ont conservé, même au moment les plus tragiques de leur histoire — alors que le Turc et l'Allemand les menaçaient à la fois — au moins des fragments de liberté dans un débris de territoire. Depuis trente-six ans, les droits de la couronne de Saint-Étienne sont pleinement reconnus. Le compromis de 1867 a fait de la Hongrie l'égal de l'Autriche, c'est-à-dire de l'agglomération que forment les États du Habsbourg. Si la Hongrie lutte contre Vienne, c'est seulement pour faire triompher une conception nouvelle de l'association entre Cisleithanie et Transleithanie.

En Cisleithanie, les différents partis tchèques, et avec eux la majorité de la « noblesse historique »,

(1) *Histoire d'Autriche-Hongrie*, p. 535.

sont tous d'accord pour soutenir les droits du royaume de Venceslas. Ils rappellent que le royaume de Bohême ne fut point annexé aux possessions antérieures de la dynastie. Le Habsbourg, en 1526, commença à régner en Bohême — de même qu'il commença à la même date à régner en Hongrie — comme roi national librement élu et non comme empereur conquérant (1). Aucun événement, aucune novation n'a pu transformer le titre primitif du Habsbourg. Le royaume de Bohême a conservé, en droit, sa pleine indépendance, sous la dynastie habsbourgeoise. Pratiquement les Tchèques demandent que l'empereur-roi François-Joseph se fasse sacrer roi de Bohême (2) au Hradshani et ceigne la couronne de

(1) Bien plus, en 1526, l'empereur Ferdinand succéda de façon bien différente en Bohême et en Hongrie aux droits royaux des Jagellons — qui, depuis 1490, réunissaient sur leur tête les deux couronnes de Saint-Venceslas et de Saint-Etienne. En Hongrie, si l'empereur Ferdinand fut élu par la diète de Poszony (Presbourg) et couronné avec la vraie couronne de Saint-Etienne, Szapolyai fut élu par une autre diète réunie près de Tokay et couronné à Szekes Feevar (Albe royale). Longtemps des candidats nationaux furent élus contre le Habsbourg, qui prit des allures de conquérant. En Bohême, au contraire, l'empereur Ferdinand fut désigné par l'unanimité des électeurs et, tranchant solennellement un débat antérieur, reconnut qu'il ne devenait roi de Bohême que par une libre élection.

(2) Tous les Habsbourg ont été sacrés rois de Bohême, sauf les empereurs Joseph II et François-Joseph. Toutefois, François-Joseph porte le titre de roi de Bohême et a, à plusieurs reprises, solennellement reconnu les droits historiques du royaume et promis de se faire couronner.

Venceslas pieusement conservée dans la cathédrale de Saint-Guy : ce serait là le symbole mystique de l'indépendance, le gage de toutes les autres libertés. Les Tchèques demandent ensuite que les trois provinces de Bohême, de Moravie et de Silésie (1), actuellement sans liens, soient groupées, et qu'elles aient une administration et un parlement communs.

Les partisans de la dislocation vont plus loin : en Transleithanie même, l'exemple donné par la nation impériale et dominatrice des Magyars (2) est lentement compris par d'autres nations, armées elles aussi de « droits d'État ».

Les Croato-Serbes du royaume de Croatie demandent aux Magyars de ne pas méconnaître dans les rapports des deux royaumes transleithans les principes qu'ils veulent appliquer dans les rapports de l'Autriche et de la Hongrie (3).

(1) Bien que les Tchèques ne soient en Silésie que 22 pour 100. — Voir page 22.

(2) D'après la statistique officielle, les Magyars ne seraient dans le royaume de Hongrie que 8,600,000 sur une population totale de 19,170,000, soit 44, 8 pour 100. Encore est-il que le royaume de Croatie, peuplé de 2,370,000 habitants, parmi lesquels seulement une centaine de mille de Magyars, n'est pas compris dans ce calcul.

(3) Les Croates soutiennent que le royaume de Croatie est un Etat uni au royaume de Hongrie, mais distinct. Les Hongrois prétendent que le royaume de Croatie n'est plus qu'une province privilégiée du royaume de Hongrie. Chacune des deux nations tire argument de l'histoire, des vieux textes, des formules et du lieu des différents couronnements, des lois récentes.

Les Serbes du banat n'ont pas oublié les vieilles promesses d'autonomie qu'ils disent leur avoir été faites comme condition de leur établissement dans la Hongrie méridionale (1).

Les Roumains eux-mêmes semblent prêts à réclamer les vieux droits de la Transylvanie, dont ils prétendent se faire les jeunes champions.

On ajoute que l'Autriche-Hongrie, comme elle n'est composée que de fragments de vallées, n'est composée que de fragments de nations. Sauf les Magyars et les Tchèques, toutes les nations qui la peuplent ne sont que des branches dont le tronc est de l'autre côté des frontières : en Allemagne; en Italie; dans la Pologne, toujours vivante malgré les partages; dans le futur État jougo-slave, dont on nous prédit la formation (2).

Ce n'est pas, nous affirme-t-on, la dynastie habsbourgeoise qui peut retarder la ruine de l'Autriche-Hongrie.

(1) Serbes et Magyars discutent sur la valeur et la portée des privilèges qui furent, à la fin du dix-septième siècle, accordés aux immigrants serbes par le Habsbourg. La noblesse hongroise, ne cessa de défendre le principe de l'unité du royaume de Hongrie et de soutenir que des privilèges concédés sur le territoire hongrois sans le concours de la diète étaient nuls et de nul effet. En fait, les privilèges des Serbes ont été abolis; les confins militaires n'existent plus; rien ne distingue plus le sud de la Hongrie des autres parties du royaume.

(2) Voir deuxième partie, *passim*.

triche-Hongrie. Quelles racines a dans ses États actuels cette dynastie ambulante, dont les domaines étaient jadis en Suisse, en Alsace et en Souabe; dont la domination s'est étendue sur les Pays-Bas, sur l'Allemagne et sur l'Italie; dont les ambitions ont aujourd'hui pour objet la péninsule balkanique?

Pas un de ses États actuels ne lui a appartenu dès son origine. Elle n'a plus aucun de ses domaines anciens. Elle passe et glisse sur les peuples sans s'unir à eux et sans les incorporer à elle. Son prestige s'est évanoui quand la couronne du Saint-Empire lui a échappé. Rien ne peut lui donner le pouvoir surnaturel qui lui serait nécessaire pour infuser une vie factice à un État composé de fragments et de miettes. Le faisceau étrange de ses sceptres se délie. Elle va les perdre.

Et ceux dont je cherche à exposer la théorie croient entendre des craquements sinistres, avant-coureurs des grandes catastrophes, quand arrive la nouvelle de quelque violente et confuse séance d'obstruction, de troubles dans la rue, ou de difficultés quelconques en Autriche-Hongrie — pays des difficultés fréquentes.

On en vient à dire que les États et les nations d'Autriche-Hongrie ne restent groupés que pour ne pas désespérer leur souverain aimé. Après lui c'est la fin. Nous assistons à l'*Habsburgdämmerung*.

Parmi ceux qui ont développé en France cette « théorie de la dislocation », beaucoup ont volontairement exagéré le danger. Ils ont été préoccupés, moins d'écrire en savants, que de faire œuvre les uns de vulgarisateurs, les autres de politiques. Les uns ont désiré faire saisir des particularités qui abondent, et frapper les imaginations françaises, si peu préparées à comprendre la vie d'un État du type austro-hongrois. Les autres ont voulu inquiéter à temps l'opinion publique trop indifférente ou trop optimiste et la ramener à la nécessaire préoccupation de bouleversements internationaux qui, à tout prendre, peuvent fort bien avoir pour cause une crise de l'Europe centrale.

Et puis, il est certain qu'un esprit français, habitué aux conceptions simples et accoutumé à voir gouverner par un État tout puissant la nation la plus homogène qui soit au monde, a besoin, pour concevoir que l'Autriche-Hongrie est viable, d'oublier toutes ses idées et tous ses préjugés nationaux, de transformer sa façon même de penser.

Enfin, la théorie que je vais exposer est diffuse, terne et compliquée. Comme il est plus attrayant pour un artiste de voir « un monarque vénérable et vénéré de tous, auquel le sort a réservé le rôle de Romulus Augustule (1) », ou, pour un écrivain

(1) *Le rapprochement des races latines et slaves d'Autriche-*

de race, de nous montrer « François-Joseph las à la fin d'être l'unique point d'attraction de tant de forces centrifuges, las de retenir et de soutenir cette brassée d'États qui s'échappent! Il souffre de sentir qu'entre ses peuples il n'y a que le lien magnétique du respectueux amour que tous, indistinctement, lui ont voué, qu'ils ne s'aiment les uns les autres qu'en cet amour, et qu'ils ne supportent qu'en lui (1)... »

## II. — L'ANTITHÈSE

Je pose à nouveau la question : est-il en Autriche des forces convergentes, et ces forces l'emportent-elles sur les forces divergentes?

J'ai déjà, — encadrant une partie des faits dans une théorie, mais m'efforçant de ne pas les dénaturer — montré une partie de la réalité. Je voudrais achever le tableau ; mettre après les ombres les lumières, dans l'exacte proportion où elles doivent être mises. Je souhaite seulement que ce travail ait les qualités d'exactitude et de précision d'une modeste photographie.

*Hongrie. (Revue politique et parlementaire, février 1901.)* — L'article n'est pas signé. Son auteur est un Russe qui occupe aujourd'hui à Saint-Petersbourg une haute situation.

(1) M. Charles BENOIST, *La monarchie austro-hongroise et l'équilibre européen (Revue des Deux Mondes, 15 octobre 1897, p. 790.)*



Le territoire austro-hongrois se compose, en somme, de trois masses montagneuses et de trois plaines.

Les deux masses occidentales s'élèvent des deux côtés du plateau danubien : au sud, la partie orientale des Alpes, qui se prolongent le long de l'Adriatique; au nord, le quadrilatère de Bohême.

La masse orientale des Karpathes se rattache au système bohémien. Elle forme un arc de cercle et enserre, à l'est, le plateau de Transylvanie.

Entre le plateau de Transylvanie, les Alpes et les Karpathes s'étend la plaine principale arrosée par le Danube et ses affluents : la Tisza, la Drave et la Save. Elle pénètre entre les Karpathes et le quadrilatère bohémien par la vallée de la Morava.

De l'autre côté des Karpathes, au nord, est la plaine ondulée de Galicie.

Dans le quadrilatère est enserrée la plaine élevée, sorte de cuvette, où l'Elbe prend sa source.

La réunion de ces éléments forme-t-elle un ensemble aussi disparate qu'on l'a prétendu?

Le Danube et ses affluents, grandes artères commerciales, font l'unité de la plus grande partie du territoire austro-hongrois : — les Alpes; le versant sud du quadrilatère et les Karpathes; la grande plaine médiane; le plateau de Transylvanie.

Restent : la côte adriatique; l'intérieur du quadrilatère; la plaine galicienne.

Tout grand État doit avoir accès à la mer. D'où

la nécessité absolue pour l'Autriche-Hongrie d'avoir Trieste, Pola et Fiume (1). La Dalmatie n'est pas seulement la côte nécessaire à la Bosnie et à l'Herzégovine. C'est comme un prolongement vers le canal d'Otrante et la mer libre. C'est pour l'Autriche-Hongrie une garantie, nécessaire sinon suffisante, que sa flotte ne sera pas « mise en bouteille » dans l'impasse adriatique.

Les eaux du quadrilatère vont à Hambourg et le défilé de l'Elbe est la seule voie fluviale par laquelle la Bohême communique avec le reste du monde. Des liens économiques étroits existent, d'ailleurs, entre la Bohême et l'Allemagne. Mais le canal en construction de l'Elbe au Danube va modifier cette situation. Déjà des voies ferrées traversent les quatre côtés du quadrilatère. Bien plus, le côté sud-est, à la différence des trois autres, qui sont formés de formidables murailles, est dessiné seulement par les collines de Moravie, cultivées presque jusqu'au sommet et faciles à traverser sur tous les points : les communications sont donc, en somme, plus aisées entre la Bohême et les provinces centrales de la monarchie qu'entre la Bohême et l'Allemagne. Enfin et surtout (2), le quadrilatère est le bastion nécessaire de la monarchie.

(1) Trieste, port de commerce autrichien; Pola, port de guerre commun; Fiume, port de commerce hongrois.

(2) Je n'ai pas à ajouter ici l'argument décisif : l'élément tchèque — qui forme la majorité de la population en Bohême comme en

De même, la Galicie en est le glacis, et la Bukovine le fossé.

Il serait aisé de prolonger cette démonstration et de rappeler, par exemple, l'heureux équilibre qui existe entre les régions agricoles et les régions industrielles : tout le monde a entendu parler de l'Autriche industrielle et de la Hongrie agricole (1), clientes l'une de l'autre.

Mais il me semble que la conclusion apparaît déjà clairement : l'Autriche-Hongrie — bassin moyen du Danube, avec ses dépendances de Bohême et de Galicie et ses ports nécessaires — a un territoire mieux lié que bien d'autres États, l'Empire allemand entre autres.

J'ai hâte d'en arriver à l'examen des groupements humains, de leurs tendances actuelles observées sur place, et des droits que plusieurs d'entre eux prétendent tirer d'un long passé historique.

A tout seigneur, tout honneur : commençons encore par les Allemands. C'est parmi eux que sont les séparatistes les plus bruyants et les plus nombreux.

Le parti pangermaniste de MM. Schœnerer et Wolf demande à peu près ouvertement l'union des pays allemands d'Autriche à l'empire allemand.

Moravie et qui est à cheval sur les collines de Moravie — lie indissolublement la haute vallée de l'Elbe et celle de la Morava.

(1) Ce qui n'est du reste exact que d'une façon très générale.

Les députés pangermanistes ont poussé en plein *Reichsrath* des hourrahs en l'honneur du Hohenzollern. Ils ont refusé d'accompagner leurs collègues quand François-Joseph a reçu le parlement. Ils étaient 2 en 1891. Ils étaient 5 en 1897. Ils sont 21 depuis 1901. Les 51 députés du parti populaire allemand (*Deutsche Volkspartei*) (1) semblent devenir leur aile droite, et les soutiennent le plus souvent. L'ancien parti allemand dit « libéral » (2) les regarde comme des enfants terribles qui n'ont rien d'insupportable.

Dans la Bohême septentrionale, où les pangermanistes ont leurs forts, il est aisé de collectionner des faits qui ont vraiment une signification inquiétante. — Certaines villes, en remplaçant l'ancien chapeau à plumes de leurs agents de police par le casque à pointe, ne cachent pas le sens qu'elles

(1) Le *deutsche Volkspartei* a pour programme l'union indissoluble, plus que diplomatique et presque constitutionnelle, de l'Autriche à l'empire allemand, et le *Zollverein* perpétuel. Les députés de ce parti se comportent de plus en plus comme des pangermanistes opportunistes. Ils sont 51, élus surtout en Styrie, en Carinthie et en Silésie.

(2) Le parti « libéral allemand » fut longtemps maître de l'Autriche : il était en 1873, représenté par 200 députés dans un *Reichsrath* qui comptait 353 membres. Aujourd'hui, les Slaves se sont éveillés et des partis allemands nouveaux et plus violents ont surgi : les libéraux ne sont plus que 30 dans un *Reichsrath* de 425 membres. Si l'essence du libéralisme est le respect de la liberté et des droits d'autrui, il n'est pas de parti moins libéral que le parti « libéral allemand », centraliste, sectaire et tracassier. Il oscille entre deux haines, l'anticléricalisme et l'antislavisme.

veulent donner à cette innovation. Dans les villages ouvriers, des enfants jouent aux soldats avec des drapeaux noir, blanc, rouge. On vend la photographie de Bismarck, et non celle de François-Joseph. Le 15 août, jour de la fête de l'empereur-roi, on ne pavoise pas de bannières habsbourgeoises, noir et jaune, mais de drapeaux noir, rouge et jaune, emblèmes de la grande Allemagne ; on arbore même, avec la complicité des autorités, quelques drapeaux noir, blanc, rouge (1) ; des sociétés de *Turners* refusent de manifester, et célèbrent, le 1<sup>er</sup> septembre, la fête de Sedan. — Mais c'est là un mal local (2).

Ni l'attitude des partis allemands autre que le parti pangermaniste — même celle du *Volkspartei* — ni le nombre des voix obtenues par les pangermanistes, ne permettent de conclure à un progrès foudroyant des idées séparatistes parmi les Allemands. Compter comme séparatistes tous ceux qui votent pour MM. Wolf, Schœnerer et consorts serait encore plus inexact que de compter comme collectivistes les trois millions d'électeurs qui, dans

(1) Ces drapeaux, notamment à Bodenbach, ont été tolérés. Au contraire dans la Bohême tchèque, des drapeaux français ont dû être retirés.

(2) Toutefois, au sud du Danube, il y a, dans certaines villes, comme Gratz, des foyers pangermaniques. A l'université de Vienne, la plus importante d'Autriche-Hongrie, la grande Allemagne est populaire. D'une façon plus générale l'état d'esprit des jeunes générations est inquiétant.

l'empire allemand, lors des élections de juin, ont voté pour les socialistes. Les mécontents, dont le nombre va croissant, ont donné leurs suffrages au parti socialiste. Les partis de gauche, sans abdiquer, se sont presque partout alliés à lui, pour cette seule raison qu'ils sont exaspérés par la politique conservatrice et protectionniste suivie par la majorité du *Reichstag*. La lettre que Mommsen a écrite sur l'alliance avec les socialistes est tout à fait explicite. De même, en Autriche-Hongrie, un grand nombre d'Allemands laissent la parole aux violents, moins parce qu'ils sont excités par les organisations pangermanistes que pour opposer aux Slaves des champions violents du germanisme. Les Slaves ont été, à certains moments, maîtres des ministères. Les fédéralistes peuvent bientôt dominer à nouveau au *Reichsrath*. La plupart des Allemands sont outrés de voir les Slaves devenir peu à peu leurs égaux en Cisleithanie. Voilà pourquoi ils font des signes d'intelligence aux Allemands d'au delà des frontières. Ils espèrent encore pouvoir maintenir leur hégémonie en prenant une attitude menaçante. C'est pour lutter contre le fédéralisme et les multiples droits d'État qu'ils s'arment des droits supérieurs du vieux Saint-Empire romain de la nation germanique.

Mais, le jour où il s'agirait de favoriser, ou seulement d'accepter une annexion à l'empire prussifié du nord-ouest, combien se montreraient dis-

posés à aller aussi loin? C'est ce que les faits actuels ne permettent pas de prévoir, et c'est ce que se demandent avec un certain scepticisme ceux qui connaissent le caractère paisible et indépendant et les sentiments prussophobes des Viennois et des Allemands des Alpes. On peut toujours leur appliquer ce que M. Lavisse écrivait de l'Allemagne du Sud avant que la prussification eût fait autant de progrès qu'aujourd'hui :

En aucun pays on n'est heureux à moins de frais que dans celui-là. Une réunion de camarades ou d'associés d'un Verein quelconque, une fête de famille, de cabaret ou de village, un verre de bière, quelques tours de danse, un chœur chanté sur les routes y sont des provisions de bonheur tranquille. Nul ne s'y surmène, ni à la ville, ni à la campagne. Nul ne brusque la vie. Point d'âpreté au travail; une humeur ouverte à la joie de vivre et qui produit le *Gemüth*, cette bonhomie des gens satisfaits de leur sort. Tout le monde aime ses aises et les prend. *Sich bequem machen*, se mettre à son aise, est une coutume nationale.

Sans doute, il existe en Autriche-Hongrie un danger pangermanique. Mais il ne faut pas plus en exagérer l'importance qu'en nier l'existence.

En tout cas, deux partis allemands — sans compter les grands propriétaires (1) — luttent

(1) Trente représentants de la grande propriété allemande siègent au *Reichsrath* et y vivent en assez bonne intelligence avec le parti libéral allemand; mais ne sont, pour la plupart, pas suspects d'entente avec les pangermanistes.

énergiquement contre les pangermanistes et ceux qui transigent avec eux : ce sont les conservateurs (1) ou fédéralistes, et le parti chrétien social, ou antisémite.

Les fédéralistes allemands ont toujours eu une tendance à s'allier aux Slaves, fédéralistes comme eux. Ils en sont temporairement empêchés par les attaques de tous les autres partis allemands, qui se sont coalisés pour leur reprocher devant les électeurs d'abandonner le camp germanique. Mais ils n'en restent pas moins de bons et loyalistes autrichiens, à qui la campagne pangermaniste sous toutes ses formes fait horreur. Ils sont nombreux en Haute-Autriche, en Styrie, dans le Salzbourg, et en Tyrol. Ces provinces ont envoyé 34 députés fédéralistes au *Reichsrath* de 1901 (2).

Les antisémites, surtout ceux qui suivent M. Lueger, maire de Vienne, font face à la fois aux Slaves et aux pangermanistes. Ils veulent une Autriche allemande, mais entièrement indépendante de Berlin. Ils ont la municipalité de Vienne. Ils sont nombreux en Basse-Autriche, en Styrie,

(1) Dans un but de simplification, je ne distingue pas le parti catholique populaire (*katholische Volkspartei*), plus religieux que politique, du parti conservateur plus politique que religieux.

(2) Au *Reichsrath* de 1897, ils étaient 43 : la coalition temporaire des autres partis allemands contre eux leur a fait perdre quelques sièges. Mais il faut tenir compte de ce que le chiffre de 43 était exceptionnel. Au *Reichsrath* de 1891 — où il est vrai que les députés étaient moins nombreux — ils n'étaient que 24.

dans le Salzbourg, en Tyrol et dans le Vorarlberg. Ces provinces ont envoyé au Reichsrath de Vienne 25 députés chrétiens-sociaux.

En Hongrie la propagande pangermanique, de plus en plus active (1) peut déterminer une agitation sérieuse et irriter les Hongrois. Elle ne peut guère créer un mouvement séparatiste sérieux. Les colonies allemandes sont trop loin de la masse germanique et englobées dans des groupes ethniques trop considérables pour qu'il leur soit permis d'avoir d'autre ambition raisonnable que celle de conserver leur personnalité.

A côté des Allemands, deux autres nations m'ont paru comprendre des éléments vraiment séparatistes : les Roumains et les Italiens.

Les Roumains d'Autriche-Hongrie sont une nation sans droits historiques sérieux. La plupart habitent sur le territoire du vigoureux royaume de Hongrie et l'énergique nation magyare a un intérêt primordial à les maintenir sous sa puissance. Il faut toutefois noter qu'une certaine agitation a été faite en Transylvanie par une ligue dont le siège était à Bucarest, et que les Roumains font depuis

(1) Voir dans le livre de M. RECOULY, *le Pays magyar*, les deux chapitres intitulés, l'un « L'organisation pangermanique dans la Hongrie méridionale », l'autre « Un mouvement plus grave de la nationalité allemande : les Saxons de Transylvanie ». Ces chapitres ont paru en articles dans le journal *le Temps*.

quelques mois un grand effort national. Mais, dans toutes les manifestations publiques, les Roumains se sont adressés, non à leurs frères du royaume, mais bien au Habsbourg, qu'ils s'obstinent à considérer comme l'empereur absolu de toute la monarchie, et non comme le roi constitutionnel de Hongrie. A ce point de vue, ce sont des *Schwarzgelb* (1) renforcés. Le danger roumain n'existe guère.

Le danger italien est lui-même bien petit. D'abord les Italiens sont moins d'un million. Ensuite 380,000 d'entre eux seulement peuvent être de vrais séparatistes : ce sont ceux qui habitent le Trentin, petit territoire qui, perdu sur le versant méridional des Alpes, ne joue aucun rôle essentiel au point de vue austro-hongrois. Les Italiens de Fiume sont dans la main des Magyars, qui, pour les broyer, n'auraient qu'à ne plus les protéger contre les Croates. En Dalmatie, les Slaves sont tout; dans les provinces du littoral ils sont en majorité. A Trieste, on sait bien que la ville n'est prospère que grâce à l'*Hinterland* autrichien et que l'annexion à l'Italie serait la mort du port : « Je suis représentant de la langue italienne et de l'*italianita*, disait un député de Trieste : si je me

(1) *Schwarzgelb*, noir et jaune : ce sont les couleurs du Habsbourg. Ce terme sert à désigner ceux qui ont pour la dynastie un dévouement inébranlable.

présentais comme député séparatiste, je n'aurais pas seulement affaire au gouvernement. Je ne serais pas réélu. »

Restent les Slaves et les Magyars.

Autrefois, on se figurait, en Europe occidentale, que, sauf les Polonais, tous les Slaves d'Autriche, les Tchèques en tête, étaient panslavistes. On les accusait de préparer avec enthousiasme leur annexion à la Russie. Aujourd'hui, cette théorie saugrenue — qui serait maintenant plus fausse que jamais — est démodée.

Mais on tombe dans l'excès contraire. On représente trop souvent les nations slaves comme sans liens entre elles. Sans doute, chacune a sa personnalité, qu'elle entend conserver à tout prix. Presque toutes ont leur langue spéciale (1). Leurs intérêts sont parfois opposés. Mais il existe un sentiment de solidarité et de fraternité slaves (2). Il unit les

(1) Les Slaves d'Autriche-Hongrie prétendent qu'ils arrivent à se comprendre sans trop de peine en parlant chacun sa langue. Ils tiennent même des congrès — notamment des congrès de presse — où chacun parle dans sa langue et où ni les discours ni les rapports ne sont traduits. On s'en tire. — Toutefois ils sentent le besoin d'une langue unique : le russe leur paraît de plus en plus indiqué. — Bon nombre d'entre eux, dans les classes cultivées, savent toutes ou à peu près toutes les langues slaves : elles se ressemblent et ils sont merveilleusement doués pour l'étude des langues.

(2) Voir *Revue politique et parlementaire : Les destinées de la Russie au point de vue nationaliste* (10 août 1899) et : *Le rappro-*

Slaves d'Autriche-Hongrie entre eux, et il les unit — par-dessus les frontières qu'il ne tend pas à détruire — aux Slaves des autres pays, en première ligne à la Russie. On a vu ce sentiment se manifester, déjà vigoureux, au congrès que les Slaves tinrent à Prague au début de juin 1848 (1). Depuis il n'a cessé de grandir. Aujourd'hui les Tchèques et les Slaves du Sud collaborent d'une façon suivie (2). Les Ruthènes se rapprochent du groupement ainsi formé. Les Polonais ont longtemps fait bande à part. Mais quand, l'année dernière, ils ont eu besoin d'aide (3), les Tchèques et tous les Slaves les ont énergiquement soutenus. Ils semblent s'en souvenir.

*chement des races latines et slaves et l'Autriche-Hongrie* (10 février 1901).

(1) Voir *le Congrès slave de Prague, op. cit.*, notamment p. 245, note 1.

(2) Au *Reichsrath*, ils se soutiennent. — En 1899, des Sokols tchèques pour montrer ostensiblement aux nations jougo-slaves qu'ils sont leurs amis, se sont rendus à Cilli (Styrie méridionale), où les Allemands les ont attaqués, et à Trieste, où les Italiens les ont hués.

(3) Au moment de l'affaire de Gnesen et de Wreschen. Lors de la révolution polonaise de 1863, les Tchèques se montrèrent très favorables aux Polonais. Rieger fut presque seul à défendre les Russes. Pendant ces dernières années, les Tchèques, et des premiers M. Srb, maire de Prague, ont saisi toutes les occasions de montrer aux Polonais qu'ils les considèrent comme des Slaves : centenaire d'Adam Mickiewicz ; inauguration du théâtre de Léopol. Mais le coup peut-être décisif a été frappé au moment de l'affaire de Gnesen. (Voir p. 106 et suiv.)

Ce sentiment de solidarité a une importance politique. Il détermine un groupement idéal, que ne peuvent ni arrêter les frontières extérieures ou intérieures, politiques ou administratives, ni empêcher les interruptions territoriales. Il unit, d'une certaine façon, 23 millions de sujets du Habsbourg. Il en fait autre chose que des fragments et des miettes.

Parmi ces Slaves on trouve, si j'ose ainsi m'exprimer, des séparatistes-loyalistes — les Polonais — et des Slaves qu'une intelligente compréhension de leurs intérêts rend, par raison, inébranlablement loyalistes — les Tchèques et les Ruthènes. La plupart des Jougo-Slaves peuvent être rangés dans l'une ou l'autre de ces deux catégories.

Les Croates et les Slovènes ont à peu près même caractère et ils ont même religion. Leurs langues sont si peu différentes qu'ils se comprennent quand chacun parle la sienne. S'il n'était pas téméraire d'escompter une évolution inachevée que des faits nouveaux peuvent encore entraver, on pourrait les considérer comme formant un groupement ethnique unique. Les Slovènes, n'ayant pas d'histoire nationale et, par conséquent, ne défendant aucun « droit d'État », peuvent aisément s'adapter au groupement croate.

Les Serbes de Cisleithanie et du royaume de

Croatie sont enclavés dans le groupement croate.

Les Croates ne peuvent guère se détacher raisonnablement de l'agglomérat habsbourgeois où habitent avec eux leurs plus sûrs alliés : les Slaves du Centre (1).

Si les Croates et les Serbes du royaume de Croatie luttent actuellement (2), unis contre le régime actuel, c'est seulement à la domination magyare qu'ils s'en prennent, et le Habsbourg, s'il allait à Zagreb, y serait encore acclamé.

On peut se rendre assez exactement compte de l'état d'esprit des Slovènes, des Croates et des Serbes en passant en revue leurs différents partis politiques.

Les Slovènes se divisent au Reichsrath de Vienne en libéraux et en cléricaux. Ni l'un ni l'autre de ces partis ne s'occupe de sécession. Ils s'entendent toutes les fois qu'il s'agit de collaborer avec les Tchèques comme avec les Croates.

Parmi les Croates, je ne mentionne que pour mémoire ceux qui, dans le royaume de Croatie, se sont mis au service des Magyars — les *magyarons*. Les autres, aussi bien dans la province de Dalmatie que dans le royaume, se divisent, quelle

(1) Les Croates s'en sont bien aperçus quand, cet été, en lutte contre le ban, représentant du gouvernement de Budapest, ils ont été énergiquement soutenus par les autres Slaves d'Autriche-Hongrie.

(2) Voir deuxième partie, p. 266 et suiv.

que soit la complexité des partis, en deux grands groupes : — ceux qui consentent à défendre la nationalité croate et ses intérêts dans les frontières des États actuels, et, dans le royaume, sous le régime de la *nagoda*; ceux qui exigent la constitution d'un grand royaume de Croatie, Slavonie et Dalmatie, comprenant même les pays slovènes, et jouissant d'une large autonomie sous le gouvernement d'un ban, représentant, non comme aujourd'hui le gouvernement de Budapest, mais le seul Habsbourg. Ils voudraient faire de cet État le pendant de l'État également habsbourgeois de Venceslas. Ces « radicaux » sont les plus intransigeants des Croates. Mais comme ils sont loin de pouvoir, même s'ils le voulaient, rompre avec le Habsbourg! Ils sont antiserbes, antislaves et les plus hostiles à cette idée d'État fédéraliste jougo-slave par laquelle on cherche parfois à dissocier, dans le sud, les royaumes et pays du Habsbourg.

Les Serbes de Hongrie sont, au point de vue auquel nous nous plaçons, divisés en deux groupes :

1° Le parti clérical orthodoxe, autonomiste, toujours prêt à transiger avec les Magyars;

2° Les partis libéral et radical, nationalistes et slavophiles, mais plus panslavistes — pour me servir d'un vieux mot — que serbes. Jusqu'à ces derniers mois, ils regardaient plutôt vers la Russie et vers Cettigné que vers Belgrade.

Les Serbes du royaume de Croatie se divisent en alliés des Magyars — les *magyarons*, qui se recrutent surtout parmi la noblesse et la petite bourgeoisie — et en opposants violents — surtout nombreux dans le peuple — qu'on peut assez exactement regarder comme irrédentistes.

J'ajoute que parmi les Croates et parmi les Serbes se trouvent en grand nombre des descendants des soldats des confins qui furent au dix-huitième et au dix-neuvième siècles au premier rang sur tous les champs de batailles où l'Autriche combattit. Avec le croate Iélatchitch et le Serbe Chouplicatz, ils ont sauvé l'empire d'une dislocation. Le Habsbourg, s'il ne les désespère pas jusqu'à les affoler, trouvera toujours en eux des réserves inépuisables de sacrifice et de dévouement.

Les Polonais n'ont point renoncé à leur sublime espoir de refaire la Pologne. Mais Posen est à la Prusse et Varsovie à la Russie. Le devoir présent n'est pas de refaire l'État, mais de sauvegarder la nation, de la préserver de toute assimilation par l'étranger, de la former moralement et intellectuellement, de l'enrichir; en un mot de préserver tous ses éléments et d'en faire — en attendant l'avenir — une force puissante avec laquelle on compte.

Or l'Autriche ne s'appuie plus sur les Ruthènes



contre les Polonais et sur les paysans contre les nobles (1).

Les temps de la grande jacquerie de 1846 et de la terreur de 1848 sont loin. Au lendemain du triomphe des Magyars, les Polonais — que Vienne tenait à isoler des autres Slaves en rendant leur province autonome — se sont vu concéder de grandes libertés :

Si la Galicie n'avait pas à pleurer sur le sort de ses frères, elle pourrait s'appliquer en toute vérité les chants populaires du Tyrol, dont le refrain est sans cesse répété par les échos de la montagne : *Im freien Land Tyrol*, dans le libre Tyrol (2).

De l'autre côté des Karpathes, la noblesse polonaise entretient des relations amicales avec la noblesse magyare, et c'est là pour elle une raison de plus de vivre sans peine sous le sceptre des Habsbourg.

En 1897, non seulement le ministre commun des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie était,

(1) La noblesse, la *schlachta*, est aujourd'hui le représentant de fait des Polonais autrichiens. Je néglige les jeunes partis encore peu importants ; la plupart sont plus préoccupés de questions sociales ou religieuses que de questions nationales. Au Reichsrath de 1901, sur 71 députés polonais, 62 siègent au club polonais (*schlachta*) ; 3 appartiennent au parti populaire ; 5 au parti Stojalowski ; un est socialiste-nationaliste.

(2) *La Pologne et les Habsbourg*, par un Polonais ; Plon, 1880, p. 78. — Très curieuse brochure écrite en réponse à la brochure russe, également anonyme, *Russie et Pologne*.

comme aujourd'hui, un polonais, le comte Goluchowski, mais en Autriche, le président du conseil, le comte Badeni, et quatre sur neuf des ministres étaient Polonais. M. Charles Benoist pouvait écrire :

De l'heure des Polonais ont déjà tinté les premiers coups... Où l'Autriche en sera-t-elle demain?... on ne sait : tout ce qu'on sait, c'est qu'à ce jour l'Autriche en est aux Polonais (1).

Depuis, le ministère Badeni a remis sa démission. Un ministère d'affaires, où les fonctionnaires allemands dominent, est aujourd'hui au pouvoir. Mais les Polonais ont toujours à Vienne leur grande influence.

Si l'Autriche est à leurs yeux une patrie provisoire, c'est le cas de dire que le provisoire peut durer indéfiniment.

Les Ruthènes, sont parfois encore, regardés comme panslavistes : ce sont des Russes, dit-on ; ils souhaitent s'unir aux autres Russes. — Oui, ce sont des Russes ; mais des Russes qui se sont développés hors de l'empire des tsars. Ils ont pris une habitude de la liberté qu'ils perdraient difficilement. Ils ont leur langue. Ils ont vu les uniates de l'autre côté de la frontière obligés de se convertir à l'orthodoxie. Ils savent qu'ils sont plus

(1) *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1897, p. 792.

libres qu'ils ne seraient si l'Autriche n'existait pas. Ils cherchent à s'affranchir des Polonais; mais ils tiennent à rester sous l'abri habsbourgeois (1).

Les Tchèques sont des indépendants. Le vieux sang hussite coule toujours dans leurs veines. Ils ont contre le Habsbourg des moments d'impatience et de colère. Mais ils savent bien que — avant-garde slave cernée presque de toutes parts par le gros des populations germaniques — ils sont trop peu nombreux pour ne pas être en danger, le jour où ils seraient isolés. Ils doivent continuer à faire partie d'un agrégat puissant. Tout ce qu'ils peuvent raisonnablement souhaiter, c'est d'arriver à s'y faire une place suffisante et à y jouer le rôle qui leur revient.

Quand, chaque année, au début du mois d'août, des Tchèques mécontents demandent à leurs chefs de parti s'ils doivent, cette année encore, pavoiser pour la fête du roi non sacré : « Pavoisez et illuminez, répondent les chefs. Le Habsbourg finira bien par voir où sont ceux sur qui il peut compter. » Quand, en juin 1901, François-Joseph vint à Prague, les mots d'ordre furent donnés — partout les mêmes — par les associations qui mènent, au

(1) Politiquement, il existe trois partis : l'un cherche à s'entendre avec les Polonais; un autre est avant tout préoccupé de questions sociales; le troisième rêve de s'unir, non pas à la Russie, mais à la seule Petite-Russie!...

moment de l'action, ce peuple admirablement discipliné. L'entrée de François-Joseph dans la capitale de son royaume de Bohême fut un triomphe féérique.

Ils savent pourtant menacer et lutter. En 1901, au *Reichsrath* (1), ils ont eu recours à l'obstruction, dont les partis allemands extrêmes leur avaient donné l'exemple. Ils ont enrayé la machine parlementaire. Ils ont rendu la dissolution inévitable. Dans le nouveau *Reichsrath*, le parti jeune tchèque

(1) Les partis vieux tchèque et jeune tchèque et de jeunes partis qui se sont formés depuis quelques années sont, ainsi que la « noblesse historique », pleinement d'accord sur l'existence d'un droit d'Etat du royaume de Bohême. Ils ont un programme constitutionnel commun. Les partis tchéquo-bohèmes ne se distinguent que par leurs programmes sociaux ou religieux — dont je n'ai pas à m'occuper ici — ou par la méthode que chacun croit la mieux faite pour se rapprocher le plus possible de l'idéal qu'ils conçoivent. C'est ainsi que les Vieux Tchèques ont été accusés par les Jeunes de ne pas jouer un rôle assez actif (ils ont longtemps refusé de siéger au *Reichsrath* de Vienne, déclaré inconstitutionnel) et assez violent. Aujourd'hui les radicaux et les socialistes tchèques adressent le même reproche aux Jeunes Tchèques qui sont assagis depuis qu'ils ont vu de près les difficultés et les obstacles. — Les Jeunes Tchèques sont entrés au *Reichsrath*, en 1879, au nombre de 7; les Vieux Tchèques conservaient 34 sièges. En 1885, les Jeunes Tchèques étaient 12 et les Vieux 37. En 1891, les Jeunes 35 et les Vieux 41. En 1897, les Vieux Tchèques ont disparu du *Reichsrath*, tout en restant très forts dans la presse, dans les associations si nombreuses en Bohême et dans les municipalités : M. Srb, maire de Prague, est vieux tchèque. En 1901, les Jeunes Tchèques ont été entamés par les partis nouveaux : ils sont 53; à côté d'eux siègent 2 cléricaux, 6 agrariens et 5 députés ouvriers violemment nationalistes. Tout à côté sont 16 députés de la noblesse historique.

a fait preuve d'une longue patience, mais n'a obtenu en échange que quelques concessions matérielles : le vote notamment d'un projet de canaux. On ne lui a même pas accordé l'université de Moravie. La question des langues reste insoluble. Les *Narodni Listy* ont poussé les députés à recommencer l'obstruction, et ils viennent de s'y décider. Les Tchèques vont attirer l'attention sur eux à la rentrée d'automne.

Ils ne feront que suivre l'exemple que leur ont donné les Magyars, peuple de nature plus rude, qui, jusqu'ici, s'est toujours trouvé bien d'exiger, et, quand on lui refusait, de lutter à outrance.

Actuellement, des députés hongrois — une minorité — se font fort d'obtenir par leur hardiesse audacieuse et leur ténacité indomptable des réformes militaires dont l'exécution serait probablement un acheminement vers la création de deux armées distinctes, l'une hongroise, l'autre autrichienne.

Ils ne s'attaquent point aux lois constitutionnelles hongroises, ni à l'*Ausgleich* : ils prétendent simplement tirer de textes anciens sur lesquels ils s'appuient des avantages nouveaux. En droit, le roi organise l'armée commune. Mais le parlement de Hongrie vote le contingent. Or, au lendemain du renouvellement de la triple alliance, le ministre commun de la guerre, derrière lequel on sent

la volonté bien nette de l'empereur-roi, considère qu'il est indispensable d'augmenter le contingent. L'opposition hongroise a déclaré qu'elle ne laissera voter pour la Hongrie cette augmentation — déjà accordée pour la Cisleithanie par le *Reichsrath* de Vienne — que si on lui accorde les réformes militaires qu'elle demande. M. de Szell, président du conseil de Hongrie, a voulu temporiser. Il s'est retiré quand l'obstruction a eu rendu impossible le vote du budget, et le vote du contingent annuel même avec les effectifs anciens. La perception des impôts et la conscription ne pouvaient plus avoir lieu légalement. C'était l'état *ex lex*.

Le comte Charles Khuen Hedervary, ban de Croatie, succéda à M. de Szell. Il fut autorisé à consentir des concessions temporaires qui amenèrent une détente. Une histoire de corruption vint tout gâter. Au moment où j'écris une crise ministérielle bat son plein. Elle paraît devoir être des plus laborieuses.

La situation est grave. Mais il n'y a guère d'analogie entre ce qui se passe et une tentative séparatiste.

Combien y a-t-il de séparatistes à la Chambre hongroise?

Passons en revue les différents partis magyars (1).

(1) Je parle, pour étudier la Chambre *hongroise*, de passer en revue les différents partis *magyars*. En effet sur 413 députés de la Hongrie proprement dite, dans la Chambre élue en octobre 1901,

Il ne s'agit pas de faire la psychologie politique ou d'analyser le programme de chacun d'eux (1) ; mais seulement de recueillir les renseignements nécessaires à la solution du problème qui nous intéresse.

Dans la salle des séances, à peu près la moitié des sièges, toute la droite de l'hémicycle, sont occupés par le parti dit « libéral ».

Les « libéraux » — parmi lesquels se trouvent les Tisza, les Banffy, les Andrassy — se réclament des idées de Déak, le sage de la nation, l'inspirateur du compromis de 1867. Depuis que le compromis fut voté ils ont, sans interruption jusqu'à ces dernières années, détenu le pouvoir (2). Ils ont fait vivre le compromis et en ont tiré pour leur race et pour le Habsbourg des résultats splendides. — Nous pouvons passer.

il n'y a, à côté de 406 députés magyars de divers partis, que 5 députés slovaques, un député serbe, et, élu à une élection partielle, un député roumain. — De plus 40 députés sont envoyés par la diète de Zagreb pour prendre part aux discussions et aux votes lorsqu'il s'agit des affaires communes aux deux royaumes transleithans de Hongrie et de Croatie. Ces députés, élus par une diète que le « ban » se charge de faire élire et de surveiller, sont des gens peu gênants.

(1) Je l'ai fait sommairement dans *la Liberté* du 30 juin 1903 (article sur *la puissance magyare*).

(2) Le ministre Szell s'appuyait à la fois sur le parti « libéral », réduit en nombre, et sur le parti national. Le comte Albert Apponyi, chef du parti national, a été élu, pour toute la législature actuelle, président de la Chambre.

Au centre sont le parti national et le parti agrarien. Ils ne se distinguent du parti libéral que par des idées sociales et économiques et par des traditions parlementaires différentes des siennes. Le seul point à noter est que le parti national a dans son programme un article concernant la réforme militaire. Son chef, le comte Albert Apponyi, a prononcé en août un discours retentissant sur ce sujet. Mais ce n'est pas vraisemblablement dans les rangs de ces partis que se trouvent ceux qui pourront un jour soulever la question non encore posée de sécession.

Plus à gauche siège le parti populaire ou catholique, dont le comte Ferdinand Zichy, à qui son neveu Jean Zichy a succédé, fut longtemps le chef. Ce parti sait concilier ses sentiments magyars, aussi intenses que ceux d'aucun autre parti, avec un dévouement immense à la dynastie. Nous n'avons pas, là moins encore qu'ailleurs, à faire de longues recherches.

Reste, à l'extrême gauche, le parti de l'indépendance, avec ses deux fractions dirigées, la plus nombreuse par M. Kossuth, fils du dictateur de 1849, et l'autre par M. Ougron. Les députés de ce parti forment une petite phalange d'hommes résolus. Leur force actuelle leur vient surtout de ce qu'ils défendent une cause qui n'a rien de subversif au point de vue hongrois. Nous venons de voir que leurs revendications actuelles sont inscrites

dans le programme du parti national. Ils sont soutenus. S'ils voulaient, au contraire, attaquer l'*Ausgleich* et tenter d'appliquer leur programme d'union personnelle entre le royaume de Hongrie et l'Autriche, isolés, ils ne conserveraient sans doute point l'importance qu'ils viennent de prendre.

Si, enfin, il se trouvait un parti, ou des hommes, pour attaquer la dynastie, ce serait encore bien autre chose. — Que gagnerait, en effet, la Hongrie à sortir de cette association habsbourgeoise dont elle fait partie depuis près de quatre siècles ?

On parle quelquefois d'une sorte de protectorat qu'elle établirait alors à son seul profit sur les États balkaniques. — Contre les Slaves et la Russie, et avec dans le dos ou le Habsbourg ou une plus grande Allemagne ?

Les Magyars commencent à être fixés sur le rôle subalterne que leur réservent tous leurs puissants voisins pour le jour où leur royaume serait réduit à leurs seules forces. L'Allemand en fait des feudataires; il exige que tous les territoires de la couronne de Saint-Étienne soient pour lui un terrain de parcours et de libre passage vers l'Orient. Les Russes les réduisent à leur îlot ethnique, autour duquel ils libèrent la « mer slave ». Les Italiens leur offrent jusque dans les revues françaises (1) une

(1) *La Renaissance latine*, 15 mai 1902 : les *Latins d'Autriche-Hongrie*, par le professeur A. DE GUBERNATIS.

place réduite entre les Latins de Fiume et les Latins de Transylvanie, sous la protection desquels ils les placent.

Je tiens à ne pas insister longuement sur cette idée que les Magyars ne sont dans les États de la couronne de Saint-Étienne que 8,600,000 sur une population de 21,540,000 habitants. Ils seraient peut-être moins puissants le jour où ils ne pourraient plus prendre de point d'appui sur des nations de Cisleithanie, — soit, comme aujourd'hui, sur les Allemands pour garder à deux les autres nationalités, soit, comme on peut aussi le concevoir, sur les Slaves pour que le slavisme ne dirige pas ses efforts contre eux.

Enfin, que d'avantages perdraient les Hongrois à la rupture du pacte dualiste ! Je ne fais pas seulement allusion au compromis financier : il règle, suivant une proportion qui n'est sûrement pas désavantageuse pour la Hongrie, la contribution pécuniaire de la Hongrie et de l'Autriche aux dépenses communes. Je parle en général. On compare quelquefois la monarchie dualiste du Habsbourg à un attelage. Le cheval autrichien n'est pas, comme on le dit trop souvent fourbu et mourant. Mais il se montre incapable de coordonner ses mouvements. Il a peu de défenses contre son compagnon et contre son impérial conducteur. Le cheval hongrois, au contraire, est vigoureux et énergique. Il a, à certains moments, l'allure indé-

pendante de ces chevaux sauvages dont on rencontre des bandes dans la *puzta*. Il n'écoute que lorsqu'il le veut bien le conducteur qui, pour lui, est seulement royal : un monarque constitutionnel aux pouvoirs limités par la loi. Le cheval hongrois dirige l'attelage.

On ne renonce pas à une situation pareille sans y être contraint.

Après cette longue promenade en zig-zag, au cours de laquelle nous avons visité plusieurs fois chacune des nations et chacun des États ou rudiments d'État habsbourgeois, je crois pouvoir affirmer que les véritables séparatistes ne forment dans les royaumes et provinces de François-Joseph que des minorités infimes et disparates : — ceux des Allemands pangermanistes qui sont résolus à aller jusqu'au bout de leur système; des Italiens, des Serbes, des Roumains, quelques Magyars. Mettons environ 6 et, si l'on veut, 8 millions d'individus, sans intérêts communs, disséminés dans une population de plus de 47 millions d'habitants.

Il n'y a rien là de particulièrement grave, ni de bien original. Tous les autres grands États, sauf la France et l'Italie, sont dans une situation analogue. L'empire allemand, par exemple, a ses Polonais, ses Danois et ses Alsaciens-Lorrains.

L'originalité de l'Autriche-Hongrie consiste seulement en ceci qu'elle est un amalgame d'éléments nettement distincts et tranchés.

C'est un « assemblage d'États ». Mais, aux points de vue diplomatique et militaire — les seuls auxquels nous ayons à nous placer — cet assemblage d'États constitue un État.

C'est une « mosaïque de peuples ». Mais une mosaïque dont les pierres sont complémentaires les unes des autres.

Les États et les nations qui composent l'Autriche-Hongrie sont, la plupart, trop faibles pour pouvoir, s'ils étaient isolés, subsister en face des grands États qui les entourent. Il leur faut, bon gré, mal gré, rester groupés et se supporter. A ce prix seulement, ils sont sûrs de ne pas succomber dans la lutte pour la vie. C'est essentiellement pour cette raison que les forces convergentes austro-hongroises l'emportent jusqu'à paralyser entièrement les forces divergentes.

Mais une telle association ne peut pas exister sans sacrifices mutuels. L'Autriche, a-t-on dit, n'est bien gouvernée que lorsque tout le monde y est mécontent, c'est-à-dire lorsque chacun a dû faire à ses coassociés des concessions pénibles. Il n'est pas aisé de faire régner la justice (1) parmi tant de sou-

(1) *Justitia erga omnes nationes est fundamentum Austriae.*  
(Devise de l'empereur François I<sup>er</sup>.)

venirs historiques, de droits naturels et d'appétits. Bien plus, les plus forts prétendent profiter de leurs avantages pour dominer et exploiter les faibles.

D'où ces deux mots de Palatsky que chacun des coassociés répète tour à tour : « Si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. — Nous existions avant l'Autriche, et nous lui survivrons ! »

Les difficultés que les États et nations ont entre eux et avec leur arbitre, l'empereur-roi, se traduisent par des luttes constitutionnelles.

Toute l'histoire intérieure de l'Autriche-Hongrie peut se résumer en une série d'oscillations entre le centralisme et le fédéralisme.

Nous connaissons le centralisme germanisateur.

Les systèmes fédéralistes sont multiples.

On peut penser à fédérer les nations. Mais il suffit, pour se rendre compte des difficultés que comporte ce système, de regarder une carte ethnographique d'Autriche-Hongrie : les nations y sont enchevêtrées, et parfois superposées.

On peut fédérer les groupements historiques. L'Autriche deviendrait alors comme une Suisse monarchique : — jusqu'au début du quatorzième siècle, une partie seulement des cantons suisses étaient membres de la confédération ; d'autres en étaient

sujets (1). Plusieurs sont composés d'éléments de race et de langue distinctes (2). Une certaine animosité est loin de nuire au maintien du fédéralisme, ni même à la force de l'État central (3).

On peut enfin, tout simplement, en tenant compte de cette vérité fondamentale que *le problème fédéraliste n'existe qu'en Autriche* (4), restreindre peu à peu les attributions du *Reichsrath* central et augmenter les attributions des diètes (5).

Le système dualiste actuel est une transaction entre le centralisme et le fédéralisme. Les centralistes allemands ont, en 1867, fait la part du feu. Ils ont reconnu les droits d'État de la couronne de Saint-Étienne.

(1) Vaud, Argovie, Thurgovie, etc. — D'autres étaient alliés : Neuchâtel, les Grisons, etc.

(2) Fribourg, Valais, Berne, Grisons, etc.

(3) Voir comment les Slaves, et particulièrement les Tchèques, ont conçu et ont cherché à concilier ces deux systèmes, basés l'un sur la théorie des nationalités, l'autre sur la théorie des droits d'État : *Le congrès slave de Prague en 1848, op. cit.*

(4) Bien que le royaume de Hongrie comprenne des races diverses, il est un État un, historiquement centralisé, des plus vigoureux. — Au contraire l'Autriche est un agglomérat d'États comme de nations, et le problème du fédéralisme ou, si l'on veut, de la décentralisation progressive est en voie d'y être résolu.

(5) En même temps, faire — comme avant 1873 — élire les députés au *Reichsrath* par les diètes. C'est le système des fédéralistes modérés, M. Bulat, député au *Reichsrath* et président de la diète de Dalmatie, — mort il y a deux ans, — me l'exposait en 1899 à Split (Spalato) avec une pleine confiance dans l'avenir. Je connais plus d'un Tchèque qui s'oriente de ce côté.

Ils ont espéré consolider ainsi leur domination sur le reste de l'empire (1).

Je n'ai point à prendre parti dans ce débat de politique intérieure et à rechercher quelles en seront, dans l'avenir, les solutions. C'est là le rôle des intéressés, qui sont tout désignés pour plaider la cause de leur nation et de leur État devant l'opinion européenne (2).

Parmi les Français, ceux-là seulement dont toute la vie est un gage de leur impartialité scientifique peuvent entreprendre une pareille tâche sans danger (3).

Marquer ici plus nettement mes préférences serait mettre le doigt entre l'arbre et l'écorce. C'est inutile. Ce serait maladroit et indiscret.

Je n'ai toutefois pas voulu m'en tenir à un dénombrement des grandes forces administratives et sociales sur lesquelles la maison d'Autriche peut légitimement compter pour retenir groupés ses multiples États : la haute administration ; le

(1) Ils ont peu après complété leur œuvre en écartant les Polonais de la coalition slave.

(2) Voir notamment, pour les Tchèques, les articles publiés par le comte François DE LUTZOW dans la *Nineteenth Century (the Bohemian Question)*, décembre 1898. — *Austria at the end of the century*, décembre 1899), et par M. Karel KRAMAR, ancien vice-président du *Reichsrath*, dans la *Revue de Paris (L'avenir de l'Autriche-Hongrie)*, 1<sup>er</sup> février 1899) et dans la *National Review. (Europe and the Bohemian Question)*, octobre 1902.)

(3) C'est ainsi que M. Jacques Flach a pu étudier les questions d'Autriche-Hongrie à son cours du Collège de France.

clergé catholique (1) ; l'armée (2), dont nous voyons actuellement les chefs en lutte avec la minorité parlementaire de Budapest.

Il ne faut point se représenter le Habsbourg comme un tyran qui n'impose sa domination qu'au moyen d'un mécanisme puissant, et qui, ce mécanisme une fois brisé par l'effort de peuples opprimés, n'aurait plus qu'à disparaître.

Je me suis attaché à montrer que la dynastie habsbourgeoise est la dynastie légale et commune de plusieurs États et nations ; qu'elle est la puissante clef de voûte d'une Autriche-Hongrie nécessaire à presque tous ceux qui y vivent ; qu'elle peut compter sur des forces immanentes, organiques.

J'ajoute qu'on trouve, vivace chez une foule d'Autro-Hongrois, non pas seulement le dévoue-

(1) Les catholiques sont en Autriche-Hongrie (Bosnie, Herzégovie comprise) 30,900,000, soit 65,6 pour 100 — dont en Autriche 20,750,000, soit 79 pour 100 ; ou, sans la Galicie, la Bukovine et la Dalmatie, 16,700,000 sur une population de 17,440,000, soit 94,77 pour 100 — proportion dont nous verrons bientôt l'importance. Les Grecs unis sont 4,950,000 (10,5 pour 100). Les orthodoxes 4,140,007 (8,8 pour 100). Les protestants 4,280,000 (9,1 pour 100) — dont 3,800,000 dans le seul royaume de Hongrie et seulement 4,8 pour 100 en Autriche. Les israélites 2,200,000 (5,7 pour 100).

(2) Je ne cherche pas à indiquer quelle est la valeur de cette armée. Je ne puis en parler après avoir vu simplement des régiments défilér. En général, les officiers français qui ont été chargés de mission en Autriche, ou qui y ont séjourné pour apprendre l'allemand, en reviennent avec des sentiments d'estime, de sympathie et, pour certaines armes, d'admiration.



ment à la personne de tel souverain, qui a su s'attirer l'amour, l'admiration ou la confiance de ses peuples, mais le dévouement au prince. Nous nous imaginons malaisément dans la France républicaine la force que peut avoir ce sentiment. C'est lui qui, dans la vieille France, était la forme courante du patriotisme. C'est lui qui, en 1814, s'éveillait brusquement, à la vue du roi, chez un maréchal de l'empire : « Je le vis, et je pleurai », disait-il plus tard. Que de fois des paysans slaves mécontents, irrités murmurent : « S'il le savait ! » L'empereur-roi reste pour le plus grand nombre d'entre eux le justicier, le redresseur de torts, dont la toute-puissance et la justice se manifesteront un jour.

Depuis 1526, bien des empereurs se sont succédé. Une maison d'Autriche à base territoriale en Europe centrale n'en a pas moins constamment joué son rôle dans la société des États européens.

Quand l'archiduc héritier François-Ferdinand (1) a été gravement malade ; puis quand, au moment de son mariage (2), l'empereur-roi François-Joseph a dû régler l'ordre de succession suivant les tradi-

(1) Fils aîné de l'archiduc Charles Louis, frère de l'empereur François-Joseph.

(2) Mariage morganatique avec la comtesse Sophie Chotek, devenue princesse Hohenberg. Ce mariage, dit très justement M. de Beaumont (*Revue de Paris, op. cit.*, p. 227), « a valu à l'héritier du trône les sympathies des populations séduites par ce roman d'un empereur qui obéit à son cœur malgré la raison d'État ».

tions de la maison de Habsbourg (1), une « question de succession » — dont on voit la portée exacte et limitée — s'est posée par deux fois, mais est aujourd'hui résolue. Depuis, dans une partie de la presse française, on semble vraiment se figurer qu'il existe une grave « question de succession d'Autriche ». On joue, peut-être inconsciemment, sur cette expression qui, au dix-huitième siècle, a eu un sens tout différent de celui qu'elle a pris récemment. On raisonne comme si l'empereur-roi François-Joseph était le dernier représentant de sa race, — de même que l'empereur Charles VI n'avait pas d'héritier direct aux yeux de ses voisins, intéressés à ne pas reconnaître les droits de Marie-Thérèse. On paraît ignorer systématiquement l'archiduc aux idées nettes et arrêtées que son oncle associe de plus en plus intimement à la direction de l'empire.

L'Autriche n'a menacé de se disloquer qu'une seule fois, en 1848. Il faudrait, pour qu'on vit se reproduire un phénomène analogue, que les hommes d'État de Vienne n'aient rien retenu et rien appris et que la même cause se reproduisit : en 1848, tous les groupements avaient été, à la fois,

(1) L'archiduc Ferdinand a solennellement renoncé au trône pour ses enfants. L'héritier de l'héritier de l'empereur-roi François-Joseph — j'emploie à dessein cette expression compliquée mais exacte — serait son frère cadet, l'archiduc Otto, ou, plus probablement, un des fils de ce dernier.

exaspérés par le gouvernement central et poussés dans leurs derniers retranchements.

Au contraire, deux fois déjà, — au dix-huitième siècle, quand eut lieu la guerre de la *succession d'Autriche*; au début du dix-neuvième siècle, avec Napoléon I<sup>er</sup>. — l'Autriche-Hongrie a été menacée d'un *partage* par l'étranger, de l'extérieur.

L'Autriche-Hongrie est une puissance qui se transforme souvent, un « État qui mue et qui devient (1) ».

Elle est viable, mais vulnérable.

Elle risque, si un adversaire la guette, d'être surprise en flagrant délit de formation.

Un danger extérieur menace-t-il l'Autriche-Hongrie?

(1) M. Charles BENOIST, *Revue des Deux Mondes*, *op. cit.*, p. 771.

## CHAPITRE II

### LE DANGER ALLEMAND

« L'article de droit est l'affaire des ministres; c'est la vôtre : il est temps d'y travailler en secret, car les ordres aux troupes sont donnés... Je vous prie, faites bien mon charlatan, et prenez du meilleur orviétan et du bon or pour dorer vos pilules. »  
(FRÉDÉRIC II à Podewils, à la veille de l'invasion de la Silésie.)

LE PANGERMANISME ET LA THÉORIE DU SONDERSTELLUNG. — Les trois raisons du futur agrandissement de l'empire allemand : il doit réunir tous les Allemands, augmenter sa puissance, se créer des débouchés.

I. — LES FRÈRES ALLEMANDS D'AUTRICHE-HONGRIE. — Ils ont des privilèges en Autriche et une pleine liberté en Hongrie.

Ils sont catholiques.

Ils ne forment qu'une moitié de la population à annexer.

Ce sont des méridionaux : le vieux duel de Vienne et de Berlin pourrait reprendre.

II. — COMMENT L'EMPIRE ALLEMAND UTILISE L'AUTRICHE-HONGRIE.

— La tradition : le congrès de Francfort, Frédéric-Guillaume IV, Bismarck. — La triple alliance. — Projets d'*union perpétuelle*.

III. — LE BESOIN DE DÉBOUCHÉS. — Les régions autrichiennes

frontières sont industrielles. — Les hobereaux et le libre-échange.

L'empire allemand souffre-t-il parce qu'il manque de débouchés? — Insuffisance des capitaux de réserve.

Quelle barrière gênante existe donc entre l'empire allemand et l'Autriche-Hongrie? — Le *Zollverein* préférable, au point de vue économique, au *Sonderstellung*.

IV. — PANGERMANISTES ET HOMMES D'ÉTAT DE BERLIN. — Le mouvement pangermaniste.

Le mouvement *Los von Rom*.

Désorganisation systématique à longue échéance? — Le spectre pangermaniste.

V. — L'évolution de l'Autriche-Hongrie, condition de l'agression allemande.

Je ne dirai point que l'empire allemand (1) est impatient de s'annexer une partie de l'Autriche. Je crois même qu'il désirerait maintenir longtemps les rapports qu'il entretient avec l'Autriche-Hongrie dualiste et triplicienne d'aujourd'hui, et qu'il lui déplairait d'être poussé par les événements à disloquer les États de la maison d'Autriche.

On nous représente les hommes d'État de Berlin se préparant à appliquer, dès qu'une occasion favorable se présentera, le système dit du *Sonderstellung*. La Galicie, la Bukovine et la Dalmatie — provinces excentriques, lambeaux à peine adhérents — seraient détachées de la Cisleithanie. Le bloc restant — provinces tchèques, bassin de

(1) Je veux dire : et son gouvernement, et la majorité des Allemands qui l'habitent.

Vienne, région alpestre, provinces du littoral — serait purement et simplement annexé à l'empire. La plus grande Allemagne serait ainsi constituée du côté du sud. Trieste ferait pendant à Hambourg.

Il est vrai que c'est là le rêve de la plupart des pangermanistes. Mais les pangermanistes ne sont pas les maîtres de l'empire allemand.

Si le chauvinisme peut contribuer à lancer un grand État dans une aventure aussi colossale, il est bien rare qu'il y suffise. Il faut que de grands intérêts nationaux déterminent l'État et l'engagent à donner libre cours à ses passions.

La question qui se pose est donc celle-ci : — quelles raisons suffisantes pourraient déterminer l'empire allemand à s'étendre en Autriche jusqu'à l'Adriatique?

On en donne généralement trois.

Il veut, dit-on, s'identifier à la patrie allemande et on cite les vers connus de Arndt (1) :

Was ist das deutsche Vaterland?  
So nenne endlich mir das Land!  
So weit die deutsche Zunge klingt  
Und Gott in Himmel Lieder singt :  
Das soll es sein! das soll es sein!  
Das, wack'rer Deutscher, nenne dein!

En second lieu, l'empire, comme tout organisme

(1) Mort en 1860.

vigoureux, cherche à se développer sans cesse et à augmenter sa puissance diplomatique et militaire.

Enfin, comme l'Angleterre, il étouffe économiquement; il a besoin de se créer des débouchés nouveaux. Il va — copiant la *Greater Britain* de M. Chamberlain — tenter de s'annexer de nouveaux territoires pour s'assurer des clients.

Examinons l'une après l'autre ces trois propositions.

Sont-elles fondées?

N'y a-t-il pas lieu de tenir compte d'inconvénients graves que comporterait l'application à l'Autriche des plans pangermanistes?

## I

En Cisleithanie, les Allemands ont des privilèges, en droit et en fait.

La « géométrie de Schmerling » (1) n'a de raison d'être que le maintien d'une hégémonie allemande factice. Le système des curies favorise les classes riches et les populations urbaines, où, dans les pays mixtes, les Allemands sont proportionnellement plus nombreux. Le découpage des circons-

(1) Système des curies, et des circonscriptions inégales.

criptions a été opéré de façon à renforcer la représentation allemande. Il est des circonscriptions où moins de 20,000 Allemands élisent un député, tandis que dans la circonscription voisine 100,000 Slaves n'ont qu'un représentant. Au *Reichsrath*, sur 425 députés, les Allemands — qui sont seulement les 36,2 centièmes de la population — ont 201 députés, soit plus des 47 centièmes de la représentation. Les Slaves — qui sont les 60 centièmes de la population — n'ont que 190 députés, soit moins des 45 centièmes.

La langue allemande est la langue d'État.

La haute administration, la haute armée sont allemandes ou imprégnées de germanisme. La noblesse est en majorité allemande ou germanophile.

En Transleithanie, les colonies allemandes jouissent d'une complète liberté. Les Magyars les ont ménagées jusqu'à ces derniers temps. Elles ont une place à part à côté de la race dominante et des nations sujettes.

L'allemand est la langue de l'armée commune.

Ni les Allemands d'Autriche, ni les Allemands de Hongrie ne sont donc dans une de ces situations désespérées en présence de laquelle les Allemands de l'empire voisin pourraient, fraternellement émus, se croire obligés à intervenir et à leur faire une place au foyer de la plus grande Allemagne.

Par contre — de même que des Allemands

d'Autriche craignent par-dessus tout pour leur vie paisible et autonome l'annexion de leurs provinces par l'État du Nord — de même ceux qui ont fondé l'empire allemand, qui s'y sont fait une place prépondérante et qui dirigent sa politique; les hommes d'État de Berlin, les maîtres prussiens, savent que de l'annexion de la Cisleithanie résulterait toute une série de conséquences de nature à les faire préalablement réfléchir. En effet, les populations que les pangermanistes veulent annexer sont catholiques, de races diverses, et méridionales.

I. Sans doute, l'empereur allemand multiplie les avances aux catholiques. En 1898, lors de son voyage en Palestine, il leur a donné le terrain de la dormition de la Vierge. Un catholique a été chancelier d'empire, et le président du dernier *Reichstag* était un des chefs du centre. On se rappelle les détails de la dernière visite faite au Vatican par l'empereur, accompagné de ses deux fils, de son chancelier et d'une suite brillante, escorté de cuirassiers blancs. Il a assisté, à Metz, à côté d'un légat du pape, d'un cardinal et d'évêques, à l'inauguration de ce portail de cathédrale catholique où un statuaire l'a représenté en prophète Daniel. On sait l'attitude qu'il a eue à l'époque de la maladie et de la mort de Léon XIII.

Mais la politique qu'il suit à l'égard des catho-

liques a pour raison d'être certaines nécessités de sa politique générale (1). Il voudrait se faire accorder par Rome quelques fractions du protectorat français en Orient et en Extrême-Orient. Il cherche à rassurer les Habsbourg inquiets du mouvement *Los von Rom*. Il a d'autant plus besoin du centre que les socialistes vont arriver plus nombreux au *Reichstag*.

D'ailleurs, s'il a fait plusieurs pas vers le centre, le centre s'est donné à lui. Ce parti est aujourd'hui plus nationaliste allemand que clérical. Les temps héroïques du *Kulturkampf* et de Windthorst sont passés. Au congrès catholique de Breslau, le buste de l'empereur fut pour la première fois placé à la droite du président et celui du pape à sa gauche. Depuis, cet usage, signe d'une évolution radicale des esprits, s'est perpétué dans les grandes assises annuelles des catholiques allemands. Le centre s'efforce de décider ou de contraindre les Alsaciens-Lorrains à ne plus faire bande à part. Il veut les entraîner à ses congrès. L'an dernier, l'appel de toute l'Allemagne catholique tournée vers les pays annexés — « à Manheim! » — était impérieux comme un ordre. Cette année des abbés alsaciens ont pris part au congrès de Cologne. Fondre les Alsaciens-Lorrains avec le centre serait les confondre avec un parti allemand, les annexer mo-

(1) Voir *la Liberté* du 14 juillet 1903, *l'Empereur et le Pape*.

ralement. — Ce sont là des gages inappréciables donnés à la patrie allemande.

Toutefois, si la politique de « parité » entre protestants et catholiques allemands est une politique qui peut durer, Guillaume II ne pourrait pas aller trop loin dans la voie des concessions et des avances aux catholiques. Il est un point limite qu'il serait dangereux, même pour lui, de dépasser. Il a indiqué par l'intermédiaire de son chancelier qu'il s'en rendait parfaitement compte, quand, à la fin de cet hiver, Mgr Korum, évêque de Trèves, mit en cause l'organisme scolaire prussien. Il se l'est vu rappeler en mai, après les démonstrations de Rome et de Metz : un long et lourd éclat de rire monta de toutes les régions protestantes de l'empire quand la fantaisie prit à un journal de Berlin d'annoncer que l'empereur allait faire élever une statue de Charles-Quint dans le Dôme, à côté des statues de Luther et de Mélanchthon. Guillaume II, dit-on, se contenta d'annoter le journal :

« Outre la statue de Charles-Quint, on érigerait aussi celles de Dioclétien, de Néron, de Torquemada, du duc d'Albe. Il a été également question de Lucifer; mais on ne sait pas encore si son image décorera la chaire ou la tribune royale. »

L'avertissement n'en était pas moins donné au téméraire empereur.

Le jour où il serait question d'annexer — sans nécessité absolue — le gros de l'Autriche à l'em-

pire, une formidable levée de boucliers aurait lieu dans le monde protestant allemand. En effet, tandis que la population de l'empire allemand comprend deux tiers de protestants et un tiers seulement de catholiques, la plus grande Allemagne serait un État mi-parti protestant, mi-parti catholique : moins de 37 millions d'un côté, plus de 36 millions de l'autre (1).

L'empereur allemand lui-même ne se résignerait sans doute pas aisément à faire subir à ses États une pareille transformation. Il est le *summus episcopus* extérieur de l'Église évangélique prussienne. En 1898, à Jérusalem, dans l'église du Rédempteur, il a prétendu se poser en représentant officiel de la Réforme dans le monde (2).

II. Dans les provinces autrichiennes désignées pour l'annexion, la moitié seulement de la population est allemande (3). D'après les statistiques offi-

(1) Pour la statistique des religions en Autriche, voir p. 75, note 1.

(2) Voir M. GOYAU : *Jeune Allemagne*, p. 206 et suiv.

(3) Encore est-il que, d'après les anthropologues dont les publicistes allemands utilisent si souvent les travaux, bon nombre des Autrichiens qui se disent Allemands sont les représentants germanisés d'autres races : « Tous ne sont pas de race germanique; mais, en grande partie, de race celtique ». (M. FOULLÉE : *Esquisse psychologique des peuples européens*, p. 377.) D'autres sont des Slaves superficiellement germanisés : il suffit de faire la monographie d'une usine de la Bohême allemande pour s'apercevoir que bon nombre d'ouvriers qui ne parlent que l'allemand ont des noms slaves et un type des moins germaniques.

cielles, les Allemands ne sont guère plus de 9 millions (1). Les Slaves — sans compter les Italiens (2) — sont près de 8 millions.

Ces 8 millions de Slaves — parmi lesquels la nation énergique et dès maintenant fortement organisée des Tchèques — se joindraient aux 3 millions de Polonais qui habitent déjà dans le royaume de Prusse, autour de Posen. Cela ferait 11 millions de non-Allemands, auxquels il faudrait joindre les Italiens, les Danois du Schleswig et les Alsaciens-Lorrains.

Les Allemands de l'empire sont déjà assez gênés, à leur *Reichstag*, par les luttes de races pour ne pas trouver séduisante une pareille perspective.

III. La Prusse a eu ses raisons pour rompre sur le champ de bataille de Sadowa le lien fédéral qui unissait l'Autriche à l'Allemagne.

On prête aujourd'hui à l'empire allemand prussifié le dessein de s'annexer une partie de l'Autriche.

Or, la Prusse a beau avoir, pendant plus de trente ans, fortifié sa position dans le jeune empire

(1) Encore est-il que les 400,000 Juifs de la Cisleithanie nord-occidentale sont en grande partie compris dans ce chiffre. (Voir p. 88, note 1.)

(2) En admettant qu'on complète l'application du *Sonderstellung* en cédant le Trentin à l'Italie, il resterait encore les 360,000 Italiens des provinces du littoral.

qu'a forgé son Bismarck. Elle a beau avoir quelque peu modifié et transformé à son image l'âme des Allemands du Sud qu'elle domine. Les raisons de 1866 valent encore.

Certes je ne crois pas que les Allemands du Nord et les Allemands du Sud soient — comme le gouvernement français se l'est malheureusement figuré avant la guerre — prêts à laisser l'étranger se mêler de leur querelle. Mais je crois que, sourd et latent, le duel se prolonge dans les pays allemands, entre les hommes et les États du Nord et les hommes et les États du Midi. Tant que l'empire allemand sera limité par ses frontières actuelles, le Nord et la Prusse seront sûrs de conserver l'hégémonie. Du jour où aurait été exécutée la marche sur Trieste, Vienne et Berlin, les deux rivales, se retrouveraient en présence, pour la première fois depuis trente ans. Et, comme l'a dit Bismarck, « Vienne ne se laisserait pas gouverner comme une dépendance de Berlin ».

Ces considérations de races, de religion et d'influence régionale sont de nature à faire réfléchir les hommes d'État de Berlin. Mais il y a plus : ce bouleversement qu'on dit imminent en Europe centrale comporte un changement radical de la politique traditionnellement suivie par l'Allemagne du Nord à l'égard de l'Autriche.

## II

On dit que l'empire allemand voudrait annexer des provinces autrichiennes pour augmenter sa force.

Jusqu'ici c'est de tout autre façon que la Prusse et les Allemands du Nord ont longtemps cherché et sont enfin arrivés à accroître leur puissance en utilisant l'Autriche.

Il se défiaient de l'Autriche principal représentant des Allemands du Sud, de l'Autriche aux races multiples, de la catholique Autriche. Ils l'ont dominée, sans l'absorber, sans se fondre avec elle. Ils s'en sont servis, en lui laissant sa personnalité.

Cette tactique fut clairement exposée pendant la grande crise qui suivit la révolution de 1848. L'idée de grande Allemagne apparut alors, comme elle pourrait bien encore apparaître aujourd'hui, inconciliable avec la puissance prussienne et l'idée d'État quasi-unitaire.

En octobre et novembre 1848, le congrès de Francfort discuta et vota la motion suivante :

Aucune partie de l'empire ne pourra être réunie en un seul État avec des pays non-allemands; les rapports entre les deux pays ne pourront être réglés que d'après les principes de l'union personnelle.

L'Autriche était clairement visée. Le congrès le déclara formellement le 14 janvier 1849.

Le chef des unitaires au congrès de Francfort, Henri de Gagern, devenu ministre en décembre 1848, formula nettement la doctrine des Allemands du Nord :

La mission de l'Autriche consiste à civiliser l'Orient. Il est nécessaire pour cela qu'elle conserve la pleine liberté de ses mouvements et qu'elle concentre ses forces; mais elle ne saurait en déduire le droit de s'opposer aux réformes intérieures que désire l'Allemagne et de lui imposer une constitution. L'Allemagne doit être unie à l'Autriche, mais distincte d'elle. L'Autriche reconnaîtra bientôt que l'existence à côté d'elle d'une Allemagne puissante lui est plus utile que l'influence qu'elle exerçait jadis sur des États isolés — influence qu'il lui serait du reste impossible de restaurer. — Il demandait en conséquence au Parlement de l'autoriser à ouvrir des négociations avec le cabinet de Vienne pour régler les rapports internationaux de la monarchie autrichienne et de l'Allemagne (1).

C'est, au fond, la même idée qu'exprimait, sous une forme timide, craintive et diplomatique, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV dans une note du 23 janvier 1849 :

Après avoir déclaré qu'il ne repousserait point la constitution de Francfort, à condition qu'elle fût admise par les souverains allemands, il insinuait l'idée qu'il n'était point nécessaire d'exclure l'Autriche; que la

(1) M. E. DENIS, *l'Allemagne 1810-1852*, p. 276.



*grande Allemagne*, telle que la rêvait Schwarzenberg, pouvait et devait être constituée; seulement l'Autriche ne devait, à son sens, y exercer qu'une primauté d'honneur; son rôle effectif consisterait à représenter et à rendre prépondérante l'influence germanique au dehors, à lui soumettre les pays slaves, l'Italie, surtout l'Orient; quant à l'Allemagne proprement dite, elle se grouperait par le libre accord de ses princes autour de la Prusse, accepterait son hégémonie, formerait avec elle une sorte de Zollverein politique et militaire (1).

C'est dans le même sens que Bismarck disait :

Nous devons considérer l'Autriche-Hongrie comme une pièce de l'échiquier européen.

C'est pour la même raison qu'en 1866 il s'opposa si énergiquement et si désespérément aux projets du roi et de l'état-major. Ils voulaient tirer de leur victoire des avantages immédiats et territoriaux : ils tenaient à annexer la Bohême de langue allemande. Bismarck ne voulait pas qu'ils missent « entre l'Autriche et lui l'irréparable. Il les en prie, il le leur crie, et, désespérant de les persuader, il se roule sur son lit, dans les larmes (2) ».

Il l'emporte. L'Autriche est expulsée d'Allemagne. Mais la Prusse ne s'est pas irrémédiablement aliéné l'Autriche. Il travaille aussitôt (3) à

(1) M. DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe*, tome II, p. 31.

(2) M. CHARLES BENOIST, *le Prince de Bismarck, psychologie de l'homme fort*, p. 93.

(3) « Dès 1867, M. de Bismarck faisait proposer à l'Autriche

appliquer le système que ni Gagern, ni Frédéric-Guillaume IV n'avaient été de taille à imposer à une Autriche encore constitutionnellement liée à l'Allemagne et maîtresse de cette Allemagne.

Il triomphe. La machine austro-allemande dont, dès 1848, les congressistes de Francfort dessinaient, ou, plus exactement, proposaient d'exécuter le plan, est construite. Elle fonctionne pour la grande gloire de l'empire allemand et de la Prusse. Depuis qu'a été signé en 1879 le traité austro-allemand, rudiment de la Triple Alliance, le système prussobismarckien est consacré par un texte, consolidé.

L'empire allemand se sert de l'Autriche-Hongrie sans avoir à la craindre — comme l'Autriche et la Hongrie détiennent la Bosnie-Herzégovine et, à travers son territoire, s'avancent vers Salonique, sans avoir à compter avec les Slaves qui peuplent cette région.

On se figure une Allemagne brisant l'Autriche

l'alliance de la Prusse, par l'intermédiaire d'un diplomate bavarois, le comte de Tauffeirichen. Il revenait en 1871 sur cette pensée qui le travaillait. On a publié un mémoire remarquable qu'il adressa à l'empereur Guillaume et dont la pensée essentielle se réduit à ceci : l'Allemagne a bien plus d'avantages à étendre son influence sur les Slaves d'Orient au moyen de l'Autriche, qu'elle n'en aurait à s'annexer les Allemands actuellement sujets du Habsbourg. La formule du courant actuel était dès lors posée claire et nette : *l'organisation politique de l'empire d'Autriche servant d'instrument à des visées non autrichiennes.* » (*Revue politique et parlementaire*, février 1901 : *le Rapprochement des races latine et slave*, p. 260.)

pour augmenter sa force en s'en appropriant des morceaux. — C'est ne pas voir ce qu'est la Triple Alliance, « reconstitution de l'ancien empire germanique dans des conditions nouvelles, appropriées aux nécessités de notre temps, avec trois dynasties, trois souverains, trois capitales, mais avec une seule direction politique et militaire (1) ».

Dans les hypothèses les plus graves, toutes les forces diplomatiques et militaires de l'Autriche-Hongrie seraient à la disposition de l'empire allemand.

Le quadrilatère de Bohême entre comme un coin dans le territoire allemand. Cette merveille stratégique n'a que des fortifications dérisoires.

Et on voudrait que dans de pareilles conditions l'Allemagne souhaitât dépecer un allié — qui, vraisemblablement, ne se laisserait pas faire sans se défendre !

La doctrine officielle est bien différente de cette légende d'ogre allemand.

Bismarck s'appliqua à décourager les pangermanistes (2). Il recommanda aux Allemands habsbourgeois d'être de bons Autrichiens.

(1) M. Paul DESCHANEL, discours de réception à l'Académie française.

(2) D'après un article signé Henri BÖHLER, paru dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 1<sup>er</sup> novembre 1902 : *les Coullisses du pangermanisme autrichien* (p. 541), Bismarck n'aurait découragé Schœnerer qu'en 1882, époque où « l'Autriche obéissait docilement au chancelier de fer ». L'auteur ajoute : cette « affir-

C'est dans le même esprit que, le 15 décembre 1897, le *Reichstag* refusa à une forte majorité d'exprimer ses sympathies à la cause des Allemands d'Autriche.

Les hommes d'État de Berlin ont, pour le moment, mieux à faire que d'appliquer le système dit du *Sonderstellung*. Ils veillent au maintien de la tradition prussienne sous sa forme triplicienne. Leur idéal est de consolider l'alliance austro-allemande, et d'en tirer, si possible, l'*union perpétuelle*, mais toujours diplomatique, des deux empires et le complet *Zollverein de l'Europe centrale*.

Je n'ai pas à insister sur la théorie facile à comprendre de l'« union perpétuelle ».

Occupons-nous des projets de *Zollverein*, et surtout, plus modestement, de la semi-union douanière qui, dès maintenant, complète le traité diplomatique et militaire de triple alliance.

Auparavant, je voudrais montrer ce qu'il y a d'exagéré dans l'opinion trop répandue sous cette forme absolue : l'empire allemand a besoin d'annexer l'Autriche parce qu'il a besoin de s'ouvrir des débouchés nouveaux.

mation, d'après nos renseignements, cesse d'être exacte en 1889 ». C'est là aussi une affirmation que l'auteur ne nous fournit pas le moyen de contrôler. Mais il est fort possible que les faits soient tels qu'on nous les rapporte. Il n'y aurait là rien qui soit de nature à infirmer la thèse que je soutiens. On va voir la place, quelle place occupe le pangermanisme autrichien dans la politique berlinoise.

## III

Si la crise — plus grave que les crises concomitantes des autres pays d'Europe et vraiment différente d'elles — par laquelle vient de passer l'empire allemand avait bien pour cause essentielle le manque de débouchés, l'Autriche pourrait-elle fournir à l'Allemagne le débouché sauveur ? Le premier territoire annexé serait celui de l'industrielle Bohême, derrière laquelle est le centre viennois. L'Autriche — surtout séparée de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie — n'est pas un de ces pays primitifs où l'on trouve des clients, sans rencontrer de concurrents.

D'autre part, toute l'Allemagne n'est pas industrielle. A côté du monde des usines et des docks subsiste et se défend un monde rural et protectionniste. La caste des agrariens et des hobereaux est la pépinière où se recrutent les cadres de l'armée allemande. Les grands propriétaires de l'Allemagne orientale sont les compagnons historiques du Hohenzollern. Ils sont les meilleurs soutiens de son trône. Ils impriment actuellement à la politique économique de l'empire une impulsion nouvelle. Ils la ramènent à la théorie de l'économie nationale. Grâce à eux les idées du professeur Wa-

gner (1) l'emportent sur celles du professeur Brentano. Il n'est pas probable que cette fraction si influente de la nation soit disposée à encourager ceux qui prépareraient l'annexion de l'Autriche, — d'où résulterait naturellement un libre échange local ou, si l'on préfère, partiel.

La proposition examinée me paraît être quelque peu ébranlée par ces deux observations préliminaires. — Que vaut-elle en elle-même ?

Et d'abord, d'une façon générale, l'Allemagne s'assurerait-elle une prospérité durable par l'acquisition, ici ou là, de débouchés nouveaux ?

On raisonne par analogie avec l'Angleterre.

Il me semble bien (2) que l'Angleterre, dont la vie économique est tout entière concentrée dans quelques grandes villes manufacturières et dans quelques grands ports à entrepôts, souffre essentiellement du manque de débouchés. Elle s'est, depuis Peel et la victoire de l'école de Manchester, organisée pour fournir le monde de marchandises. Or, des États autrefois entièrement tributaires

(1) Voir notamment *Agrar und Industriestaat*, von Professor WAGNER. (Gustav Fischer : Iéna ; 1902.)

(2) Voir *Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1898 : *le Problème rural et le problème économique général en Angleterre ; faillite de la grande propriété foncière et congestion des centres urbains*. J'ai condensé dans cet article les observations faites au cours de missions dont m'avaient chargé, en 1897, les ministères de l'agriculture et du commerce.

de l'étranger pour les produits manufacturés commencent à se suffire. Des barrières douanières se sont élevées de tous côtés. De jeunes concurrents — parmi lesquels précisément l'Allemagne — disputent à l'Angleterre le marché international ainsi restreint malgré l'augmentation des besoins. M. Chamberlain a eu la claire vision du danger couru par son pays. Il s'est efforcé de le ramener à la terre, de le déconcentrer, de le despécialiser. Il a dû reconnaître que l'Anglais ne voulait pas et ne pouvait plus revenir aux champs désertés (1). C'est pourquoi il s'efforce maintenant d'ouvrir des débouchés nouveaux ou de fermer aux concurrents des débouchés anciens. D'où : le rêve d'un Zollverein anglo-saxon; le rêve d'une Inde noire du Cap au Caire, avec Fachoda, la guerre de l'Afrique du Sud (2), et, peut-être, demain l'Abyssinie; le rêve d'une Inde jaune, avec les projets sur le Yang-Tsé-Kiang, et, en attendant, la théorie de la porte ouverte. Le ministre anglais et ceux qui le soutien-

(1) Voir : *le Problème rural... en Angleterre, op. cit.*, l'histoire sommaire de la législation agraire : *Allotments acts* de 1887, 1893 et 1894; *small holdings acts* de 1892. Voir surtout les livres de M. J.-L. GREEN, notamment : *the Old Yeomen of England and small holdings in land* (Marlborough, London); *Allotments and small holdings* (Swan Sonnenschein, London); *the Rural Industries of England*, avec une préface du député Jesse Collings (Marlborough).

(2) Qui eut, d'ailleurs, d'autres causes que cette cause économique-nationale.

ment — l'école de Birmingham — se heurtent (1) à de formidables obstacles. Il est fort possible qu'ils succombent à la tâche. Mais ils ont le mérite de voir et de dire quel est le mal actuel de leur pays, et d'en chercher les remèdes : des débouchés sont nécessaires à l'Angleterre, et sa formidable fortune acquise — comparable seulement à celle de la France — lui permettrait de les exploiter le jour où elle se les serait ouverts ou réservés.

La situation, les besoins et les facultés de l'empire allemand sont bien différents.

Il a le bonheur d'avoir conservé une population rurale nombreuse. Elle ne se compose pas seulement des grands propriétaires de l'Est, seigneurs qui emploient et gouvernent (2) des millions de journaliers agricoles. Elle comprend les propriétaires moyens des États du Sud et les paysans propriétaires de la vallée du Rhin.

L'empire allemand semble s'éloigner aujourd'hui du type anglais et s'orienter vers le type français. Il tente de développer parallèlement, en un tout harmonieux, ses deux sociétés rurale et

(1) Bien que peu scrupuleux sur le choix des moyens.

(2) Ils ont conservé une partie des attributions qui, dans la plupart des autres pays n'appartiennent qu'à l'État, à la province ou à la commune. — Voir l'ouvrage de M. Godefroy CAVAIGNAC : *la Formation de la Prusse contemporaine*, notamment : t. I, p. 81 et suiv., et 344 et suiv., et t. II, p. 71 et suiv. — Voir M. Jacques Flach à son cours de l'École des sciences politiques.

urbaine (1). On l'a bien vu lors des dernières discussions douanières.

D'autre part, les industriels, les commerçants et les financiers qui continuent à poursuivre l'idéal anglais ne se sont-ils pas montrés jusqu'ici par trop téméraires?

Au lendemain des victoires de 1870, ils ont cru que rien ne leur était impossible. Ils ont eu une confiance illimitée dans leurs immenses qualités. Ils sont travailleurs. Ils sont patients et modestes. Ils ont peu de besoins ; ils sont peu exigeants. Ils ont l'esprit souple et un sens psychologique très-développé ; ils savent se plier aux goûts divers de leur clientèle. Ils ont le culte de la science ; ils ont l'art d'en tirer parti. Ils ont l'instinct de l'association, cette force de plus en plus indispensable dans le monde moderne, où l'avenir est aux masses organisées.

Ils n'ont pas tenu compte de ce qu'ils appartenaient à un pays économiquement jeune, sans capitaux accumulés.

Ils ont voulu aller trop vite et faire grand brusquement. Leur manie de construire des usines, des

(1) Voir : *Agrar und Industriestaat* du professeur ADOLF WAGNER, et *L'Allemagne et le marché du monde*, par le professeur WOLF (introduction et traduction de M. Joseph FRANCONIE ; Giard et Brière). — On sait, toutefois, que les agrariens, c'est-à-dire les plus intransigeants des protectionnistes ruraux, ont été battus au dernier *Reichstag*, puis ont essuyé un échec aux élections générales de cet été.

docks et des banques qui sont de véritables palais — si différents des bâtisses vite amorties que font construire la plupart de nos industriels français — est un symptôme de leur état d'esprit. Ils n'ont pas craint d'entreprendre des affaires multiples et d'attaquer tous les marchés, avec des moyens financiers restreints. Une affaire à peine en train en a subventionné une autre. Les affaires sont imbriquées. Les capitaux sont en trop grande partie sur le papier. Les capitaux de réserve manquent. Il y a surmenage. L'Allemagne tente d'accomplir un tour de force impossible : dépenser plus d'énergie qu'elle n'a pu en acquérir. Aux moments de crise, où il faut pouvoir vivre sur son propre fonds et attendre, elle est sans résistance : il lui faut vendre à bas prix et faire flèche de tous bois.

Le remède à un pareil état ne peut pas être la création de débouchés nouveaux, c'est-à-dire l'exagération d'un effort déjà hors de proportion avec la richesse allemande. Sans doute, pendant ces dernières années — quand le charbon restait sur le carreau des mines, quand les fers et les tissus ne s'écoulaient plus — des industriels allemands demandaient des débouchés nouveaux. Mais ils raisonnaient en empiriques. S'ils avaient été exaucés, ils auraient bien éprouvé un soulagement temporaire. Mais, à la première crise nouvelle, il eût été impossible à l'Allemagne épuisée, dont toutes les forces auraient été engagées au loin

par le monde, de vivre en attendant la reprise des affaires. C'eût été un cataclysme dont des accidents comme celui de la *Leipziger Bank* ont donné à l'Allemagne un modeste avant-goût. L'Allemagne vient de traverser une période de liquidation pénible. Elle en sort moulue. Elle est par nature trop curieuse de remonter aux causes pour ne pas s'être dès maintenant rendu compte de son état.

A un pareil moment, peut-elle songer sérieusement à prendre les armes pour s'ouvrir un débouché nouveau ?

Enfin quelles barrières gênantes l'Allemagne a-t-elle donc à renverser entre elle et ses voisins et alliés du Sud ?

Jusqu'à présent les traités de commerce qui sont venus compléter, postérieurement à sa formation, la Triple Alliance diplomatique, subsistent. Les marchandises qui traversent la frontière austro-allemande paient des droits de douane peu élevés. Elles passent sans entraves d'Autriche en Hongrie (1). Elles traversent aisément l'Autriche-Hongrie en transit pour atteindre cet Orient balkanique et asiatique où les Allemands sont depuis des an-

(1) Il n'existe pas de douanes entre l'Autriche et la Hongrie. Toutefois rien dans l'*Ausgleich* de 1867 n'est contraire à l'établissement de douanes séparées pour la Cisleithanie et la Transleithanie. L'unité douanière résulte seulement du compromis décennal.

nées en voie de conquérir un vaste marché. Tout au plus, des difficultés de tarifs de chemin de fer surgissent-elles de temps à autre, compliquées de ce fait que les deux réseaux autrichiens et hongrois sont indépendants l'un de l'autre (1).

Si l'Autriche-Hongrie barrait les routes du *Drang*, l'Allemagne perdrait en partie un débouché qui lui est devenu, depuis des années, nécessaire : bien des marchandises ne pourraient que difficilement atteindre par voie d'eau certains marchés des Balkans. Alors, l'Allemagne considérerait peut-être que la situation est devenue intolérable et pourrait tenter d'en sortir par la force. Mais aucune barrière austro-hongroise n'a, jusqu'à présent, été interposée entre l'Allemagne et les Balkans.

Bien plus — tandis que le système de l'*union perpétuelle* et du *Zollverein de l'Europe centrale* aurait l'avantage d'améliorer, par la suppression des derniers péages, les routes du *Drang* à travers l'Autriche-Hongrie, et de donner à l'Allemagne la certitude qu'elles resteront libres — le système du *Sonderstellung* aurait ce très grave inconvénient d'entraîner la création à la frontière de Hongrie d'une barrière douanière qui pourrait être ou devenir presque prohibitive. Dans ce cas, l'acquisition de Trieste aurait pour triste conséquence la fermeture de la voie de terre vers l'Orient. L'Alle-

(1) Voir : *l'Allemagne vers l'Est*, op. cit., p. 63 et 64.

magne aurait fait un formidable effort pour, tout compte fait, se mettre dans une situation qui pourrait être économiquement inférieure à sa situation actuelle.

En tout cas, nous voilà bien loin de la question, à mon avis depuis longtemps résolue, du débouché allemand en Autriche.

En résumé, je ne crois pas qu'on puisse dire : les hommes d'État de Berlin sont désireux et impatients d'annexer l'Autriche, préalablement rendue moins hétérogène et moins vaste par l'application du système du *Sonderstellung*.

Mais il y a dans cette théorie une âme de vérité : les hommes d'État de Berlin sont en rapports avec les pangermanistes d'Autriche-Hongrie et ils utilisent le courant séparatiste anti-habsbourgeois. — Quels sont donc leurs desseins ?

#### IV

En 1889 et pendant les années suivantes, le parti pangermaniste autrichien — alors état-major presque sans troupes — dépensa une extraordinaire activité. Il paraissait s'être découragé quand, en 1896, sa campagne reprit de plus belle : il entraîna alors à sa suite une partie des Allemands d'Autriche. Actuellement, il est station-

naire. Il est déchiré par des querelles entre chefs.

M. Wolf, un moment abattu par des révélations scandaleuses faites par d'anciens amis, relève la tête. Il conserve son journal l'*Ostdeutsche Rundschau* ; il a formé avec trois ou quatre députés fidèles un groupe appelé l'*Ostdeutsche Vereinigung*. En face de lui, l'injure à la bouche, M. Schœnerer s'appuie sur l'*Alldeutsche Vereinigung*, dont la plupart des pangermanistes du *Reichsrath* font partie.

Il est permis de croire qu'une nouvelle poussée se produira : le pangermanisme cislathan progresse par saccades, difficilement explicables par des causes internes.

Mais ce pangermanisme a désormais contre lui, qu'on le connaît : on sait son programme, son organisation, ses tenants et aboutissants.

Des brochures ont paru dans l'empire allemand, à Munich surtout (1). Leurs auteurs sont des exubérants. Ils ne seraient guère capables de garder un secret. Avec eux, le seul danger à craindre est celui des mirages, qu'ils prennent eux-mêmes pour des réalités. Ils sont mégalomanes et grandiloquents. Ils n'ont pas le sens de la réalité.

Des discours bourrés de faits et pleins de vues originales — un peu pessimistes (2) et exagérés —

(1) On trouvera l'analyse des plus importantes dans le livre de M. André CHÉRADAME : *L'Europe et la question d'Autriche au seuil du vingtième siècle, passim*.

(2) Il est parfois habile de grossir un danger pour arriver à mettre

ont été prononcés au *Reichsrath*. Les députés tchèques se sont donné pour tâche de dénoncer le danger nouveau en face duquel leur nation — cernée par les plus excités des Allemands autrichiens et entourée de trois côtés par l'empire allemand — se trouve postée en enfant perdu. Ignat Horitsa, qui dans les bagarres parlementaires redevenait le brillant officier qu'il avait été dans sa jeunesse, a succombé en pleine force. Le docteur Engel, prudent chef de parti et tacticien émérite, s'est pour un temps retiré de la lutte. Leurs compagnons de bataille ont serré les rangs : M. Hérold, orateur de grande éloquence ; M. Patčak, devenu président du club jeune-tchèque, et président avisé et courageux ; M. Karel Kramar, et bien d'autres. La presse tchèque lutte à côté d'eux : la *Politik* les soutient ; les *Narodni Listy* les excitent.

La presse allemande loyaliste mène une campagne parallèle.

Il est inutile de vivre bien longtemps à Vienne pour apprendre ce qui se passe dans les coulisses du pangermanisme : des intermédiaires d'un peu tous les mondes établissent la liaison entre les Schœnerer et les Wolf, Berlin et des personnages officiels du monde viennois (1).

en garde les foules et les hommes d'État, trop optimistes, indifférents ou routiniers.

(1) Je préfère ne pas insister et ne pas me servir de documents que je considère comme confidentiels. — Voir, dans les *Questions*

En tout cas, de grandes sociétés de l'empire allemand, qui ont pour mission de soutenir et de répandre le germanisme dans le monde, ne ménagent pas leur appui aux pangermanistes autrichiens qui, à certains moments, paraissent en être les instruments. De l'argent est envoyé aux organisations autrichiennes par l'*Alldeutscher Verband*, ou ligue pangermaniste, dont le bouillant D<sup>r</sup> Hasse est le grand directeur ; par l'*Allgemeiner Deutscher Schulverein*, ou association générale pour les écoles ; par le *Deutschersprachverein*, auquel on peut donner, par analogie avec la société française correspondante, le nom d'*Alliance allemande*.

Pendant ces dernières années, le pangermanisme s'est doublé d'un système en apparence religieux : le système du *Los von Rom* (1). On ne peut pas être bon Allemand si on n'est pas protestant, déclarent Wolf et Schœnerer : guerre au papisme ! *Anima teutonica naturaliter evangelica*.

En réalité, il n'y a là qu'un mouvement purement national et politique ; quelque chose comme

*diplomatiques et coloniales*, le très curieux article de M. BÖHLER, *les Coulisses du pangermanisme autrichien*, op. cit.

(1) M. Karel KRAMAR a étudié le mouvement *Los von Rom* dans un discours très long et très documenté prononcé aux délégations en 1902 : *Stenographisches Protokoll, Delegation des Reichsrathes, XXXVIII. Session, 3. Sitzung ; Budapest, am 27 mai 1902 ; p. 97-109.* — Voir aussi : M. GOYAU, *Vieille France et jeune Allemagne : l'Allemagne en Autriche*.



ce que sont — ou ce qu'étaient — pour le gouvernement républicain français le maintien et le développement de notre protectorat en Orient.

Des protestants de l'empire allemand ont vivement critiqué cette tentative faite pour solidariser le protestantisme et un chauvinisme de race, ou, plus exactement, pour subordonner à une politique une religion considérée comme simple moyen (1).

Il serait, d'ailleurs, étrange qu'un mouvement religieux fût violemment dénoncé par les Tchèques, qui ont trop souffert de l'intolérance pour ne pas la haïr.

Un mouvement qui se propage en partie par les loges maçonniques (2) peut-il être un mouvement chrétien ?

Les pangermanistes et ceux qui les encouragent emploient la tactique germano-prussienne bien connue : — se servir de la religion comme d'un simple moyen, en vue de réaliser une œuvre politique et nationale de domination sur d'autres peuples.

Méthode, apôtre de la Grande Slovaquie et de

(1) Voir disc. cit. de M. Karel KRAMAR, p. 105, col. 1 et 2.

(2) M. Karel KRAMAR, disc. cit., p. 99, col. 2. — On ne connaît complètement le mouvement pangermanique que le jour où on saura exactement le rôle joué en Europe centrale par la franc-maçonnerie. Il faut, en tout cas, tenir compte de deux faits : Guillaume II est le grand maître des ordres maçonniques allemands ; les loges de Croatie, de Serbie et de Bulgarie relèvent de loges hongroises.

la Bohême, dut lutter sans trêve contre le clergé germanique qui, pour le convaincre d'hérésie et dominer les Slaves du Centre, alla jusqu'à substituer des documents faux à ceux que le pape lui avait lui-même remis (1). Les chevaliers porteglaive et les chevaliers teutoniques n'étaient pas, comme les croisés d'Orient, des croyants et des idéalistes, mais de durs réalistes qui finirent dans le luxe et les orgies ; ils massacraient au nom du Christ les Slaves et les Lithuaniens pour fonder leur puissance prussienne (2). Les réformateurs furent en Europe centrale les pionniers du germanisme, et la contre-Réforme continua leur œuvre (3).

(1) M. Louis LÉGER : *Cyrille et Methode, étude sur la conversion des Slaves au christianisme* (Paris, Franck, 1868).

(2) Voir : M. LAVISSE : *Études sur l'histoire de Prusse, les Pré-décesseurs des Hohenzollern en Prusse*. — Henryk SIENKIEWICZ, *les Chevaliers de la Croix*.

(3) En Europe centrale « la pénétration germanique avait été jusqu'alors (seizième siècle) de l'action religieuse, politique ou économique ; la Réforme lui procura sur les esprits une prise morale. Venue d'Allemagne, elle fut partout introduite par les Allemands ; fournissant d'autre part une base propice aux revendications nationales, elle trouva un accueil enthousiaste parmi les peuples que travaillait le germanisme : grâce à elle ce fut une influence allemande qui soutint, mais endigua toutes les révoltes... A son tour, la contre-réformation fit, elle aussi, œuvre germanique, car les jésuites s'en prirent aux nationalités coupables, qui s'étaient abandonnées aux erreurs religieuses », *Revue des Deux-Mondes (L'Allemagne vers l'est, op. cit.)* — De même M. Abert SORÉL : « Les jésuites (en Bohême au seizième siècle) prirent la nation en sous-œuvre, minant la famille par l'école, l'instinct

Aujourd'hui encore, le protestantisme n'est pas la seule religion utilisée pour assurer la domination allemande sur les routes du Drang. Certes il serait injuste de prétendre, par exemple, qu'un patriote croate comme Mgr Strossmayer, ou son disciple Mgr Stadler, archevêque de Sarajévo, font le jeu des pangermanistes. Mais il y a quelque chose de vrai dans ce qu'écrivent certains auteurs russes (1) : le catholicisme, soutenu dans le sud de l'Autriche-Hongrie et dans les Balkans par des influences austro-allemandes, bat sur certains points le slavisme en brèche. Mettre bout à bout et faire collaborer à une même œuvre le mouvement *Los von Rom* et un mouvement catholique est certes d'une suprême habileté, mais d'une habileté politique et machiavélique et non religieuse et chrétienne.

Pour être complet, il faudrait d'ailleurs montrer, brochant sur le tout, le judaïsme qui — tant en Autriche-Hongrie que dans les Balkans — travaille pour l'Allemagne (2).

naturel et national par la pédagogie. Ils attaquèrent la nation en son organe primordial, la langue. » (*la Renaissance tchèque, op. cit.*) Et M. Ernest DENIS : « Saignée à blanc, livrée pour deux siècles au despotisme religieux et politique le plus implacable, la Bohême cessa de figurer au nombre des nations indépendantes et parut oublier jusqu'à son histoire et à sa langue. »

(1) Voir notamment : *le Rapprochement des races latines et slaves, op. cit.*, p. 262 et suiv.

(2) « La poussée germanique a fait un pacte avec deux éléments

Le mouvement *Los von Rom* a été dénommé par d'habiles hypocrites : il devrait tout simplement s'appeler, comme l'appellent d'ailleurs ceux qui tentent de l'arrêter et quelques pangermanistes téméraires, *Los von Osterreich*. C'est l'Autriche qui est visée sous le couvert de Rome.

Les œuvres du mouvement *Los von Rom* sont soutenues par des associations ayant leur siège dans l'empire allemand, l'*Evangelischer Bund*, association d'avant-garde qui plante les premiers jalons ; le *Gustav-Adolph Verein*, qui s'occupe de préférence des paroisses déjà formées.

A la différence de ce qui se passe chez les protestants magyars et tchèques et chez les anciens protestants allemands d'Autriche-Hongrie — dont chaque communauté, exclusivement préoccupée de religion, a un pasteur hongrois ou autrichien —

dont la collaboration paraît à première vue inconciliable. Israël rime mal avec le Vatican. Et cependant l'un et l'autre sont de précieux auxiliaires. » *Le rapprochement des races latines et slaves, op. cit.*, p. 262.

« Il (le pangermanisme) permet à la majeure partie du judaïsme continental de rechercher auprès de lui son appui. » *L'Allemagne vers l'est, op. cit.*, p. 45. Est-ce surtout parce que le germanisme les soutient, parce que leurs ancêtres ont autrefois séjourné en Allemagne, parce qu'ils parlent un jargon germanique ; parce que d'autres Juifs, avec qui ils sont en relations suivies, sont puissants à Berlin que les Juifs de l'Europe centrale travaillent pour le germanisme ? En serait-il encore ainsi le jour où les Allemands auraient cessé d'être les plus forts ? En Hongrie la plupart des Juifs se disent Magyars. En Bohême, depuis que les Tchèques sont une puissance, on trouve quelques Juifs dans les partis tchèques.

les pasteurs des jeunes communautés pangermaniques sont, presque sans exception, des ministres de passage : non seulement ils sont nés dans l'empire allemand ; mais encore ils ne cherchent pas à se faire naturaliser autrichiens, et, au bout de quelques années, ils disparaissent et sont remplacés par d'autres étrangers.

La *Warburg*, journal du *Los von Rom*, sort des presses pangermaniques de Munich.

Le conciliabule que tinrent, le 27 novembre 1898, des Allemands de Bohême et des Allemands de l'empire a une importance symbolique. Parmi eux se trouvait le surintendant Mayer, militant du *Los von Rom*, et un professeur H... qu'on croit être M. Hasse, chef pangermaniste de l'empire allemand. Ils se réunirent à Eger, ville prussophile de la frontière, la nuit, en secret, dans une chambre où Guillaume I<sup>er</sup> avait couché en revenant des champs de bataille de Bohême. Ils décidèrent de commencer la campagne germano-protestante : « Nous avons, disait M. Eisenkolb, député au *Reichsrath*, le sentiment que nous sommes à un tournant de l'histoire mondiale (1). » Le surintendant Mayer devait ajouter peu après : « Et alors, salut à toi, ô ma patrie allemande (2). »

(1) Karel KRAMAR, *disc. cit.*, p. 100, col. 1.

(2) *Ibid.*

Que résulte-t-il de ce que je viens d'écrire et de laisser entendre ?

Les Allemands d'Autriche, inquiets de voir leur hégémonie mise en question, se rapprochent des Allemands de l'empire, trouvent chez eux un point d'appui, et agitent, pour effrayer les Slaves, le spectre prussien.

De même, le gouvernement de Berlin se sert du spectre pangermanique pour effrayer les hommes d'État de Vienne, et ainsi, tout à la fois, sauvegarder ce qu'il considère comme les droits acquis des Allemands d'Autriche et consolider la précieuse machine triplicienne.

Faut-il aller plus loin et dire : « Le pangermanisme est un moyen employé pour désorganiser peu à peu l'Autriche ? Le Hohenzollern sape et mine lentement la puissance du Habsbourg. La musique cacophonique que les Schœnerer et les Wolf ont introduite au *Reichsrath* est une musique d'avenir — *Zukunftsmusik* — c'est l'accompagnement des futures incursions prussiennes dans les pays bohémiens et danubiens. Les conversions opérées parmi les catholiques d'Autriche ont pour but d'assurer aux protestants la supériorité numérique dans la plus grande Allemagne de demain. »

Tout cela est possible. Mais ce qui est certain, c'est que les progrès du pangermanisme n'ont pas encore ébranlé l'édifice austro-hongrois. Quant au mouvement *Los von Rom*, s'il ne s'accélère pas, il

lui faudra longtemps pour donner des résultats appréciables : en quatre ans, le nombre des conversions a été de 20,000. Encore est-il que les convertis sont en grand nombre, et, toute proportion gardée entre l'Europe et l'Asie, des gens d'une conviction et d'une moralité analogues à celles de certains des Chinois qui se font chrétiens — des gens en peine qu'on protège.

Au fond, les pangermanistes ne sont et ne seront pendant longtemps à craindre pour la vitalité de l'Autriche que dans la mesure où, par le contraste entre leurs élucubrations et les systèmes plus modérés, mais encore dangereux du *Volks-partei* allemand, ils donnent à ces systèmes des aspects raisonnables et acceptables. Je ne crains pas qu'on décide jamais, à Vienne, la suppression des frontières entre l'empire allemand et une Autriche plus ou moins mutilée. Mais je crains parfois — surtout quand les projets de rupture douanière entre l'Autriche et la Hongrie semblent sur le point de prendre corps — qu'on ne pense sérieusement à établir un Zollverein de l'Europe centrale. La triple alliance vient d'être renouvelée pour une période si longue que le traité nouveau fait penser au pacte d'union perpétuelle, que prône le *Volkspartei* allemand.

## V

De tout ce qui précède, je conclus :

Si les hommes d'État de Berlin désiraient avoir un jour quelque chance d'annexer l'Autriche sans employer la violence et sans risquer de bouleverser l'équilibre de l'empire allemand tel qu'il est sorti de la guerre d'Autriche et de la guerre de France, il leur faudrait s'armer d'une longue patience (1).

Mais — étant donné l'état constitutionnel de l'Autriche, le rôle diplomatique qu'elle joue et les facilités de passage qu'elle accorde au *Drang* — rien ne peut être préférable, pour la Prusse, ou, si

(1) Encore est-il que je raisonne ici comme si l'Autriche-Hongrie et l'empire allemand étaient seuls au monde. Nous verrons bientôt le rôle que les autres puissances peuvent être amenées à jouer. Actuellement, je crois que l'Autriche-Hongrie menacée par Berlin serait sûre de trouver — à Paris, à Saint-Pétersbourg, à Londres, ailleurs aussi peut-être — des appuis efficaces. En serait-il de même dans l'avenir si l'Autriche-Hongrie restait longtemps encore dans l'alliance austro-allemande, si elle laissait prendre au rapprochement franco-italien une importance et une portée qu'il n'a pas encore aujourd'hui et si, menacée dans les Balkans, elle se voyait rejetée sur l'Allemagne et mise à sa discrétion. Des difficultés entre elles seraient alors presque des difficultés intérieures auxquelles l'Europe n'aurait rien à voir. — A ce point de vue comme à celui auquel je me suis exclusivement placé jusqu'ici, les hommes d'État de Berlin ont tout intérêt à attendre patiemment.

l'on veut, pour l'empire prussifiée, à la continuation du *statu quo*.

Tout le problème se réduit donc à ceci : l'Autriche-Hongrie — puissance vivante « puissance qui se transforme et qui mue » — restera-t-elle longtemps fidèle à la politique intérieure et extérieure qu'elle a adoptée après ces événements déjà lointains : Sadowa, l'inauguration du régime dualiste, la reconstitution de l'empire allemand au profit de la Prusse?

Seule une évolution radicale de la politique autrichienne pourrait déterminer l'empire allemand à prendre brusquement une attitude agressive et à tenter un coup de force.

Je pose donc les questions suivantes :

Les Allemands d'Autriche-Hongrie sont-ils en danger?

L'alliance austro-allemande est-elle mise en question?

L'Autriche-Hongrie se dispose-t-elle à barrer les routes du Drang à l'empire allemand?

## CHAPITRE III

### L'ÉVOLUTION POSSIBLE DE L'AUTRICHE-HONGRIE

« Un État qui mue et qui devient... au centre de l'Europe, dans une position telle que, son axe politique se déplaçant, il ne serait pas impossible que l'axe politique de l'Europe en fût, du même coup, déplacé. »

(M. Charles BENOIST.)

#### § 1<sup>er</sup>. — L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE MENACÉE.

Les Allemands d'Autriche-Hongrie sont entravés dans leur propagande et menacés dans leurs privilèges : leur existence nationale n'est pas mise en question. — L'empire allemand n'a pas à secourir les « frères allemands ».

#### § 2. — RAISONS D'ÊTRE DE L'ALLIANCE DIPLOMATIQUE ET DE L'ENTENTE ÉCONOMIQUE ENTRE L'EMPIRE ALLEMAND ET L'AUTRICHE-HONGRIE EN 1879 ET AUJOURD'HUI (point de vue austro-hongrois).

Souvenir du rôle joué en Allemagne.

Le conflit austro-russe dans les Balkans.

L'accord de 1897.

Les idées et les sentiments du Habsbourg.

Les Allemands. — Les Polonais. — Les Magyars.

La collaboration économique.

§ 1<sup>er</sup>. — L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE MENACÉE

J'indiquerai seulement quelques faits, entre beaucoup d'autres.

Le gouvernement a dissous certains meetings pangermanistes. Il a interdit l'érection d'une statue de Bismarck à Eger. Deux des plus hauts tribunaux d'Autriche — *Verwaltungsgerichtshof* et *Reichsgericht* — ont défendu de donner à une rue le nom de Bismarck. Les Magyars surveillent de près les va-et-vient de Transylvanie en Prusse. Ils ont interdit dans bien des villes l'ouverture de théâtres allemands.

L'archiduc François-Ferdinand a accepté, au printemps de 1901, la présidence de la *Katholische Schulverein für OÖsterreich*, association scolaire catholique pour l'Autriche. Il a, en même temps, félicité la société de son *activité patriotique*, opposée à celle de « l'agitation *Los von Rom*, mouvement de rupture avec l'Autriche auquel on ne saurait opposer trop de digues ».

Les fédéralistes donnent des assauts furieux au centralisme cisleithan. Le système des circonscriptions inégales et des curies est en danger; car, en Europe — à tort ou à raison — de plus en plus l'égalité s'impose et la loi du nombre devient la loi suprême. Les Allemands ne sont plus, depuis

longtemps déjà, les seuls qui puissent disposer d'un personnel politique capable d'assumer la responsabilité des affaires de l'État. Pour démontrer la nécessité persistante d'une prépondérance germanique, on est obligé de prétendre que l'Autriche ne serait plus solide le jour où les nations et les pays qui la composent ne seraient plus assemblés et maintenus par un réseau aux mailles partout semblables, aux fils partout de même couleur. — L'hégémonie allemande est menacée.

Mais les Allemands d'Autriche n'ont guère à craindre d'être opprimés à leur tour. Les fédéralistes demandent la liberté pour tous.

Je sais bien qu'on peut établir que certaines de leurs revendications dérogent au principe, qu'ils invoquent pourtant, de l'égalité entre nations. Les Tchèques, par exemple, refusent d'entendre parler du système transactionnel accepté par les Allemands (1) : séparer le royaume en trois territoires

(1) Consulter : *la Question des langues et la Question de nationalités en Autriche sous le ministère Taaffe (1879-1888)* par M. J. PREUX (Pichon, 1888). — Voir la brochure, en français, *Tchèques et Allemands* (Paris, WELTER, 1898), publiée par M. Hugo SCHUCHARDT, correspondant étranger de l'Institut de France, professeur de langues romanes à l'Université de Gratz. — Voir surtout l'article (*le Conflit germano-tchèque*, dans *Annales des sciences politiques*, janvier 1899) dans lequel M. H. GAILOZ, directeur de l'École des Hautes Études, professeur à l'École libre des sciences politiques, critique à la fois, en savant impartial, la théorie allemande et la théorie tchèque. — J'ai entendu discuter à fond cette question de langues par Rieger et son gendre M. Braf, pro-

— comme des cantons suisses se divisent en demi-cantons. Dans l'un, la langue officielle serait l'allemand, dans un autre le tchèque. Les fonctionnaires ne seraient tenus de savoir les deux langues que dans le territoire mixte. Les Tchèques déclarent que le royaume de Bohême est indivisible. Ils exigent que tous les fonctionnaires y sachent les deux langues. Ils refusent de tenir compte de ce fait qu'un grand nombre d'entre eux savent l'allemand, tandis que la plupart des Allemands ignorent le tchèque. Si le système tchèque était appliqué, les Allemands ne seraient pas, comme on le dit trop souvent, exclus des fonctions publiques; mais ils seraient tenus d'apprendre le tchèque, langue difficile. D'autre part, les Tchèques ne déclarent pas indivisible le royaume de Bohême actuel — le quadrilatère — mais bien le royaume historique de Bohême, le royaume de Venceslas, comprenant, avec le quadrilatère, la Moravie et la Silésie. Ils revendiquent donc la Silésie, où ils sont en minorité — 22 pour 100 d'après la statistique officielle. J'ai déjà signalé les inconvénients que comporte chacun des systèmes du fédéralisme national et du fédéralisme historique. Les critiques ci-dessus con-

fesseur à l'Université tchèque de Prague. C'était pendant l'été de 1900. Nous nous promenions dans le jardin de Maleich par une belle matinée d'été. Jamais je n'ai vu Rieger plus jeune, plus passionné, plus beau qu'à ce moment où il défendait dans l'intimité la thèse tchèque la plus intransigeante.

sistent, simplement, à opposer le premier de ces systèmes au second. Il serait aisé de montrer dans ce cas particulier de la Bohême le revers de médaille du fédéralisme national. Et puis, il ne faut point oublier que les Tchèques sont, en ce moment, en pleine bataille, et que la lutte qu'ils soutiennent est engagée en Europe centrale. Le jour où les Allemands ne leur opposeraient plus les droits du Saint-Empire (1); le jour où, à Vienne, la théorie des nationalités ne paraîtrait plus subversive; le jour où les Magyars feraient mine de tolérer dans les revendications tchèques autre chose que leurs revendications historiques, alors on verrait peut-être les Tchèques — nation moderne et progressive — se tourner un peu moins vers le passé et se montrer moins intransigeants sur les questions de langue et de territoire. Ils pourraient se demander s'il est sans danger pour l'intégrité de la puissance habsbourgeoise de laisser accorder l'autonomie administrative à l'étroite bande de territoire, où — dans une région d'importance stratégique capitale, entre l'empire allemand et la partie tchèque de la Bohême et de la Moravie — germent déjà des idées séparatistes. On peut, à tout prendre, affirmer que le fédéralisme, quelle qu'en soit la base, ne menace les Allemands ni dans leur exis-

(1) Et où, en Moravie, une minorité allemande — inférieure au tiers de la population — ne dominerait plus à la diète grâce à des procédés électoraux surannés.

tence, ni dans leur liberté qu'il s'agit, en somme, de limiter seulement par la seule liberté des autres nations ou États (1).

Seuls, les privilèges allemands sont en jeu.

Nous n'apercevrons pas là une cause suffisante pour amener une intervention de l'empire allemand, si l'hégémonie allemande en Cisleithanie n'était une des bases du système triplicien.

C'est pour sauvegarder l'alliance diplomatique avec toutes les conséquences qu'elle comporte que les hommes d'État de Berlin veillent jalousement au maintien du centralisme allemand en Cisleithanie (2).

L'intérêt que peut conserver notre première question — les Allemands d'Autriche-Hongrie sont-ils en danger? — se trouve ainsi reportée sur la seconde : — l'alliance austro-allemande est-elle mise en question?

Encore est-il que, s'il existe un rapport étroit entre les deux idées de centralisme autrichien et de triple alliance, et celles inverses de fédéralisme cisleithan et d'évolution diplomatique austro-hongroise, ces idées ne sont point nécessairement

(1) Voir l'article de M. LANG, vice-président de la chambre hongroise, *Revue politique et parlementaire*, octobre 1898, p. 38.

(2) On se rendra compte de la passion et de l'audace avec lesquelles les Allemands de l'empire montent cette garde pour le germanisme lorsqu'on connaîtra complètement l'histoire de la chute du ministère fédéraliste Hohenwart et de deux ministères plus récents.

inséparables : on peut, au moins théoriquement, concevoir une Autriche-Hongrie à Cisleithanie centralisée se détachant de la triple alliance, et, inversement, une Autriche-Hongrie à Cisleithanie fédéraliste restant dans la triple alliance.

Je ferai donc, en étudiant l'évolution diplomatique possible de l'Autriche-Hongrie, abstraction de toute préoccupation constitutionnelle.

Je rechercherai simplement : d'abord, les raisons qui ont déterminé l'Autriche-Hongrie, quand elle a signé en 1879 le traité d'alliance qui est le premier instrument diplomatique de la triplice; ensuite, les raisons qui maintiennent l'Autriche-Hongrie dans le groupement dont elle fait partie depuis plus de vingt ans, et celles qui tendent à l'en détacher.

## § 2. — RAISONS D'ÊTRE DE L'ALLIANCE DIPLOMATIQUE ET DE L'ENTENTE ÉCONOMIQUE ENTRE L'EMPIRE ALLEMAND ET L'AUTRICHE-HONGRIE EN 1879 ET AUJOURD'HUI (*point de vue austro-hongrois*).

### I

En 1879 — il y a vingt-quatre ans — l'Autriche se montrait hésitante. Elle avait une âme



double, comme est double le nom qu'elle porte communément : Autriche-Hongrie. L'Autriche avait encore le souvenir vivace et le regret cuisant de sa domination sur l'Allemagne. La Hongrie était attirée vers la péninsule des Balkans. On a découvert depuis longtemps que le Habsbourg a des armes parlantes : son aigle à deux têtes regarde à la fois l'Occident et l'Orient.

La bataille de Sadowa n'avait été perdue que treize ans auparavant. Le Habsbourg ne pouvait pas être fait à l'idée de vivre hors d'Allemagne. Il avait la nostalgie. Il se sentait exilé. On ne renonce que lentement et douloureusement à une existence qu'on a toujours menée, à une vie plusieurs fois séculaire.

Jusqu'au début du dix-neuvième siècle, le Habsbourg fut avant tout empereur du Saint-Empire romain germanique. Les efforts presque constants qu'il fit pour germaniser ses divers États — les persécutions de Bohême (1); les « boucheries d'Éperies » (2); l'œuvre de Marie-Thérèse (3) et de

(1) Après la bataille de la Montagne Blanche (1620).

(2) En Hongrie, après l'échec de l'insurrection de Tœkœli (1687) : « Établi à Éperies, le général italien Caraffa institua dans cette ville un tribunal, dont les horreurs rappellent les plus savants exploits des Espagnols dans les Pays-Bas. Pendant trente jours consécutifs, trente bourreaux soumirent les victimes, innocentes ou non, aux tortures les plus raffinées, aux plus affreux supplices. » M. Louis LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, p. 326.

(3) Notamment l'union des deux chancelleries autrichienne et bohême.

Joseph II (1); les tentatives de germanisation au dix-neuvième siècle — avaient pour but, moins de faire triompher tantôt le catholicisme et tantôt les idées du dix-huitième siècle, ou d'assurer par l'unification la solidité de l'Autriche que de donner un aspect allemand à tous les États habsbourgeois. Il fallait qu'ils puissent peser de tout leur poids sur l'Allemagne et la fixer. — « La langue allemande est la langue universelle de mon empire. Je suis l'empereur d'Allemagne : les États que je possède sont des provinces qui ne forment qu'un seul corps avec l'État dont je suis la tête. Si le royaume de Hongrie était la plus importante de mes possessions, je n'hésiterais pas à imposer sa langue aux autres pays », écrivait Joseph II à un magnat qui avait protesté contre l'introduction de l'allemand en Hongrie. — « Je suis un prince allemand », a dit lui-même l'empereur-roi François-Joseph.

Traditionnellement, non seulement la dynastie, mais la cour, la plus grande partie de la noblesse, la haute armée austro-hongroise, la bureaucratie cisleithane, dont l'influence sur la marche des

(1) « Rien ne fut négligé pour réduire la Bohême et la Hongrie au rang de simples provinces. L'empereur prétendait germaniser à tout prix les deux royaumes et les gouverner en tyran libéral. L'Autriche, devenue allemande, aurait, à son tour, assimilé l'Allemagne tout entière et formerait aujourd'hui, avec elle, un État de près de 80 millions d'habitants. » M. Louis LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, p. 377.

affaires est considérable, sont tournées vers l'ouest. La pensée d'un retour en Allemagne — plus précisément dans l'Allemagne du Sud — qui fut la grande idée du comte de Beust (1), disciple de Metternich et de Schwarzenberg, lui survécut. Beau-

(1) Voir : *Trois quarts de siècle, Mémoires du comte de BEUST, ancien chancelier d'Autriche-Hongrie* (traduction KOHN-ABBEST; Louis Westhausser, éditeur), *passim* et notamment, t. II, chap. XXXIX, *les Relations avec l'Allemagne après le commencement de la guerre (1870)* : le chancelier indique, au moment où elle va devenir pratiquement impossible et où elle va être peu à peu remplacée par la politique dite de l'« itinéraire forcé », ce qu'était la politique qu'il appelait « des mains libres ». L'Autriche-Hongrie soutenait la thèse suivante : la paix de Prague (1866) avait constitué « l'Allemagne du Sud en lui donnant une existence internationale indépendante; or, si cette constitution n'avait eu d'autre valeur que celle d'un accord entre la Prusse et les États du Sud, elle n'aurait pas trouvé place dans un traité entre l'Autriche et la Prusse, pour autant qu'elle n'aurait pas été une assurance pour la première de ces puissances, et n'aurait pas établi son droit d'opposition éventuelle. Cette considération inattaquable en droit, et qui, suivant les circonstances, aurait trouvé son application, n'a jamais été abandonnée par l'Autriche, jusqu'au moment où la formation de l'empire germanique lui enleva sa portée pratique » (p. 437). Au moment où fut déclarée la guerre franco-allemande, le Wurtemberg et la Hesse étaient d'accord avec M. de Beust. La Bavière entra en pourparlers. Deux systèmes pouvaient être déduits de cette théorie: ou l'alliance franco-autrichienne, qui était dans l'air et sur laquelle on comptait à Paris, ou l'intervention du Habsbourg — après le passage du Rhin par les Français! — comme protecteur des Allemands du Sud : « le moment était peut-être venu de reprendre pied en Allemagne en intervenant et en disant : « Halte! à l'envahisseur » (p. 439). D'où les « préparatifs de guerre restreints adoptés en conseil des ministres et soutenus par le comte Andrassy précisément en vue d'une telle éventualité ».

coup d'Autrichiens, s'ils ne pensaient pas à prendre une revanche sur la Prusse triomphante, s'efforçaient de remplacer ces liens constitutionnels, tranchés à Sadowa, qui attachaient solidement l'Autriche à la grande famille allemande. L'alliance austro-allemande fut pour eux un pis-aller. Elle constituait un lien seulement diplomatique; mais qu'on pourrait peut-être resserrer quelque jour.

M. de Bismarck profita de cette tendance, qui pouvait devenir un jour dangereuse pour la Prusse; mais qui, au début, était favorable à l'empire allemand prussifié. Il restaura, au moins dans sa partie autro-allemande, la vieille triple alliance des copartageants de la Pologne (1). Il convertit en une alliance véritable le rapprochement ébauché à Ischl, à Gastein et à Salzbourg en 1871, et cette prétendue alliance — l'« alliance des trois empereur », avec la Russie en tiers — que le monde a cru signée en septembre 1872 (2).

Il venait au congrès de Berlin d'aider l'Autriche-Hongrie à obtenir le mandat d'occuper la Bosnie et l'Herzégovine. Il avait tout fait pour changer l'orientation de l'Autriche. La satisfaction bos-

(1) Voir : M. Albert SOREL, *la Question d'Orient au dix-huitième siècle*, notamment le chap. XXII : *la Triple Alliance*.

(2) « A moins que les actes constitutifs de l'alliance des Trois Empereurs ne voient le jour, on devrait la considérer comme rayée de l'histoire désormais. » — M. Gabriel HANOTAUX, *Histoire de la France contemporaine*, t. I, p. 502.

niaque devait faire oublier au Habsbourg les défaites et les drames récents, le passé et l'Allemagne. Le dualisme, conséquence de Sadowa, permettait aux Hongrois d'exercer une influence d'année en année grandissante : ils tendaient vers l'est. Et puis, Bismarck prévoyait bien que l'Autriche, une fois engagée dans les Balkans, non seulement ne pourrait plus reculer, mais tendrait fatalement à gagner du terrain.

Or, la Russie venait de se montrer, une fois de plus, dans les Balkans, puissance belliqueuse. On avait l'impression qu'elle cherchait à travers les pays bulgares cette mer libre, dont elle sent impérieusement le besoin depuis Pierre le Grand et qu'elle ne trouve ni dans le lac de la Caspienne, ni dans la mer Blanche trop longtemps gelée, ni dans la mer Baltique, ni dans la mer Noire, aux détroits commandés ou fermés (1).

(1) Dès 1828, Radetzky, dans un mémoire, développait ces idées : « Par sa position géographique, disait-il, la Russie est obligée de s'ouvrir le Bosphore et le Sund. Elle ne peut s'ouvrir le premier qu'en divisant ses rives entre deux puissances indépendantes, ou en en prenant possession. Elle pourrait aussi permettre que la Russie possédât sur les détroits une forteresse isolée, analogue à Gibraltar. Mais l'Autriche ne pourra jamais tolérer que la Russie s'incorpore la Turquie en tout ou en partie : en effet, dans ce cas, l'Autriche serait cernée et contrôlée par la Russie. Le Danube est la principale artère de l'Autriche. Son libre débouché dans la mer est aussi nécessaire à l'Autriche que le Sund et les Dardanelles le sont à la Russie. Or, pour utiliser librement le Danube, l'Autriche a, elle aussi, besoin du libre usage des Darda-

De son côté l'Autriche-Hongrie venait de s'établir chez des Slaves en grande partie orthodoxes que le tsar regarde comme des protégés et les Russes comme des frères. Un conflit naissait entre les deux puissances.

Bismarck se trouva ainsi mêlé pour le compte de son allié à cette question d'Orient dont il parlait quelques mois auparavant avec tant de dédain. Mais l'Autriche-Hongrie eut une raison puissante et nouvelle de devenir et de demeurer l'alliée de Berlin (1).

D'autre part, l'alliance austro-allemande comblait les vœux des nations dominantes d'Autriche-Hongrie.

Les Allemands comprenaient qu'ils pourraient plus sûrement compter sur Berlin pour maintenir leurs privilèges et comprimer la majorité slave toutes les fois qu'elle tenterait de se constituer et de s'organiser en Cisleithanie. Jamais d'ailleurs, ils n'avaient plus impérieusement senti le besoin de cette aide extérieure. On pouvait

nelles. De là, il résulte que les intérêts en conflit de l'Autriche et de la Russie doivent amener la guerre, à moins que les deux nations n'arrivent à un arrangement en ce qui concerne la Turquie. » — Cité dans la *Contemporary Review* de janvier 1903, article intitulé *Struggle between Slav and Teuton* et signé QUIDAM.

(1) Par contre, à partir du congrès de Berlin, la traditionnelle alliance russo-prussienne fut condamnée. Aucune habileté diplomatique ne put lutter contre la logique implacable des événements. La Russie s'orienta vers l'Asie et signa l'alliance française.

croire que les temps d'Hohenwart étaient revenus. Auersperg venait de donner sa démission. Le parti « constitutionnel libéral », gardien du système allemand et centraliste, perdait le pouvoir. On prévoyait que le ministère Taaffe et les fédéralistes allemands allaient traiter avec les Slaves.

A côté des Allemands centralistes, les Polonais allaient se montrer les défenseurs de l'alliance allemande. La *schlachta*, satisfaite de l'autonomie galicienne, pouvait faire une politique à part sans s'inquiéter des autres Slaves. Certains députés polonais étaient dans les mains de la haute banque, favorable à Berlin. D'ailleurs la haine de la Russie remplissait alors les cœurs des Polonais. Ils reniaient leurs origines slaves.

Les Magyars étaient enthousiastes de l'alliance allemande. L'un des leurs, le comte Andrassy, en avait eu, au moins en apparence, l'initiative. Les clubs politiques de Budapest l'avaient énergiquement soutenu. La Hongrie, en effet, devenait en quelque sorte directement partie à un contrat international. Or il ne faut pas oublier qu'elle ne jouissait que depuis douze ans de son indépendance d'autrefois. Elle trouverait à Berlin un appui contre les tentatives centralistes que Vienne pouvait encore oser. Bien plus, la nation magyare se souvenait, comme d'événements encore récents, des grandes batailles de 1848 et de 1849. Les Croates de Iélatchitch et les Serbes du banat avaient

alors rendu possible aux Autrichiens l'invasion de la puzta. Sans les Russes de Nicolas I<sup>er</sup>, les armées de la dictature hongroise auraient probablement été victorieuses. L'alliance allemande était une précieuse garantie contre les Slaves du dedans et du dehors, contre les *nationes subjectæ* et contre le tsar abhorré.

M. de Bismarck a bien compris tout le parti qu'il pouvait tirer d'une entente avec la Hongrie. Il a résumé de la façon suivante la politique qu'il suggérait aux Magyars :

« Si les considérations d'une politique réfléchie avaient toujours le dernier mot en Hongrie, ce peuple brave et indépendant, comprendrait qu'il n'est en quelque sorte qu'une île au milieu de la vaste mer des populations slaves et que, étant donnée son infériorité numérique, il ne peut garantir sa sécurité qu'en s'appuyant sur l'élément allemand en Autriche et en Allemagne (1). »

Guillaume II, sur ce point comme sur tant d'autres, a suivi la politique bismarckienne en lui donnant une allure plus brillamment téméraire. Je cite sans commentaire le discours qu'il a eu l'audace de prononcer à Budapest en septembre 1897, en présence de François-Joseph :

C'est avec un sentiment de profonde reconnaissance que j'accepte le souhait de bienvenue de Votre Majesté.

(1) *Souvenirs*, t. II, p. 277.

Grâce à l'invitation de Votre Majesté, j'ai pu visiter cette magnifique ville dont l'accueil grandiose m'a émerveillé. C'est avec un intérêt sympathique que nous suivons chez nous l'histoire du chevaleresque peuple hongrois dont le patriotisme est devenu proverbial et qui, dans son passé guerrier, n'a pas hésité à sacrifier à la défense de la croix ses biens et son sang. Des noms comme Zrinyi et Sziget (1) font, aujourd'hui encore, battre les cœurs des jeunes Allemands. C'est avec admiration que nous avons suivi les fêtes du Millénaire que le peuple hongrois, pressé autour de son roi bien-aimé, a célébrées avec tant de splendeur. Ses fiers monuments témoignent de son sentiment artistique, pendant que le bris des entraves de la Porte de Fer a ouvert de nouvelles voies de communication et de nouveaux débouchés commerciaux et a placé la Hongrie sur un pied d'égalité avec les grands peuples civilisés. Ce qui pourtant, dans mon séjour en Hongrie, et particulièrement lors de la réception qui m'a été faite à Budapest, m'a causé la plus profonde impression, c'est le sentiment de dévouement enthousiaste des Hongrois pour la personne de Votre Majesté. Mais ce n'est pas seulement ici, c'est aussi en Europe et surtout chez mon peuple, qu'on brûle du même enthousiasme à l'égard de Votre Majesté; permettez-moi d'ajouter que moi aussi je partage cet enthousiasme et que, avec des sentiments de fils, je regarde Votre Majesté comme mon ami paternel. Grâce à la sagesse de Votre Majesté, notre alliance se maintient ferme et inébranlable pour le plus grand bien de nos peuples, et l'Europe jouit depuis de longues années déjà des bienfaits de la paix et en jouira de longues années encore. Les sentiments de dévouement enthousiaste pour Votre Majesté flamboient toujours, j'en

(1) L'empereur allemand semble oublier que le héros de Sziget (1566), Zrinyi, était croate.

suis sûr, dans le cœur des descendants d'Arpad, aussi vivaces qu'à l'époque de votre grande aïeule, alors qu'ils l'acclamaient au cri de : *Moriamur pro rege nostro!* Pour donner une expression à ces sentiments, nous voulons réunir tout ce que nous éprouvons de gratitude avec les vœux que nous formons pour Votre Majesté dans le cri que pousse tout Hongrois jusqu'à son dernier souffle : *Eljen a Kiraly!*

Et comme si ce n'était pas assez, il demandait à haute voix à l'empereur-roi où étaient dans Budapest les statues des grands Hongrois, et il nommait les anciens adversaires du Habsbourg.

Environ dix ans après sa formation, la triple alliance (1) est entrée dans une phase nouvelle. Les trois États alliés ont signé des traités de commerce constituant une sorte d'union économique, complémentaire de l'union diplomatique et militaire.

Les exportations de la Bohême ont alors pu prendre plus facilement la route du nord. La Hongrie, pays presque exclusivement agricole, a trouvé en Allemagne, où grandissaient les centres urbains, un débouché pour son bétail et son blé.

Il est à remarquer, écrit l'auteur russe de l'article

(1) Constituée par l'accession de l'Italie à l'alliance austro-allemande, en 1882. — Voir : Luigi CHIALA, *Pagine di storia contemporanea* (Roux, Turin), notamment, t. III, « la triplice e la duplice alleanza. — Les articles du comte GRABINSKI dans le *Correspondant*, numéros des 25 novembre 1897, 25 mars 1898, 25 avril 1898. — Les articles de M. BILLOT dans la *Revue de Paris* des 1<sup>er</sup> et 15 avril 1901.

publié le 10 février 1903 par la *Revue politique et parlementaire*, que l'appât présenté aux intérêts hongrois est essentiellement de nature économique. La direction des lignes ottomanes, la gradation de leurs tarifs, l'établissement de musées industriels hongrois dans les entrepôts essentiels de la péninsule, le système de concentration à Budapest de toutes les commandes adressée à ces musées-comptoirs, la manière dont ils sont subsidiés, la nature des stipulations, moyennant lesquelles certains emprunts d'Etat sur les chemins de fer ont été conclus en Serbie et en Bulgarie, la politique douanière observée à l'égard de l'exportation serbe, l'envahissement de l'Adriatique par les compagnies à vapeur hongroises, au détriment du commerce italien, tout porte à croire en un mot, que l'accord entre Germains et Magyars se réduit, en grandes lignes, à un partage d'influence tel que le commandement politique revient à Berlin, tandis que les profits industriels sont abandonnés en très large part à Buda-Pesth (1).

Je crois avoir montré que l'« appât » présenté aux Hongrois n'était pas exclusivement économique.

D'autre part, il ne me semble pas que les bénéfices de l'expansion balkanique aient été longtemps réservés aux seuls Hongrois, ni même aux Austro-Hongrois.

L'Autriche-Hongrie en avant-garde et l'empire allemand formant le gros de l'armée ont entrepris ensemble la conquête commerciale de la péninsule des Balkans. Le *Drang*, venant d'Allemagne

(1) P. 261.

et grossi pendant son trajet en Autriche-Hongrie, s'est déversé sur toute la péninsule, s'infiltrant à la fois dans toutes les positions à inonder : petits États libres du Nord, Turquie d'Europe, ports de l'Archipel et de la mer Noire, Constantinople.

En même temps, les financiers de l'empire allemand s'efforçaient de fournir des capitaux, non seulement aux entreprises balkaniques, mais même aux entreprises et aux banques autrichiennes. Ces dernières venaient, en effet, d'être durement éprouvées, d'abord par le grand krack de Vienne de 1873 ; puis, dix ans après, par l'effondrement, en France (1882), de l'Union générale, qui tenait en main une partie des affaires autrichiennes (1). Des industriels allemands s'installèrent en Autriche et en Hongrie.

## II

On commence enfin à s'apercevoir à Vienne que la situation de l'Autriche et de l'Allemagne, l'une à l'égard de l'autre, a été radicalement modifiée au cours du dix-neuvième siècle.

Après la paix de Presbourg, le Habsbourg a dû renoncer au titre d'empereur d'Allemagne.

(1) C'est en 1855 que des financiers parisiens, les Talabot et les Pereire, avaient commencé à diriger vers l'Autriche, alors économiquement inorganisée, les capitaux français.

Après Sadowa, il a été mis hors de l'Allemagne (1).

En 1871, le Hohenzollern est devenu empereur allemand.

Dès lors — à moins de bouleversement — il n'y a plus de place en Allemagne pour le Habsbourg. Descendant d'empereurs d'Allemagne du treizième siècle (2), il n'acceptera jamais qu'un autre — surtout le parvenu Hohenzollern — soit au-dessus de lui. « Les pangermanistes rêvent de placer l'empereur d'Autriche dans la situation subordonnée d'un roi de Saxe, de Bavière ou de Wurtemberg », disait, l'année dernière, M. Karel Kramar à la délégation autrichienne. Et, comme le délégué allemand Stein avait répondu : « Il était aussi prince du *Bund* avant 1866 », le délégué tchèque répliquait :

Mais, s'il vous plaît, autrefois, il n'y avait pas d'empereur allemand avec le pouvoir politique qu'a aujourd'hui l'empereur allemand... Avant 1866, il était impossible d'être l'un à côté de l'autre comme princes égaux du *Bund*; mais aujourd'hui, à côté de l'empereur allemand, roi de Prusse, on ne peut pas concevoir un pouvoir égal (3).

(1) Sauf la restriction indiquée plus haut.

(2) Pour la généalogie des Habsbourgs, diplomatiquement établie à partir du dixième siècle, et pour les légendes concernant les siècles antérieurs, voir HIMLY, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, t. I, p. 367 et suiv.

(3) M. Karel KRAMAR, discours cité du 27 mai 1902, p. 102, col. 1.

Le Habsbourg s'aperçoit que, depuis la conclusion de la triple alliance, l'Autriche n'a exercé aucune influence sur l'empire allemand. Au contraire, les hommes d'État de Berlin sont maintes fois intervenus dans les affaires intérieures de l'Autriche-Hongrie. J'ai parlé de crises ministérielles à l'origine desquelles on trouvait la main de l'étranger. On pourrait citer, parmi bien d'autres faits, telle inspection de caserne à propos de laquelle fut méconnue le principe de non-intervention, en dehors duquel il n'est guère de rapports sans froissement et d'alliance entre égaux.

Enfin, le Habsbourg paraît résolu à ne pas permettre la continuation de la campagne pangermaniste et de celle du *Los von Rom*, organisées de l'autre côté de la frontière. Il est froissé dans son légitime amour-propre et inquiété dans sa conscience. Guillaume II a bien fini par s'en apercevoir. D'où l'expression répétée des « sentiments de fils » qu'il a pour son « ami paternel » (1). D'où aussi, pour une bonne part, les avances faites aux catholiques par l'empereur allemand : comment peut-on l'accuser de favoriser le mouvement *Los*

(1) Toast cité de Budapest (1897). — De même le prince royal exprimait à l'empereur-roi François-Joseph ses « sentiments de cordial respect et de chaleureuse sympathie » (Hofburg, avril 1901). L'empereur allemand sait quel prix peuvent avoir en diplomatie les sentiments de parenté et d'amitié : sans le respect et l'affection qu'Alexandre II avait pour son oncle Guillaume I<sup>er</sup>, qu'aurait été l'histoire de Prusse ?

*von Rom?* On n'a qu'à l'entendre parler, à le regarder agir pour connaître ses véritables sentiments!

L'œuvre bosniaque de Bismarck a achevé de ruiner la vieille cause de l'union austro-allemande, et la raison d'être nouvelle qu'elle lui a donnée est bien précaire et contingente. D'une part, en effet, l'Autriche n'est plus tendue vers l'ouest. D'autre part, elle continue bien à s'occuper des Balkans, mais le conflit balkanique austro-russe s'est apaisé.

Un accord a été conclu, en 1897, entre la Russie et l'Autriche-Hongrie : les deux puissances se sont engagées à respecter le *statu quo* dans les Balkans.

En mai 1902, le comte Goluchowski, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, s'exprimait de la façon suivante devant les délégations :

L'élargissement très favorable de nos propres relations avec l'empire russe a été amené par cette entente de Péterbourg de 1897 que vous connaissez bien. *Le développement qui depuis ce temps s'est produit* au sujet de ce dernier point peut être considéré, à juste titre, comme *un des phénomènes les plus favorables de ces derniers temps...* On peut bien espérer que *cet état de choses s'accroîtra de plus en plus*, en dépit des malentendus passagers qui peuvent survenir malgré les relations les plus intimes, mais dont le remède le plus efficace est toujours *un échange de vues mutuel, sincère et sans réserve...* Plus

ce fait est heureux, plus impérieux est le devoir de veiller à ce que l'entente, maintenant réussie et à l'abri de tout ébranlement, reste intacte... En exprimant l'assurance que nous ne demandons rien de plus ardemment que de satisfaire loyalement et exactement nos obligations, il faut ajouter que nous ne voulions pas douter un seul moment qu'à Saint-Petersbourg aussi on a la ferme volonté de maintenir l'égalité entre les deux contractants.

Actuellement, le jeune accord austro-russe survit aux difficultés internationales qui résultent des deux révolutions macédonienne et albanaise. Il est la meilleure garantie de paix européenne.

Grâce à lui, l'Autriche, loin d'avoir besoin de l'empire allemand pour la défendre contre la Russie, agit de concert avec cette dernière, et, en apparence du moins, seule avec elle. Si l'empire allemand intervient en tiers, il est permis de supposer que c'est seulement pour parer le mieux possible les coups que pourrait recevoir son autre amie, la Turquie. Le rôle de l'empire allemand est bien changé.

Il semble même qu'on entrevoit le moment où l'entente de 1897 pourra être transformée, et, de négative qu'elle est encore aujourd'hui, deviendra positive. Le jour où les deux puissances se seront entendues et auront agi en vue d'imposer à la Turquie des réformes vraiment sérieuses sera peut-être le jour décisif pour les deux associées. Elles auront fait œuvre positive surtout au profit des



autres. Il sera alors naturel qu'elles travaillent directement pour leur propre compte et qu'elles développent et transforment leur accord.

Sans doute maints sujets de François-Joseph — en Hongrie surtout — sont exigeants : « Si les Russes nous laissaient carte blanche dans les Balkans — m'a-t-on dit bien des fois à Budapest — nous pourrions nous entendre. »

Sans doute aussi, bien des Russes n'ont pas renoncé à refaire, au profit du tsar, l'empire d'Orient :

Nos idées à nous, les Russes, ne s'accordent pas tout à fait avec les vôtres — m'écrivait au printemps dernier un des publicistes russes le plus en vue. Peut-être est-ce vous qui avez raison. Peut-être n'avons-nous plus rien à espérer pour nous en Orient. Peut-être vaut-il mieux laisser le chemin libre aux Slaves du Sud. *Qui sait?*

Toutefois la Russie est gouvernée par un tsar pacifique. Elle est absorbée en Asie par une entreprise colossale. Elle apparaît de moins en moins comme un envahisseur qui, pour atteindre la mer libre à travers les Balkans, cherche à établir son protectorat sur les peuples qui l'en séparent. Elle a élargi et a transporté d'Europe en Asie le plan de Pierre le Grand. La mer libre est pour elle, depuis hier, l'océan Pacifique. Demain, ce sera l'océan Indien. Si elle tend vers la Méditerranée, c'est plutôt du côté du golfe d'Alexandrette, à travers cette Asie occidentale qu'elle se prépare à disputer à l'Allemagne. C'est de plus en plus exclusi-

vement comme amie puissante et impérieuse des Slaves orthodoxes que la Russie intervient actuellement en Turquie d'Europe. Elle n'apparaît plus à l'Autriche-Hongrie comme un ennemi menaçant prêt à la couper de la mer du côté du sud et comme à la cerner, et à l'enlacer pour une lutte à mort.

De son côté, l'Autriche-Hongrie précise ses plans et limite sa sphère d'action et ses projets. Dans le discours cité de mai 1902, le comte Goluchowski indique la cause qui a rendu possible l'accord austro-russe, et il semble bien que cette cause n'a pas encore produit tous ses effets :

Dès le moment où l'on put sûrement constater que ni nous, ni la Russie ne poursuivions de projets égoïstes en Orient et, moins encore, ne cherchions d'augmentations territoriales, il fallut logiquement que la méfiance, compromettant depuis des années les relations mutuelles des deux empires, disparût et fit place à cette disposition heureuse dont nous jouissons à présent.

La voie danubienne n'est ouverte qu'à la marine marchande, et elle aboutit à une mer fermée. La voie adriatique est resserrée entre la côte italienne et la côte albanaise ; Pola, Trieste et Fiume sont au fond d'une impasse. L'Autriche-Hongrie cherche à s'ouvrir sur l'Archipel, bassin libre de la Méditerranée orientale, le débouché de Salonique. Elle veut dominer l'Albanie, tout à la fois, parce qu'elle commande le chemin de Budapest et de Vienne à Salonique et parce qu'elle assurerait aux vaisseaux

austro-hongrois la libre sortie de l'Adriatique.

Or, en Albanie, la Russie n'a rien à voir. Les Slaves voisins ne pourraient que gagner à ce que la police des belliqueuses et pillardes tribus skipétares fût faite par une grande puissance (1).

Au contraire, la route de Salonique traverse des régions peuplées par des Slaves orthodoxes. Mais pourquoi ne pas appliquer au profit de ce chemin de fer de Sarajévo à Salonique par Mitrowitza (2) et à son port terminus le système qui fonctionne à la satisfaction de tous pour la navigation des fleuves

(1) La difficulté concernant le sandjak de Novibazar, peuplé par des Slaves, et celle concernant le Monténégro, que la Russie ne voudrait pas sans doute laisser enclaver, ne sont pas insolubles. Ce ne serait pas la première fois que seraient constituées des servitudes de passage de troupes. La voie maritime serait d'ailleurs ouverte à l'Autriche. Le vrai obstacle à l'occupation de l'Albanie par l'Autriche est à Rome : l'Italie, elle aussi, a des visées sur la côte et les marchés albanais. Mais je n'ai pas ici à étudier ce problème. Je note simplement que le *Secolo* de Milan (29-30 juillet 1903 : *una strana affermazione*) a trouvé extraordinaire que j'aie fait allusion (*Questions diplomatiques*, 15 juillet 1903) à des projets de l'Italie sur les Balkans : il est inutile de renvoyer le journal milanais aux ouvrages italophiles et de documentation italienne de M. Charles Loiseau, ni aux documents italiens qui sont foule. Le *Secolo* a eu, il y a un an et demi, la bonne idée de solliciter de M. Karel Kramar un interview des plus intéressants, où il est parlé de l'Albanie. Je me contente donc de renvoyer le *Secolo* à son numéro des 11-12 février 1902.

(2) Actuellement les voies ferrées venant de Vienne et de Budapest s'arrêtent à Sarajévo, et celle venant de Salonique à leur rencontre finit à Mitrowitza. Le prolongement du chemin de fer de Sarajévo vers Mitrowitza a été décidé par l'Autriche-Hongrie en septembre 1900.

qui séparent ou traversent différents États (1)? Les riverains du Danube sont libres, et pourtant l'usage du fleuve est assuré aux marchandises austro-hongroises. On pourrait peut-être faire plus et aller jusqu'à reconnaître Salonique — ville judéo-cosmopolite, « échelle » tournée vers la Méditerranée et coupée en fait du pays macédonien — comme une place de guerre austro-hongroise (2).

(1) « Les principes posés par le congrès de Vienne (1815) sur la navigation des fleuves communs à plusieurs États sont demeurés ceux du droit international. Le traité de Paris du 30 mars 1856, qui les étendit au Danube, édicta de plus des dispositions spéciales sur ce fleuve principal de l'Europe et surtout de l'Autriche, ce qu'on n'avait pu faire en 1815, la Turquie n'ayant pas été partie au congrès de Vienne. D'après le congrès de Vienne, tout fleuve qui traverse ou qui sépare plusieurs États est ouvert, depuis son point de navigabilité jusqu'à la mer, c'est-à-dire, jusque dans la mer, à la libre navigation de tous les riverains, et même de tous les navigateurs, d'après l'interprétation pratique qui prévaut, et qui a été corroborée par les actes récents relatifs au Danube. Chaque État conserve d'ailleurs sa suprématie sur son domaine fluvial... » *Éléments du droit des gens moderne européen*, par le baron Léopold DE NEUMANN, professeur à l'Université de Vienne, traduction Riedmatten, p. 75.

(2) Il se pose là entre la Russie et l'Autriche-Hongrie un problème analogue à celui que les Anglais et les Russes cherchent à résoudre en Asie. Bunder Abbas, Tchabar, ou tout autre port de l'Océan indien, sera-t-il pour les Russes seulement un port de commerce, ou bien une place de guerre (comme Port-Arthur). Des publicistes anglais — ceux, par exemple, qui signent « A, B, C, etc. », dans la *National Review*, veulent s'en tenir au premier système et l'imposer à la Russie. D'autres publicistes, au contraire — comme « Calchas » dans la *Fortnightly Review* — acceptent les conditions nécessaires d'un équilibre stable et d'un accord régional sans arrière-pensée.

Si l'Autriche-Hongrie et la Russie arrivaient un jour à conclure un accord positif de ce genre, les dernières craintes de difficultés dans les Balkans s'évanouiraient. L'alliance austro-allemande déjà privée de sa cause occidentale n'aurait plus en Orient l'ombre d'une raison d'être. — Comme m'écrivait le Russe dont j'ai tenu à citer un fragment de lettre : qui sait ?

Mais ne restons pas plus longtemps dans le domaine des hypothèses.

En Cisleithanie, les Allemands ne seraient plus assez puissants pour imposer l'alliance allemande, le jour où elle serait compromise. Pour qu'une majorité hostile à la triple alliance se constituât au Reichsrath, il suffirait peut-être d'une simple réforme électorale faisant du parlement — par la ruine du système de Schmerling — l'image de l'Autriche.

En effet, les Polonais, jusque-là alliés des Allemands dès que la triple alliance était mise en question, commencent à se ressaisir.

Les trois tronçons de la Pologne, toujours animés par l'âme unique de la patrie, n'ont pas cessé, depuis plus d'un siècle qu'ils sont officiellement divisés par les solides frontières de trois grands empires, de collaborer. Dès que l'un d'eux est gravement menacé, les deux autres le soutiennent de leurs ressources, de leurs influences et de leur

appui moral. La Pologne a ainsi successivement lutté contre chacun des trois copartageants.

L'Autriche s'est fait pardonner l'annexion de la république de Cracovie et la lutte qu'elle a soutenue autrefois contre la *schlachta*. Le Habsbourg a une bienveillante prédilection pour ses sujets polonais qui lui témoignent des sentiments de respectueuse affection (1).

La Russie — qui détient la plus grande partie du royaume de Pologne (2) — fut plus longtemps considérée comme l'ennemie irréconciliable. Les hommes d'État de Berlin ont pu jusqu'à ces derniers temps menacer le tsar de jouer la carte polonaise. Mais Nicolas II recevant au château de Skiernewice, près de Varsovie, une délégation de la noblesse polonaise conduite par le prince Mathias Radziwil, a dit : « Polonais, je me trouve bien parmi vous ; c'est avec bonheur que je reviendrai souvent. » Le tsar a demandé qu'on fasse chanter devant lui en polonais des enfants des écoles. L'œuvre de réconciliation du prince Iméri-

(1) Voir, comme manifestation de l'état d'esprit de la *schlachta*, la très curieuse brochure anonyme : *la Pologne et les Habsbourg* (Plon, 1880).

(2) Les Russes ont annexé, en plus de la région polonaise dont Varsovie est le centre, des régions jadis incorporées dans le royaume républicain de Pologne : Lithuanie, pays des Cosaques zaporogues, etc. Les Polonais sont, comme les Magyars, une nation impériale. Il y a la Pologne de l'histoire et il y a la Pologne ethnique, la seconde singulièrement plus petite que la première.

tinski lui survit. Sous le régime russe, les Polonais travaillent et prospèrent. Chez eux grandit un de ces grands centres industriels qui, derrière les barrières douanières de l'empire des tsars, fournissent l'immense marché de l'Europe orientale et de l'Asie septentrionale. Une bourgeoisie aisée d'industriels, de moyens propriétaires, d'avocats, de professeurs s'est constituée. Elle est animée d'un nouvel esprit (1). Entre Polonais et Russes, il semble qu'il n'existe plus guère qu'une lutte religieuse — catholicisme contre orthodoxie. La lutte nationale paraît prendre fin.

Au contraire, les Polonais du duché de Posen, de Silésie, des provinces de la Prusse orientale et de la Prusse occidentale, et ceux qui se sont établis à Berlin, en Saxe, en Westphalie et dans la Prusse rhénane sont menacés de germanisation, de mort nationale (2).

Les trois tronçons polonais oublient graduellement leurs autres griefs et mobilisent toutes les forces matérielles et morales dont ils disposent, pour faire face au danger prussien.

On se souvient des brutalités dont furent victimes les enfants de l'école de Wrezno (3) pour avoir refusé de réciter leur catéchisme en allemand et

(1) Lire le roman de SIENKIEWICZ, *la Famille Polaniecki*.

(2) Le *Novoié Vrémia* a publié une enquête des plus intéressantes sur l'état des esprits dans la province de Posen.

(3) Wreschen, en allemand.

les condamnations que le tribunal de Gniezno (1) infligea, à la fin de 1901, à une vingtaine de femmes pour avoir voulu intervenir en faveur de leurs enfants. Une veuve, malade, dont les sept enfants avaient été frappés, fut condamnée à deux ans et demi de prison pour avoir osé dire aux juges : « Ce que nous voulons, c'est que nos enfants apprennent la religion en polonais, parce que sans cela nous ne pourrions pas prier avec eux. »

Qu'allaient devenir les orphelins sans pain, dans leur chaumière glacée?

Certain journal allemand raconta alors cyniquement l'apologue de l'homme qui avait empêché de noyer sept jeunes chats et qui dut plus tard noyer leurs quarante-neuf petits. Si on ne laissait pas succomber les orphelins polonais, les Allemands auraient, dans l'avenir, la peine d'exterminer les familles qu'on leur aurait permis de fonder.

Henryk Sienkiewicz, en envoyant pour eux deux cent couronnes au directeur du *Czas*, journal de Cracovie, posa la question : « Veut-on faire mourir de faim les enfants-héros? »

Comme, au milieu du dix-neuvième siècle, Palatsky et Kollar éveillaient la Bohême de son long sommeil historique, de même l'auteur de *Quo Vadis* — que ses compatriotes aiment surtout pour leur avoir donné cette épopée nationale qui se

(1) Gnesen, en allemand.

nomme : *les Chevaliers de la Croix, Par le fer et le feu, le Déluge, Messire Wolodowski* — arriva à exalter l'indignation de la Pologne, et à émouvoir l'Europe.

Il dénonça au monde le Prussien, meurtrier de sa patrie :

Il s'est produit en Prusse une décomposition générale des esprits, une dégénérescence des sentiments de justice et de vérité ; tout sens moral a disparu... Lorsqu'un pareil organisme social, à la suite de circonstances funestes, s'est senti puissant, pouvait-il en résulter autre chose que les monstrueux symptômes dont le procès de Guiezo est un exemple ? On peut se consoler à la pensée que cet état de choses ne saurait durer. L'histoire témoigne que les édifices sociaux fondés sur la tyrannie... et la stupidité n'ont jamais eu qu'une existence éphémère. La Russie qui a souffert sous le joug également inique des Tartares est enfin arrivée à le secouer ; l'oppression atroce de l'Espagnol ne s'est pas maintenue en Flandre ; les nations chrétiennes et civilisées ne peuvent pas subir plus longtemps le Prussien. L'avenir nous réserve sans aucun doute une expiation immense... (1)

Paderewsky, sur une scène jonchée de fleurs ; au milieu d'un enthousiasme débordant, donna à Posen un concert, au profit des enfants de Wreszno.

(1) On trouvera la lettre entière de Sienkiewicz dans l'*Éclair* du 30 novembre 1901. — Les magistrats de Posen pensèrent à poursuivre — par défaut — Sienkiewicz, sujet russe, pour avoir, dans un journal autrichien, attaqué l'empire allemand dans son intérêt et l'empereur allemand dans sa majesté. Ils finirent par se contenter d'ordonner la destruction de tous les exemplaires de la lettre de Sienkiewicz qu'on pourrait trouver en Allemagne.

Non seulement les Polonais des trois États, mais encore tous les Slaves répondirent à l'appel du *Czas* et de Sienkiewicz. La ville de Prague souscrivit. La « Société slave de bienfaisance » (1) de Moscou s'inscrivit et fut chaleureusement remerciée.

L'incident de Wreszno n'est point un événement isolé, exceptionnel. Il fait partie d'une longue trame de persécutions et de souffrances (2). L'élite polonaise, décidée à entreprendre une campagne d'opinion, l'a choisi parce qu'il peut, à la fois, émouvoir et renseigner : c'est un fait-type.

Au début de juin 1902, le club polonais du *Reichsrath* de Vienne a adopté après une discussion passionnée au cours de laquelle la triple alliance a été violemment attaquée une résolution invitant les membres polonais de la délégation autrichienne à voter en faveur de l'accroissement des forces militaires « pour assurer à la monarchie son entière liberté de grande puissance » (3). Cette motion a

(1) Comité slavophile.

(2) J'ai esquissé dans son ensemble le système prussien de germanisation en vigueur dans les provinces polonaises — prohibition de la langue et de l'histoire, procès de tendance, lois agraires et colonisation allemande — dans l'article : *Polonais contre Prussiens : affaires de Wreschen et poursuites contre Henryck Sienkiewicz* (*Revue bleue*, 18 février 1902). — Voir l'article de M. AUERBACH, *un Problème de colonisation intérieure : la Germanisation de la Pologne prussienne* (*Annales des sciences politiques*, 15 mars 1895.) — Voir aussi Jacques Flach à son cours de l'École des sciences politiques.

(3) Le texte primitif de la résolution présentée par le député

été clairement commentée à la délégation autrichienne par M. Abrahamovicz.

En même temps Guillaume II célébrant à Marienbourg la restauration du château des chevaliers Teutoniques, prononçait l'extraordinaire discours suivant :

... J'ai déjà eu l'occasion de vous rappeler que le Marienbourg a été le berceau de la civilisation chrétienne, et c'est encore *la forteresse de l'élément allemand* à la frontière. *L'élément polonais est aux prises avec l'élément allemand.* Je suis forcé d'adresser un appel à mon peuple pour qu'il se mette *en garde contre les Polonais*, en vue de sauvegarder son bien national contre leurs attaques. C'est ici, dans le Marienbourg, que j'exprime l'espoir que tous les frères de l'Ordre de Saint-Jean se rendront à mon appel, si je m'adresse à eux pour sauvegarder la civilisation et les mœurs allemandes. Dans cet espoir, je lève mon verre et je porte la santé du Grand Maître de l'Ordre, l'archiduc Eugène d'Autriche. Aujourd'hui, comme il y a des siècles, nous devons nous réunir pour combattre un ennemi commun (1).

Est-il possible de provoquer plus nettement une

Grek était plus net et plus violent : on parlait de voter pour l'accroissement des forces militaires de la monarchie, *avec cette réserve, toutefois, que la politique austro-hongroise devra rester indépendante de la politique de l'empire d'Allemagne, en tant que dirigée par la Prusse.* L'amendement dont le chevalier Javorski, président du club, a imposé l'adoption ne diffère d'ailleurs de celle de M. Grek que par la forme moins agressive. Le sens est le même.

(1) Le même jour, la Chambre des députés de Prusse adoptait en deuxième lecture le projet de loi du gouvernement demandant 250 millions pour la colonisation allemande des provinces polonaises.

partie de ses sujets et de pousser de façon plus insolente et plus brutale un cri de guerre contre toute une nation ?

L'empereur allemand s'adressait, comme à un allié, à un archiduc autrichien — d'ailleurs absent. Les Polonais étaient provoqués à répondre en transformant la politique autrichienne.

Depuis un an, il n'y a pas eu de grande rafale rappelant celle du premier semestre de 1902. Mais les causes d'évolution subsistent. La colonisation agraire prussienne bat son plein. Des procès de tendance se succèdent.

On peut s'attendre à une nouvelle explosion polonaise. — Comme dit le chant d'espoir de là-bas : la Pologne n'est pas morte !

En Transleithanie, les Magyars sont plus que jamais les maîtres dans leur royaume et sont tout puissants dans le groupement habsbourgeois. Ils sont maintenant de taille à se défendre contre Vienne sans avoir recours à un appui étranger. Les quelques Slaves qui siègent dans leur parlement ne les effraient guère.

Ils se demandent s'ils ne pourraient pas choisir une alliance plus sûre et plus avantageuse que celle qu'ils ont conclue, il y a trente-six ans, avec les Allemands de Cisleithanie (1).

(1) « Étant données les grandes transformations qui s'opèrent

Dans le royaume de Hongrie, la carte politique ne rappelle en rien la carte ethnographique si bariolée : la Hongrie est, au point de vue parlementaire, un royaume exclusivement magyar. Dans le royaume de Croatie, pour réprimer l'émeute qui couve, ce n'est pas la force matérielle qui manque au gouvernement de Budapest. La vieille haine contre les Russes s'étiole et mourra, comme toutes les haines qui ne sont pas nourries par une cause permanente : la cause balkanique cesse d'agir; 1849 recule, déjà distant de plus d'un demi-siècle. — Les Magyars, politiques fins et réalistes, commencent à s'apercevoir que le danger présent n'est pas ce danger slave qu'évoquait le magicien Bismarck, mais bien le danger allemand.

Les récentes menées pangermanistes en Hongrie les ont, non pas effrayés, mais froissés dans leur patriotisme toujours en éveil.

Dès janvier 1900, à la délégation hongroise, M. Ougron, chef d'une des factions du parti de

en Autriche — écrivait M. Lang, vice-président de la Chambre hongroise et professeur à l'Université de Budapest — il est de la plus haute importance de savoir à quoi nous en tenir sur les causes qui les ont provoquées; de cette manière seulement, nous pourrions préciser l'attitude qui nous est imposée en présence de ces événements, par les intérêts de l'État hongrois, les seuls qui doivent déterminer notre conduite; et cela est d'autant plus nécessaire que les idées et les opinions qui ont cours à ce sujet ne concordent plus avec les changements qu'a subis la situation. » *Revue politique et parlementaire*, 10 octobre 1898, p. 30.

l'indépendance, attaquait la triple alliance, et le comte Ferdinand Zichy, alors chef du parti populaire, formulait de vives critiques.

La récente demande d'augmentation du contingent, au sujet de laquelle a éclaté la tempête parlementaire de Budapest, apparaît comme conséquence d'une nouvelle obligation triplicienne. L'impopularité de la mesure rejaillit sur l'alliance qui en est la cause. De plus, quelques Hongrois se souviennent d'un ancien essai — d'ailleurs infructueux — fait pour bouleverser les principes du budget militaire de la Hongrie. Les mieux informés racontent que l'auteur responsable de cette proposition était Berlin, et non Vienne qui fut, autrefois, rendu responsable.

D'autre part, les Hongrois aimeraient à pouvoir protéger les produits de leur jeune industrie contre la concurrence étrangère. Bien plus, ils craignent de voir le marché allemand se fermer à leur blé et à leur bétail :

« C'est de concert avec l'Autriche — disait à Albe Royale pendant la dernière période électorale le comte Eugène Zichy, alors député ministériel — que nous nous défendrons contre ce grand ami allemand, qu'on a loué toujours si haut, dont on a prévenu tous les désirs et qui voudrait aujourd'hui nous passer la corde au cou. »

En effet, l'empire allemand, inquiet de la situa-

tion pénible dans laquelle se trouvent les agrariens, se prépare à élever sa barrière douanière. De nouveaux tarifs sont déjà votés par le Reichsrath, non pas, bien entendu, aussi exagérés que les demandaient les agrariens, mais plus protecteurs que ne les voulait le gouvernement, pourtant soucieux de prévenir la ruine de ses fidèles *Junkers*.

Les difficultés économiques sont donc soulevées par l'empire allemand lui-même entre l'Autriche-Hongrie et lui. Il entre dans la phase des négociations tendant à l'adoption de nouveaux traités de commerce. Tout ce qu'on peut dire actuellement, c'est que le tarif général voté par le Reichstag a été agencé de façon à ménager deux seules puissances : la Russie et l'Italie. L'Autriche-Hongrie paraît devoir être fortement frappée et n'a pas l'air prête à s'incliner sans répondre par des élévations de tarifs correspondantes. Une guerre douanière est imminente. Un barrage austro-hongrois va peut-être bientôt gêner le *Drang*.

Or, il se trouve précisément que les intérêts austro-hongrois et allemands, au début enchevêtrés et confondus dans le *Drang*, se sont, depuis, dissociés. Il y a deux poussées, deux courants : l'un purement allemand, vers Constantinople et l'Asie occidentale; l'autre, austro-hongrois, vers Salonique et en Albanie.

De plus, les Allemands — alors qu'ils ne sont pas dans leur sphère d'action concurrencés par

leurs associés — ne se font pas scrupule de chasser sur le terrain réservé des Austro-Hongrois.

L'Autriche-Hongrie pourrait — le jour où elle serait en mesure de rembourser les capitaux allemands qui lui ont été prêtés — barrer le *Drang* allemand sans crainte de se nuire économiquement. C'est même là pour elle le seul moyen d'arriver à son affranchissement matériel.

En résumé l'Autriche-Hongrie a de moins en moins de raisons pour rester l'alliée de l'empire allemand, et des causes, chaque jour plus agissantes, tendent à séparer les deux puissances.

Il est inutile de connaître tous les secrets de la diplomatie viennoise — et elle en a beaucoup — pour savoir que le Habsbourg ne s'est pas décidé à renouveler la triple alliance sans faire de difficultés et sans imposer des conditions.

Mais le jour — dont quelques-uns croient déjà voir poindre l'aube — où il ne sera plus entraîné par la vitesse acquise, où il souhaitera enfin sérieusement et fermement se faire une existence indépendante et nouvelle, ce jour-là, l'Autriche-Hongrie sera en péril.

Elle aura à redouter un danger allemand actuel et pressant.

Elle bouleversera, en effet, toute la politique traditionnelle de l'Allemagne. Elle prétendra vivre



pour elle, alors qu'elle vit, aujourd'hui, surtout pour son voisin.

Alors, mais alors seulement, l'empire allemand pourra songer, comme dédommagement partiel, comme pis-aller, à prendre une partie de l'Autriche et à détruire, ne pouvant plus l'utiliser, la puissance du Habsbourg.

Il ne le pourra que si l'Europe est en partie inattentive et en partie complice.

## CHAPITRE IV

### LA THÉORIE DU PARTAGE L'AUTRICHE-HONGRIE ET L'EUROPE

« S'il est un pays intéressé à la question d'Autriche, c'est la France... Pour quiconque envisage l'ensemble de la politique continentale, le premier intérêt de la France est le maintien de l'Autriche, sinon exactement dans ses limites actuelles, du moins dans son cadre historique. L'une ne saurait demeurer grande puissance qu'autant que l'autre le demeure. »

(M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU.)

« Quant à l'Autriche, nos rapports avec elle ont toujours été bons; ils ont été pleins, non seulement de courtoisie, mais de quelque chose de plus, parce que l'Autriche sait que, de toutes les puissances européennes, la France est la dernière qui pourrait souhaiter que l'empire d'Autriche, garantie nécessaire de l'équilibre européen, se brisât et disparût pour le malheur de l'Europe. »

(M. RIBOT.)

LES NATIONS ET ÉTATS HABSBOURGEOIS ET LA THÉORIE DU PARTAGE.

L'ITALIE. — Irrédentisme et rapprochement franco-italien. —

L'Allemagne à Trieste et dans l'Adriatique. — Réponse au *Secolo* de Milan.

LA RUSSIE. — Jusqu'à l'Isonzo. — Empire habsbourgeois fédéra-

liste concurrent de la Sainte-Russie. — Plans de partage. — Politique asiatique. — Le chemin de fer de Bagdad : puissance militaire turque régénérée; le pétrole et les blés; chemins de fer concurrents.

Rapprochement austro-russe général.

LA FRANCE. — Autriche contre Alsace-Lorraine! Précédents historiques. — Pourquoi une entente avec l'Autriche serait facilement impopulaire : l'alliance de 1756; l'Autriche ennemie héréditaire et l'Autriche cléricale et réactionnaire. — L'Autriche nécessaire. — Le principe de non-intervention. — La caution tacite. — Les capitaux français. — Danger d'une politique exagérée de rapprochement franco-italien. — Lenteurs et scepticisme au début de l'alliance franco-russe.

L'ANGLETERRE. — Les rapports anglo-allemands de la première dépêche à Kruger aux affaires du Vénézuéla et de Bagdad. — Théorie de l'option imminente de l'empire allemand entre l'expansion vers l'est et l'expansion sur mer. — L'Allemagne, puissance mondiale, en lutte avec l'Angleterre pour la « puissance maritime ». — L'Angleterre et la « question d'Autriche ».

ENTENTES SPÉCIALES ET NON ALLIANCES GÉNÉRALES.

Une polémique avec le *Novoïé Vremia* : deux conceptions de l'alliance franco-russe. — Il ne s'agit pas d'admettre l'Autriche en tiers dans l'alliance.

L'alliance franco-russe, l'Angleterre et les affaires de l'Europe centrale.

L'AUTRICHE-HONGRIE PACIFIQUE.

Supposons que des événements viennent à se produire qui annoncent une évolution diplomatique et économique certaine de l'Autriche-Hongrie, et qui poussent les hommes d'État de Berlin à annexer les régions de l'Autriche habitées par des Allemands, en même temps que par des Slaves et des Italiens.

La question qui se poserait alors peut être dédoublée de la façon suivante :

1° Parmi les États ou les nations dont l'union forme l'Autriche-Hongrie, en est-il sur lesquels l'empire allemand peut compter pour l'aider dans son entreprise? — Nous avons vu ce qu'il fallait penser de l'état d'esprit des Allemands habsbourgeois, des Magyars et des Jougo-Slaves — seuls auxiliaires dont un Hohenzollern qui tenterait de mettre fin à la puissance du Habsbourg puisse espérer l'aide. Les Allemands et les Magyars veulent — à moins qu'une politique par trop rude ne les exaspère — se développer sans se détacher du tronc commun. Je reparlerai, en étudiant les Jougo-Slaves, des tendances nouvelles qui se manifestent chez les Croates et chez les Serbes.

2° L'empire allemand pourrait-il compter sur la complicité, ou tout au moins, sur la neutralité des autres grandes puissances : l'Italie, troisième État triplicien; la Russie et la France; l'Angleterre? L'Autriche-Hongrie n'est-elle pas, au contraire, assurée de trouver, au moment du danger, des alliés intéressés au maintien de sa puissance? — C'est à cette seconde question qu'il s'agit de répondre sommairement.

## L'ITALIE

On peut dire que l'Italie est prête à partager avec l'Allemagne les dépouilles de l'Autriche. On peut ajouter qu'elle serait heureuse de trouver dans le « rapprochement franco-italien » un motif et un moyen de se montrer exigeante. Elle semble être en voie d'obtenir de l'empire allemand des conditions douanières plus favorables que si elle ne flirtait pas avec le gouvernement français. C'est là un jeu qu'il peut être habile de recommencer. Le cri *Viva Germania! Viva Italia! No Austria!* fait vibrer tous les cœurs irrédentistes (1).

Mais il existe de graves raisons qui seraient sans

(1) Dans la *Tribuna* du 5 mars 1901, M. Robert Bracco raconte l'histoire suivante arrivée à un Allemand dans un café de Vienne. Il s'efforçait par tous les moyens de persuader à des étudiants italiens qu'il était leur ami. Il n'y arrivait pas et les Italiens le prenaient pour un policier. Tout à coup, il trouva le mot qui va aller au cœur des jeunes irrédentistes : « S'apercevant que ses démonstrations ne convainquaient personne, il voulut nous donner une preuve suprême de la pureté, et même jusqu'à un certain point, de la solidarité de ses sentiments. Alors, jetant son chapeau en l'air, avec force contorsions, il s'écria : *Viva Germania! Viva Italia! No Austria!*... On put se croire à la fin du monde. Les hurlements d'enthousiasme faisaient trembler les murs. Les bouteilles lançaient des projectiles et de la mousse scintillante. Toutes les chansons s'étaient fondues en une seule. Vingt bras avaient enlevé le petit homme ivre et le portaient en triomphe. » (Cité par M. Charles LOISEAU, *l'Équilibre adriatique*, p. 84).

doute de nature à faire réfléchir et à faire hésiter au moment décisif le gouvernement italien : — l'empire allemand a jeté son dévolu sur Trieste, dont le port est pour lui, au cas où il tenterait l'aventure méridionale, le débouché nécessaire dans les eaux méditerranéennes. L'Adriatique, sillonnée par les paquebots et les cuirassés de la « plus grande Allemagne », borderait-elle moins l'Italie « comme un fossé entoure une prison » que l'Adriatique dominée par la flotte austro-hongroise et accaparée par le *Llyod*, l'*Adria*, l'*Hungaro-Croata* et la *Ragusea*?

Toutefois il est rare de trouver des Italiens qui consentent à regarder en face le danger allemand. Le signalent-ils? Trop souvent, ils se rassurent en bâtissant des châteaux en Espagne :

Trieste — écrit M. Donato Sanminiatielli — non plus autrichienne, mais allemande, voilà pour nous le plus grand malheur qui se puisse imaginer. Mais je ne m'effraierais nullement de voir se constituer sur l'autre rive de l'Adriatique un État jougo-slave de quelques millions d'habitants. Donnez aux Jougo-Slaves l'unité et l'indépendance, ils ne seront pas nécessairement des satellites de la Russie. Ils seraient portés plutôt, dans l'intérêt même de leur conservation, à s'appuyer sur l'Italie, au grand avantage de notre influence morale et de notre développement économique, dans la péninsule des Balkans, où l'Autriche s'est montrée jusqu'à ce jour notre seul et constant adversaire (1).

(1) Cité par M. Charles LOISEAU, *l'Équilibre adriatique*, p. 231.

L'Allemand, le Magyar de Fiume sont gênants pour la *combinazione* à la mode : on s'arrange de façon à ne pas les voir.

Un Tchèque, et non des moindres, a signalé — dans un *interview* paru dans le numéro du 11-12 février 1902 du *Secolo* — le danger qu'il y aurait pour l'Italie comme pour la France à rendre plus solide et plus intime l'alliance austro-allemande :

La France ne peut certainement pas désirer jeter complètement l'Autriche dans les bras de l'Allemagne. Elle le ferait si l'idée d'une aide franco-russe aux aspirations italiennes en Albanie était autre chose que l'idée d'un dilettante politique qui veut écrire un livre intéressant. *Pour l'Italie aussi, il serait grave que l'Autriche fût obligée de se jeter complètement dans les bras de l'Allemagne*; alors, en effet, l'Autriche cesserait vite d'être ce qu'elle est actuellement et les rêves des pangermanistes pourraient devenir une réalité... (1).

(1) Dans le même mois de février, M. Karel Kramar m'écrivait plus explicitement : « Je partage complètement vos idées sur la France, l'Italie et l'Autriche-Hongrie. Peut-être avez-vous lu une interview de moi dans le *Secolo* de Milan; là vous verrez que nous sommes d'accord... Le livre de M. Loiseau m'a fort effrayé : j'y vois un grand danger, actuellement pour l'Autriche, et plus tard pour nous tous. Si la France et la Russie poussaient l'Italie en Albanie, l'Autriche serait à la merci de l'Allemagne. Les *Alldeutsche* (pangermanistes) seraient les maîtres de la situation chez nous. Je crois que ni la France, ni la Russie, ni surtout l'Italie n'y gagneraient. Pour les Italiens, il vaut mieux que Trieste continue à appartenir à l'Autriche, plutôt que de devenir l'emporium d'une fédération austro-germanique formée par une alliance indissoluble consacrée par les lois fondamentales des deux empires

Quand j'ai fait allusion à cet interview (1), le journal milanais s'est fâché :

... Jamais M. Karel Kramar n'a écrit un mot dans le *Secolo* — lit-on dans un article arrogant, intitulé *una strana affermazione*, paru dans le numéro des 29-30 juillet 1903. — ... M. René Henry ferait donc bien d'être plus exact dans ses affirmations; sinon, qui voudra jamais prendre au sérieux ses hautes élucubrations politiques, si toutes ont le même degré d'exactitude que celle qui se rapporte à notre journal.

Je me contente de renvoyer l'auteur anonyme de cet article à la collection de son propre journal, sans me donner le plaisir facile de lui appliquer — à plus juste titre — sa phrase finale.

L'heure des clairvoyants ne finira-t-elle pas par sonner à Rome et à Milan (2) ?

#### RUSSIE

Beaucoup de Russes ont le désir d'appliquer à l'Autriche-Hongrie le vieux système copartageant. « Nous ne nous arrêterons qu'à l'Isonzo (3) »,

et par un Zollverein, ainsi que le veulent non seulement les *Alldeutsche*, mais aussi le grand *Volksparthei*, qui est le parti dominant parmi les Allemands. Économiquement et politiquement, les Italiens seraient les dupes de leurs fantaisies albanaises. »

(1) *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 juillet 1903.

(2) Voir *Questions diplomatiques* du 1<sup>er</sup> novembre : *Après le voyage du roi d'Italie, réponse à M. Charles Loiseau*.

(3) Rivière qui se jette au fond de l'Adriatique.

disait Skobelef à un consul de France. C'est ainsi que M. Albert Sorel a pu écrire en 1878 :

On peut dès à présent prévoir le moment où l'alliance (la triple alliance russo-austro-prussienne née en 1772 de la question d'Orient et fondée sur le partage de la Pologne) ayant tout absorbé autour d'elle, les alliés se retourneront les uns contre les autres et, subissant jusqu'au bout les conséquences des causes qui les avaient réunis, chercheront dans le sein même de l'alliance les éléments de nouveaux partages. Soulevée par la question d'Orient, la question polonaise semble tranchée depuis 1815. Voilà un siècle que l'on travaille à résoudre la question d'Orient. Le jour où l'on croira l'avoir résolue, l'Europe verra se poser inévitablement la question d'Autriche (1).

D'autres Russes souhaitent la destruction de l'empire austro-hongrois pour des raisons plus subtiles, que M. Anatole Leroy-Beaulieu résumait en 1888 de la façon suivante :

L'empire des Habsbourg reste-t-il un État dualiste germano-magyar, c'est l'opresseur historique des frères slaves que Moscou est appelé à délivrer. Tente-t-il de se transformer en fédération donnant à chaque individualité nationale une égale liberté, c'est un concurrent qui menace d'usurper vis-à-vis des Slaves de l'ouest et du sud la mission dévolue de droit divin à la Sainte Russie (2).

D'autre part, l'empire allemand a hérité des traditions de l'État prussien, grand organisateur de

(1) *La Question d'Orient au dix-huitième siècle*, 3<sup>e</sup> édit., p. 280.

(2) *La France, la Russie et l'Europe*, p. 78.

curées et grand tentateur. Il peut fort bien offrir à la Russie de s'installer — pendant qu'il prendra lui-même jusqu'à l'Adriatique — ailleurs et partout où elle a envie et besoin de s'étendre : en Asie, par exemple, depuis 1878, la politique asiatique russe a été constamment encouragée et soutenue de Berlin. D'autres disent : Constantinople russe sera le contrepoids de Trieste allemand.

Enfin, parmi les Russes du parti qu'on nomme asiatique, il en est qui vont jusqu'à s'exclamer parfois : « Que nous importe ce que l'Allemagne fait en Europe ? Nous sommes assez forts pour ne pas la craindre, même agrandie, et notre tâche actuelle n'est point une tâche européenne ! »

On entend souvent ébaucher tous ces systèmes à Saint-Petersbourg et à Moscou — deux villes où l'on cause de politique étrangère avec une hardiesse dont se font difficilement une idée les Occidentaux, convaincus que l'opinion publique est sans influence sur le gouvernement autocratique des tsars.

Mais ces systèmes — d'ailleurs en contradiction avec d'autres aussi passionnément soutenus — résistent-ils à un examen sérieux ?

Que pourrait prendre la Russie en Autriche-Hongrie ? Nous avons vu quelles sont les aspirations de ses voisins slaves — les Polonais et les Ruthènes — et des Tchèques limitrophes : ils demandent une autonomie de plus en plus grande. Ils veulent conserver leur individualité. Les Russes

commencent à s'en rendre parfaitement compte.

D'ailleurs, tous les Slaves du nord de l'Autriche sont catholiques ou uniates. Les Slaves orthodoxes qui attirent plus particulièrement la Sainte Russie sont derrière une zone catholique et une zone magyare. Ils ne constituent qu'une frange, mince et sur bien des points interrompue, tout au sud des États habsbourgeois.

Il est vrai que la plupart des Russes du parti asiatique ne veulent pas entendre parler de l'Autriche-Hongrie. Mais cela ne veut point dire qu'ils se désintéressent de ce qui se passe sur le moyen Danube, à la frontière russe du sud-ouest. Cela signifie, simplement, qu'ils tiennent à ce qu'une « question d'Autriche » ne soit pas posée pendant qu'ils sont occupés en Asie. Ils veulent qu'on garde le silence sur l'Autriche parce qu'ils désirent qu'aucun changement de nature à rappeler la Russie à l'ouest ne se produise en Europe centrale. Ils ne veulent pas avoir l'air de méconnaître, même en parole, le principe de non-intervention; mais ils n'en veillent pas moins. Bien plus, le Hohenzollern ne leur apparaît plus comme un ami sûr. En effet, en Extrême-Orient, l'Allemagne a traité, en 1900, avec l'Angleterre (1). Il est vrai qu'elle s'est hâtée de manquer aux engagements qu'elle venait de

(1) Pour l'accord anglo-allemand notifié aux puissances, le 1<sup>er</sup> octobre 1900, voir *Revue politique et parlementaire*, janvier 1901, *op. cit.*

contracter dès qu'elle a compris qu'elle allait se brouiller avec la Russie au sujet de la Mandchourie. Mais, en Orient, les causes d'un futur conflit russo-allemand naissent et commencent à agir.

L'Allemagne a heurté la politique russe en régénérant la puissance militaire turque. Continuant son œuvre audacieuse et peut-être téméraire, elle s'avance en Asie occidentale et ne paraît pas prête à renoncer à la politique dont le chemin de fer de Bagdad est l'instrument.

On va bientôt pouvoir concentrer et transporter rapidement sur un point quelconque le 4<sup>e</sup> corps (Erzeroum), le 5<sup>e</sup> (Damas) et le 6<sup>e</sup> (Bagdad), ainsi que 64 bataillons de rédifs. En cas de guerre, les troupes turques d'Asie n'arriveraient plus sur les champs de bataille en fin de campagne, décimées et épuisées. L'empire allemand travaille à faire l'unité stratégique de l'empire ottoman, son ami. Il est en train de lui donner la cohésion militaire qui lui manquait. De plus, les pangermanistes pensent à installer des colonies allemandes près de la frontière méridionale russe.

D'autre part, on parle d'exploiter, sur le trajet du futur chemin de fer, de la naphte et du pétrole, qui feront baisser les prix des produits similaires russes. Plus tard, on tentera de refaire ce réseau de canaux d'irrigation qui, au temps des Abbassides, faisait qu'« un oiseau pouvait voltiger de

jardin en jardin de Bagdad à Bassora ». On aura créé un gigantesque champ à blé et à coton : les Russes entrevoient de formidables crises agricoles.

Enfin, la politique de chemin de fer russe est gênée par la politique de chemin de fer allemande. — La construction d'un chemin de fer russe allant de Tiflis ou du Transcaspien vers Bouchéir, Bender Abbas ou Tchabar sur le golfe Persique — chemin de fer surtout stratégique et politique, moyen de déboucher sur l'Océan libre du Sud — n'est pas facilitée par l'hostilité allemande dans le golfe Persique. Plus d'un voyageur, qui serait allé en Chine ou en serait revenu par le transsibérien, prendra — la voie allemande de Bagdad une fois achevée — par le golfe Persique. Enfin, la Russie est décidée à construire un embranchement du Transsibérien qui a l'Inde pour objectif : le chemin de fer de Bagdad est son concurrent direct. On lit dans le *Messenger* des finances russes, journal inspiré par M. Witté : « Le grand Transsibérien nous a coûté beaucoup de peine et d'argent. On est en train de tracer, par Orenbourg, Taschkend et Kouschk, la voie la plus directe vers la frontière de l'Inde. Est-il possible, maintenant que la ligne traversant l'Asie dans toute sa longueur est terminée et la construction de l'autre voie ferrée proche de sa réalisation, que le gouvernement russe, sans tenir compte des conditions

géographiques et contrairement à des vœux traditionnels, dépense de l'argent (1) pour la construction d'une ligne destinée à nous faire concurrence et qui se dirigera vers l'Inde en passant sur un territoire étranger? »

La Russie, son Transsibérien terminé, a pu s'accorder, malgré les difficultés pendantes au bord du Pacifique, un moment de repos, d'entr'acte, pour scruter la politique mondiale. Elle s'est aussitôt aperçue que l'Allemagne venait de miner l'Asie occidentale : « Dans la lutte intense pour le commerce et les territoires, qui devient de jour en jour plus féroce et plus sauvage — écrit le publiciste anglais qui signe Calchas dans la *Fortnightly Review*, — chaque point saisissable de la carte est menacé de plus d'un côté à la fois. Là où une puissance a attendu pour entrer en possession toute naturelle, elle est exposée à découvrir, en s'éveillant un beau matin, qu'un voisin entreprenant — prêt à fournir les explications les plus plausibles — a planté des bornes... pendant la nuit. La Russie commence à s'apercevoir que, tandis qu'elle attendait la chute spontanée des fruits en Orient, son formidable voisin a commencé à secouer la branche. »

Les « coloniaux » ou « asiatiques » russes com-

(1) Allusion à l'offre dérisoire, faite par l'Allemagne à la Russie, de lui céder ses droits (et ses obligations) financiers dans l'entreprise de Bagdad.

mencent à comprendre (1) qu'ils ont de sérieuses raisons de s'occuper de l'expansion allemande, et, par conséquent, de l'Autriche-Hongrie, qui est actuellement le lieu de passage et l'instrument de cette expansion, mais qui demain peut se dresser en travers comme une infranchissable barrière.

Enfin, il est une dernière raison pour laquelle il est peu probable que la Russie consente à appliquer le vieux système co-partageant à l'Autriche-Hongrie : de plus en plus, l'empire des tsars sent de force à prendre et à ne pas partager.

Et puis, il suffit d'être un peu au courant de l'évolution diplomatique de la Russie et de l'Autriche-Hongrie pour noter des signes, non pas seulement d'un accord spécial, régional, dans les Balkans, mais d'un accord général, d'un rapprochement des deux États.

Au moment de l'Exposition du millénaire hongrois à Budapest, en 1896, le tsar a rendu aux Hongrois le sabre de Georges Rakoczy.

En 1897, l'empereur-roi François-Joseph s'est rendu à Saint-Pétersbourg et y a jeté les bases de l'accord balkanique.

En octobre 1901, le doyen des Romanof, le grand-duc Michel — dernier survivant des fils de

(1) Une vigoureuse campagne menée par le *Novoié Vremia* a largement contribué à éclairer l'opinion russe.

Nicolas I<sup>er</sup>, comblé de faveurs sous Alexandre II, sous Alexandre III et sous le tsar actuel, président du conseil de l'empire — est venu à Budapest. C'est un partisan résolu de l'alliance austro-russe. Il a été reçu au château royal de Bude par François-Joseph, roi de Hongrie, et sympathiquement accueilli par les Magyars. — Comme l'époque où les troupes de Nicolas I<sup>er</sup> intervenaient contre les légions de Kossuth est loin !

En février 1902, l'archiduc héritier François-Ferdinand — fils de cet archiduc Charles-Louis qui n'oublia jamais Sadowa et ne cachait pas ses sympathies pour la Russie — est allé à Saint-Pétersbourg. Sa venue a été très chaleureusement fêtée par les journaux russes. On pouvait lire dans le *Sviet* (1) :

« François-Ferdinand a gagné la sympathie de la plus grande partie de ses futurs sujets, les Slaves, en épousant la comtesse Chotek qui appartient à une des familles nobles les plus patriotes des Tchèques de Bohême. Il s'est surtout assuré ces

(1) Le *Sviet* — la Lumière — est un des journaux russes les plus répandus. Il a été fondé au lendemain de la guerre des Balkans : quand « la lumière » avait brillé. Son directeur, le général Visarion Visarionovitch Komarof, frère des héros de Kars et de Merv, est un des amis les plus enthousiastes de la France, en même temps qu'un slavophile militant. Pendant la guerre turque, il n'a pas attendu l'intervention russe : il fut chef d'état-major de l'armée serbe. On se souvient du discours sensationnel qu'il prononça à Prague, à l'occasion des fêtes du centenaire de Palatsky.



sympathies en se prononçant contre le mouvement *Los von Rom* des pangermanistes. »

Je ne prétends point que ce voyage ait eu pour but de préparer un changement d'alliances. Mais il est déjà intéressant que M. de Szell ait cru nécessaire de le déclarer à la Chambre hongroise. La note juste a, je crois, été donnée par deux journaux officiels, le *Fremdenblatt* de Vienne et le *Magyar Nemzet*, de Budapest : la visite a un caractère personnel ; mais « elle contribuera à montrer les rapports cordiaux qui existent actuellement entre les deux maisons régnantes et qui ont trouvé leur expression dans la nomination conférée à l'archiduc ».

En mai 1902, devant les délégations, François-Joseph a parlé de la triple alliance, dont il n'a même pas prononcé le nom et de l'accord austro-russe comme de deux contrats d'importance égale.

Avant le vote des tarifs douaniers allemands, des vues ont été échangées entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, en vue d'une défense douanière commune (1).

Cet hiver, pendant le séjour à Vienne du comte Lamsdorf, l'archiduchéritier a laissé voir toute l'importance qu'il attachait à l'entente avec la Russie.

(1) Par une entente douanière austro-russe, toutes les routes de terre d'Allemagne vers le sud-est — tout l'*Uberlandweg* — seraient coupées. L'Allemagne n'aurait plus comme débouché vers l'Orient que Hambourg et Gènes.

Un diplomate français des mieux informés — bien que son poste ne soit pas en Autriche-Hongrie — me disait : « Soyez sûr que l'idée de François-Joseph est de conclure quelque chose de définitif avec la Russie. »

## FRANCE

Des publicistes ingénieux et optimistes ont exprimé l'espérance que si le système copartageant était appliqué à l'Autriche, la France y trouverait son compte : — l'empire allemand, comme compensation, nous rendrait l'Alsace-Lorraine !

L'empire allemand, que dirige la Prusse, annexe et ne rend pas — du moins de bon gré.

Et puis, il est des nécessités absolues d'équilibre. Sous le règne de Louis XVI, la maison d'Autriche nous offrait une partie des Pays-Bas, à la condition que nous lui laisserions prendre la Bavière. M. de Vergennes n'accepta pas la proposition, bien que l'Autriche fût alors notre alliée. Fidèle en cela à la politique traditionnelle de la France, il ne voulait pas laisser se constituer en Europe centrale une puissance trop forte. M. de Vergennes était un ministre avisé (1).

(1) Autre leçon à tirer de l'histoire du dix-huitième siècle : après la guerre de la succession d'Autriche et avant la guerre de

Napoléon III se laissa offrir par la Prusse la rive gauche du Rhin et la Belgique. Il ne reçut rien, et il laissa prendre. Pendant que « M. de Bismarck mordait à belles dents, suivant les conseils de Méphistophélès, dans les fruits d'or de l'arbre éternellement jeune de la vie, il ramassait les théories stériles et grises (1) ». On cherche à faire renaître parmi nous les néfastes illusions de Napoléon III.

Des souvenirs irraisonnés agissent d'ailleurs, en France, contre l'Autriche.

Pendant le seizième siècle, la maison d'Autriche rêva de monarchie universelle. La France fut alors et devait être son adversaire inlassable et toujours présent. Certains écrivains raisonnent comme si tout était resté en état depuis deux siècles.

En 1756, fut conclue une alliance autrichienne qui, malheureusement, ne profita pas également aux deux partis et coïncida avec la perte des colonies et le partage de la Pologne, dont elle fut quelque peu la cause : l'alliance sombra sous la Révolution, au cri de : « A bas l'Autrichienne ! » Les armées de la Révolution et de l'Empire eurent à lutter contre les armées du Habsbourg. Metter-

Sept ans, Frédéric II offrit vainement à Louis XV d'envahir les Pays-Bas tandis que la Prusse s'annexerait la Bohême.

(1) M. DESCHANEL, *Discours de réception à l'Académie française*.

nich personnifia la réaction, et Vienne fut la prison du roi de Rome, devenu l'espoir des libéraux.

D'où un double sentiment hostile à l'Autriche : beaucoup voient encore en elle un ennemi héréditaire, et se figurent qu'elle personnifie la réaction et le cléricisme. La victoire prussienne de Sadowa fut regardée en France, sauf par quelques rares clairvoyants, comme un événement heureux : — une victoire des amis de la France et du libéralisme !

La devise fameuse et qu'on retrouve parfois, au pays du Habsbourg, résumée dans les cinq voyelles gravées sur les monuments — *Austria est imperare orbi universo* — n'est plus la devise de l'Autriche. Il est nécessaire de voir sans préjugés où est le danger présent.

Il y aurait, d'autre part, beaucoup à dire sur l'accusation de cléricisme portée contre un empire dont une moitié est gouvernée depuis trente-six ans par le parti « libéral » hongrois, et dont l'autre compte parmi ses partis les plus importants les « libéraux » allemands et les Jeunes Tchèques. Mais, quand bien même l'Autriche serait cléricale, que serait-on en droit d'en conclure ? Nos hommes d'État ne sont-ils plus capables de se hausser jusqu'à la conception française et tolérante d'un François I<sup>er</sup>, roi très chrétien, s'alliant aux Turcs ; d'un Henri II, apposant sa signature sous des bonnets phrygiens ; d'un Richelieu, cardinal de l'Église,

s'alliant à Gustave-Adolphe et aux protestants d'Allemagne contre la catholique Autriche? Depuis quand les préoccupations de parti ou de secte et les préférences constitutionnelles ont-elles, en politique extérieure, le droit de primer les considérations tout simplement françaises?

Or, comme l'écrivait en 1888 M. Anatole Leroy-Beaulieu :

« S'il est un pays intéressé à l'existence de l'Autriche, c'est la France. Le jour où la monarchie austro-hongroise viendrait à disparaître ou à être réduite aux pays de la couronne de Saint-Étienne, c'en serait fait de la puissance française. Devant une Allemagne agrandie des provinces allemandes ou demi-allemandes de l'Autriche, la France tiendrait moins de place en Europe que n'en tient aujourd'hui l'Espagne, car, entre elle et l'empire germanique, la France n'aurait pas de Pyrénées. L'Autriche est la clef de voûte de l'équilibre européen. Pour quiconque envisage l'ensemble de la politique continentale, le premier intérêt de la France est le maintien de l'Autriche, sinon exactement dans ses limites actuelles, du moins dans son cadre historique. L'une ne saurait demeurer grande puissance qu'autant que l'autre le demeure... Le jour où l'Autriche, rassurée du côté de la Galicie et du bas-Danube, marcherait d'accord avec la Russie, l'hégémonie prussienne aurait pris fin. Ce jour-là notre pauvre Europe pourrait

enfin respirer. Elle serait libre de renoncer aux armements qui la ruinent (1). »

Au contraire, si l'empire austro-hongrois était brisé, la France serait en danger :

Et l'Europe? — écrivait en 1899 M. Charles Benoist. Il n'y aurait plus d'Europe. Le continent qui s'est appelé de ce nom serait coupé en deux par le milieu : une Allemagne, une Russie. A ses extrémités et comme en marge, quelques États de deuxième, troisième ou quatrième rang, des États qui n'auraient plus de rang, qui traîneraient misérablement une existence précaire et tolérée, et sur laquelle un des deux colosses n'aurait qu'à s'abattre pour les écraser, les broyer, les mêler à la poussière des nations déjà disparues. Or, si le colosse russe regarde vers l'Orient et tomberait vraisemblablement en Asie, vers quoi regarde le colosse allemand, et où tomberait-il? Il n'est point de compensation pour tout ce qui en Europe n'est point l'Allemagne ou la Russie, supposé que l'on en offre ou que l'on en accorde — je dis qu'il n'en est absolument point qui vaille le prix dont elle serait payée, et puisse excuser la folie de courir un tel risque (2).

Heureusement, nos alliés russes ne se sont pas engagés dans la voie anti-autrichienne. Il faut les soutenir dans leur sage et prudente politique austrophile : — « A l'inverse de Berlin, la France aurait tout à gagner à un rapprochement durable de l'Autriche et de la Russie. Certes, c'est là chose

(1) *La France, la Russie et l'Europe*, p. 80 et suiv.

(2) *L'Europe sans Autriche. Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre 1899.

difficile ; mais, quand ce serait un rêve, ce devrait être le rêve de la diplomatie française (1). »

La première condition est de continuer à ne pas intervenir officiellement ni officieusement dans les affaires intérieures de l'Autriche-Hongrie. Le jour où le Habsbourg sera las de ceux qui suivent à son égard la politique contraire, nous recueillerons le bénéfice de notre correction.

Il faut faire comprendre à Vienne et à Budapest que, sans nous exagérer l'importance des plans pangermanistes, nous en connaissons l'existence ; laisser entendre que nous ne pourrions pas assister en spectateurs à leur exécution ; faire montre de l'esprit de suite nécessaire pour inspirer confiance.

Il faut parler comme M. Ribot, qui s'exprimait le 11 mars à la tribune de la Chambre, avec toute la fermeté et toute la clarté permises à un ancien ministre des affaires étrangères, *leader* d'opposition :

Quant à l'Autriche, nos rapports avec elle ont toujours été bons ; ils ont été pleins, non seulement de courtoisie, mais de quelque chose de plus, parce que l'Autriche sait bien que, de toutes les puissances européennes, la France est la dernière qui pourrait souhaiter que l'empire d'Autriche, garantie nécessaire de l'équilibre européen, se brisât et disparût pour l'avenir de l'Europe.

Les capitaux français pourraient jouer en Autriche-Hongrie le rôle qu'ils jouent en Russie.

Ce rôle a été critiqué injustement, puisque les

(1) *La France, la Russie et l'Europe*, p. 84.

deux parties — capitalistes français et gouvernement russe, — cherchent librement leur intérêt : un effet diplomatique n'est produit qu'incidemment. L'Autriche-Hongrie est encore, après la Russie et l'Espagne, le principal débiteur européen de la France. Mais nous avons vu que des capitaux allemands avaient été, depuis la formation de la triple alliance, substitués à des capitaux français. Or, une belle occasion s'offre de tirer parti de nos difficultés intérieures. Les capitalistes français recherchent de plus en plus les placements extérieurs. La formidable somme de 30 milliards de francs à laquelle a été évaluée, à la suite de l'enquête ordonnée par le quai d'Orsay, la fortune française à l'étranger, tend à augmenter. Déjà le déversoir russe ne nous suffit plus. On s'occupe à la Bourse de Paris de vastes opérations sur fonds ottomans et sur fonds italiens. Nous allons peut-être fournir une partie du capital nécessaire à l'entreprise aléatoire de Bagdad, sans nous inquiéter de savoir si nous y avons intérêt et si nous ne collaborons pas à une œuvre purement allemande et anti-russe (1). — Il serait préférable de fournir à l'Autriche-Hongrie l'occasion de se libérer économiquement.

(1) Voir : *Influence de l'expansion asiatique sur les politiques russe et allemande : Transsibérien et chemin de fer de Bagdad* (op. cit.), et surtout : *l'intérêt français en Asie occidentale : le chemin de fer de Bagdad et l'alliance franco-russe* (op. cit.).

En second lieu, il faut à tout prix éviter de blesser gravement l'Autriche-Hongrie en suivant sans réserve et sans prudence la politique dite de rapprochement franco-italien. Or, on n'entend plus seulement par là une sage et pacifique politique d'apaisement et de rétablissement des bonnes relations entre les deux nations voisines : c'était chose à peu près faite dès 1898. On ne se contente même plus de parler d'une collaboration dont, pour la France, je n'aperçois pas bien jusqu'à présent les avantages (1). Des publicistes — comme M. Charles Loiseau — nous poussent à intervenir dans les querelles orientales, de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie, et à prendre parti contre l'Autriche. Un interview de M. Delcassé publié en janvier 1902 par le *Giornale d'Italia*, et malheureusement démenti trop tardivement, a donné un moment à cette politique un caractère quasi officiel.

M. Karel Kramar m'écrivait, pendant l'été de 1902 :

L'Autriche cesserait d'être une grande puissance si l'Italie devenait maîtresse de l'Adriatique en se fixant sur les côtes d'Albanie. Si la France et la Russie soutenaient cette politique... l'Autriche n'aurait plus qu'à se lier intimement et pour toujours avec l'Allemagne... afin de pouvoir garder aussi longtemps que possible sa

(1) Voir le livre de M. René Pinon : *L'Empire de la Méditerranée* (Perrin).

position adriatique, sans laquelle elle deviendrait définitivement une puissance secondaire. Et nous autres, Slaves, nous sentirions les conséquences de cette politique prétendue slave de M. Loiseau... L'absorption politique de l'Autriche par l'Allemagne, la réalisation pacifique des rêves pangermaniques seraient l'effet de cette politique impossible. Grâce à Dieu, les grandes puissances comme la Russie et la France ne font pas leur politique d'après les brochures de M. Loiseau. Non, il n'y a qu'une politique : — pour nous, tout faire pour arriver à une Autriche juste et sincèrement amie de ses peuples slaves... ; pour les puissances non allemandes de l'Europe, tout faire pour montrer à l'Autriche que nul ne permettra à l'Allemagne de jouer à la puissance protectrice de l'Autriche ; que la France, la Russie et l'Angleterre voient leur intérêt vital, primordial dans la grandeur, la force et l'indépendance de l'Autriche. Cela donnera à l'Autriche la confiance nécessaire pour régler ses affaires intérieures indépendamment de toute peur de l'Allemagne...

Enfin, il ne faut pas — comme je l'ai entendu — dire d'un air contrit : « Nous avons tenté d'entrer en conversation avec l'Autriche-Hongrie. Nous avons échoué. Il n'y a rien à faire avec les hommes d'État de Vienne. Voilà pourquoi nous nous engageons à fond du côté de l'Italie. »

C'est là une conception impressionniste et névrosée de la politique ! La politique extérieure, plus encore que toute autre, est une politique à longue échéance. Elle demande de prudentes préparations et surtout une longue patience. Dès 1878, la rupture entre la Russie et l'Allemagne était fa-

tale. Bismarck n'en arriva pas moins, en 1880, à faire accepter par le tsar un traité d'alliance valable pour dix ans, entre la Russie et l'Allemagne. Il put ainsi, pendant quelques années encore, s'appuyer sur la Russie en même temps que sur l'Autriche. — Les hommes peuvent, pendant des années, lutter victorieusement contre la force des choses.

La résistance des influences allemandes à Saint-Pétersbourg fut-elle assez énergique et assez longue! — En un certain sens, elle se prolonge encore.

Il ne faut d'ailleurs pas attacher trop d'importance au scepticisme qui règne actuellement dans les sphères officielles. Rappelez-vous ce qu'était, jusqu'en 1887, l'attitude de l'Élysée à l'égard de la Russie :

Les vues du Président Grévy sur la politique étrangère de la France ne s'étaient guère modifiées. Quand Paul de Laboulaye était parti pour Saint-Pétersbourg, il avait demandé au chef du pouvoir exécutif :

« N'avez-vous rien à faire dire à l'empereur? — Absolument rien; nous n'avons rien à en attendre. »

Plus tard, on l'entendait dire : « Vous n'aurez pas plus la Russie que vous n'avez eu l'Allemagne. Personne ne veut de nous, ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni l'Autriche, et c'est tant mieux puisque nous n'avons besoin de personne... Si nous restons tranquillement chez nous, on ne viendra pas nous attaquer. » Le 1<sup>er</sup> décembre 1887, il donnait sa démission. Le 3, Carnot était élu président. Avec lui une autre orientation put prévaloir à l'Élysée (1).

(1) M. Alfred RAMBAUD, *Histoire de la Russie*, p. 820.

## L'ANGLETERRE

Le drame anglo-allemand dont la dépêche de Guillaume II au Président Krüger (1) fut le prologue paraît être à la veille d'un dénouement qui serait infiniment heureux pour la France.

Quelque temps après que l'empereur allemand eut mis le feu aux poudres, pendant l'été de 1896, je parcourais, en mission, la Grande-Bretagne : je notai dans les milieux d'affaires comme dans les milieux politiques, dans la rue comme dans les salons, les signes multiples de l'irritation contre l'Allemagne. La vieille inimitié contre la France s'atténuait. Que de fois ne m'a-t-on pas demandé sérieusement si nous foncerions sur les Vosges, quand la flotte anglaise irait brûler Hambourg et Kiel?

L'année suivante, au moment des fêtes universitaires de Heidelberg, sur les bords du Neckar, à

(1) Je parle bien entendu du premier télégramme, de celui qui fut envoyé après la victoire de *commandos* mobilisés en hâte au temps du raid Jamesson. « Je vous adresse mes sincères félicitations pour avoir réussi, *sans invoquer le secours des puissances amies*, par la seule force de votre peuple, à repousser les bandes armées, perturbatrices de la paix, qui avaient envahi votre pays, à rétablir la paix et à assurer votre indépendance. » Pendant quelque temps, l'empereur allemand parut être un des héros de la légende germanique; un Siegfried qui prétend conquérir, pour la donner au monde impatient, la Walkyrie de la justice.

l'auberge « Stadt von Athen », le jour même de la mort de Bismarck, d'anciens étudiants venus des quatre coins de l'Empire m'invitaient avec insistance à boire à l'entente franco-allemande contre les pirates anglais.

Depuis, l'empire allemand et le gouvernement anglais ont conclu, à propos des affaires de Chine, la convention, encore mystérieuse, partiellement notifiée aux puissances en octobre 1900. L'empereur Guillaume a envoyé son second télégramme au président Krüger (1).

Le mois de janvier 1901 a été décisif : le peuple anglais et les deux gouvernements étaient d'accord pour collaborer ; le peuple allemand a tout fait échouer :

La visite du Kaiser fut un moment psychologique dans les rapports des deux États, écrit — dans la *Fort-*

(1) En novembre 1900, à peine le président Krüger était-il sorti de France qu'il reçut — alors qu'il était en route pour Berlin — la dépêche suivante : « Sa Majesté regrette que les dispositions déjà prises l'empêchent de recevoir en ce moment (*jetzt*) la visite du président Krüger. » Le président, renvoyé aux calendes allemandes par ce mot sans franchise *jetzt*, vit s'évanouir l'espoir qu'il conservait encore de former contre l'Angleterre une coalition continentale, probablement pacifique. Guillaume II n'était plus Siegfried ; il n'était plus Lohengrin. Il montrait une autre personnalité : celle qui protège le sultan rouge, celle qui abandonne les alliés après les avoir poussés à leur perte. Il n'avait cherché en pays boer qu'un profit colonial. Il y renonça dans l'espoir d'un bénéfice plus considérable : l'alliance anglaise. On sait aujourd'hui qu'il a lâché ce qui pouvait être la proie pour ce qui paraît bien n'être qu'une ombre.

*nightly Review*, l'écrivain anglais qui signe Calchas (1), — et de notre côté on peut dire sans exagérer que rien n'a manqué... Si ses sujets l'avaient voulu, le Kaiser aurait pu prendre les mains des deux nations, et les unir sur le cercueil de la reine Victoria... Au moment où l'empereur rendait un tendre hommage à la reine morte, il ne s'agissait pas d'être raisonnables. Nos cœurs bondissaient vers lui... Les dernières traces d'un vieux télégramme étaient effacées. Quoi qu'il arrive dans l'avenir, celui qui est pour les Anglais l'*emperor William* ne pourra jamais perdre tout à fait l'attachement qu'a pour lui cette patrie de sa mère, qui, si les deux empires devaient passer par une période aiguë, le regarderait encore avec une tragique affection. Pour que la visite du Kaiser ait un résultat politique, l'Angleterre avait fait sa part d'avances. Mais du côté du peuple allemand ce ne fut pas seulement de l'abstention. Ce fut un refus direct et passionné : ce qu'on nomme *furor teutonicus*, sous son aspect le plus sauvage... Le refus fut réfléchi et grave. L'Angleterre est libre de reviser les rapports anglo-allemands... Après ce dernier fait, qui complète une série de leçons successives, elle est plus disposée que jamais à s'y résoudre (2).

L'empire allemand se libéra avec mauvaise foi des engagements pris en Chine. Il fit échouer, mal dissimulé derrière son ami turc, les projets anglais

(1) Je suis en correspondance avec « Calchas », sans savoir qui il est. J'ai résumé dans les *Annales des sciences politiques* les articles qu'il avait publiés avant le 15 mars 1903 contre une entente anglo-allemande pour un accord anglo-russe. Je crois pouvoir prendre ses écrits comme une des plus exactes manifestations de l'esprit anglais actuel, dans ce qu'il a de plus ouvert, de mieux informé et de plus libre.

(2) *Fortnightly Review*, avril 1900, p. 575 et suiv.

sur Kowet. L'affaire du Vénézuéla fut la dernière tentative germanophile du gouvernement anglais. Le *Times*, ce puissant organe de l'opinion britannique, prit parti contre l'Allemagne et publia les vers de Rudyard Kipling sur les pirates allemands. Dans l'affaire de Bagdad, le gouvernement anglais — mieux inspiré que le gouvernement français — a refusé d'aider les financiers qui voulaient fournir des capitaux à l'entreprise allemande à bout de ressources (1). Les deux peuples anglais et allemand ont pris nettement conscience de leurs intérêts contradictoires. Ils ont manifesté avec une violence croissante les sentiments de défiance, de jalousie et de haine qu'ils ont maintenant l'un pour l'autre. Ils ont entraîné leurs gouvernements.

Les causes profondes du désaccord anglo-allemand sont telles que l'Angleterre, enfin informée et avertie, paraît ne vouloir tolérer à aucun prix l'établissement de l'empire allemand à Trieste — c'est-à-dire, non seulement son irruption dans la Méditerranée, mais surtout le développement fantastique de sa puissance.

L'Angleterre a la « puissance maritime » (2) et

(1) Voir l'article de M. Jean Imbart de la Tour : *Le chemin de fer de Bagdad et l'opinion anglaise*, dans les *Questions diplomatiques et coloniales*, 15 mai 1903.

(2) J'emploie ici l'expression de *puissance maritime* dans le même sens que le capitaine Mahan dans son livre : *Influence de la puissance maritime dans l'histoire*. Cette expression s'applique « non seulement à la force militaire flottante qui fait la loi sur

elle avait comme le monopole du commerce mondial.

Le jeune concurrent allemand prétend la détrôner. Et, sur ce point, j'insiste; car tout ce que je vais dire de l'Angleterre peut être dédié à ceux de nos coloniaux qui considèrent l'expansion de l'Allemagne vers l'est comme sans danger pour la France et qui regardent l'empire allemand comme un auxiliaire précieux dans la lutte contre l'*imperialism* britannique (1).

Les Anglais se sont longtemps figuré que l'Allemagne allait opter ou pour la puissance terrestre, auquel cas elle pourrait s'entendre avec l'Angleterre, ou pour la puissance maritime, auquel cas seulement elle serait l'ennemi. En avril 1901, Calchas écrivait :

L'empire allemand va-t-il développer l'industrie au

mer par les armes, mais aussi au commerce pacifique, à la marine marchande... Trois anneaux forment la chaîne de la puissance maritime... L'explication de la plus grande partie de l'histoire et de la politique des peuples riverains de la mer se trouve dans trois faits : production, d'où nécessité d'échanger des produits; navigation, par laquelle se font les échanges; colonies, qui facilitent les opérations maritimes et les protègent ».

(1) « ... Nos coloniaux, qui se bercent de l'espoir de trouver à Berlin un précieux concours contre les excès de l'impérialisme britannique, et nos financiers, désireux d'associer le capital français aux affaires lancées par l'initiative allemande, sont également prêts à méconnaître l'existence d'une activité pangermanique, dangereuse à la fois pour les espérances des uns et les combinaisons des autres, » *Journal des Débats*, 31 août 1902.



détriment de l'agriculture, ou va-t-il défendre coûte que coûte son agriculture? *Unsere Zukunft liegt auf dem Wasser?* Mais cette fameuse phrase du Kaiser était-elle une prophétie sérieuse ou un sophisme sensationnel? L'avenir de l'Allemagne est-il réellement sur terre ou sur mer?

Calchas ne s'effrayait pas en songeant à la constitution d'un nouveau Saint-Empire romain germanique s'avancant depuis Hambourg à travers le Bosphore et le long du chemin de fer de Bagdad, jusqu'à Kowet, futur port de guerre sur le golfe Persique.

J'écrivais alors :

Ce que n'arrive pas à démontrer Calchas, c'est l'impossibilité pour une grande Allemagne maîtresse de tous les territoires de Rotterdam jusqu'aux bords du Tigre de faire une politique maritime. Contre un monstre aussi gigantesque, l'argument fondé sur l'exemple de la France au temps de Colbert ne vaut pas. Les visées sur Trieste, Salonique, Constantinople, Kowet et Anvers seraient — si jamais elles devenaient politiques en même temps qu'économiques — autrement redoutables pour l'Angleterre que l'expansion maritime immédiate de l'empire allemand actuel. Les faits montreront de plus en plus nettement à l'Angleterre que l'Allemagne est, en tout cas, l'adversaire inévitable (1).

Calchas et ses compatriotes ont continué à étudier le formidable organisme allemand, ses ports, ses canaux, ses flottes de commerce et de

(1) *Annales des sciences politiques, op. cit.*, p. 156.

guerre. Ils se sont mieux rendu compte de ses fantastiques progrès maritimes. Ils savent sa tenace volonté de s'emparer de la mer (1). Ils ont été indignés par les projets de débarquement en Angleterre froidement exposés par les écrivains militaires allemands. Ils ont bondi en apprenant que Guillaume II avait dessiné et fait exposer dans la bibliothèque du Reichstag des diagrammes qui représentent les deux flottes de guerre anglaise et allemande et qui indiquent les augmentations nécessaires pour permettre à la flotte allemande de pouvoir se mesurer avec la flotte anglaise. Ils ont, après de sensationnelles conférences de sir Charles Beresford et de lord Selborne, décidé la création du *Home fleet* et du port de Saint-Magaret's Hope : la mer du Nord n'est plus à la merci d'un hardi coup de main.

Mais ce qui est autrement important, c'est que les Anglais voient maintenant que le *Drang* continental aboutit à des ports et que l'Allemagne veut se développer à la fois sur terre et sur l'eau. A mesure que l'Allemagne consolide dans le sud-est de l'Europe les positions qu'elle y a pacifiquement acquises, elle élargit en quelque sorte la base continentale indispensable à une action maritime sérieuse. Elle prétend faire mieux que l'Angleterre

(1) Voir *l'Allemagne vers l'est et l'Allemagne sur mer, op. cit.*, *passim*.

qui, pour se répandre par le monde et faire passer par ses entrepôts les marchandises de tous pays, a anémié tout son organisme au profit de quelques grands centres congestionnés, où sont maintenant concentrées sa population, sa richesse et sa production.

L'Allemagne veut être, à la fois, grande puissance agricole, grande puissance industrielle, grande puissance maritime : « Après que l'Allemagne eut vaincu la France et qu'elle se fut agrandie de nos provinces, elle voulut justifier sa victoire : montrer qu'elle était digne du premier rang. Peu à peu se forma chez elle un esprit public. J'entends par là que certaines idées devinrent communes à tous les partis, à toutes les classes de la société et à tous les citoyens. La principale fut que l'Allemagne devait devenir, en toutes choses, la plus grande des nations : la plus grande au point de vue militaire, maritime, scientifique, industriel. Cette idée hante aujourd'hui tous les esprits : celui du socialiste comme celui du réactionnaire agrarien ; celui du dernier homme de peine comme celui du chancelier de l'Empire. Vous la retrouverez dans les livres des historiens comme dans les chansons populaires ; dans les prospectus des maisons de commerce comme dans les comptes rendus qu'adressent à leurs actionnaires les conseils d'administration. C'est la pensée nationale (1). »

(1) M. LOCKROV, *Du Weser à la Vistule*, p. 255.

La diplomatie oscillante, toute de bascule et d'équilibre, de l'empire allemand (1) ne s'explique pas, en effet, seulement par cette tradition prussienne qui consiste à mêler la ruse à la force, ou par le caractère changeant et compliqué de Guillaume II. Elle s'efforce de satisfaire alternativement les besoins complexes d'un État jeune qui refuse de se spécialiser et prétend au développement complet.

Il en est de même de la politique douanière de l'Allemagne, alternant entre la protection et le libre échange : l'agriculture, trop maltraitée depuis la signature des traités de commerce qui arrivent à expiration, vient de l'emporter pour un temps sur la « puissance maritime ».

De même, les associations pangermanistes et les associations maritimes entretiennent des rapports cordiaux. Elles ont la conscience que leurs deux œuvres ne doivent pas être contradictoires.

(1) L'empereur allemand flatte et menace alternativement l'Angleterre, l'Amérique et la France. Il fait parfois mine de ne plus ménager la Russie. Il affirme aux Anglais que la flotte en construction n'est destinée qu'à tenir en échec les flottes de la double alliance et à appuyer l'armée de terre. A l'usage des Français, il fait écrire sur le phare allemand élevé au bord de la Seine pendant l'Exposition : *Unsere Zukunft ist auf dem Wasser*. — Il hésite entre le libre échange et la protection. — Voir : *The Kaisers*, par Spectator (*National Review*, mars 1903) ; *German light on german policy*, par Calchas (*Fortnightly Review*, octobre 1902) ; *Our relations with Germany*, article signé « Patriæ quis exul » (*Contemporary Review*, avril 1903) ; *The policy of the german emperor* par Vates (*Fortnightly Review*, avril 1903).

Il faut tout mener de front.

Guillaume II pense, dit-on, souvent à la grandeur de Louis XIV pendant la première partie de son règne. Il reprend en Allemagne l'œuvre double de Colbert et de Louvois. L'œuvre de Colbert fut éphémère. La France opta pour la puissance continentale.

L'Allemagne devra-t-elle se limiter aussi? Manquera-t-elle de capitaux pour de si vastes entreprises? Verra-t-elle, comme jadis Louis XIV, comme Napoléon I<sup>er</sup>, se coaliser contre elle tous ceux dont elle heurte les intérêts?

Le professeur Brentano et le professeur Wagner, si souvent en désaccord, sont ici du même avis : il faut devenir puissants sur mer, — sans, bien entendu, négliger l'armée de terre. Le professeur Wagner trouve que, financièrement, l'empire allemand est dans une situation excellente, qui lui permet d'agir avec hardiesse. Une flotte de guerre égale à celle de l'Angleterre, entretenue en même temps que l'armée, ne coûterait pas plus à l'empire allemand que ne coûtent à l'Angleterre ses budgets de guerre et sa dette.

On lit dans cet article de la *National Review* communiqué le 24 novembre 1902 au comité exécutif de la « Ligue navale » anglaise, dont les membres présents approuvèrent à l'unanimité les principes — sans, naturellement, s'engager au sujet de chaque phrase — : « Toute l'histoire de l'Alle-

tagne, ou mieux de la Prusse, est une histoire de ténacité, de patience et de sacrifice de soi-même en vue de la préparation à la guerre. L'État qui, au dix-huitième siècle, avec une population de moins de 2,500,000 âmes, maintint sous les armes 80,000 hommes, ne renoncera pas à ses projets d'expansion maritime à cause d'embarras financiers. » — Les Anglais sont décidément sur leurs gardes.

L'empire allemand et ses chefs sont résolus à fortifier la base continentale (1), à l'élargir (2), et à l'utiliser pour trafiquer et agir sur et par delà les mers.

Voilà pourquoi on voit le public anglais de plus en plus préoccupé des questions d'Autriche-Hongrie et de plus en plus désireux de renouer ou de nouer des relations amicales, soit avec le Habsbourg (3), soit avec tel ou tel de ses peuples (4) :

(1) Nouveaux tarifs douaniers. — Tentative de germanisation des Alsaciens-Lorrains, des Polonais, des Danois du Schleswig.

(2) *Drang nach Osten*.

(3) Voir, par exemple, le très curieux article publié par sir Horace Rumbold, peu de temps après avoir cessé d'occuper son poste d'ambassadeur à Vienne : *An english tribute to the emperor Francis-Joseph*, dans la *National Review*, novembre 1902.

(4) Voir, par exemple, pour les Hongrois : *A British tribute to Hungary*, dans la *National Review*, février 1902. — Pour les Tchèques, j'ai déjà signalé les articles de revue de M. Karel Kramar et du comte François Lützow. Je signale également les livres en anglais du comte Lützow.

*Bohemia, an historical sketch* (Chapmann and Hall, 1896).  
*The Story of Prag* (Dent, 1902).

*The labyrinth of the world and paradise of the heart*, traduction de l'œuvre de KOMENSKY (Swan Sonnenschein, 1902).

l'Autriche-Hongrie est nécessaire pour empêcher la constitution d'une plus grande Allemagne, concurrente redoutable de Londres et de Liverpool, de Manchester et de Birmingham.

... Nous avons en François-Joseph, a écrit sir Horace Rumbold, ancien ambassadeur d'Angleterre à Vienne, un ami absolument sûr, et pour répéter à satiété ce que j'ai déjà dit, tout à fait le meilleur des amis... J'ai toujours pensé que le grand danger de notre époque est le désir qu'ont les Allemands de dominer toute l'Europe centrale. Dans la mesure où cela suppose l'existence d'une puissance navale capable de s'affirmer tant dans la Méditerranée que dans la mer du Nord et dans la Baltique, souveraine maîtresse de Trieste aussi bien que de Hambourg, sans parler d'une mainmise possible sur les grands ports de Hollande et de Belgique, nous commençons à reconnaître que ce danger nous menace. Ce que je crains, c'est que nous ne nous rendions pas suffisamment compte des résultats que produirait le triomphe du pangermanisme sur l'équilibre du monde... La seule digue possible contre le flot pangermaniste serait une monarchie austro-hongroise forte et à laquelle on aurait infusé une vie nouvelle... Le rôle que nous pouvons jouer pour le bien de toute l'Europe consiste à rendre évident que nous désapprouvons le programme pangermanique comme essentiellement dirigé contre l'Autriche. Pour cela, il est indispensable que nous évitions même l'apparence d'être dans l'orbite de l'Allemagne.... Les plans pangermaniques comprennent, sinon le démembrement d'un grand empire ami essentiellement nécessaire à l'équilibre européen, du moins sa réduction à un état de vassalité politique et économique peu éloigné de sa disparition comme puissance indépendante. Le maintien

de l'Autriche-Hongrie telle qu'elle est, ou, ce qu'il est triste d'avoir à ajouter, telle qu'elle devrait être, est un problème d'importance aussi capitale pour nous que pour les autres (1).

Il ne serait guère téméraire de voir dans cette page une sorte de préface du voyage à Vienne du roi Édouard VII, premier souverain anglais — sauf erreur — qui ait été officiellement fêté dans une capitale habsbourgeoise.

#### ENTENTES SPÉCIALES ET NON ALLIANCE GÉNÉRALE

Le *Novoié Vrémia* (2), dans son numéro du 26 mars-8 avril 1902, m'a fait, au cours d'un long et très intéressant article, une grave objection. Je tiens à résumer ici la réponse que je lui ai faite (3).

(1) *National Review*, novembre 1902, p. 370 et 371.

(2) Depuis que M. Alexis Serguievitch-Souvorine a pris, au temps de la guerre turque, la direction du *Novoié Vrémia* — ou *Nouveau Temps* — ce journal pétersbourgeois est devenu un grand journal national, et ce qu'était avec Katkof la *Gazette de Moscou* : un reflet de l'âme russe.

(3) *Revue d'Europe*, juin 1902. Dans ce numéro, on trouvera traduit *in extenso* l'article du *Novoié Vrémia*. — Le Nord a trouvé que rien dans mes conclusions n'était incompatible avec le maintien et le développement de l'alliance franco-russe. Le *Swiet* a aussi étudié la question et ne s'est pas montré hostile.

... Récemment (1), lisait-on dans le journal russe, la *Revue d'Europe* a publié un article de M. René Henry sous le titre : *l'Italie, l'Autriche-Hongrie et l'Alliance franco-russe*. L'idée fondamentale en est que la Double Alliance doit attirer à elle un membre nouveau : l'Autriche-Hongrie... Nous avons, à plusieurs reprises, exprimé notre opinion sur l'essence de l'alliance franco-russe, qui exige que les contractants soient deux et pas plus. Par un emploi judicieux des forces alliées franco-russes et par une parfaite synergie de ces forces, les États alliés peuvent plus facilement et plus efficacement atteindre tous leurs buts principaux qu'en introduisant dans l'alliance de nouveaux participants, et, avec eux, de nouveaux intérêts et de nouveaux appétits. La diplomatie contemporaine recherche avec exagération les ententes aux dépens de la politique d'action. Des ententes, des ententes et encore des ententes, et, comme base essentielle de chacune, la conservation du *statu quo* ! Seulement cela ! Oui seulement cela ! Mais peut-on pendant des dizaines d'années conserver partout ce *statu quo* ? En lui souffrent et luttent pourtant des hommes vivants !...

L'idée fondamentale de ce passage est celle qui a été plus explicitement encore développée dans le même journal, sous la signature Alexis Parochine :

L'alliance franco-russe ne peut être forte qu'à la condition de ne se composer que de la France et de la Russie.... Il est urgent de faire dans les relations des deux grandes nations la place qui est due à l'esprit créateur, à cet esprit qui existe à un si haut degré chez cha-

(1) Janvier 1902.

cune d'elles, mais qui, on aurait de la peine à l'expliquer, n'a pas encore exercé son action sur l'alliance franco-russe. Jusqu'à présent, le sentiment seul y a trouvé place. Un baiser qui dure dix ans peut-il toujours rester sincère et tendre?...

L'alliance franco-russe possède en elle une force colossale. Pourquoi reste-t-elle stérile ? Uniquement parce qu'elle manque d'esprit créateur.... Les cerveaux doivent commencer à travailler. Il faut élaborer un programme de buts et de moyens pour les actions à mener en commun. Les cœurs ne suffisent plus à la tâche.

Certes, pour nous surtout, il est pénible de rester dans le *statu quo*. Nous ne sommes pas seulement — ce que nous pourrions oublier avec le temps — des vaincus : la France est démembrée. Les mots de « droit », de « justice » et d' « équité », prononcés dans les discours franco-russes, ont pour nous un sens précis. La vieille lutte pour la Lotharingie n'est pas close entre notre voisin de l'Est et nous. Cette phrase peut être appliquée à des Français : « dans le *statu quo* souffrent et luttent pourtant des hommes vivants. »

D'une façon plus générale, la nation française aime à jouer un rôle dans le monde. Elle finit toujours par se détacher des gouvernements qui n'ont pas une attitude fière : la politique extérieure de Louis-Philippe fut une des causes de la Révolution de 1848. Les désirs de M. Souvorine et de ses collaborateurs sont les nôtres : agissons et montrons-nous !

Mais est-il bien exact de dire que la double alliance a été jusqu'ici exclusivement sentimentale et que les deux alliés vont, après une lune de miel particulièrement longue, recommencer à vivre d'une vie normale et à travailler? — N'existe-t-il pas plutôt deux conceptions de l'alliance et celle qui n'est pas la nôtre ne l'a-t-elle pas emporté jusqu'à présent?

Je citais dans l'article critiqué une opinion d'Édouard Hervé rapportée comme il suit par M. Paul Deschanel :

Sachant bien que ces sortes d'accords prennent plus ou moins de consistance et de force suivant l'esprit dans lequel on les applique, il se demande aussitôt ce que doit être, ce que deviendra celui-ci : seulement une garantie pour les Français contre une agression possible et un moyen pour les Russes de s'étendre en Asie, ou bien en même temps, grâce au génie de leurs hommes d'État, le point de départ d'une ère nouvelle pour l'Europe et pour le monde (1)?

Personne ne nous attaque. L'expansion asiatique russe est splendide. Nous avons pu compléter en paix notre domaine colonial. Mais rien n'annonce que l'alliance va enfin devenir « le point de départ d'une ère nouvelle pour l'Europe et pour le monde ».

M. Anatole Leroy-Beaulieu avait raison quand il écrivait en 1897 (2) :

(1) *Discours de réception à l'Académie française.*

(2) *Préface des Études russes et européennes.*

La Triple Alliance devait tôt ou tard avoir pour contre-poids une contre-alliance franco-russe, non pour la guerre, mais bien pour la paix... Sur la Triple Alliance et sur la Double Alliance, comme sur deux colonnes incertaines, repose le nouveau concert européen... Les puissances n'ont guère pu s'entendre qu'à condition de ne pas agir.

Notre rapprochement a à peu près mis fin à l'hégémonie allemande. Mais il ne menace pas l'empire allemand.

Par nos deux formidables organisations militaires devenues solidaires, nous tenons en respect tout adversaire éventuel. Nous sauvegardons la paix européenne.

S'il en est ainsi, l'adjonction de l'Autriche-Hongrie comme troisième alliée n'aurait point l'inconvénient de paralyser une diplomatie qui n'est pas agissante en Europe.

Elle aurait, au contraire, l'immense avantage d'augmenter les forces dont nous pouvons disposer au cas, toujours à prévoir, de conflit général, et, en même temps, d'affaiblir celles de nos adversaires éventuels.

Mais supposons que l'alliance franco-russe soit bien à la veille d'entrer dans la période d'action. L'Autriche-Hongrie, dit-on, serait alors une alliée gênante. Il s'agit de s'entendre. De quoi est-il essentiellement question? De savoir si l'Autriche-Hongrie — le jour où, voulant évoluer et s'affranchir, elle sentira le besoin d'une garantie

diplomatique amicale — la trouvera à Paris et à Saint-Pétersbourg. Il n'est pas nécessaire qu'il puisse y avoir une alliance, mais seulement une entente à but spécial, et même, si l'on veut, une entente non écrite : ce ne sont pas les parchemins qui font la force des accords diplomatiques. Cette entente peut n'avoir qu'un but limité : la garantie de l'intégrité de l'Autriche-Hongrie et le maintien en sa faveur du principe de non-intervention. C'est bien, en somme, ce que proposent du côté anglais plusieurs publicistes, parmi lesquels s'est rangé sir Horace Rumbold.

Mais ici encore, je m'expose à être critiqué par le *Novoié Vremia* et ceux des journaux russes qui ont vigoureusement combattu les projets d'alliance anglo-russe. Cependant, je ne parle ni d'alliance, ni d'union commerciale franco-anglaise. Je souhaite seulement que la France fasse tout le possible pour supprimer les causes de difficulté et de conflit entre la Double Alliance et l'Angleterre et pour empêcher l'Angleterre de s'unir à l'Allemagne (1).

Nous pouvons procéder à une sorte de bornage colonial franco-anglais.

Les difficultés anglo-russes en Orient semblent

(1) Voir la longue enquête publiée dans *les Questions diplomatiques et coloniales* au cours de l'été 1902 sur le projet de traité d'arbitrage franco-anglais. — Voir la *Liberté* du 29 juillet 1903.

finissantes : il est vrai que l'année dernière, le gouvernement anglais a tenté — vainement d'ailleurs — de soulever la question des détroits à propos du passage dans les Dardanelles de torpilleurs russes désarmés. Mais on trouve de plus en plus souvent dans les périodiques anglais des déclarations comme celle-ci :

Les intérêts allemands dans les Balkans et en Asie Mineure ne valent pas les os d'un grenadier anglais (1).

En résumé, la Grande-Bretagne serait bien avisée de regarder la question d'Orient avec indifférence et la diplomatie anglaise devrait déclarer ce que la diplomatie allemande a si souvent proclamé : la question de Constantinople n'est pas d'un intérêt immédiat pour la Grande-Bretagne (2).

C'est ainsi que le *Messenger des finances*, organe de M. Witté, s'exprime de la façon suivante à propos d'un trajet de chemin de fer entre les possessions russes et l'Inde :

On affirme qu'une pareille ligne nous placerait face à face avec l'Angleterre, ce qui pourrait être la cause de grands dangers et de complications. Mais cette objection, plus surannée que justifiée, est plutôt basée sur une méfiance traditionnelle réciproque avec l'Angleterre que sur la réalité exempte de préjugés. La Russie et l'Angleterre ne sont, quant à présent, pas des concurrentes l'une à l'égard de l'autre sur le marché universel ; il n'existe

(1) *Fortnightly Review*, juillet 1901.

(2) *Contemporary Review*, janvier 1903, conclusion de l'article *Struggle between Slav and Teuton*.

presque nulle part entre elles des intérêts qui ne puissent être délimités. Dans le domaine universel du commerce et de l'industrie, l'Angleterre a plutôt à craindre la concurrence de l'Allemagne. Quant à la Russie et à l'Angleterre, c'est plutôt de loin qu'elles se semblent réciproquement dangereuses, parce qu'elles se connaissent peu l'une et l'autre. De près, le jour où les frontières des deux puissances seront mises en contact par une ligne traversant Hérat, et quand auront été établies, au moyen de ce chemin de fer, des relations de frontière, le brouillard des anciens malentendus et des appréhensions sera promptement dissipé, et le nœud gordien de la méfiance réciproque, qui gît maintenant dans le Pamir, sera tranché (1).

Il serait enfin essentiel de paralyser en Extrême-Orient la cause de guerre qui menace, depuis que l'Angleterre s'est alliée au Japon et depuis que M. Delcassé a étendu la sphère d'action de l'alliance franco-russe (2).

C'est un accord de ce genre — à but spécial et limité — que je conçois comme possible et nécessaire à brève échéance entre l'Angleterre et la double alliance au sujet de l'Autriche-Hongrie. Je crois que les Russes ne peuvent pas plus y trouver à redire que ceux des Français qui ne sont pas partisans d'une alliance anglaise.

(1) Passage lu à la tribune de la Chambre des députés par M. DELONGLE, *J. off.*, séance de la Chambre des députés du 11 mars 1903, p. 1102, col. 1 et 2.

(2) Voir la *Liberté : Russie et France contre Japon et Angleterre* (29 juillet 1903) et l'*Alliance franco-russe et le bloc* (15 août 1903).

## L'AUTRICHE-HONGRIE PACIFIQUE

Ainsi l'Autriche-Hongrie ne risquerait pas de se trouver — après avoir laissé passer le moment diplomatique favorable — rivée à l'Allemagne par l'indifférence et peut-être l'hostilité d'une Europe qui, découragée par une diplomatie viennoise trop routinière, aurait fini par s'organiser sans plus s'inquiéter du Habsbourg.

On ne pourrait pas accuser l'Autriche-Hongrie d'avoir failli au rôle de puissance conservatrice et modératrice auquel l'histoire la conviait (1). Elle aurait, avec l'aide des puissances cointéressées, limité les ambitions prussiennes et rendu vaines les menaces germaniques de *Weltreich*.

Quelle physionomie prendrait-elle dans sa nouvelle vie? Je n'ai pas voulu me le demander. Les faits nous le diront, si, au lieu d'entraver leur succession, on la facilite. Tout ce qu'on entrevoit, c'est que l'Autriche-Hongrie de demain est sans doute appelée à procurer plus de liberté à ses peuples, à accomplir une certaine mission balkanique, à s'ouvrir des débouchés maritimes plus sûrs et plus

(1) M. ALBERT SOREL, *la Question d'Orient au dix-huitième siècle*, p. 277.



libres, à jouer enfin un rôle capital dans l'équilibre européen.

C'est l'empereur-roi de cette Autriche-Hongrie rénovée qui pourra se parer fièrement du titre que le D<sup>r</sup> Hérold, à la délégation autrichienne de 1902, donnait déjà à François-Joseph qui a su s'en rendre digne à plus d'un titre : pacifique des pacifiques.

## DEUXIÈME PARTIE

---

# LES NATIONS JOUGO-SLAVES

## ET LA QUESTION D'ORIENT

« ... des formes anciennes qui se traînent avant de mourir ou se modifient ; des formes nouvelles qui s'élancent dans des directions inconnues jusque-là ; et dans le ciel tragique de ces temps barbares, à la fois les lueurs sinistres d'un incendie... et les palpitations lumineuses d'un jour nouveau. »

(Charles CLÉMENT.)

La question d'Orient — posée des siècles avant l'invasion turque, et toujours actuelle — change maintenant sans cesse d'aspect et de place.

Tantôt c'est la question des détroits ou celle des routes de terre : — les difficultés que soulève le chemin de fer de Bagdad étaient hier, et seront sans doute demain, menaçantes.

Tantôt des nations s'agitent. C'étaient récemment les Grecs, les Arméniens. Ce sont aujourd'hui — autrement courageuses et autrement fortes si elles étaient unies — les nations jougo-slaves.

## CHAPITRE PREMIER

LA PÉNINSULE DES BALKANS (1)  
ET SON HISTOIRE

« Il (Édouard Hervé) attire constamment nos regards sur cette presqu'île des Balkans, où toutes les espérances et tous les regrets semblent s'être donné rendez-vous pour s'y livrer de suprêmes combats; sur cette Macédoine surtout, où déjà plus d'une fois s'est joué le sort de l'Europe orientale, où le monde romain a établi sa prééminence sur le monde grec; où les légions de l'Occident, conduites par Antoine et par Octave, ont eu raison des partisans de Brutus et de Cassius; ce champ clos où viendront se heurter tôt ou tard les ambitions rivales que suscitent les crises de l'Orient. »

(M. Paul DESCHANEL.)

(1) Les Jougo-Slaves, ou Slaves du Sud, habitent la partie méridionale de l'Autriche-Hongrie et le nord de la péninsule balkanique — depuis les hautes vallées de la Drave et de la Save et l'extrémité nord de l'Adriatique, jusqu'à la mer Noire et à l'Archipel qu'ils atteignent par endroits. Ils comprennent quatre *plemena*, c'est-à-dire — suivant qu'on pense ou non que les Jougo-Slaves forment une unité ethnique — quatre tribus ou quatre nations. Ces *plemena* sont : le *plème* slovène, le *plème* croate, le

I. — GÉOGRAPHIE PHYSIQUE. — ÉTUDE ETHNOGRAPHIQUE PRÉCISE IMPOSSIBLE.

II. — LES NATIONS ET LES EMPIRES BALKANIQUES JUSQU'À L'INVASION TURQUE.

Nous avons vu quel rôle jouent en Europe centrale les « droits d'État ».

Pour les Jougo-Slaves, l'histoire a une importance plus considérable encore. Pour eux, le temps n'existe pas; le passé est vivant.

Quand ils forment le cercle autour d'un de leurs *guzlars* — poètes populaires qui chantent en s'accompagnant sur une *guzla* monocorde — ils sont aussi avides d'entendre conter quelque haut fait de l'ancienne dynastie des Néméyanides que d'apprendre les derniers exploits de quelque « bande » victorieuse d'un bataillon turc.

Chez les nations balkaniques, « le présent plonge de si profondes racines dans le passé (1) » que la politique ébauchée par chacune d'elles ne peut être comprise que si on connaît l'histoire de la péninsule (2), et, subsidiairement, sa géographie

*plème* serbe et le *plème* bulgare. Parfois, on compte un cinquième *plème* : les Slaves macédoniens. Des Macédoniens de plus en plus nombreux se considèrent comme membres d'une nouvelle nation en formation : la nation macédonienne de race mi-partie slave et mi-partie gréco-latine.

(1) M. Louis LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*.

(2) Je donne à l'expression vague de « péninsule balkanique » son sens large : je comprends dans la « péninsule » tous les pays

et son ethnographie — qui ont déterminé cette histoire.

## I

A l'ouest, les Alpes se prolongent le long de l'Adriatique. Ce sont le Vellébitch croate; la longue muraille aride et blanche qui plonge dans la mer dalmate; le massif de la Tchernagora (1), chaotique et grandiose; les chaînes qui courent à travers l'Albanie, coupées par les gorges profondes du Drin; enfin le Pinde, par lequel la jonction se fait avec le système grec.

Au nord-est, les Balkans proprement dits, prolongement transdanubien des Karpathes, vont finir perpendiculairement à la mer Noire.

Entre la chaîne occidentale et les Balkans, s'étend le haut plateau de Mœsie — centre orographique de la péninsule — lié, à l'est, au mont Vitoch, qui le rattache aux Balkans, et dominé, à l'ouest, par le Char Dagh, qui rejoint les monts d'Albanie.

jougo-slaves. Par contre, je néglige la péninsule grecque qui s'accrole à la péninsule balkanique comme un complément distinct. — Toutefois je ne comprends pas dans les Balkans la principauté de Roumanie : on n'y trouve pas de Jougo-Slaves, et, actuellement, elle n'est pas trop étroitement mêlée aux complications balkaniques proprement dites.

(1) Monténégro.

Entre l'Archipel et les Balkans s'élève le massif indépendant du Rhodope, avec, à l'ouest, la montagne de Périm, et, au nord, le mont Rilo.

Ces montagnes et les plateaux qui s'y appuient sont de gigantesques et formidables repaires. On y trouve de véritables citadelles naturelles. Les petits cirques monténégrins — où le village et sa plaine exigüe sont au fond d'un profond entonnoir calcaire — rappellent ces arènes romaines sur la piste desquelles, au temps des invasions barbares, les habitants d'Arles avaient bâti leurs maisons après avoir flanqué de tours la muraille circulaire. Ailleurs, ce sont de hautes et larges plaines fermées, comme celles de la Vieille Serbie au pied du plateau de Mœsie, celle d'Uskub entre le Char Dagh et le Kara Dagh, celle de Monastir creusée dans le vaste plateau qui s'étale à l'Orient des monts d'Albanie. Au sud d'Uskub s'allonge « le chapelet des plaines closes ceinturées de collines que les montagnes aiguës surplombent (1) ».

Dans la partie septentrionale de la péninsule, s'étendent : à l'ouest, le plateau élevé de Bosnie, qui s'abaisse vers la vallée croate de la Save; au centre, la vallée serbe de la Morava; à l'est, la vaste plaine danubienne. — Dans la région méridionale se creusent, vers l'Archipel : la vallée de la Maritza, ancienne Thrace, avec ses deux plaines

(1) M. VICTOR BÉRARD, *la Macédoine*, 2<sup>e</sup> édit., p. 147.

supérieure et inférieure; les vallées étroites de la Mesta et de la Strouma; la vallée du Vardar avec sa plaine macédonienne; la vallée du Salamvrias, le Pénée de l'antiquité, avec la plaine de Thessalie.

Les peuples qui habitent ces vallées et ces plaines seraient — si elles n'étaient pas, du côté de la périphérie, largement ouvertes sur la mer ou sur la grande dépression de l'Europe centrale — enfermés « pour ainsi dire dans des compartiments » (1).

D'une région balkanique à une autre, les communications sont en effet rares et malaisées. — Les monts Balkans ne présentent qu'une voie relativement facile pour aller de la plaine danubienne aux régions méridionales (2) : la vallée supérieure de l'Isker, affluent du Danube, qui prend sa source au sud de la chaîne (3). Il est possible de contourner le plateau de Mœsie : à l'est, par la voie des plus accidentées que suit aujourd'hui le chemin de fer de Belgrade à Constantinople (4), par Nich sur la Morava, Sofia sur l'Isker, et la vallée de la Maritsa; à l'ouest, par la voie que suit le chemin de fer de Nich à

(1) Commandant G. MALLETERRE, *Précis de géographie générale*, p. 246.

(2) La passe célèbre de Clipka est élevée et peu aisée.

(3) D'où l'importance de tout premier ordre de Sofia, situé dans ce passage.

(4) Voie suivie par l'Orient-express.

Uskub et Salonique, par les vallées de la Morava et du Vardar. Il est enfin possible de passer, du plateau bosniaque, en Macédoine, à travers la vieille Serbie et le Char Dag. — Il n'en reste pas moins établi que la péninsule est comme divisée par des cloisons étanches.

Elle est faite pour des États indépendants les uns des autres, comme l'ancienne Grèce, ou pour les fragments distincts d'un même État, comme les vingt-deux cantons suisses — dont la Confédération n'est venue que tardivement restreindre la souveraineté.

L'avenir nous apprendra si les nations balkaniques doivent avoir le bonheur de former un jour un État fédéral, ou même une simple fédération d'États, et si elles seront alors dignes et capables de rester groupées.

Dans le présent, la configuration du pays explique comment, en Macédoine — c'est-à-dire, dans les montagnes de Monastir, dans les vallées du Vardar et de la Strouma et dans le massif du Rhodope et de la montagne de Périn — des bandes de partisans résolus peuvent tenir tête à l'armée ottomane mobilisée.

Dans le passé, aux temps de danger, ce chaos montagneux, a offert — comme de l'autre côté de la mer Noire, le Caucase — d'invincibles réduits aux peuples indigènes. Au contraire, pendant les époques plus calmes, les nations parent

prosperer et grandir dans les vallées et les plaines.

Or, cette péninsule, où une nation ne peut guère périr une fois qu'elle s'y est fixée, a été, à travers les siècles, le réceptacle de races nombreuses. Des empires s'y sont succédé ou combattus — tous encore vivants, chacun dans le souvenir d'une partie de la population, qui rêve de le restaurer.

Recherchons quels éléments humains se sont ainsi peu à peu juxtaposés de la Save au Bosphore et au Pinde, et passons en revue les empires qui les ont successivement encadrés. Nous pourrions alors, mais alors seulement, déterminer les aspirations et les tendances des différents groupements actuels.

Il est malheureusement impossible de dessiner une carte ethnographique sérieuse de la péninsule balkanique, et même de dresser une statistique approximative de ses différentes nations slaves et non slaves. — En effet, tous les chiffres et toutes les données qui nous sont fournis sont contradictoires. Ces régions sont encore mal étudiées et les champs ennemis des nations en conflit ont tout embrouillé. Il arrive même que des méthodes différentes donnent des résultats opposés :

Le gouvernement d'une grande puissance envoya en Macédoine... une commission de trois professeurs. Le premier mesura les crânes des habitants, le second copia les inscriptions des vieilles pierres, le troisième recueillit un vocabulaire de la langue du pays. Il arriva que l'an-

thropologue, l'archéologue et le philologue apportèrent trois solutions différentes : une grecque, une bulgare et une serbe. Puis vinrent des statisticiens, des historiens et des politiciens de tous pays, qui ne parvinrent pas mieux à se mettre d'accord. Et les choses allaient s'embrouillant et se couvrant peu à peu d'un voile d'obscurité (1).

Les chiffres qui nous sont fournis diffèrent tellement que nous ne pouvons pas penser à les utiliser.

Choisissons encore pour exemple la Macédoine, microcosme balkanique, où l'incohérence, la confusion et le caractère provisoire d'une partie des éléments ethniques sont plus frappants qu'ailleurs :

Les documents varient assez — dit M. Max Choublier, aujourd'hui consul de France à Uskub — pour que les Grecs soient évalués de 705,000 à 50,000; les Bulgares, de 1,200,000 à 120,000; les Turcs, de 1,300,000 à 350,000; les Valaques, de 1,200,000 à 24,000. Enfin tandis que certaines statistiques portent à 2,800,000 le nombre des Serbes de Macédoine et de Vieille Serbie, d'autres ne mentionnent même pas leur existence.

Bien plus, une vaste étude actuellement entreprise sur place ne pourrait donner, quelles que soient son impartialité et sa minutie, ni résultats précis, ni renseignements durables. En effet, le mélange est tel que l'option personnelle de chaque individu

(1) *Pages libres*, 31 janvier 1903; M. Georges GAULIS, *la Question de Macédoine*, p. 89.

(2) M. Max CHOUBLIER, *la Question d'Orient depuis le traité de Berlin, étude d'histoire diplomatique* (Rousseau, 1897).

peut seule trancher la question de savoir s'il appartient à telle ou telle nation. Or, beaucoup hésitent encore. Ils sont bien obligés, sous peine d'avoir tout le monde contre eux, d'appartenir à un parti. Mais ils changent de camp suivant leurs intérêts ou les influences exercées. Un État plus puissant ou plus heureux qu'un autre; un parti mieux organisé, plus actif ou plus habile, attirent, pour un temps, ces indécis. Ce sont des « androgynes », dit M. Victor Bérard. Combien de villages macédoniens ont ainsi passé de la nation grecque à la nation serbe, de la nation serbe à la nation bulgare, pour revenir ensuite à la nation serbe, à moins qu'ils ne découvrent, un beau jour, qu'ils sont Valaques.

Sans doute, il y a dans les Balkans des blocs dès maintenant cristallisés; mais une partie de la population — non seulement en Macédoine, mais en Bosnie, en Herzégovine, en Croatie, en Dalmatie, des deux côtés de la frontière serbo-bulgare, sur les confins des régions albanaises et slaves — reste indécise. Le problème n'est pas résolu de savoir qui saura la séduire et la garder.

Voyons donc — puisqu'il nous faut borner là notre étude — comment se sont formés, où se trouvent, et comment et dans quel but agissent les centres de cristallisation nationale (1).

(1) Voir LAVISSE et RAMBAUD, *Histoire générale*.

## II

La Grèce antique se concentra au sud de la péninsule balkanique proprement dite.

Mais, vraisemblablement, des Pélasges arrêtés en route furent les ancêtres des Albanais d'aujourd'hui. Ils occupent la chaîne occidentale, de la Tchernagora au Pinde. Ce sont les *skipétars*, les fils de l'aigle, comme ils s'appellent eux-mêmes, et ce sont bien, en effet — catholiques comme musulmans — de vrais oiseaux de proie : indépendants et pillards, armés jusqu'aux dents, grand nez recourbé, yeux brillants, élancés et souples dans leurs étranges jupes à plis de danseuses d'opéra, ils fondent périodiquement sur les campagnes slaves.

Des colonies grecques essaimèrent dans les îles et sur les côtes du Nord-Est. La mer Egée — l'Archipel d'aujourd'hui — fut une mer grecque. Elle l'est à peu près demeurée.

Si les Macédoniens vainquirent la Grèce sous Philippe, la civilisation grecque rayonna de Macédoine sur l'Asie avec la gloire d'Alexandre.

Rome fonda Constantinople.

Le monde latin laissa dans les Balkans, comme trace visible de son passage en Orient, des colonies de Koutzo-Valaques, frères des Roumains de la principauté et du royaume de Hongrie. On croit

qu'ils repassèrent le Danube avec les légions, tandis que les autres « colons de Trajan » se réfugiaient en Transylvanie. Ils se sont établis dans la chaîne du Pinde et dans quelques autres massifs montagneux. La plupart vivent de leurs troupeaux et ont gardé les habitudes des peuples pasteurs : ils émigrent périodiquement de la montagne à la plaine et de la plaine à la montagne. Ce sont des hommes fiers, respectés, toujours armés.

L'empire d'Orient, « création artificielle — dit M. A. Rambaud — gouvernant vingt nationalités différentes », se maintint moins par ses traditions romaines que par l'hellénisme et l'Église du patriarche. Les Byzantins s'efforcèrent de faire de la religion orthodoxe une religion nationale, une religion grecque : comme la conversion à l'islam dans l'empire ottoman actuel, « le baptême conférerait droit de cité ».

Constantinople hellénisée prétendit dominer toute la péninsule.

Dans la période trouble des grandes migrations barbares, la péninsule située la première, bien qu'un peu à gauche, sur la grande route des peuplades en marche, ne fut pas épargnée. La plupart des invasions y tourbillonnèrent, jetant sur leur passage la ruine et l'épouvante, puis se dissipèrent comme une tourmente.

Des Slaves, puis les Bulgares se fixèrent définitivement.

D'après le Tchèque Chafarjik, des tribus slaves chassées des rives du Danube par les Huns se seraient établies dans la péninsule dès le cinquième siècle. Les Slaves macédoniens seraient leurs descendants. Cette opinion, si elle était scientifiquement établie, donnerait une base historique et ethnographique, et comme ses lettres de noblesse, à la théorie nouvelle de l'autonomie macédonienne (1).

Au septième siècle, deux peuples slaves, les Croates, puis les Serbes, furent appelés par l'empereur Héraclius pour chasser les Avars, qui avaient envahi ses États. Les Croates s'établirent dans les vallées de la Save et de la Drave, dans l'Istrie orientale et dans la province actuelle de Dalmatie. Leurs descendants disent qu'ils avaient aussi pris possession de la Tchernagora, de l'Herzégovine et de toute la Bosnie. Les Serbes s'établirent au sud-est des Croates. Leurs tribus les plus aventureuses s'installèrent non loin de Constantinople et de l'Archipel.

Les Grecs de l'empire d'Orient, délivrés par les Slaves du voisinage dangereux des Avars, s'efforcèrent bientôt de refouler vers la montagne leurs alliés devenus gênants. Les Serbes durent être quelque peu rejetés sur les Croates. Ce fut la première de ces poussées exercées du sud-est au nord-ouest, qui nous fourniront la clef de bien des revendications actuelles et de conflits irritants entre

(1) Voir p. 274 et suiv. et chap. III de la 2<sup>e</sup> partie.

la volonté des populations et les droits fondés sur l'état de fait ancien.

Les Bulgares, passant de Danube, envahirent les plaines situées au nord et au sud des Balkans. C'étaient des Touraniens, — comme les Huns, les Avars, les Finnois, les Magyars et les Turcs. Ils réclamaient, les armes à la main, la place de leurs frères avars, prise par les Serbo-Croates. Ils errèrent quelque temps. Puis ils s'établirent dans cette zone indéfinie où les Grecs venaient de raréfier la population slave. Des Serbes ne voulant pas vivre sous leur domination durent encore prendre les chemins du nord-ouest. Les Bulgares, horde de cavaliers assez peu nombreux, se disséminèrent. Groupés de préférence dans les villes, ils restèrent longtemps distincts de la population serbe des campagnes. On a retrouvé des médailles frappées longtemps après l'invasion bulgare, sur lesquelles sont représentées des soldats bulgares et des cultivateurs qui portent le costume serbe. On prétend qu'il existe encore aujourd'hui certaines régions où les habitants des villes sont petits et bruns et parlent une langue corrompue, tandis que les paysans d'alentour sont grands et blonds et parlent une belle langue slave. Toujours est-il que les Bulgares, peuple de civilisation primitive, bientôt évangélisés, ont été, à quelques exceptions près, noyés dans la population slave — comme, en France, les Francs parmi les Gallo-Romains. D'où

le peuple bulgare actuel, peu différent du peuple serbe et séparé de lui — comme le peuple serbe du peuple croate — moins par une question de race que par le souvenir des différents empires jougo-slaves qui se sont succédé et souvent combattus pendant quatre cents ans.

Au dixième siècle, tandis que l'empire grec d'Orient s'efforçait de conserver la côte et de reconquérir ses provinces de l'intérieur, il existait deux grands États slaves de la montagne.

L'empire du tsar (1) bulgare Siméon (892-927) allait de la frontière hongroise jusqu'à la banlieue de Constantinople. Son pouvoir s'étendait même sur la rive gauche du bas Danube. Il écrasa les Serbes. Mais le prince croate Tomislav prit parti pour les vaincus, dont un grand nombre — nouvelle migration partielle — s'étaient réfugiés dans ses États. Tomislav et ses Croates battirent Siméon et ses Bulgares. — Au onzième siècle, le tsar bulgare Samuel était maître de la Macédoine et de l'Albanie. Ocrida, dans la Macédoine occidentale, était sa capitale et sa métropole religieuse. Cet empire fut détruit par les Grecs en 1018.

- Tomislav (904-940), après avoir vaincu les Bulgares, se fit sacrer roi au champ de Douvno. Les Croates aiment à raconter qu'on vit à sa cour

(1) Tous les chefs slaves, une fois leur pouvoir bien établi, se donnent le titre de tsar et de César et se font sacrer. Ils tentent de devenir ainsi les égaux de l'empereur d'Orient.



l'évêque de Bar ou Antivari, port actuel du Monténégro, et le prince de la Zacloumia, ou Herzégovine. La puissance croate s'étendait donc alors sur des régions aujourd'hui habitées, l'une exclusivement et l'autre en grande partie par des Serbes. Celui de ces anciens souverains dont le nom, resté vivant, rallie encore les Croates, comme un drapeau, est le roi Zvonimir (1075-1087). — Au début du douzième siècle, le royaume de Croatie fut uni au royaume de Hongrie.

Au début du treizième siècle, un nouvel empire vint, au dire des Bulgares, interrompre la prescription des droits de la « grande Bulgarie ». Les historiens l'appellent l'empire vlaquo-bulgare. On ne sait pas bien si ses tsars étaient des Slaves, des Valaques ou même des Koumans venus d'au delà du Danube. Tirnovo, dans la Bulgarie actuelle, était sa métropole et sa capitale. Son grand empereur fut le tsar Johannitsa le Romaïoctone, Jean le tueur de Grecs et de croisés occidentaux. Il lutta pour la possession de la Thrace contre l'empereur latin Baudouin, qu'il vainquit à la bataille d'Andrinople (1205). Jamais, d'ailleurs, cet empire ne domina les pays serbes, qui avaient commencé à s'organiser dès le douzième siècle, sous la dynastie des Némeyanides, anciens *joupan*s (1) de Rascie (2).

(1) Chefs de clan.

(2) Sandjak de Novibazar : Novibazar s'appelait Rascia.

Au quatorzième siècle, la dynastie serbe arriva au faite de la puissance, puis assista au désastre de sa nation. — En 1346, Stéphane Douchan le grand, dont la métropole était à Petsch ou Ipek, en Vieille Serbie, se fit sacrer tsar serbe à Uskub, dans la Macédoine septentrionale. Il fut l'allié des Bulgares. Maître de tous les pays serbes et de la Macédoine, il menaça Constantinople. — Son empire fut partagé en deux royaumes : la Macédoine (1) et la Serbie du Nord. La Macédoine fut conquise par les Turcs après leur victoire de la Maritza (1371), et les Serbes septentrionaux, renforcés par un contingent bosniaque (2), furent écrasés au Champ des Merles (Kossovopolié : en Vieille Serbie, 1389).

La Bulgarie fut occupée.

La chrétienté, qui intervint, fut défaite à Nicopolis (1396).

Constantinople, préalablement dépouillée des dernières provinces qui lui restaient, fut prise en 1453.

Tous les Bulgares, tous les Macédoniens, ainsi que la plupart des Serbes, devinrent des raïas, c'est-à-dire des sujets des Turcs.

(1) Autre argument en faveur de l'autonomie macédonienne, si les révolutionnaires macédoniens se souciaient du passé comme les autres Jougo-Slaves.

(2) Depuis que le royaume de Croatie avait été uni au royaume de Hongrie, la Bosnie s'était séparée de la Croatie et avait eu une existence indépendante et quelque peu anarchique.

Des enfants slaves furent enlevés à leur famille : on en fit des janissaires. Des Bulgares passèrent à l'islamisme : leurs descendants sont les *pomaks*, nombreux dans le Rhodope. Les seigneurs bosniaques se convertirent en masse, afin de conserver leurs terres ; une partie de leurs vassaux les imitèrent : d'où l'existence dans la Bosnie actuelle de nombreux slaves musulmans.

Une petite partie des Serbes, refusant de se soumettre, émigrèrent encore vers le nord-ouest — comme d'autres avaient déjà reculé devant les Grecs et les Bulgares. Quoi qu'en disent les Croates — il est bien probable que l'ilot jamais submergé de la Tchernagora devint alors exclusivement serbe. Au sud du Danube, se reconstitua périodiquement une « despotie serbe », alliée de la Hongrie, noyau du royaume actuel. Nous avons vu comment, à la fin du dix-septième siècle, 60,000 familles passèrent le Danube, et ce qu'elles devinrent.

Les Croates firent face au Sud. Comme les Monténégrins, ils résistèrent victorieusement aux Turcs, même quand leur flanc gauche fut découvert et entamé par suite de l'invasion de la Hongrie, tandis que, sur leur flanc droit, le Vénitien hostile occupait les ports dalmates.

Dans la zone indécise où les *haïdouks* (1) lut-

(1) Slaves chrétiens des pays envahis qui ont rompu avec la société pour faire sur place une guerre implacable à l'envahisseur ; sortes d'*outlaws*. Il existe de profondes analogies entre ces *haï-*

taient contre les soldats du Croissant, le fossé de séparation entre la chrétienté et l'islam se creusa, profond, infranchissable, entre le pays croate en armes et le pays serbe occupé par les Turcs.

Bien plus, les Croates étaient devenus, par leurs rapports intimes avec Rome et par l'union de leur royaume au royaume de Hongrie (1102), l'avant-garde du catholicisme et de l'Occident. Les Serbes et les Bulgares, englobés malgré eux dans l'État ottoman, se rattachèrent de leur plein gré à l'Orient par l'Église orthodoxe.

Jusqu'au dix-neuvième siècle, les Turcs, maîtres de la péninsule, interrompirent la lutte pour la couronne des Balkans, commencée depuis des siècles entre Slaves et Grecs et entre nations slaves.

Mais les germes de division et de haines n'étaient pas détruits. Ils demeuraient inertes, mais vivants, cachés dans les traditions historiques et les légendes, dans les religions, dans le sang et les nerfs même des races. Au premier souffle de renaissance nationale et de liberté, ces germes funestes devaient éclore, en même temps que l'héroïsme des réveilleurs de patrie.

De ce qui précède, il est donc nécessaire de retenir les idées suivantes :

*douks* et les bandes qui luttent actuellement en Macédoine. C'est toujours le même procédé de résistance et de lutte des races vaincues : elles se défendent dans les montagnes protectrices.

I. — Dans la péninsule balkanique, tantôt les Croates, tantôt les Bulgares, tantôt les Serbes ont été les plus forts. Des empires jougo-slaves se sont succédé. Or, si on superpose les cartes de ces empires successifs, elles se recouvrent partiellement les unes les autres. D'où, en un pays de droits historiques, un conflit de droits auquel on ne pourrait mettre fin qu'en s'appuyant sur la théorie des droits historiques elle-même. Tant qu'on opposera les droits de Douchan aux droits de Zvonimir et les droits de Siméon aux droits de Douchan, il n'y aura ni unité ni fraternité jougo-slaves. Le Bulgare revendiquera la partie la plus septentrionale de la Macédoine. Le Serbe fera valoir des droits sur la Macédoine méridionale jusqu'à la mer. Le Croate dira siens le pays d'Antivari et toute la Bosnie.

II. — Les différentes nations se sont déplacées par étapes du sud-est au nord-ouest. D'où, si même les prétentions historiques n'étaient pas enchevêtrées, un conflit inévitable entre les droits historiques et les aspirations des populations. Le Serbe revendique la partie nord-ouest de la principauté de Bulgarie plus loin que l'endroit où la race paraît être plutôt serbe. Il se rappelle que des tribus serbes ont résidé autrefois sur tel ou tel point. Il a oublié que, refoulées par la chevauchée bulgare, elles se sont déplacées vers l'ouest. De même, beaucoup de Croates prétendent que toute la Bosnie-Herzégovine est exclusivement croate et regardent

comme des intrus les Serbes établis dans la province actuelle de Dalmatie et dans le royaume de Croatie-Slavonie.

III. — Deux religions et deux civilisations se sont partagées les Jougo-Slaves. D'un côté, les Croates et avec eux les Slovènes : catholiques et occidentaux. D'un autre côté, les Serbes et les Bulgares : orthodoxes et polarisés plutôt vers l'Orient. Entre les Serbes et les Bulgares eux-mêmes, la religion est un élément de désunion depuis que les Bulgares ont leur exarque national, qu'a excommunié le patriarche grec à qui les Serbes continuent à obéir.

IV. — Pour des raisons de race et pour des raisons historiques, les trois nations jougo-slaves ont un caractère national distinct et une individualité psychologique propre. Le Croate est un rêveur ; il n'est rien moins qu'un homme d'action ; c'est, par le caractère, un vrai Slave, pacifique et anarchique. Le Bulgare est un Slave transformé par le croisement touranien : il est volontaire et entreprenant, travailleur, énergique ; il brise les obstacles. Le Serbe est un Slave qui a vécu sous la domination étrangère : il est devenu habile, rusé et défiant, tout en restant intelligent, poète et indolent.

Certaines de ces causes de division sont tellement agissantes qu'elles ont empêché de fusionner des éléments comme les Croates et les Serbes du royaume de Croatie et du sud de la Dalmatie, qui,

pourtant, sont mêlés dans les mêmes villages et parlent la même langue. Quand on recherche, sur place, ce qui les divise, on constate que les Croates sont en général catholiques et les Serbes en général orthodoxes, mais qu'il y a des Croates orthodoxes et des Serbes catholiques. De même pour les différences psychologiques, qui ne sont vraies que lorsqu'on compare deux collectivités. En dernière analyse, les Croates et les Serbes sont divisés par des souvenirs historiques et des aspirations contradictoires. Le Croate prétend que la Bosnie-Herzégovine est croate, tandis que le Serbe la dit serbe.

## CHAPITRE II

### LES NATIONS CHRÉTIENNES DES BALKANS

« Zvonimir, Siméon et notre Douchan creusaient l'un sous l'autre le trône... C'est la haine qui a triomphé. Tous les peuples slaves en ont cruellement souffert, ils sont tous courbés sous le joug étranger. »

(Prince Nicolas de MONTÈNEGRO.)

- I. — LES GRECS. — Comment, jusqu'à l'éveil des nationalités, on confondit les raïas et les Grecs. — La patriarcat et le royaume. — La Grande Idée. — La politique turcophile.
- II. — LES SERBES. — Pas d'église nationale. — Deux États. — Le prince Nicolas et le roi Milan. — Le royaume de Serbie; manque de débouchés. — L'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie fausse toute la politique serbe. — Idée de partage de la Macédoine. — Politique conservatrice et turcophile en Macédoine : assassinats de curateurs serbes. — Rapports avec le patriarche œcuménique et avec la Russie.
- III. — LES BULGARES. — Un État encore vassal et une Église auto-céphale. — L'exarchat. — Les « atrocités bulgares ». — La grande Bulgarie du traité de San Stéfano et les trois tronçons du traité de Berlin. — Annexion de la Roumélie orientale. — Vues sur la Macédoine : l'autonomie, puis l'annexion. — Politique russophile du ministère Danef. — Politique russophobe du ministère Pétrof-Pétkof. — Le premier moyen des stamboulo-

vistes : échec de la mission Natchévitch. — Le deuxième moyen : les armées bulgare et turque en présence.

IV. — SIGNES D'UNE ENTENTE JOUGO-SLAVE.  
Stamboulovistes et Macédoniens.

Évolution de la politique serbe en Macédoine. — Tentative de rapprochement avec la Bulgarie. — Accord avec le Monténégro.  
— Réconciliation serbo-croate.

Troubles dans le royaume de Croatie.  
Fusion croato-slovène.

V. — FÉDÉRATION DES NATIONS JOUGO-SLAVES ACTUELLEMENT IMPOSSIBLE.

Morcellement politique. — Le Habsbourg et le Sultan.

Manque d'esprit politique.

Le différend croato-serbe et le différend serbo-bulgare. — Les deux États serbes. — L'autonomie macédonienne.

Le foyer du mal actuel est en Turquie : le régime hamidien.

## I

Après que les rivalités nationales furent privées par la conquête turque de but immédiat et pratique, on prit peu à peu l'habitude — surtout au dix-huitième siècle — de désigner tous les raïas par le nom de Grecs.

Alors, en effet, les Grecs étaient de tous les raïas les seuls qui fussent arrivés à jouer un rôle dans l'empire ottoman.

Race affinée et souple soutenue par une civilisation encore puissante dans sa décadence, ils s'efforçaient, non pas de détruire l'empire ottoman, mais d'y exercer une influence. Au dix-neuvième

siècle, beaucoup ont été jusqu'à rêver de s'y emparer de toutes les fonctions civiles, en ne laissant que l'armée aux musulmans. Dès le dix-huitième siècle, ils avaient bénéficié de l'idée turque : à toute religion correspond une nation, et une nation seulement. En effet, quand, — après l'église de Tirnovo, détruite par les Turcs dès la fin du quatorzième siècle, — eurent été supprimées les églises autocéphales d'Ipek et d'Ocrida, le patriarche œcuménique de Constantinople, qui est toujours un Grec, fut le seul chef de l'orthodoxie balkanique. Les Turcs demandaient seulement aux raïas de payer l'impôt et d'être soumis : ils leur avaient laissé une certaine autonomie politique, dans leurs communautés religieuses. Les évêques grecs du patriarche étaient les chefs de ces communautés. Ils les personnifiaient aux yeux des autorités ottomanes. Les Grecs — sauf dans une petite région du nord-ouest, qui conserva toujours un caractère plus ou moins serbe — étaient partout les représentants officiels des raïas. Il semble même qu'ils auraient pu arriver à les helléniser s'ils l'avaient sérieusement tenté. Mais les évêques grecs, orgueilleux de leur luxe, de leur langue et de leur culture, vécurent isolés. Ils méprisèrent leur clergé et les Slaves pauvres que la plupart d'entre eux avaient pour fidèles et pour sujets. Le bas clergé resta slave. Alors qu'un habile système scolaire eût peut-être pu faire disparaître les

langues slaves déjà réduites au rôle de patois, ils ne daignèrent pas helléniser le peuple.

D'où, au dix-neuvième siècle, la possibilité d'un réveil des nationalités dans les Balkans comme dans le reste de l'Europe.

La forteresse hellène de l'épiscopat grec n'a été démantelée que tardivement et partiellement par la création de l'exarchat bulgare et la nomination toute récente de quelques évêques serbes.

Mais — pour lutter contre les nations slaves dont la réapparition menaçait de ruine leur hégémonie — les Grecs se placèrent sur le terrain de leurs adversaires. Ils discutèrent histoire, anthropologie et philologie. Ils firent appel à toutes leurs gloires passées. Les grands souvenirs d'Alexandre et de Byzance vinrent fortifier l'omnipotence contestée du patriarche grec. Il fallait conserver la côte nord de l'Archipel, afin de pouvoir unir un jour le groupe homogène et compact des Grecs du sud et cette Constantinople que l'Hellas dit avoir pour mission de délivrer. Les Grecs macédoniens sont des maritimes. Mais, pour conserver le rivage, il fallait être maître des hautes terres, d'où tout empire constitué veut descendre jusqu'à la mer. La vieille lutte des empires slaves de la montagne et de l'empire grec de la côte recommençait. Les Grecs firent des efforts désespérés pour défendre les positions en l'air qu'ils tenaient à conserver malgré la volonté de plus en plus nettement contraire des populations.

Al'idée de patriarcat — merveilleux instrument de puissance et d'influence quand l'empire ottoman était intact — tendaient à se substituer, depuis la création du royaume de Grèce et les démembrements successifs de l'empire, les idées modernes de nationalité et d'Etat.

Ces deux forces que sont le patriarcat et le royaume — l'une ancienne et surannée, l'autre jeune et pleine d'avenir, — ne coexistent pas dans le présent sans froissements et sans heurts. Le conflit est permanent entre les évêques du patriarche et les consuls grecs, chargés de faire la propagande nationale du royaume (1).

Toutefois, le patriarcat et le royaume s'entendent tant bien que mal quand il s'agit de lutter contre les raïas non grecs, contre les Slaves surtout.

En effet, si le patriarcat cherche — parce que sa sphère d'action est impériale — à dominer dans tout l'empire, le royaume, en vue des an-

(1) Ce conflit vient compliquer dans chaque groupement grec de Macédoine les discussions byzantine des *sylogues* et la lutte entre les riches et le peuple. Les colonies grecques de Macédoine sont en proie à l'anarchie. — Voir : *En Macédoine*, de M. Victor BÉRARD, p. 275-291 : « ... Le Grec est un animal politique qui ne peut s'astreindre aux nécessités de la communauté... Lutte du *laos* contre les *agathoi*, lutte de la communauté contre l'évêque ou le consul, lutte des *agathoi* contre le consul, lutte du *laos* contre l'évêque, lutte de l'évêque contre le consul, — chaque communauté grecque, opprimée déjà par le Turc, exploitée par le juif et assiégée par le Bulgare, n'est plus qu'un champ de guerre civile... »

nexions futures, s'efforce de se préparer une part aussi grande que possible et de conserver ses avant-postes les plus septentrionaux.

De plus, patriarcat et royaume sont également enclins à s'appuyer sur l'État musulman. Le patriarche voudrait empêcher la Porte d'accorder des bérats aux évêques bulgares de l'exarque. Il aimerait à se faire interdire la désignation d'évêques serbes. Les Grecs du royaume sont, depuis la guerre de 1897, dégoûtés des grandes entreprises et des solutions promptes. Ils sont trop fins pour ne pas sentir, malgré leurs fanfaronnades, que l'heure de la liberté serait, dans la plus grande partie de la Macédoine, l'heure du triomphe des Slaves. Ils comprennent que leurs efforts sont trop dispersés : ils revendiquent, en même temps que la plus grande partie de la Turquie d'Europe, la côte d'Asie Mineure et les îles turques. Ils souhaitent l'annexion de la Crète — déjà autonome et gouvernée par un prince grec — plus ardemment encore que l'annexion de la côte nord de l'Archipel. Ils sont, par le fait même de leurs ambitions multiples, faibles et paralysés. Ils ne veulent pas que ce qui reste en Europe de l'empire ottoman soit démembré. D'où, la politique cauteleuse qu'ils suivent dans les Balkans. Ils ont profité de la révolution macédonienne et de la tension turco-bulgare pour conclure avec la Turquie un traité de commerce, signe d'une entente cordiale évidente, et

d'ailleurs avouée (1). Les troupes musulmanes peuvent ainsi être toutes concentrées contre les États du Nord et contre les « bandes » et s'opposer à la réalisation des projets slaves.

La bourgeoisie grecque de Macédoine suit la même politique que le patriarcat et le royaume. Elle est turcophile avec passion. Elle se figure servir ainsi la « Grande Idée » ; elle ne fait guère qu'en diminuer singulièrement le prestige. On affirme, un peu de tous côtés (2), que les Grecs fournissent aux policiers du sultan les renseignements les plus précieux sur l'organisation et les mouvements des révolutionnaires.

## II

Comme les Grecs, les Serbes ont dû diviser leurs efforts et sont, à un moment donné, devenus turcophiles.

Comme les Grecs aussi, ils ont pour chef religieux le patriarche œcuménique de Constantinople. — Mais, il résulte de ce fait qu'ils n'ont pas, à la différence des Grecs, d'Église nationale, et que,

(1) C'est ainsi qu'en 1897 la Bulgarie et la Serbie, après avoir été paralysées par la Russie et l'Autriche-Hongrie, ont retiré des défaites grecques l'une des bérats et l'autre des écoles.

(2) Voir notamment *Livre jaune* de 1902 sur les affaires de Macédoine, p. 4.

par conséquent, les Turcs ne les reconnaissent pas comme nation.

Au lieu de la dualité d'influence du patriarcat et du royaume, on trouve chez eux l'action de deux États parfois rivaux, de deux centres de cristallisation distincts : la principauté de Monténégro et le royaume de Serbie.

Le Monténégro semble à première vue trop petit pour pouvoir jouer un rôle balkanique et international vraiment sérieux. Il est vrai qu'il a été agrandi au traité de Berlin : il a alors annexé entre autres territoires les ports de Dulcigno et d'Antivari. Il n'est donc plus enfermé dans son massif montagneux, sans porte sur le dehors. Il n'est pas — à la différence de la Serbie — aiguillonné par le besoin d'un débouché maritime.

Le prince Nicolas s'occupe de transformer, dans la riche plaine de Podgoritza, les méthodes agricoles. Il s'efforce de faire naître l'industrie. Ses montagnards dédaignent tout ce qui n'est pas la guerre et le maniement des armes ; il emploie divers stratagèmes pour leur démontrer que les travaux manuels ne sont ni serviles ni honteux : on l'a vu forger sur la place publique.

Mais pour lui, dans les Balkans, la paix n'est probablement qu'une trêve. Au lendemain de la guerre turque, ce prince saint-cyrien — qui est aussi un prince-poète — lisait les vers suivants à Sélim bey, qui venait de défendre pendant

soixante-sept jours Antivari contre les Monténégrins :

... Que nos peuples se reposent et reprennent haleine. Que les journées joyeuses des travaux et des sciences succèdent aux jours d'épreuves ! Mais, si la lutte gigantesque et terrible venait à recommencer ; si le brouillard de la guerre convrait à nouveau nos plaines et nos montagnes ; si, dans ce brouillard, étincelaient les éclairs de nos sabres, nous nous honorerions, après cela, comme des braves qui se respectent.

L'âme virile et ambitieuse du prince Nicolas s'est loyalement reflétée en ses vers. L'idée d'unité serbe et de fraternité jougo-slave est l'idée-force, le mobile d'action et d'expansion de la principauté. Cette idée obsède tous les personnages du drame que le prince a intitulé *l'Impératrice des Balkans* — impératrice qui n'est autre que sa Tchernagora, sa montagne noire, grandiose support du nid d'aigles de Cettigné. — Ivan bey, au quinzième siècle souverain de la Montagne noire et de Zéta, envoie une armée monténégrine commandée par son fils cadet Stanko au secours de Scander bey et de ses Albains, qui luttent contre l'invasion turque. Au moment du départ, Ivan bey explique à Stanko pourquoi les Turcs ont pu triompher des chrétiens de la péninsule :

La faute en est à l'orgueil des rois et des seigneurs, à leur soif de gloire et de grandeur. Zvonimir, Siméon et notre Douchan, luttant pour la suprématie et la couronne creusaient l'un sous l'autre le trône. Le poignard



ensanglantait les frères. Si les Serbes, les Bulgares et les Croates s'étaient fraternellement tendu la main, et si, appréciant à leur valeur les Grecs leurs voisins, ils avaient vécu en amis avec eux, d'autres chants retentiraient aujourd'hui du fier Olympe à la Drave. Chez les peuples aujourd'hui divisés par la haine de saines idées régneraient. Hélas, c'est la haine qui a triomphé. Tous les peuples slaves en ont cruellement souffert : ils sont tous courbés sous le joug étranger.

Stanko, convaincu que personne ne peut résister aux Turcs et que le seul moyen de régner sur les chrétiens des Balkans est de passer dans le camp des conquérants, va trahir. A ses yeux, tout est permis pour conquérir la couronne des Balkans. Il cherche à entraîner sa fiancée Danitsa :

Viens : le trône d'or des Balkans nous attend là-bas ! Stanko y sera le premier après le Sultan ! Pour régner sur tous les Balkans, le crime n'est pas grand de se faire musulman : n'est-ce pas, ô reine des Balkans ?... Jour et nuit, je languis pour cette couronne ! Mon âme en est endolorie, mon cœur en est navré ! Quelle destinée meilleure en ce monde que d'être roi des chrétiens des Balkans !

Sans doute, Stanko est le personnage antipathique de la pièce. Mais Danitsa, la pure héroïne monténégrine, tout en flétrissant les moyens que va employer Stanko, désire aussi ardemment que lui cette couronne des Balkans pour laquelle se combattaient les vieux empires slaves de la montagne :

Notre couronne est tombée au champ de Kossovo !

Depuis, des flots sanguinaires la ballottent au pied de nos montagnes. Le Turc maudit a suspendu au ciel serbe les signes étrangers, la lune avec l'étoile. Il a ravi la liberté de notre peuple de braves. Il est honteux d'accepter une couronne des mains de l'étranger. Ce serait un diadème d'opprobre et de déshonneur. Fais plutôt étinceler les rayons de la liberté serbe. A la pointe de ton glaive retire la couronne du roi Lazare des flots sanguinaires, et pose la sur ton front altier. Comme elle t'embellira, Stanko ! Ce diadème-là pourra, moi aussi, me séduire. Comme avec enthousiasme, en enfer comme au paradis, je serai toujours avec toi ta fidèle Danitsa... Nous conserverons tout ce qui nous est sacré. Nous serons le mauvais génie de la Turquie. Elle se brisera contre nos monts. Nous tendrons à nos voisins nos bras fraternels. Nous les aiderons dans leur malheur. Notre devise sacrée sera éternellement : les maux des frères par leurs frères pensés !

Tout cela n'est pas simplement le divertissement d'une imagination poétique : « Le matin, quand je m'éveille me disait à Cettigné le voïévode Voukovitch, ministre des affaires étrangères — j'hésite à ouvrir ma fenêtre. J'ai peur de voir la frontière toute proche. Je voudrais pouvoir la pousser. »

Le prince Nicolas et son ministre ont sans doute pensé plus d'une fois à Victor Emmanuel II et à Cavour, qui ont fait du petit Piémont le royaume d'Italie. Ils s'appuient sur les Russes, comme autrefois la maison de Savoie sur l'empire français. Les Monténégrins répondent à qui leur demande, en souriant, combien ils sont : « Avec les Russes, cent millions. » Ils se souviennent que le Tsar

Alexandre III a bu, en 1889, à la santé du prince de Monténégro, le seul ami sincère et fidèle de la Russie.

Le prince, comme jadis l'« heureuse Autriche », a appuyé sa diplomatie sur une politique de mariage. Sa fille aînée avait épousé le prince Pierre Karagéorgévitch qui vient d'être élu roi de Serbie. Son fils cadet Mirko a épousé la fille du colonel Constantinovitch, cousin du roi Milan, et aurait pu, s'il ne s'était pas effacé devant son beau-frère, revendiquer les droits des Obrénovitch. Deux de ses filles sont grandes-duchesses de Russie. Sa fille Hélène est reine d'Italie.

La plupart des peuples slaves sentent le besoin d'un chef tout puissant, qui soutienne dans l'action leur volonté indécise ; mais ils entendent que ce chef suive la direction voulue par la masse. C'est là une façon slave de comprendre le gouvernement par le peuple. Le prince Nicolas, souverain habile aux allures d'autocrate du bon vieux temps, s'est toujours conformé au double idéal politique et national de ses sujets. — Exposer sa politique, c'était exposer toute la politique monténégrine.

Bien différent était le roi Milan. C'était, contrairement à l'opinion reçue, un esprit cultivé, un délicieux causeur. Mais il avait pris son point d'appui à Budapest et à Vienne. Peu lui importait d'être exécuté à Belgrade. Il lui fallait braver l'impopularité pour satisfaire ses protecteurs. Il savait décou-

vrir et déjouer les complots tramés contre lui. Il savait aussi en inventer, afin de pouvoir écraser ses adversaires. Il s'était fait un système, et il l'appliquait scrupuleusement : — « Le vieux monde européen va périr, me disait-il en 1900, un soir de chasse dans la *pusta* hongroise. Le socialisme et l'anarchie le guettent. Des gouvernements implacables peuvent seuls le sauver pour un temps. » Et il fut implacable. Il fut un de ces hommes d'État — dont Stamboulof est le type — qui singèrent Bismarck sur les petites scènes balkaniques. Mais il ne l'imita pas pour créer, comme lui, une patrie par la force. Il fut sur l'échiquier serbe le représentant d'une politique anti-nationale et étrangère. Sans doute, en 1876, il dut céder au mouvement populaire et faire, ou plutôt permettre à ses sujets de faire, guidés par des officiers russes, la croisade serbo-chrétienne contre le Turc et l'islam. Sans doute aussi, ayant dépassé les limites pourtant lointaines de la soumission serbe, il fut forcé d'abdiquer en faveur de son fils et de s'exiler pendant plusieurs années avant de reprendre le pouvoir avec le titre de chef de l'armée. Néanmoins, on peut le regarder comme un agent couronné de la politique hongroise. — J'indiquerai donc de façon anonyme et seulement dans ses grandes lignes ce que fut, de façon bien intermittente, la politique nationale de la Serbie.

Le royaume de Serbie est avant tout un pays

enfermé dans l'intérieur des terres, et virtuellement enclavé par l'Autriche-Hongrie :

La Serbie est prisonnière. L'Autriche la tient par son chemin de fer hongrois et par les chemins de fer sud-orientaux qui occupent les deux voies de sortie : sur le Bosphore et sur Salonique. La Serbie a pour principaux produits des porcs et des prunes. Or, lorsque l'Autriche veut réduire à sa merci le gouvernement de Belgrade, elle déclare que le cochon serbe est atteint du rouget ou de toute autre épizootie : l'exportation est arrêtée par une bonne police sanitaire. Du côté de la Turquie, le chemin de fer aggrave ses tarifs et rend les transports ruineux. Le cochon, qui ne sort plus, mange alors les prunes : un produit consomme l'autre, et le paysan serbe meurt de faim. La Serbie qui est, avec la Suisse, le seul pays d'Europe privé de côtes, a des voisins impitoyables. Elle ne sortira de son esclavage économique que le jour où elle aura un débouché sur une mer quelconque (1).

Ce besoin de débouchés la force à agir encore quand la foi patriotique qui la soutint à ses origines vient à fléchir.

Elle fut à demi affranchie au début du dix-neuvième siècle par Georges le Noir, Karageorge, puis par Michel Obrénovitch — fondateurs des deux dynasties qui devaient alterner sur le trône en une guirlande sanglante.

Le traité de Berlin la constitua en royaume indépendant. Elle fut, en même temps, agrandie de la région de Nich — toute sa partie méridionale

(1) M. Georges GAULIS, *Pages libres*, op. cit., p. 98.

actuelle. — Mais, à cette date de 1878, sa vie nationale et ses aspirations furent bouleversées et faussées.

Jusqu'en 1878, la Serbie tendit à atteindre la mer du côté du Monténégro et du rivage adriatique. Elle était orientée vers l'ouest. Elle voulait délivrer et annexer la province en grande partie serbe de Bosnie. Les Croates, qui avaient des prétentions et des droits historiques sur cette même région, étaient les adversaires éventuels des Serbes. A l'est et au sud — du côté des Balkans et de la Macédoine — les Serbes faisaient une propagande modérée et sans jalousie. Leur objectif n'était point là. Ils se contentaient d'y aider le slavisme à se dégager de l'hellénisme. Des livres bulgares de propagande étaient imprimés à Belgrade.

En 1876, la Serbie et le Monténégro s'allièrent. Ils prirent en main la cause des Slaves de Bosnie et d'Herzégovine, insurgés contre le Sultan. Les deux petits États entrèrent en campagne contre la Turquie et déclarèrent s'annexer l'un la Bosnie et l'autre l'Herzégovine. Serbes et Monténégrins furent vaincus. L'Europe, qui intervint, fut incapable d'imposer à la Turquie des réformes sérieuses et effectives. La Russie fit à la Turquie la guerre que termina le traité de San Stefano, bientôt révisé à Berlin (mars-juillet 1878).

En 1878, la Serbie vit s'évanouir ses espérances. Au traité de San Stefano, les Russes — liés,

sans doute, par des engagements qu'ils avaient dû prendre à l'égard de l'Autriche — ne lui avaient point accordé la Bosnie (1). Au traité de Berlin, l'Autriche-Hongrie reçut de l'Europe le mandat d'occuper et d'administrer les provinces ottomanes de Bosnie et d'Herzégovine et le droit de tenir garnison dans le sandjak de Novibazar (2). La Serbie se trouvait ainsi coupée, à la fois, de la mer et de l'autre État serbe. L'Autriche et la Turquie s'étaient entendues : soldats autrichiens et fonctionnaires turcs collaboraient ; ils gardaient ensemble le sandjak contre leurs adversaires communs : le Serbe et le Monténégrin.

En 1885, au moment où la Bulgarie s'annexa la Roumélie orientale, la Serbie invoqua un principe d'équilibre balkanique. Elle prétendit se faire céder à sa frontière orientale une bande de territoire peuplée par une population mixte et indécise,

(1) Le traité de San Stefano donnait la part du lion à la Bulgarie. Les Serbes ne recevaient du côté de la Bosnie que les deux villages de Petit Zvornik et de Zakar, qu'ils conservèrent à Berlin. Ils acquéraient au sud une partie de la Vieille Serbie avec Mitrovitza. A Berlin, on trouva que la future route austro-hongroise sur Salonique était ainsi obstruée. Mitrovitza resta turc et on donna en échange au royaume de Serbie la région de Nich, attribuée à la Bulgarie par le traité de San Stefano.

(2) Le *sandjak* est une division du vilayet, comme en France l'arrondissement une subdivision du département. — Le sandjak de Novibazar (qui, administrativement, n'existe d'ailleurs plus) joue ainsi le double rôle de fossé entre les deux États serbes et de couloir par lequel l'Autriche-Hongrie peut se glisser vers Salonique.

dont on peut indifféremment soutenir qu'elle est serbe ou bulgare. La Serbie, vaincue à Slivnitza, dut renoncer à toute expansion vers l'est.

En même temps, elle voyait les Autrichiens s'installer à poste fixe à Sarajévo et à Mostar. Elle comprenait qu'une expansion vers l'ouest devenait désormais aussi absolument impossible qu'une expansion vers le nord — du côté des Serbes de Hongrie. Elle voua une haine implacable aux Croates qu'elle accusait d'être les avant-coureurs de l'Autriche et les instruments de la « servitude bosniaque ».

Elle était comme prise dans un étau. Elle s'affola. Les imaginations se détraquèrent. Elle éleva sur les pays qui s'étendent entre sa frontière méridionale et l'Archipel des prétentions désespérées.

Elle ne réclama pas seulement, pour le jour du partage de l'empire ottoman, la région serbe de Vieille Serbie, qui, solidement occupée, fermerait à l'Autriche la sortie du sandjak de Novibazar. Elle ne se contenta même pas — en esprit — de la région d'Uskub, litigieuse entre elle et les Bulgares. Elle voulut Salonique. Là seulement elle pouvait encore espérer atteindre la mer et commercer librement de ses cochons et de ses prunes.

Depuis 1885, et surtout depuis 1889, date de l'abdication du roi Milan, les Serbes et les Bulgares se disputent — sur le papier, bien entendu —

toute la Macédoine, sauf la partie orientale du vilayet de Salonique.

La Serbie s'entendrait volontiers avec la Bulgarie pour établir, en vue d'un partage futur, des sphères d'influence en Macédoine : — Salonique et le territoire intermédiaire à la Serbie; Kavala et le territoire intermédiaire à la Bulgarie. On subordonnerait les questions historiques, ethnographiques et linguistiques à la question des débouchés — prépondérante au point de vue serbe. Mais la Bulgarie ne semble guère disposée à entrer dans la voie des transactions et des cotes mal taillées.

La Serbie s'efforce donc — sous le régime turc et avant tout démembrement — d'éveiller et de grouper les Serbes de Macédoine et de se créer de plus nombreux partisans parmi les populations macédoniennes encore malléables.

Sa propagande a un caractère national et scolaire.

Autrefois, les Serbes avaient des écoles en Turquie. Elles furent fermées, au cours du dix-neuvième siècle, quand les Serbes apparurent aux Turcs comme des perturbateurs et des révoltés. Les dernières furent supprimées au début de la guerre serbo-turque (1876). Les Serbes s'appliquent aujourd'hui à créer des écoles nouvelles en Macédoine.

N'ayant pas d'Église nationale ils ne peuvent

guère avoir d'écoles confessionnelles. Mais il existe dans l'empire ottoman des écoles dites du ministère de l'instruction publique, indépendantes de toute Église. Les Serbes ont obtenu de fonder des écoles de ce type, d'abord en Vieille Serbie, au lendemain du premier voyage du roi Alexandre à Saint-Petersbourg, puis dans toute la Macédoine, à l'époque de la guerre turco-grecque.

La Serbie est politiquement conservatrice (1). De même que la Grèce, elle regarderait comme un désastre un bouleversement précoce du *statu quo*. Elle s'appuie volontiers sur les Ottomans.

Comme les Grecs encore, les Serbes sont souvent accusés de renseigner les Turcs. Les Serbes qui ont été assassinés par des Bulgares macédoniens sur l'ordre d'associations secrètes l'ont été, d'après les Bulgares, pour avoir fourni des indications à la police ottomane. Je me hâte de citer, en regard de cette thèse, la thèse serbe : une école du ministère de l'instruction publique ne peut être ouverte que si un curateur se porte garant; ce sont des curateurs serbes qui auraient été assassinés pour amener des fermetures d'écoles et empêcher par la terreur l'ouverture d'écoles nouvelles.

La Serbie cherche aussi à s'entendre — bien qu'il soit grec — avec le patriarche œcuménique.

(1) Au moins jusqu'à ce que les récentes atrocités de Vieille Serbie et de Macédoine aient incliné les esprits vers une prompt solution.

La Russie l'aide parfois. Les Serbes ont, à ses yeux, le mérite d'être des orthodoxes sans reproche et l'avantage de limiter les ambitions bulgares. Consuls russes et consuls serbes collaborent souvent en Macédoine. C'est grâce à l'intervention russe que le patriarche a consenti à nommer évêque d'Uskub, en remplacement d'un Grec, un Serbe, Mgr Firmilian : il va lutter contre l'évêque bulgare de l'exarque; il arrivera sûrement à créer une clientèle à la Serbie dans cette vieille capitale de Douchan le Grand, d'où la plupart des vrais Serbes ont peut-être émigré vers le nord depuis des siècles. C'est grâce à la Russie aussi que le gouvernement bulgare, qui protestait violemment, s'est tout à coup incliné devant le fait accompli.

### III

Les Bulgares, résolus et tenaces, ont l'immense avantage de travailler à une tâche unique : grouper en un seul État bulgare les populations qui habitent entre le Danube et l'Archipel, la Maritza ou le Rhodope et les montagnes d'Albanie. — Accessoirement, ils acquerront ainsi sur la mer libre des ports — Salonique, Kavala — plus commodes et plus rapprochés de l'Europe comme de l'Orient, que Varna et Bourgas sur leur mer fermée.

Jusqu'en 1878, tous les Bulgares étaient sujets des Turcs.

Mais, dès 1870, ils étaient arrivés à s'affranchir de la domination du patriarche œcuménique. — Résolus à ne plus se laisser diriger par un patriarche et des évêques grecs, ils avaient parlé de reconnaître la primauté du pape. La France et l'Autriche les avaient encouragés. Rome avait offert la langue nationale pour le culte comme à l'école. Le système uniaste est fait pour séduire les peuples qui tiennent avant tout à leur nationalité. Les conversions s'étaient multipliées. La Russie avait sérieusement craint que l'Église orthodoxe ne perdît, en plein pays slave, une de ses positions avancées. C'est dans ces circonstances que le général Ignatief, alors ambassadeur à Constantinople, obtint, par iradé du 28 février 1870, la création d'une Église bulgare autocéphale. Vainement le patriarche œcuménique lança ses foudres et son excommunication. Les Bulgares, heureux d'avoir retrouvé un cadre religieux pour leur nationalité ressuscitée, se groupèrent autour des évêques de l'exarque partout où le gouvernement de Constantinople voulut bien accorder des bérats. Le clergé bulgare fonda des écoles et fit de la propagande nationale.

En 1876, quand la Serbie et le Monténégro eurent déclaré la guerre à la Turquie, les Bulgares, impatients de secouer le joug turc, comme ils s'étaient débarrassés de l'autorité étrangère du

patriarche œcuménique, s'insurgèrent. Soldats réguliers du Sultan et bachi-bouzouks furent employés à la plus féroce des répressions. L'Europe eut un avant-goût de ces massacres systématiques d'Arménie, dont le but était de détruire une nation. Ce furent les « atrocités bulgares » que flétrit Gladstone. Les musulmans fanatisés détruisirent et incendièrent les maisons et les moissons. Ils massacrèrent, fusillèrent, assommèrent, pendirent et brûlèrent, indifféremment les hommes, les femmes et les enfants — des villages entiers. Les Bulgares mouraient bravement : ils espéraient que leur mort servirait au triomphe de leur patrie.

L'apothéose parut, en effet, devoir être toute proche du martyr. Le traité de San Stefano marque l'apogée de la poussée bulgare. Il créait la « grande Bulgarie » du programme révolutionnaire intégral d'alors : la frontière passait à l'ouest de Monastir ; deux débouchés s'ouvraient sur la mer libre, à Kavala et sur la rive gauche du Vardar.

Mais, au traité de Berlin, l'État nouveau dont les diplomates russes venaient de tracer largement les limites et d'imposer la reconnaissance à la Turquie, fut découpé en trois tronçons. La principauté de Bulgarie fut réduite au versant nord des Balkans et aux hautes vallées de l'Isker et de la Strouma. Au sud des Balkans, la Roumélie orientale — plaine supérieure de la Maritza et bassins côtiers du golfe de Bourgas — fut organisée en province

autonome par une conférence européenne. La Macédoine et la côte de l'Archipel demeurèrent purement et simplement turques.

La principauté de Bulgarie ainsi réduite allait passer par des vicissitudes nombreuses. Mais l'État bulgare devait toujours revenir par la force des choses à sa politique naturelle : annexer les pays bulgares, ou déclarés tels.

La situation de la principauté était excellente. Elle était le seul centre bulgare de cristallisation. Elle s'appuyait sur une Église nationale. Elle était vassale de Constantinople : ainsi ses menées dans les vilayets restés sous l'autorité directe des Turcs n'étaient pas aussi suspectes que des menées étrangères.

Jusqu'en 1885, l'objectif de la principauté fut la Roumélie orientale. Depuis le coup d'État de Philippopoli, et l'annexion de la Roumélie orientale, la principauté peut songer à la Macédoine.

Elle la revendique tout entière. Elle réclame immédiatement, comme mesure transitoire, la création d'une grande province macédonienne jouissant de droits étendus. Le système lui a réussi pour la Roumélie orientale. Elle pense, — sans peut-être tenir assez compte de l'état d'esprit des Macédoniens de plus en plus conscients de leur individualité et jaloux de leur pleine indépendance, — que, dans une Macédoine libre, l'élément bulgare, bien vite le plus fort, lui tendrait la main.

Elle est donc surtout préoccupée d'obtenir pour la Macédoine des réformes politiques.

Toutefois elle ne dédaigne pas de faire aussi une politique religieuse et nationale. Elle cherche ainsi à augmenter ses chances et à fortifier ses droits, en attendant l'heure de l'annexion. Elle s'efforce d'obtenir des bérats, de façon à multiplier les évêques bulgares dans les vilayets macédoniens. Elle a fondé en Macédoine des écoles d'enseignement secondaire assez analogues aux écoles réales des pays allemands. Le laboratoire est une de leurs principales pièces. Leur programme moderne et scientifique diffère essentiellement du programme purement classique et littéraire des écoles serbes et grecques. De ces dernières sortent surtout des rhéteurs. Les écoles bulgares, bien adaptées au caractère de la race, qui est pratique et taciturne, forment des hommes d'action.

Au point de vue diplomatique, la principauté oscille entre deux politiques : une politique russo-phile — modérée et habilement temporisatrice — et une politique complexe et dangereuse, que j'appellerai stambouloviste : ses partisans prétendent ignorer la Russie.

Depuis un an, le ministère Danef et le ministère Pétrouf-Petkof ont suivi chacun l'une de ces deux politiques.

Je me rappelle la foi avec laquelle M. Danef me parlait de la Russie, quand je le rencontrai pour la

première fois en Bohême, à la *béséda* de Carlsbad. C'était pendant l'été de 1897. On commençait à parler d'un voyage du tsar en France; mais rien n'était encore certain : « Oui, il ira chez vous, me disait avec feu M. Danef. N'est-il pas porté par le grand courant slave, et il faudrait qu'il ne le fût pas pour ne point chercher une occasion de vous témoigner son amitié!... »

La politique russe fut sa raison d'être, puis causa sa chute.

Il accompagna le prince Ferdinand à Saint-Pétersbourg. On est encore convaincu à Sofia qu'il en a rapporté un traité défensif.

Quand la révolution menaça en Macédoine, la principauté, qui se sentait solidaire des Macédoniens, se tourna vers la Russie, et M. Danef avec elle.

En automne, les fêtes célébrées sur le versant rouméliote des passes de Chipka éveillèrent une immense espérance. Le ministre de la guerre de Russie y assista avec le comte Ignatief, ancien ambassadeur russe à Constantinople au temps des grandes luttes. Devant eux, l'armée bulgare fit pour la première fois des manœuvres au sud des monts Balkans.

Puis, ce fut, au début de l'hiver dernier, le voyage du comte Lamsdorf, ministre des affaires étrangères de Russie. Il fit entendre à M. Danef que la Russie était trop occupée en Asie pour pouvoir



agir isolément dans les Balkans. Si la Bulgarie entrait en campagne, la Russie agirait d'entente avec l'Autriche. La Bulgarie n'y gagnerait pas.

L'ère des difficultés pratiques et des désillusions était commencée.

Une crainte naquit et alla grandissant : le gouvernement russe, en cas de conflit, n'agirait-il pas pour son compte et, d'accord avec l'Autriche, n'entrerait-il pas dans la voie des annexions ?

M. Danef fut conséquent avec lui-même.

On peut résumer de la façon suivante le raisonnement qu'il tenait : « Ce ne sont ni les Macédoniens, ni les Bulgares de la principauté, ni les Serbes du royaume qui résoudront la question macédonienne. Ce sont les grandes puissances : elles décideront sans tenir compte des protestations des intéressés. L'important est donc de se développer, de devenir prospères et forts, et de gagner ainsi la confiance des grandes puissances. Alors, mais alors seulement, au jour du partage, la Bulgarie aura la part à laquelle elle a droit. Peu importent les progrès de l'exarchat. L'État bulgare arrivera toujours à assimiler les populations qui lui seront confiées. L'exarchat, au contraire a été établi à Nich et dans la Dobroudja. Or, Nich est serbe et la Dobroudja est roumaine. En tout cas, nous ne voulons plus entendre parler de l'agitation en Macédoine. Elle nous fait un tort considérable. Elle nous discrédite auprès des puissances. »

Il supprima les comités macédoniens, qui siégeaient en permanence en Bulgarie. Il établit le long de la frontière turco-bulgare un cordon de troupes chargé d'arrêter les bandes qui se dirigeaient sur la Macédoine et de confisquer les armes destinées aux insurgés.

Le bruit se répandit que M. Danef avait dit : « A l'égard de la Russie, ma politique est de ne pas avoir de politique, mais de la confiance. » Les partisans intransigeants et pressés des Macédoniens réclamèrent « un ministère qui eût une politique à l'égard de la Russie ».

On affirma que M. Danef avait demandé au gouvernement russe l'assurance que l'Autriche n'occuperait aucune partie de la Macédoine, et qu'il n'avait pas reçu de réponse.

Vint le moment où le général Paprikof, ministre de la guerre, demanda qu'on prit certaines précautions militaires et qu'on fit des armements. M. Danef craignit que cette mesure ne fût interprétée par la Turquie comme une provocation, et blâmée par la Russie. Il s'y opposa. Il affirma — dit-on — au conseil des ministres que, si la Turquie attaquait la Bulgarie, on serait couvert : une armée russe débarquerait aussitôt à Bourgas et prendrait position. « Mais êtes-vous sûr que cette armée évacuera jamais la Bulgarie ? » répliqua-t-on.

La Russie devenait suspecte. On trouva plus que jamais qu'elle avait la main lourde. On rappela

avec aigreur qu'au lendemain de la guerre les généraux russes, mandataires du tsar, avaient traité le peuple délivré comme une horde asiatique ; que le tsar s'était opposé à l'annexion de la Roumélie orientale ; qu'il avait mis la principauté au ban des États ; que le traité de San Stefano est devenu aux yeux des Russes un document subversif ; que, du côté d'Uskub, les Russes soutiennent les Serbes.

Le prince Ferdinand, qui, jusque-là, avait laissé son premier ministre tout faire pour prendre en Russie des garanties contre le danger du Sud, céda à la pression exercée surtout par l'armée, où les jeunes officiers et les troupes frémissaient.

M. Danef fut condamné, et sa politique avec lui.

Une autre équipe fut appelée au pouvoir. C'est le ministère stambouloviste actuel, à la tête duquel se trouvent le général Pétrouf et M. Pétkof.

Le général Pétrouf est président du conseil et ministre des affaires étrangères. C'est un brillant officier capable de toutes les audaces et de tous les coups de tête. On le dit l'homme de confiance du prince.

M. Petkof (1), ministre de l'intérieur, est ce que les Anglais appellent un *self made man* : il n'a jamais été à l'école et n'a appris à lire que le jour où la passion du journalisme s'est emparée de lui. C'est

(1) M. Petkof a perdu la main gauche aux passes de Chipka.

un terrible pamphlétaire. Créature de Stamboulof, il est regardé comme le dépositaire de sa doctrine.

Le ministère Pétrouf-Petkof a, en effet, remis en honneur — telles que les avait systématisées Stamboulof — les théories des anciens révolutionnaires bulgares, qui furent les élèves de Quinet et de Michelet, et qui, vers 1860, rapportèrent des universités russes la haine de la « sainte Russie » de Katkof.

D'après les stamboulovestes, la Russie est l'ennemie de l'indépendance bulgare. La Bulgarie ne doit pas la mêler à sa vie nationale. Elle doit se débrouiller toute seule avec l'empire ottoman. Il faut, si possible, s'entendre avec la Turquie. Sinon, lui en imposer en étant forts et téméraires. Au besoin, il n'y aurait pas à reculer devant un conflit à l'issue duquel l'Europe ne consentirait jamais à l'anéantissement de la principauté de Bulgarie.

Déjà, en 1867, un comité révolutionnaire bulgare, qui avait son siège à Bucarest, rêvait d'établir en Turquie d'Europe un régime dualiste. Il proposa au sultan de se faire sacrer kalife des Turcs et roi des Bulgares.

La politique d'entente avec la Turquie a admirablement réussi en 1885. Après le coup d'État de Philippopoli, la Bulgarie voulait s'annexer la Roumélie orientale. Mais les ambassadeurs des grandes puissances, délibérant à Constantinople, prétendaient s'y opposer et invoquaient le traité de Ber-

lin. La Bulgarie, conseillée par l'Angleterre, traite avec la Turquie désireuse d'éviter l'intervention européenne qui lui coûte toujours cher. Les ambassadeurs, placés en présence du fait accompli, n'insistèrent point.

Actuellement, ce qu'on peut appeler le premier moyen des stambouloviistes — la politique d'entente, — a, au contraire, échoué. M. Natchévitch, — personnage mystérieux, qui n'est inféodé à aucun parti et qui est en Bulgarie l'homme des situations difficiles, a été envoyé en juin à Constantinople avec les pouvoirs d'une sorte d'ambassadeur extraordinaire. Il a manœuvré sans le secours de l'ambassadeur de Russie. M. O'Connor, ambassadeur d'Angleterre, ancien agent diplomatique à Sofia, ami intime de tous les stambouloviistes, l'a, au contraire, aidé de tout son pouvoir. Or, M. Natchévitch est revenu à Sofia, sans avoir obtenu pour les Macédoniens aucune concession assez sérieuse pour amener une détente.

Reste aux stambouloviistes leur second moyen : la politique de menace ; l'attitude belliqueuse. Vont-ils l'employer ? L'un des membres du cabinet actuel disait au début du ministère : « Nous essaierons de nous entendre directement avec la Turquie. Nous ne ferons la guerre que si nous échouons. »

Le ministère stambouloviiste a échoué. Depuis le mois de juin, il hésite pourtant à déclarer la guerre.

Les avis comminatoires de la Russie le retiennent comme l'influence russe retenait le ministère Danef : si vous attaquez, vous serez et vous resterez seuls, a dit le comte Lamsdorf. D'autre part, la Turquie a eu le temps d'effectuer tout à son aise sa pénible et lente mobilisation. Les corps d'Asie ont fourni des contingents. Les rédifs sont prêts. Les bachi-bouzoucks se sont déjà entraînés en assommant des Macédoniens.

Il est difficile de dire ce que feront les ministres stambouloviistes, si le prince Ferdinand les maintient au pouvoir. Les nouvelles de Macédoine exaspèrent le peuple, et surtout l'armée, qui pourrait bien, à un moment donné vouloir dire son mot.

#### IV

On peut dire que l'arrivée au pouvoir des stambouloviistes en Bulgarie constitue, en un certain sens, un rapprochement entre les Bulgares de la principauté et les Macédoniens. Le gouvernement de Sofia prétend s'affranchir de l'influence de la Russie, hostile à la révolution.

Mais ce n'est pas seulement en Bulgarie que les événements de Macédoine produisent une perturbation et peuvent avoir des incidences soudaines et graves.

Les coups de feu tirés et les cris de détresse

poussés dans les vilayets turcs semblent avoir éveillé, de la mer Égée à l'Adriatique, chez tous les Jougo-Slaves, des sentiments de liberté et de solidarité.

Certains faits paraissent indiquer que le royaume de Serbie change d'attitude.

A la suite de négociations non officielles — dont il ne m'est malheureusement pas permis d'indiquer les différentes phases — des agents bulgares et des agents serbes sont tombés d'accord sur tous les points considérés comme essentiels par leurs mandants. Depuis, les Bulgares n'assassinent plus de Serbes en Macédoine.

L'an dernier, à Belgrade, la Société des habitants de Vieille Serbie et de Macédoine, sorte de comité central turcophile, a été empêchée de tenir une grande assemblée en plein air qu'elle avait projetée. Les professeurs et les étudiants qui s'étaient rendus maîtres de la place proclamèrent la nécessité de réformes politiques en Macédoine et se rallièrent à la politique autonomiste.

A la suite d'une circulaire ministérielle envoyée aux consuls serbes en Turquie, l'attitude de ces derniers changea complètement (1).

(1) « Les Grecs demandent des mesures sévères contre les Bulgares. La propagande serbe, au contraire, ne leur est nullement hostile. Le consul de Serbie recommande aux députations des villages serbes du vilayet qui viennent lui demander ses con-

Les journaux serbes de tous les partis — et en tête l'*Ustavna Serbia*, organe du parti radical, c'est-à-dire du parti serbe le plus national et le plus nombreux — demandent une intervention énergique en vue de délivrer les chrétiens de Turquie.

M. Ribaratch a déclaré, aux applaudissements de l'assemblée générale du parti libéral, qu'une action vigoureuse en faveur des Macédoniens est devenue nécessaire.

M. Radef, négociateur macédonien que nous allons retrouver à Paris, à Londres et à Rome, est allé à Belgrade. Il est depuis longtemps convaincu que les révolutionnaires macédoniens peuvent et doivent s'entendre avec le parti radical serbe. Un envoyé serbe est aussitôt après parti pour Sofia.

Le roi Pierre I<sup>er</sup> prononce des discours dans lesquels on peut relever des phrases comme celles-ci : « Nous vivons dans un temps très grave... La Serbie, qui aura peut-être bientôt besoin de nos services, espère que tous les officiers ne regarderont que l'intérêt de la nation. »

Les causes de cette évolution de la Serbie sont multiples.

seils de ne point se laisser enrôler par les bandes bulgares, mais d'observer toujours à leur endroit la neutralité la plus bienveillante et même de les aider en cas de nécessité à se soustraire à la poursuite des Turcs. » — Lettre de M. Max Choublier, alors consul de France à Monastir, à M. Delcassé (4 mars 1903) : *Livre jaune de 1902* sur les affaires de Macédoine, p. 4.

Les Serbes s'aperçoivent enfin que la politique turcophile ne leur procure que de bien minces avantages et les rend suspects aux Macédoniens.

Ils redoutent moins les réformes politiques depuis que les chefs du mouvement macédonien ont déclaré à satiété, et, on peut le dire, démontré, qu'ils ne travaillent point à l'annexion de leur pays à la Bulgarie, mais bien à l'établissement d'une autonomie durable.

Enfin et surtout, l'armée serbe sent qu'elle est déshonorée par l'ignoble drame du konak. En Russie, les officiers serbes, récemment encore si sympathiquement accueillis, ont été hués. En France, si bien des causes empêchent l'opinion publique de se passionner pour les Macédoniens, une des principales est que les derniers événements de Serbie ont discrédité les Slaves du Sud. D'autre part, le roi Pierre I<sup>er</sup> sent que son trône n'est pas bien solide; que l'armée est divisée en coterie, dont une complète contre lui (1). Le roi et l'armée voient dans la guerre un moyen de se réhabiliter.

Le peuple les encourage de plus en plus dans

(1) Il est juste d'ajouter qu'en 1876, lors de l'insurrection bosniaque, Pierre Karagéorgévitch s'était fait chef de bande. — De plus, il a annoncé que, dans le royaume de Serbie, la nation aurait désormais voix au chapitre; or, on sait dans quel sens la majorité de la nation, c'est-à-dire le parti radical, inclinera la politique du roi.

leur dessein, à mesure qu'en Vieille Serbie les massacres des Serbes par les Albanais — ces Kurdes d'Europe — se font plus fréquents. Un meeting de huit mille personnes a adopté le 30 août un ordre du jour nettement favorable à la politique d'action.

On peut entrevoir qu'une détente entre la Serbie et la Bulgarie résultera peut-être des changements qui sont en voie de s'accomplir dans la politique macédonienne de la Serbie.

Amener un rapprochement entre les deux États fut — et est sans doute encore — un des projets favoris de M. Danef. Il attache une grande importance à la solidarité économique qu'il dit exister entre les deux pays. Si la Serbie est enclavée, la Bulgarie n'est pas à l'aise. Toutes deux pourraient s'entendre pour se donner un peu d'air et d'espace au moyen d'habiles conventions douanières (1).

En tout cas, les deux États serbes vont être plus unis qu'au temps des Obrénovitch. Le prince Nicolas a été compris et approuvé par tous les Serbes,

(1) Le chemin de fer projeté de l'embouchure de la Boïana sur l'Adriatique à Odessa sur la mer Noire, par le Monténégro, la Vieille Serbie, le royaume de Serbie et la Roumanie, intéresse vivement la Bulgarie. Elle est d'avance rattachée à ce chemin de fer par la grande voie de Constantinople à Belgrade par Nich. Ce serait pour la Bulgarie un moyen original et assez pratique de s'ouvrir un débouché sur une autre mer que la mer Noire.

quand il a écrit à Pierre I<sup>er</sup> la lettre débordante de joie patriotique qui se termine par ce cri d'allégresse : « Vive mon gendre ! » — Cettigné et Belgrade se font des signes de reconnaissance par-dessus le sandjak (1) austro-turc.

Bien plus, à la révolution macédonienne qui bat son plein dans le sud des pays jougo-slaves, correspond, dans le nord, l'émeute qui couve dans le royaume de Croatie.

Le moment jusqu'ici le plus critique fut le mois de juin. Les haines se concentraient sur un seul homme : le comte Charles Khuen Hedervary, nommé depuis vingt ans ban, ou vice-roi, du royaume de Croatie.

Comme les événements qui se passent cette année en Croatie sont peu connus, je tiens à résumer ici ce que m'en ont dit plusieurs Croates. Je n'ai pas été en Croatie depuis 1899. Je parle par ouï-dire — et je n'ai entendu récemment qu'une seule cloche. — J'ajoute, toutefois, que j'ai atténué les déclarations violentes qui m'ont été faites.

Autrefois, le ban Khuen Hedervary — nommé en fait par le gouvernement de Budapest et étroitement dépendant de lui — avait tenté de séduire

(1) On reparle d'une petite triplique entre les trois États slaves des Balkans. Il est vrai qu'une duplique helléno-latine peut aussi être considérée comme en préparation entre la Grèce et la Roumanie.

les Croates. Il sembla se souvenir que sa famille était originaire de Slavonie. Certains ont encore conservé le souvenir du discours enflammé qu'il prononça à l'inauguration de la statue du vieux poète Katicich. On vit son fils se promener dans les rues de Zagreb avec un paysan qu'il avait chargé de lui apprendre la langue croato-serbe. A un moment où les rapports se tendaient, comme aujourd'hui, entre l'Autriche et l'Italie, il eut l'heureuse idée d'aller saluer Mgr Strossmayer, chef vénéré élu par le cœur de la nation croate. Mais il y a longtemps que le ban a changé de tactique.

Après la ruse il employa la force. Étrange successeur de ce ban Iélatchitch qui, en 1848, entraînant ses Croates, sauva le Habsbourg aux prises avec les Magyars, il corrompit par des places et des faveurs ; il terrorisa, surtout, ses sujets. On vit se rallier les ambitieux et les besogneux — les *magyarons*.

En période électorale, il fit emprisonner ou condamner à l'interdiction de séjour les candidats indépendants. Il empêcha les réunions publiques.

Les lieux d'élection sont rares. Il faut souvent plusieurs journées de marche pour s'y rendre ; chaque village a la coutume d'accompagner ses électeurs censitaires, leur faisant une escorte d'honneur, et les surveillant. Le ban fit voiturier aux frais de l'État les quelques électeurs gouvernementaux. Il fit systématiquement enlever les bacs et

couper des ponts et des routes pour empêcher les villages patriotes de venir voter. On vit la troupe tirer sur des gens qui demandaient seulement à passer pour remplir leur devoir d'électeur (1).

Encore est-il qu'une fois arrivé devant le bureau de vote, il fallait avoir un certain courage pour ne pas se laisser influencer. Le vote est oral. Des policiers bousculaient les indépendants, ou, tout au moins, prenaient le nom des « mauvaises têtes » : on les retrouvait tout à loisir.

Quand, malgré tout, le candidat officiel était battu, le bureau — composé par le préfet et sûr de ne pas être désavoué — s'arrogait parfois le droit de le proclamer quand même.

Le ban n'avait donc pas à craindre de voir ses adversaires reformer une majorité au parlement de Zagreb. Ils n'y sont plus que quatorze sur plus de quatre-vingts députés. Ils font une opposition stérile et violente.

Le comte Kluen Hedervary savait se servir du droit de nommer à tous les emplois. Il avait fait voter une loi supprimant l'institution du jury, jadis organisée par M. Derenchin. Il avait peuplé la magistrature amovible du royaume de ses créatures.

Il traita la Croatie comme une colonie d'ex-

(1) Notamment, lors des avant-dernières élections générales, à Reschniatzi, il y eut neuf morts et cinquante-trois blessés. Un procès criminel fut intenté à ces derniers, qui furent condamnés.

ploitation dont on ne voudrait tirer des ressources que pendant un temps. S'appuyant sur les deux pactes hongro-croates — *nagoda* constitutionnelle et *nagoda* financière (1), — il fit fonctionner les systèmes d'impôts comme une sorte de pompe aspirante dont l'eau se déversait en bonne partie sur le royaume de Hongrie. Le budget ne fut plus l'arrosoir bienfaisant de la comparaison classique. La Croatie, privée de ressources, se dessécha comme une plante privée d'eau.

En dépit de toutes les façades constitutionnelles, le ban exerça le pouvoir d'un despote oriental. Il démontra, par l'usage qu'il en fit, la vanité de cette constitution de 1868, qui au temps de ses prédécesseurs, les bans Majoranitch et Peïatchévitch, paraissait garantir de sérieuses libertés au royaume de Croatie.

Tout le pays fut, par lui, avili et opprimé au profit des Magyars. Comme le dit le proverbe de là-bas : « Le poisson pourrit par la tête. »

Au début de juin, l'état de siège était proclamé dans trois districts. Trois mille personnes étaient

(1) La *nagoda* financière, conclue pour une période de dix ans seulement, au bout de laquelle elle doit être renouvelée, ne doit pas être confondue avec la *nagoda* constitutionnelle, qui est perpétuelle. Chacune d'elles est un accord par lequel sont réglées les affaires communes aux royaumes de Hongrie et de Croatie. Actuellement, la *nagoda* financière arrivée à expiration n'a pu être renouvelée : les délégations hongroise et croate chargées d'élaborer le nouveau projet ne peuvent pas s'entendre.

en prison. Le nombre des blessés était de quatre cents. On me nommait dix morts. Les troubles avaient commencé, au début de mai, au nord-est de Zagreb, à Krijevatz, petite ville assez proche de la frontière hongroise; la police avait interdit une réunion où l'on devait protester contre la *nagoda* financière. On en était venu aux mains. Peu après, il y avait eu, comme l'automne dernier, de sanglantes journées à Zagreb. Des bandes de paysans — aux amples vêtements de toile blanche, aux petits chapeaux de feutre noirs — armés de fourches et de faux, erraient dans les vallées de la Save et de la Drave. Ils rôdaient autour des châteaux des nobles magyars. D'où l'aspect socialiste de ces troubles, dont la cause essentielle est nationale. Dans le Vellébitch, des bandes enlevaient, dans les passages les plus périlleux, les rails de l'unique voie qui relie Budapest à son seul débouché maritime : Fiume. Elles tentaient de couper de son port la capitale hongroise abhorrée. D'Autriche et de Hongrie, des régiments arrivaient, de semaine en semaine plus nombreux. Bon nombre de journaux croates — l'*Obzor*, l'*Hervatski Radnik*, la *Sloboda*, — étaient supprimés. L'*Obzor* venait de l'être au moment même où il allait fêter l'anniversaire peu banal de sa millième confiscation.

Lorsque le comte Khuen Hedervary quitta enfin Zagreb. Tous les Slaves du royaume — race ré-

veuse et douce — étaient unis contre lui et prêts à se soulever ensemble.

C'est là ce qui fait la gravité des troubles révolutionnaires de Croatie : — l'union qui commence à régner entre Croates, et entre Croates et Serbes.

Lors de mon séjour en Croatie, en 1899, les partis d'opposition, taciturnes et désolés, paraissaient sans espoir. Les partis croates indépendants — je ne m'occupe, bien entendu, pas des magyars — étaient divisés : parti de l'indépendance, ou parti modéré, suivant la tradition de Mgr Strossmayer; parti des droits, ou parti radical, dont une fraction suivait M. Fólnégovitch, tandis que l'autre, avec le D<sup>r</sup> Frank, gênait l'opposition par ses intransigeances, sa raideur et son hostilité pour les Serbes. — Aujourd'hui, tous les partis croates indépendants, *fusionnés*, marchent la main dans la main.

Le ban Khuen Hédervary s'était attaché les Serbes. Les Croates les avaient irrités en formulant les revendications de la grande Croatie contraires à celles de la grande Serbie, et en leur signifiant sans cesse qu'ils n'étaient, dans le royaume, que des immigrés, des étrangers et des intrus. Le ban Khuen Hédervary, leur avait accordé des avantages particuliers : — droit de déployer leur drapeau national; nom de religion serbo-orthodoxe (1)

(1) D'où mécontentement des Croates orthodoxes, qui se trouvaient ainsi catalogués sous le nom de Serbes.



officiellement donné à leur religion au lieu de celui de gréco-orthodoxe qu'elle avait porté de tout temps. Dans les collèges électoraux et au parlement de Zagreb, les Serbes votaient suivant les vœux du gouvernement. — Serbes et Croates se sont réconciliés. Pendant les troubles de Zagreb, bras dessus, bras dessous, étudiants croates et étudiants serbes passaient chantant ensemble leurs chants nationaux. M. Banianine, directeur du journal serbe jusqu'ici le plus intransigeant, le *Serbobran*, fut arrêté en compagnie de journalistes croates. L'*Hervatsko Pravo*, journal radical croate de M. Frank, reproduisit amicalement les articles du *Serbobran*.

D'où l'idée suivante : — Les Croates que l'Autriche-Hongrie ne sait pas lancer en avant comme son avant-garde slave dans les Balkans et que le « royaume frère » du Nord maltraite et exploite, cherchent et croient avoir trouvé une voie nouvelle. Un programme, encore nébuleux, mais autrement radical que tous ceux qui ont été formulés jusqu'ici, s'élabore dans les foules compactes qui manifestent à Zagreb sur la place Iélatich, et dans les bandes qui parcourent le Velléitch. Le futur État fédéral jougo-slave est en formation en Croatie — comme en Macédoine, à Cettigné, à Bellegrade et à Sofia.

Macédoniens, Bulgares, Serbes et Croato-Slavènes s'agitent. Les uns ébauchent une politique

nouvelle. Les autres combattent, les armes à la main, l'ordre de choses établi. Des nations, engourdies depuis des siècles, s'éveillent, s'étirent, s'efforcent de soulever les masses énormes qui les écrasent. La conscience jougo-slave — rudimentaire et crépusculaire — conçoit un peu moins vaguement qu'hier l'existence d'un Balkan slave libéré et uni.

Mais, malgré tout, comme les Jougo-Slaves sont encore loin de pouvoir se fédérer en un État indépendant!

## V

Les Jougo-Slaves sont coupés les uns des autres et disséqués vivants par des frontières d'État et des limites de provinces.

Les Slovènes sont tous en Cisleithanie; mais nous avons vu qu'ils sont répartis entre six provinces, dont une seule à peu près exclusivement slovène.

Les Croates sont tous sujets du Habsbourg (1) et sont groupés autour d'un État théoriquement autonome. Mais ils ont le malheur d'être séparés les uns des autres par des frontières plus gênantes que

(1) On sait, toutefois, que les habitants de la Bosnie et l'Herzégovine sont toujours, en droit, sujets du sultan.

des limites provinciales. Leurs députés ne se retrouvent pas en un lieu unique comme le Reichsrath où ils pourraient unir leurs efforts.

Seuls les élus de la Dalmatie — région en grande majorité croate — et le député des paysans de l'Istrie sud-orientale vont siéger à Vienne avec leurs alliés slovènes et les autres Slaves d'Autriche.

Les Croates de Bosnie-Herzégovine ont été habilement réduits — dans leur province occupée et non annexée — à l'état d'indigènes d'une colonie. Pas plus que leurs compatriotes du royaume, ils ne renforcent le slavisme, ni en Autriche, ni en Hongrie. Constitutionnellement, ils sont inexistantes.

A la différence des Slovènes et des Croates, qui sont tous englobés dans les multiples États du Habsbourg (1), — des Serbes et des Bulgares habitent des États indépendants, tandis que d'autres sont sujets de monarques étrangers : l'empereur-roi d'Autriche-Hongrie et le sultan, pour les Serbes; le seul sultan, pour les Bulgares.

Il y a des Serbes dans le sud de la Dalmatie, dans le royaume de Croatie et Slavonie, dans le sud du royaume de Hongrie, en Macédoine. La Vieille Serbie est maintenant serbo-albanaise. Les Serbes forment la partie la plus importante de la population de la Bosnie et de l'Herzégovine.

(1) On sait toutefois que les habitants des provinces de Bosnie et d'Herzégovine sont toujours, en droit, sujets du sultan.

Les Slaves de Turquie eux-mêmes sont répartis entre plusieurs vilayets, et dépendent, par conséquent, de plusieurs gouverneurs : Salonique, Monastir, et Kossovo avec Uskub pour capitale. Ils n'ont pas même la consolation que leur procurerait une certaine vie commune dans une même unité administrative.

Les Jougo-Slaves devraient, avant de s'unir, accomplir une tâche herculéenne. — Sans parler de l'Italien, qui les menace sur la côte adriatique, et du Grec, qui n'a pas renoncé à la Macédoine — l'Austro-Hongrois, au nord, et le Turc, au sud, les tiennent. Ils ne sont leurs maîtres que dans la zone médiane des territoires qu'ils occupent.

Ils n'ont, d'ailleurs, pas encore le sens des nécessités politiques. — En 1896, alors que les Grecs et les Turcs étaient aux prises, s'être laissé imposer la paix pour de modiques avantages, et aussitôt après se préparer à la lutte (1); courir aux armes alors que l'Europe est particulièrement inattentive et résolue à s'assurer la paix à tout prix; ne pas surprendre la Turquie, toujours lente à mettre sur pied et à concentrer ses corps d'armée, et devenir agressifs quand la puissante armée de l'Islam est mobilisée et campée aux frontières bulgares et serbes; surtout, s'en prendre au Habsbourg

(1) Il est vrai que les organisations qui ont organisé la révolution actuelle n'existaient qu'à l'état embryonnaire au temps de la guerre grecque.

en même temps qu'au sultan; — tout cela me paraît être d'une témérité inconsciente qui touche à la folie, et qui dénote un manque absolu d'entente et de plan d'ensemble.

Enfin — argument décisif — les Jougo-Slaves ne disposent pas seulement de la peau de l'ours sans l'avoir conquise. Ils se la disputent.

En effet, malgré les quelques signes, peut-être éphémères, de détente que j'ai soigneusement notés, il faut bien convenir que des haines implacables et vivaces existent encore entre nations slaves. Il faut se garder de se laisser prendre à des apparences passagères et de faire des synthèses hâtives.

Seuls des Jougo-Slaves, les Croates et les Slovénes semblent vraiment faits pour marcher dès maintenant ensemble et s'unir de plus en plus étroitement. Ils sont tous placés sous le faisceau de sceptres du Habsbourg : la domination de Vienne et de Budapest modère leurs ambitions et les empêche de s'exaspérer jusqu'à rendre impossibles les concessions mutuelles, nécessaires dans toute entente entre voisins.

Le Croate sait que le Serbe veut plutôt l'annexer que s'unir à lui. Le Serbe restera toujours pour le Croate un Oriental. Il est vraisemblable que la paix conclue entre eux ne sera pas de bien longue durée. Ou des différents religieux dans le royaume de Croatie, ou des conflits nationaux en Bosnie, ou

une entente temporaire à prévoir sur la côte adriatique entre les Serbes et les Italiens, rivaux des Croates, auront bientôt découvert le fossé séculaire, masqué et non comblé. Et, si ces différends tardaient trop à se produire naturellement, le Magyar, politique peu timoré et toujours en éveil, se souviendrait sans doute, qu'il sait régner en divisant.

Entre les Serbes et les Bulgares je n'ai pu noter que les premiers symptômes d'un rapprochement incertain.

Au mois d'août, des froissements entre Sofia et Belgrade étaient révélés par les dépêches où le prince Ferdinand faisait déclarer que le bruit fâcheux de son abdication était parti de l'entourage du roi Pierre.

« Comme nous accepterions avec confiance la lutte contre les Turcs, — disait, il y a peu de temps un officier bulgare, — si nous ne craignons pas que les Serbes ne nous tirent dans le dos! »

Je n'ai pas le texte de l'ordre du jour voté par le dernier meeting de Belgrade. Mais, autant que je puis en juger par une analyse sommaire, il ne me paraît pas très politique : on y parle de résoudre la question macédonienne par une intervention serbo-bulgare. Est-ce bien là — sans parler de ce qu'en penseraient les grandes puissances — le moyen d'éviter les difficultés entre la Serbie et la Bulgarie? N'y a-t-il pas lieu de se demander si les

Serbes ne comptent pas reprendre, d'une façon détournée, leurs projets de partage de la Macédoine ?

Ni les Serbes, ni les Bulgares ne forment d'ailleurs un groupe compact. Si le Serbe monténégrin et le Serbe du royaume ne sont pas toujours d'accord, le Bulgaro-Macédonien tend de plus en plus résolument à se séparer du Bulgare de la principauté et à former avec les autres habitants de la Macédoine une nation nouvelle à État distinct.

Dès 1896, une grande partie du clergé macédo-bulgare s'est détournée de la principauté : le prince Ferdinand, sur l'injonction de la Russie, avait voulu exiger que l'exarque vint résider à Sofia et mit ainsi fin au schisme (1).

Vers la même époque, pour des raisons financières, l'État bulgare n'a pas pu garder la haute main sur la propagande macédonienne, dont se sont emparés les comités (2). D'où, une accélération du mouvement.

D'autre part, les 200,000 Macédoniens qui vivent hors de Turquie — la plupart dans la principauté (3) — ne sont pas tous des journaliers agricoles, ou des ouvriers ayant un métier manuel. Beaucoup, et non des moins agités, appartiennent

(1) Application du principe orthodoxe : un État, une religion. — Voir M. Victor BÉRARD, *En Macédoine*, p. 245 et suiv.

(2) Voir : M. Victor BÉRARD, *op. cit.*, p. 96.

(3) Tout un quartier de Sofia est macédonien.

à ce prolétariat intellectuel qui, une fois sorti des écoles bulgares de Macédoine et de la principauté, ne sait comment gagner sa vie. Une petite partie a été casée par l'État bulgare dans l'armée, dans l'université, dans les lycées. Les autres font de la politique. Beaucoup, trouvant que leur influence et leur situation ne sont pas en proportion de leur valeur, se sont aigris. Ils ont rendu la Bulgarie responsable de leur trop piètre existence. Si jamais la Macédoine s'affranchit, ils veulent qu'elle soit à eux, sans qu'ils aient à partager avec les « frères » du Nord.

Enfin, la politique de modération et de prudence imposée à l'État bulgare par la Russie, ennemie des coups de tête et occupée en Extrême-Orient, a fait déborder le vase (1).

Il n'y a, d'ailleurs, pas simplement opposition d'une idée nationale macédonienne à l'idée nationale bulgare. L'idée socialiste et internationaliste a fait son apparition en plein Orient. De jeunes Macédoniens, revenant des universités françaises et suisses, ont apporté et propagé les nouveaux dogmes subversifs de l'Occident. Ils se sont en même temps inspirés des révolutionnaires russes : Dobroloubof, Tchiernichevski. S'ils parlent d'une Macédoine

(1) Par animosité contre la Russie, plus d'un des membres du comité Sarafof souhaite une occupation austro-hongroise. M. Michailowski, revenant à Sofia après sa tournée européenne, a déclaré qu'il n'y avait à compter que sur l'Autriche.

futur centre de la fédération des Balkans, ils y mettent comme condition que les Balkans soient préalablement débarrassés de leurs dynasties et jusqu'à un certain point de leurs Églises (1).

Les Jougo-Slaves ne pourront pas, de longtemps s'unir sérieusement et mener une vie calme et heureuse. La géographie, l'histoire et la politique ont fait de leur péninsule un pays sans unité et sans harmonie, quelque peu monstrueux, destiné à être longtemps le théâtre de vains efforts et de longues souffrances.

Mais les révolutions, les émeutes et les menaces de guerre générale se multiplient cette année de façon anormale. La péninsule est malade.

Ne dispersons pas notre attention sur des maux secondaires. Ne faisons pas comme ces empiriques qui s'attachent à guérir la fièvre d'un patient, quand il faudrait aller chercher avec l'acier quelque tumeur qui pourrait promptement devenir mortelle.

(1) La supériorité que peut s'arroger ce nouveau parti, c'est qu'il élimine, par son principe même, les causes nationales de division. Plus de Bulgares, de Serbes, de Grecs et de musulmans, ennemis les uns des autres : rien que des Macédoniens. Sans doute, la réalisation d'un pareil accord ne peut être entrevue que dans un avenir incertain. Mais, dès maintenant, le parti bulgare de la Macédoine autonome — tout en mettant la division parmi les Bulgares, même en Macédoine — a jeté un pont entre une partie des Bulgares et une partie des Serbes. L'idée d'une Bulgarie autonome est moins faite pour effrayer les Serbes du moment où l'autonomie n'a plus pour but de préparer l'annexion à la principauté.

Le danger actuel et pressant est dans la partie de la péninsule qui est restée sous la domination directe du sultan, en Macédoine, en Vieille Serbie, et dans le vilayet d'Andrinople.

La cause du mal macédonien, c'est le régime hamidien.

## CHAPITRE III

QUESTION DE MACÉDOINE  
ET DE VIEILLE SERBIE

« Deux grands empires, rivaux la veille, se prétent la main pour imposer la paix. L'entente austro-russe scellée depuis plusieurs années, éprouvée déjà, pèse sur la chaudière surchauffée, près d'éclater, et il la contient... Si l'entente austro-russe l'emporte, si elle résiste à cette épreuve décisive, il y a là le germe d'une nouvelle Europe. Si elle échoue, et si le couvercle se soulève, si la boîte de Pandore s'ouvre, alors les biens et les maux seront déchaînés. »

« M. Gabriel HANOTAUX. »

« Et pourtant, dans ce *statu quo* souffrent des hommes vivants. »

(*Novoié Vremia.*)

I. — L'ère des « RÉFORMES » : l'État ottoman et les raïas, au dix-neuvième siècle. — Organisation de l'empire après la conquête : deux sociétés superposées; les nations et les communautés.

Les réformes militaires. — Le hattî-chérif de Gulhané; les lois du tanzimat; le hattî-humayoun de 1856. La politique de centralisation.

Article 9 du Traité de Paris et article 23 du Traité de Berlin. Les raïas ne sont plus organisés.

II. — LE RÉGIME HAMIDIEN. — L'islam hostile à tout progrès. —

La dime. — Le gendarme et le garde champêtre. — La rançon. — Les désespérés. — Menace de massacre officiel. — Droits et obligations des puissances signataires du traité de Berlin.

III. — LES MACÉDONIENS ET L'EUROPE. — M. Michailowski et M. Radef. — France, Italie et Angleterre. — Allemagne : la politique du Kaiser. — Autriche-Hongrie et Russie : l'accord de 1897; le comte Lamsdorf à Belgrade et à Sofia.

IV. — LES RÉFORMES INDISPENSABLES. — Le comte Lamsdorf à Vienne. — Le « programme commun » austro-russe approuvé par les puissances et accepté par le sultan. — L'inexécution des réformes et la révolution. — Les projets macédoniens. — La note Steeg et le projet français. — Les « instructions concernant les vilayets de Turquie d'Europe ». — Un gouverneur général indépendant, omnipotent et contrôlé pourra seul appliquer les réformes. — L'inspecteur général Hilmy pacha.

V. — LES COMITÉS ET LES BANDES. — Sarafof, M. Michailowski, le général Zontchef. — Insurrection de l'automne de 1902 et du printemps. — L'organisation intérieure : Deltchef. — L'heure des bandes.

VI. — LA TACTIQUE MACÉDONIENNE. — Les Macédoniens menacent l'Europe de la « question d'Orient ».

VII. — QUE FAIRE? — A l'Europe d'imposer des réformes; aux Macédoniens d'accepter la Russie et l'Autriche comme mandataires de l'Europe.

Il s'agit de rendre possible le développement des nations jougo-slaves, et non de créer un Etat jougo-slave.

## I

L'État sur lequel règne aujourd'hui celui qui gardera le nom de sultan rouge ne ressemble guère à l'empire ottoman que Mahomet II et ses successeurs avaient organisé (1).

(1) Voir : M. Adolphe d'AVRIL : *Négociations relatives au traité*

Alors l'État turc était vraiment une théocratie à deux étages. Pour passer de l'étage inférieur à l'étage supérieur, il n'existait qu'un moyen : la conversion.

En haut, étaient les musulmans, quelles que soient leur race et leur nationalité d'origine. Toutes les fonctions leur étaient réservées. Les Turcs ne s'étaient arrogé aucun privilège comme conquérants. Les vaincus convertis étaient leurs égaux. Mais les musulmans pouvaient seuls aspirer à tous les emplois et seuls servir dans l'armée. La patrie était une Église. Elle ne pouvait exister que pour eux. Le Coran était la seule loi.

En bas, étaient les chrétiens, les sujets ou raïas. Pareils à la plèbe des premiers groupements antiques, ils ne faisaient pas partie de la cité. Le Turc, après avoir détruit leurs États et rendu sans objet leurs aspirations les plus hautes, ne les connaissait que comme contribuables.

Mais il leur avait laissé une organisation nationale de forme religieuse, limitée, mais vivace. Il reconnaissait comme leurs chefs les patriarches de Constantinople, d'Ipek et d'Ocrida et leurs évêques. Les chrétiens, groupés en communauté, avaient une sorte d'autonomie. Ils formaient des groupements régionaux et locaux.

*de Berlin et aux arrangements qui ont suivi 1875-86, p. 2. — Je n'ai pu mieux faire que de m'inspirer de la longue introduction historique de cet ouvrage : les réformes en Turquie depuis le traité de Kutchuk-Kainardgi (1774-1874).*

L'État ottoman était décentralisé et féodal. « Le sultan gouvernait, mais il n'administrerait guère en dehors de sa capitale. » De grands pachas, souvent héréditaires, des « chefs de province arrivaient, à la réquisition du Sultan, sur le théâtre des guerres avec leurs contingents dont, ils conservaient le droit de commandement. Quant aux impositions de toutes natures, le produit en était d'abord appliqué aux besoins locaux; l'excédent devait être envoyé au trésor impérial ». Or, ces groupements féodaux musulmans correspondaient tant bien que mal aux différentes nations sujettes. Ils leur fournissaient des sortes de cadres. Les grands pachas semi-indépendants mettaient, par le seul fait de leur existence, les raïas à l'abri d'une action directe de Constantinople. Ils jouaient ainsi — bien que le plus souvent oppresseurs — un certain rôle protecteur.

Deux sociétés coexistaient donc — l'une soumise à l'autre — sur un même territoire. Il y avait encore assez d'air sous la masse musulmane pour qu'il fût possible d'y vivre.

Quand a commencé l'ère des « réformes », la situation des raïas a empiré jusqu'à devenir insupportable.

L'évolution de la Turquie eut pour cause une réorganisation militaire.

Pendant la seconde partie du dix-huitième siècle, le gouvernement de Constantinople s'aperçut que

l'armée turque en décadence était incapable de lutter contre l'armée russe transformée. D'où une première série de réformes. Le but était de créer une armée musulmane organisée à l'européenne. Le moyen et le résultat fut un bouleversement de l'organisation ottomane. Le régime féodal était une cause de faiblesse pour l'islam. Il fut condamné, et détruit malgré la résistance acharnée d'un puissant parti conservateur musulman.

Les groupements régionaux dans lesquels se cantonnaient les grands vassaux, et avec eux les nations chrétiennes, furent dissociés et nivelés. Alors se produisirent des faits caractéristiques, comme l'alliance de la nation grecque révoltée avec Ali de Tebelen, pacha de Janina (1820-1822).

Les feudataires une fois vaincus, les nations et les communautés se trouvèrent face à face avec le padisha et ses agents. Elles furent bientôt condamnées; car les « réformateurs » voulurent faire un État centralisé, afin de faire un État puissant.

En 1839, fut proclamé l'hatti-chérif de Gulhané. Ce n'est ni un code ni une loi. C'est une sorte d'exposé des principes nouveaux — comme les « déclarations » que la Constituante et la Convention donnèrent pour préface à leur œuvre législative.

Dans ce long document (1) on trouve, parmi

(1) M. A. D'AVRIL, *op. cit.*, p. 23 et suiv.

des considérants de style ampoulé et doucereux, cette partie qui semble essentielle :

... Plein de confiance dans le secours du Très Haut, appuyé sur l'intercession de notre prophète, nous jugeons convenable de *chercher par des institutions nouvelles* à procurer aux provinces qui composent l'empire ottoman le bienfait d'une bonne administration. Ces institutions doivent porter principalement sur trois points :

1° Les garanties qui assurent à nos sujets une parfaite sécurité de leur vie, de leur honneur et de leur fortune;

2° Un mode régulier d'asseoir et de prélever les impôts;

3° Un mode également régulier pour la levée des soldats et la durée de leur service.

Mais ce ne sont là que les vaines promesses, périodiquement répétées, dont les sujets du sultan — musulmans comme raïas — n'attendent plus guère l'exécution.

L'innovation sérieuse et grave est tout entière dans cette petite phrase :

*Ces concessions impériales s'étendent à tous mes sujets de quelque religion ou secte qu'ils puissent être; ils en jouiront sans exception.*

Ainsi le padisha ne se contente pas d'annoncer que le Coran ne sera plus la seule loi de la Turquie : les lois nouvelles seront applicables aux raïas comme aux musulmans ! Ce serait bien là un bouleversement total, et peut-être même un progrès.

Mais, en réalité, ces règles nouvelles — connues sous le nom de lois du tanzimat — successivement édictées avec une prudente lenteur, ne sont que



des lois d'organisation administrative et de centralisation. Peu à peu, les rouages les plus lointains sont rattachés au moteur central de Constantinople. La formidable machine, qui, grinçante, détraquée et affolée, menace aujourd'hui de broyer les sujets et les maîtres eux-mêmes de l'empire, est en construction.

L'empire — pourtant composé de pays si divers — est divisé en préfectures ou *eyalets* : au lieu de la réalité complexe, on veut l'uniformité niveleuse des grandes révolutions.

Des conseils provinciaux théoriquement mixtes sont constitués. Mais les quelques chrétiens et juifs qui en faisaient partie étaient « non élus, mais triés avec soin. Souvent, ils ne pouvaient s'asseoir sur le divan à côté de leurs collègues, dont ils s'occupaient à bourrer les pipes ou à servir le café. S'ils sont distraits de ces soins, c'est pour apposer leur cachet à des résolutions prises sans eux ; d'où on les a appelé des *Evet effendim*, c'est-à-dire des « oui, monsieur » (1).

En 1856, vers la fin de la guerre de Crimée, la France et l'Angleterre tenaient à pouvoir, au moment du traité de paix, se prévaloir de ce que leur allié travaillait à améliorer le sort des chrétiens de son empire.

Sous leur influence — et non plus spontanément

comme en 1839 — le sultan fit rédiger un hattî-humayoun (1), que ses plénipotentiaires communiquèrent aux puissances réunies en congrès à Paris. Les puissances, excepté la Russie vaincue, affectèrent le plus grand respect pour la liberté du Sultan et une confiance illimitée en sa loyauté. Elles « constatèrent » timidement dans l'article, du traité de Paris « la haute valeur de cette communication ».

Le hattî-humayoun confirmait et développait le hattî-chérif de Gulhané :

Les garanties promises de notre part à tous les sujets de mon empire par le hattî-humayoun de Gulhané et les lois du tanzimat, sans distinction de classe ni de culte pour la sécurité de leurs biens et pour la conservation de leur bonheur, sont aujourd'hui confirmées et consolidées ; des mesures efficaces seront prises pour qu'elles reçoivent leur plein et entier effet.... Toute distinction ou appellation tendant à rendre une classe quelconque des sujets de mon empire inférieure à une autre classe, à raison du culte, de la langue ou de la race, sera à jamais effacée du protocole administratif.... La nomination et le choix de tous les fonctionnaires et autres employés de mon empire étant entièrement dépendants de ma volonté souveraine, tous les sujets de mon empire, sans distinction de nationalité, seront admissibles aux emplois publics et aptes à les occuper, selon leurs capacités et leurs mérites et conformément à des règles d'une application générale. Tous les sujets de mon empire seront indistinctement reçus dans les écoles civiles et militaires du gouverne-

(1) M. A. D'AVRIL, *op. cit.*, p. 22.

(1) M. A. D'AVRIL, *op. cit.*, p. 35 et suiv.

ment... Les sujets chrétiens et des autres rites non musulmans devront, aussi bien que les musulmans, satisfaire aux obligations de la loi de recrutement.

Ce n'était là qu'un trompe-l'œil destiné à satisfaire les puissances. Cette partie de l'acte, comme la partie correspondante de l'acte de 1839, était mort-née.

L'idée essentielle de faire peser sur les chrétiens la charge du recrutement — juste condition pour eux de l'égalité de droits avec les musulmans — fut abandonnée avant d'avoir reçu un commencement d'exécution. On se servit, pour sortir de l'impasse où on venait de s'engager, de la porte, habilement laissée ouverte, du « remplacement » : les chrétiens durent payer une taxe militaire — transformation du vieux *karatch* ou tribut pour rachat de la vie.

En 1864, l'empire était découpé en *vilayets*, ou grands gouvernements, aussi factices que nos départements. — Les derniers vestiges de grands groupements régionaux disparaissaient.

Les « réformateurs » concentrèrent alors leurs efforts contre les communautés et groupements locaux.

Si on s'en tenait à la phrase suivante du hattihumayoum de 1859, on pourrait croire qu'il tendait, au contraire, à consolider ces derniers asiles des raïas :

(1) M. A. D'AVRIL, *op. cit.*, p. 68.

Tous les privilèges et immunités spirituels, accordés *ab antiquo* et à des dates postérieures à toutes les communautés chrétiennes ou d'autres rites non musulmans établis dans mon empire sous mon égide protectrice sont confirmés et maintenus.

Mais il ne s'agit là que de « privilèges et immunités spirituels ». Et on lit aussitôt après le passage précédent :

Chaque communauté chrétienne ou d'autres rites non musulmans sera tenue, dans un délai fixé, et avec le concours d'une commission formée *ad hoc* dans son sein, de procéder avec ma haute approbation et sous la surveillance de ma Sublime Porte, à l'examen de ses immunités et privilèges, et d'y discuter et soumettre à la Sublime Porte les réformes exigées par le progrès des lumières et du temps. Les pouvoirs concédés aux patriarches et aux évêques des rites chrétiens par le sultan Mahomet II et ses successeurs seront mis en harmonie avec la position nouvelle que mes intentions généreuses et bienveillantes assurent à ces communautés.

Bien peu de communautés survécurent avec leurs anciens privilèges.

On s'appliqua à donner à la plupart — dans l'espoir de s'acheminer ainsi vers leur suppression — de nouvelles constitutions d'après lesquelles l'élément laïque devenait prépondérant (1).

Les « réformes sérieuses », toujours promises,

(1) M. A. D'AVRIL, *op. cit.*, p. 67. — Ce fut d'ailleurs là un calcul maladroît, au point de vue turc : partout où se développa l'élément laïque le nationalisme gagna.

servaient de prétexte à l'abolition des vieux droits tutélaires.

On lit dans le protocole n° 13 du traité de Berlin :

Méhémet Ali fait observer qu'en présence des réformes sérieuses que le Sultan se dispose à accorder, les privilèges, immunités et usages exceptionnels qui datent du moyen âge sont destinés à disparaître.

En décembre 1876, la Turquie alla jusqu'à ce moquer ouvertement des puissances et des réformes qu'elles prétendaient lui imposer. Une constitution fut promulguée. On y parlait d'un sénat, d'une chambre et d'un ministère responsable, de liberté de la presse, de liberté de réunion, d'inamovibilité de la magistrature, d'instruction primaire obligatoire. — Et tout cela, pour pouvoir répondre à l'Europe que les réformes qu'elle conseillait étaient contraires à la constitution !

Après la grande crise de 1876-1878, les puissances déclarèrent qu'elles ne se contenteraient pas d'un démembrement partiel — et d'ailleurs limité par elles (1) — de l'empire. Elles déclarèrent exiger l'exécution de réformes sérieuses dans toutes les régions qui restaient sous l'autorité directe de la Sublime Porte. Notamment, pour la Turquie d'Eu-

(1) On sait qu'une bonne partie des territoires soustraits à la domination directe de la Sublime Porte, par le traité de San Stefano, furent replacés sous le joug turc par les puissances réunies à Berlin.

rope, elles imposèrent au gouvernement de Constantinople l'acceptation de l'article 23 du traité de Berlin. Cet article est autrement clair que l'article 9 du traité de Paris. Il donne le droit à toute puissance signataire d'exiger l'exécution de l'obligation formellement contractée envers lui au profit des musulmans comme des raïas :

Des règlements analogues (au règlement de la Crète) adaptés aux *besoins locaux* seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe, pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité. La Sublime Porte chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'*élément indigène* sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements pour *chaque province*. Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime Porte, qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la commission européenne instituée pour la Roumélie Orientale.

Les commissions spéciales furent plus ou moins sérieusement convoquées par la Sublime Porte. En 1880, la conférence de Constantinople discuta longuement et donna son avis à la Porte (1). Et ce fut tout.

L'Europe, une fois qu'elle eut replacé la Macé-

(1) On trouvera les procès-verbaux de la Conférence de Constantinople dans le Livre bleu anglais : *Turkey*, n° 15, 1880, *Correspondence respecting the new law for the European provinces of Turkey*, 2 volumes. C-2703 et C-2703-1.

doine sous le joug turc, n'exigea pas l'exécution des promesses solennellement consignées dans le traité de Berlin.

Je ne note que pour mémoire la création, en 1896, quand l'opinion universelle finit par s'émouvoir au récit des massacres arméniens — des adjoints chrétiens aux valis. Ce ne sont — comme les conseillers provinciaux chrétiens — que des *Evet effendim*. Leur institution, si elle était sérieuse, n'indiquerait, d'ailleurs, qu'une tentative faite pour rendre la centralisation supportable.

Or, il semble bien démontré par tout ce qui se passe aujourd'hui que la Russie avait raison quand elle soutenait au cours du dix-neuvième siècle — et le plus souvent contre toutes les autres puissances (1) — que la décentralisation est nécessaire à la vie de l'empire turc comme à celle des raïas. On lit dans un document officiel russe, qui devait être présenté, en 1855, aux conférences de Vienne :

Il y avait, sous l'ancien régime, des éléments constitutifs inhérents aux populations de l'empire ottoman que la conquête avait légitimés et respectés, et qui ont résisté à la tyrannie et à l'anarchie de cette époque. C'étaient l'organisation communale et les franchises accordées par les souverains ottomans aux populations et à leur Église soit par stipulation consentie, soit sous la forme d'un acte spontané des conquérants. Elles ont produit d'heureux

(1) L'Autriche s'est pourtant, à plusieurs reprises, ralliée à l'opinion russe.

résultats et des exemples frappants de développement agricole et commercial. Les pachas et les dérébeys intéressés directement, comme ils l'étaient sous l'ancien régime, au bien-être de la province qu'ils exploitaient pour leur propre compte, ont respecté et favorisé des institutions et des franchises salutaires pour les populations. La réforme, en exagérant, d'une part sa tendance de centralisation et, de l'autre, en livrant la population à la merci d'une classe d'employés salariés, révocables et étrangers à la localité, a confondu les privilèges de la commune avec l'arbitraire qu'elle était appelée à supprimer.

## II

A Berlin, les puissances ont fait tacitement amende honorable à la Russie, quand elles se sont préoccupées des « besoins locaux » et des « éléments indigènes », et quand elles ont reconnu la nécessité de « règlements provinciaux ». — Mais il était sans doute trop tard pour réparer les fautes de tout un long passé.

La Sublime Porte était arrivée à ses fins.

Forte d'une armée redoutable, elle dispose, à l'intérieur de l'empire, d'un pouvoir à peu près sans limite.

Le rez-de-chaussée où s'étaient réfugiés et abrités les raïas n'a plus de plafond ; ses murs croulent.

La société chrétienne, après avoir survécu quatre siècles à la défaite, est morte et s'est décomposée.

Les nations et les communautés sont réduites en poussières humaines.

En même temps, les raïas se sentent rivés à un monde cristallisé, ennemi de la vie.

L'islam est devenu immuable. Il est hostile à tout progrès : « En Asie-Mineure, disait M. Michailowski, les derviches s'opposent à la construction des chemins de fer, qui, prétendent-ils, bouleversent l'ordre divin. »

En 1899, le vali, qui me reçut à Scutari d'Albanie, avait à lutter contre toute la garnison révoltée. Il fut enquêté par de hauts fonctionnaires venus de Constantinople. Il avait voulu, réformateur téméraire, réprimer les abus et améliorer la situation économique du vilayet. Il avait, surtout, commencé à canaliser la rivière qui porte à la mer les eaux du lac de Scutari à travers des marécages où l'on prend la terrible fièvre de la Boïana. Les fanatiques avaient fomenté le soulèvement contre celui qui prétendait corriger l'œuvre d'Allah.

C'est ainsi que le cours inférieur du Vardar, de la Strouma restent fermés, inutiles.

Quelques chemins de fer ont bien été construits : — ligne de Constantinople à Belgrade par Andrinople; lignes de Constantinople à Salonique, de Salonique à Mitrovitza, et, avec bifurcation près d'Uskub, à Belgrade; ligne de Constantinople à Monastir. Mais il n'y a guère de routes en Turquie. Elles manquent aux chemins de fer. Un impôt

spécial a bien été créé pour la voirie; mais il se perd dans les budget en déficit. Quand des tronçons de route sont construits par des valis réformateurs, ils ne peuvent l'être que par la corvée obligatoire, — autre fléau.

Des fonds ont été réunis pour créer des institutions de crédit rural. Or, dans les rares vilayets ou sandjaks (1) où ces institutions ont fonctionné, on a fait souscrire par les paysans, qui ne savent pas le turc — seule langue officielle — des obligations telles que la ruine s'en est suivie à l'échéance. Personne n'a plus recours à ces prêts qui soutiennent l'emprunteur « comme la corde le pendu », — ainsi qu'on l'a dit, à tort, de notre hypothèque.

Tous ceux qui font une enquête en Turquie d'Europe, et surtout en Macédoine, constatent que ces régions devraient être parmi les plus riches du monde, et, par la faute des Turcs, sont au contraire parmi les plus misérables. Je choisis, entre bien d'autres, un passage de M. Victor Bérard (2), sur la plaine macédonienne de la basse vallée du Vardar :

... Et pourtant, ce pays... semblait disposé par la nature pour être un paradis pour l'humanité... La plaine pour le blé, la colline en terrasses pour les vergers et les vignes, la montagne pour les forêts et les troupeaux, le fleuve pour l'irrigation, les sources pour l'arrosage, et la

(1) Subdivision du vilayet.

(2) Victor BÉRARD, *En Macédoine*, p. 150.

mer toute proche pour l'échange des produits; il semble que l'homme n'aurait eu qu'à se laisser vivre, en surveillant le travail de la terre et des eaux. L'esprit se reporte involontairement aux vallées de Toscane... D'Uskub à Salonique, pendant soixante lieues, pas une forêt à l'horizon, pas un verger, pas un arbre, sinon quelques cyprès autour des mosquées de Kuprulu, et quelques platanes tordus et noueux dans les cailloux du fleuve. Pas de verdure. Pas de culture. De loin en loin, quelques pans de chaumes moissonnés, et la brousse des chardons et des joncs.

Et, comme des Anglais qui viennent de chasser au marais montent dans le train avec leurs rabatteurs :

Une chasse aux canards, aux sarcelles, au gibier d'eau, voilà, sous la latitude de Naples, aux bords de l'Archipel, sur l'une des grandes routes du monde, tout ce que le Turc a su faire de la plus fertile des plaines, et voilà pourquoi le concert européen travaille à maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman.

De même, de M. Georges Gaulis (1) :

La pleine de Koumanovo est aux trois quarts livrée aux herbes ou aux roseaux; ses céréales réputées ne poussent qu'en des oasis, autour des centres habités. La plaine d'Uskub n'offre pas un coup d'œil plus riant. La culture du pavot s'est développée autour de la ville; les champs de blé jaunissent au delà, mais à trois kilomètres il n'y a plus rien, si ce n'est par taches... En pleine sève cette splendide contrée meurt tuée par... l'anarchie.

(1) *Bulgarie et Macédoine* (*Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> nov. 1902, p. 87). — Voir aussi : *En Macédoine*, par M. Albert MALET (*Correspondant*, 25 février et 10 mars 1903).

La situation des propriétaires et des paysans est intolérable.

Le spéculateur qui afferme la dime arrive trop souvent à la fixer arbitrairement et sans appel. Il la perçoit sans contrôle. Il faut, jusqu'à ce qu'il passe, laisser la moisson dans le champ. Quand le dimier tarde, les épis pourrissent ou s'égrènent, sous les yeux du paysan impuissant, qui doit encore s'estimer bien heureux quand le dimier n'exige pas en argent ce qu'il dit lui être dû.

Les autres impôts étaient jadis demandés à la municipalité, qui les répartissait librement entre ses membres solidairement responsables, et les percevait. Aujourd'hui, c'est l'individu qui doit l'impôt (1). Le gendarme turc s'installe au village. Il y exige « bon souper, bon gîte... et le reste ». Souvent, il prend l'argent sans vouloir donner de reçu, ou bien, il remet au contribuable — en langue turque — une déclaration vide de sens ou grotesque. Il perçoit ensuite une deuxième fois. — Telle est une des seules réformes sérieuses qui aient été vraiment réalisées, une réforme à rebours.

(1) Il va sans dire que, si les avantages de l'ancienne solidarité fiscale ont été supprimés, les inconvénients en subsistent : pour quitter le pays, il faut pouvoir fournir des garants, qui sont responsables du paiement régulier de l'impôt, non seulement par l'émigrant, mais aussi par ses descendants nés à l'étranger. Si une famille s'éteint après avoir passé la frontière, les Turcs trouvent toujours que la preuve des décès est insuffisante. Les garants sont tenus à perpétuité sur leur propre patrimoine.

Le gendarme séjourne plus ou moins longtemps, mais finit par s'en aller. Toute l'année, au contraire, le garde champêtre musulman — petit tyran local — s'efforce d'égaliser les exploits du gendarme, qu'il admire.

Le village est encore privilégié si quelque taxateur irrégulier ne prélève pas aussi sa part après, ou, de préférence, avant le gendarme du Sultan.

Dans la Vieille Serbie, l'Albanais vient, à la Saint-Georges (23 avril), fixer la contribution qu'il réclamera au Slave à la Saint-Michel (29 septembre), sous peine, bien entendu, de pillage, d'incendie et de meurtre. Cela se passe avec des formés : une sorte de taille de bois, semblable à celle de nos boulangers, le *tchetel*, sert de feuille d'impôt (1).

Ailleurs, ce sont des bandits qui enlèvent quelque paysan ou négociant (2). Ils font connaître aux siens la date à laquelle il sera exécuté, au cas où une rançon, qu'ils indiquent, n'aurait pas été payée.

Si les chrétiens — qui, depuis « la réforme », ont été partout désarmés — avaient le droit de se

(1) Voir aussi dans *la Macédoine* de M. VICTOR BÉHARD (p. 115 et suiv.) les autres exigences des Albanais, connues sous le nom générique de *zouloums*.

(2) Voir dans le *Livre jaune* de 1902, sur *les affaires de Macédoine* (p. 49), l'histoire, racontée par M. STEEG, d'un Grec arrêté à Niaousta, ville située à 60 kilomètres de Salonique, par quatre Albanais qui l'ont emmené tranquillement, en traversant toute la ville, à quatre heures de l'après-midi.

montrer les armes à la main, les bandits de ce genre auraient vite disparu. Le gouvernement turc le sait : en 1890, Halil Rifaat pacha, vali de Monastir, fit distribuer douze fusils par village : l'ordre régna vite dans toute la région ; mais le vali fut envoyé en disgrâce en Asie Mineure. Depuis, en 1900, son successeur a recommandé aux intéressés de payer bien régulièrement les rançons pour ne pas irriter les brigands (1). C'est ainsi que certain roi de France payait les Northmans pour ne pas s'attirer d'affaires.

Le fonctionnaire opère d'ailleurs parallèlement aux brigands : le *bakchich* fait concurrence à la rançon. En effet, les fonctionnaires touchent rarement de-ci, de-là un mois de traitement. Les troupes, lors de mon passage qui, à Scutari d'Albanie, en 1899, étaient révoltées contre le vali, réclamaient un arriéré de solde de plus d'un an. La Sublime Porte ne fournit à ses fonctionnaires que deux moyens de subsister : la voler sur les fournitures prises en charge, sur les deniers perçus, sur les travaux exécutés ; vivre sur le pays. Les fonctionnaires emploient des procédés devenus classiques pour rançonner leurs administrés. Par exemple, une fausse affiche révolutionnaire apposée dans un village permet d'arrêter les notables et de ne les relâcher que contre argent comp-

(1) M. WÉDAR : *Le mouvement révolutionnaire macédonien*.

tant. C'est bien la rançon, avec la franchise et un certain courage en moins.

La justice ne présente aucune garantie. Sous le voile des principes dont on fait montre à l'usage de l'Europe, les juges sont nommés par le vali parmi les hommes d'affaires de sa clientèle. Les faux témoins musulmans sont devenus une institution. Les prisons sont abjectes. La question n'est pas aussi abolie qu'on s'efforce de le faire croire.

Ni la propriété, ni l'honneur, ni la vie des *raïas* ne sont garantis contre la fantaisie et la convoitise des fonctionnaires du Grand Turc et de leurs amis. C'est en étudiant la Turquie qu'on comprend bien la vieille maxime romaine : *Jus privatum sub tutela juris publici latet.*

Dans un pareil milieu, les résistances, les vengeances et les décisions désespérées sont fatales. Celui-ci a à venger sa femme, sa fille, sa sœur; celui-là, sentant sa vie en danger, et traqué, s'est enfui; cet autre a eu son champ confisqué; cet autre était à bout : il a pris son fusil et a gagné la montagne. Les *oulaws* se retrouvent. Ils forment des bandes, — comme jadis, plus au nord, les *haïdouks*. Les cadres de la révolution sont ainsi constitués par l'Empire ottoman lui-même.

Et il y a plus encore que ce que je viens d'indiquer.

Les musulmans s'inquiètent des progrès que font les chrétiens.

Un vali répondait au colonel Yankof, Bulgare-Macédonien qui lui avait demandé pourquoi les Turcs ne consentaient pas à faire dans l'empire une place meilleure aux Jougo-Slaves : « Parce que, laborieux comme vous êtes, vous nous devanceriez, et l'empire ottoman s'écroulerait. »

Les chrétiens, devenus conscients de leur dignité d'hommes et de leur nationalité veulent être libres. Les musulmans sont décidés à arrêter cette poussée d'en bas qui — puissante comme une force naturelle — commence à les épouvanter.

Les Osmanlis regrettent de ne pas avoir eu, jadis, en s'installant, assez de prévoyance pour faire maison nette — comme, au moyen âge, leurs amis prussiens dans les pays slaves, à l'est de l'Elbe (1). Ils se figurent que leur mansuétude passée — qu'ils peuvent tout au plus invoquer comme circonstance atténuante de leurs méfaits présents, — leur donne sur les chrétiens le droit absolu du vainqueur sur l'esclave antique.

Or, il est aujourd'hui établi que les événements arméniens ont été systématiquement préparés et organisés, et que le signal en a été donné par le sultan rouge. Le massacre est en voie de devenir un dogme du panislamisme et un des moyens ordinaires de règne d'Abd-ul-Hamid.

Déjà, depuis des années, l'islam a concentré ses

(1) M. LAVISSE : *Études sur l'histoire de Prusse, passim.*



forces. Le bruit a été répandu hors de Turquie qu'il serait agréable au Sultan de voir les musulmans des anciennes provinces turques annexées à de grandes puissances ou affranchies, émigrer, et venir s'établir sur le territoire de l'empire. Ceux qui ont obéi à ce désir du sultan sont les *mohadjirs*. Leurs hordes de toutes races ont été campées en Macédoine : de même, pendant les années qui ont précédé les « atrocités bulgares », les Tcherkesses, mohadjirs venus de Russie, avaient été campés en Bulgarie à leur poste de massacre.

Dès 1898, le général Saahéddin pacha, qui, d'après l'enquête anglaise, a organisé les massacres de Crète, fut envoyé en Macédoine. Selon M. Wédar (1), il eut pour mission : « 1° de fonder dans chaque ville des comités musulmans ; 2° de leur distribuer des armes ; 3° d'organiser le silence forcé hors de la Macédoine, de façon que la nouvelle des massacres soit connue très tard en Europe. »

Dès le mois de mars 1902, le consul de France à Monastir signalait l'emploi en janvier, par les autorités turques, des bachi-bouzouks (2), — ces

(1) *Humanité nouvelle*, op. cit., p. 6.

(2) *Livre jaune* de 1902 sur les affaires de Macédoine, p. 3 ; M. Max Choublier, vice-consul de France à Monastir, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères « Monastir, le 4 mars 1902... Le 26 janvier, le vali de Monastir, averti que plusieurs chefs des comités s'étaient réunis à Ekchi-Sou, envoyait le capitaine Rifaat bey avec cent cavaliers pour se saisir des conspirateurs. Au lieu de

terribles francs-tireurs de la guerre civile orientale. La Sublime Porte ne procédait-elle pas discrètement à une sorte de mobilisation et d'entraînement de ses meilleurs assommeurs ?

Des comités musulmans, officiellement encouragés, étaient constitués (1). Depuis le printemps de 1902, toute la population musulmane était armée (2). De fréquents conciliabules avaient lieu dans les mosquées. Les têtes se montaient. On

marcher directement sur Ekchi-Sou, Rifaat bey s'attardait dans les villages voisins à lever deux cents bachi-bouzouks. Les conspirateurs avertis eurent le temps de fuir, mais les habitants du village payèrent pour eux : ils furent battus et cruellement maltraités. Les bachi-bouzouks se sont cru, après cet enrôlement, autorisés à continuer, même hors de la présence des autorités, à poursuivre les agitateurs bulgares. La police turque accepte du reste leurs services ; à la suite de perquisitions opérées par eux dans les villages d'Egri, Boukri, Barechani, Jabeni et Zajetz, trente et un Bulgares ont été incarcérés. Avant l'arrivée des zaptiés et des autorités turques, les habitants de Jabeni et de Barechani avaient été maltraités, liés d'abord, puis bâtonnés par les bachi-bouzouks. Une plainte adressée au vali de Monastir par les habitants de Barechani a été repoussée ; quelques bachi-bouzouks du village turc d'Ostritza sont toujours installés à Barechani et, sous l'œil des zaptiés, continuent leurs perquisitions.

(1) « Les Turcs de Besna, à cinq heures au nord de Monastir, organisent un comité antibulgare ; près de Besna, sur les bords du lac de Presba, des bandes turques perquisitionnent. » M. Max Choublier, lettre déjà citée du 4 mars 1902.

(2) « Bien que les armes n'aient jamais manqué aux musulmans, je crois savoir qu'ils en font actuellement à Salonique d'importantes acquisitions. » Lettre de M. Steeg, consul de France à Salonique, à M. Delcassé, 3 décembre 1902. *Livre Jaune* de 1902, p. 44.

parlait, tantôt de reconquérir les territoires perdus, et tantôt de courir sus à la population chrétienne de l'intérieur. La crainte du massacre planait sur les raïas et les poussait à bout (1).

Au mois de décembre 1902, M. Georges Gaulis constatait que l'élément bulgare de Macédoine était arrivé « au degré de lassitude et de révolte où un peuple perd toute notion de prudence (2) ».

Dès le 1<sup>er</sup> novembre, M. Anatole Leroy-Beaulieu avait écrit :

En Europe comme en Asie, le Sultan s'efforce de rétablir l'ordre par la terreur. Le pillage, le viol, le massacre sont ses instruments habituels de gouvernement dans la vallée du Vardar et de la Struma, aussi bien que sur les rives du lac de Van ou sur les bords escarpés du haut Euphrate. Les chrétiens de Macédoine, les Slaves surtout, se voient, à leur tour, menacés d'anéantissement (3).

Sous le régime d'Abd-ul-Hamid, l'État ottoman n'est pas seulement incapable d'être cet État rudimentaire qu'est l'État-gendarme. Il est un État brigand. Il se prépare une fois de plus à être un État égorgeur.

(1) « ... Nombreux sont ceux qui n'attendent qu'un signe pour rendre au Sultan le service de le débarrasser des agitations en faisant, comme en Arménie. Ces dispositions de l'élément musulman ne sont peut-être pas le moindre danger de la situation actuelle. » Lettre de M. Steeg à M. Delcassé, 28 octobre 1902. *Livre Jaune* de 1902, p. 28.

(2) *Pages libres. op. cit.*, p. 91

(3) *L'Européen*, 1<sup>er</sup> novembre

Le régime hamidien est bien la cause du mouvement révolutionnaire macédonien.

Les grandes puissances du congrès de Berlin sont ainsi indirectement responsables de la révolution.

En effet — je le répète à dessein — elles ont, de par l'article 23, le droit d'intervenir dans les affaires intérieures de l'empire ottoman et de mettre fin au régime hamidien de centralisation contre nature, d'exactions, de brigandage et de massacre.

Bien plus, elles ont le devoir d'intervenir, puisqu'elles ont — la Russie exceptée — replacé sous le joug turc la Macédoine affranchie par le traité de San Stefano.

### III

Les Macédoniens, et surtout les plus énergiques et les plus courageux, et aussi les plus brutaux, d'entre eux, les Bulgares, se sont vainement adressés à l'Europe.

Ils auraient voulu que toutes les puissances cosmopolites du traité de juillet 1878 intervinsent solidairement. Ils pensaient qu'une pression européenne collective réussirait comme pour la Crète. Ils avaient, en même temps, plus de confiance dans

le désintéressement des puissances occidentales que dans celui des puissances presque voisines et directement mêlées à la vie balkanique : l'Autriche-Hongrie et la Russie, sans parler de l'empire allemand. Ils désiraient voir se réunir quelque grand congrès international, qui eût enfin réalisé l'œuvre de réformes du congrès de Berlin et organisé un contrôle européen.

Ils ont donc envoyé en Occident des sortes d'ambassadeurs, qui se sont d'ailleurs, en passant, arrêtés à Vienne : l'hiver dernier, M. Michaïlowski ; puis, cet été, M. Radef.

M. Michaïlowski, président du comité macédonien, est un homme d'une cinquantaine d'années, intelligent et nerveux. Les cheveux noirs, les yeux ombragés par des arcades sourcilières très prononcées, le nez busqué. Né dans la principauté, il a été élevé à Constantinople, au lycée français de Galata-Séraï, où l'on donne aux élèves des notions de diplomatie, qu'il est très fier d'avoir reçues. Il a fait son droit à la Faculté d'Aix, et a conservé un peu de l'allure et de l'éloquence de nos Provençaux. Il fut professeur de littérature française à l'université de Sofia. Il a traduit, avec éclat, disent ses compatriotes, les œuvres de nombreux poètes français. Il ne s'occupe des affaires macédoniennes que depuis deux ou trois ans. Il fait l'impression d'un homme convaincu qui s'est donné tout entier à la cause qu'il vient d'embrasser. Il suit toujours l'idée qui

l'obsède, sans se laisser détourner par les objections, ni interrompre.

M. Radef, également ancien élève du lycée de Galata-Séraï, ancien directeur du *Mouvement macédonien* qui paraissait à Paris, aujourd'hui rédacteur à la *Veichema Pochta* de Sofia, n'a guère plus de trente ans. Sous le lorgnon, son œil pénétrant et interrogateur cherche sans trêve le regard de son interlocuteur. Il a trouvé le meilleur moyen de persuader. Il fuit les exagérations et il parle avec bon sens et franchise. Toujours triste, nature froide et réfléchie, très calme et très maître de lui, il ne se livre pas vite. Mais, peu à peu, il inspire la confiance et une profonde sympathie.

M. Michaïlowski et M. Radef rendirent visite à un grand nombre d'hommes politiques, de journalistes et de publicistes de Paris, de Rome et de Londres. Ils exposèrent, chacun avec son tempérament, la situation critique des Macédoniens. Ils insistèrent sur les résolutions désespérées et terribles que leurs compatriotes allaient être obligés de prendre.

Les Macédoniens ont aujourd'hui perdu leurs espérances.

Ils comptaient beaucoup sur la France. Pendant un temps, ils ont pu se laisser illusionner par des déclarations imprudentes et des promesses sans consistance. Ils ont pu attacher une importance bien exagérée à des meetings où une foule, qui

ignorait presque où se trouve la Macédoine, frémissait et exultait quand on lui racontait que le monde allait être transformé sans risques et que des torts seraient soudainement redressés en pays lointains, à coups de baguette magique française. Je puis affirmer que des ordres du jour de réunions parisiennes et des articles de journaux français répandus dans les Balkans ont même décidé à prendre les armes quelques malheureux qui ont cru l'intervention de la France imminente. Mais, aujourd'hui, les Macédoniens — ou tout au moins leurs chefs — ont sûrement pu se faire une idée plus exacte de la politique suivie par la France. La France est prête à seconder de toute sa force son allié russe le jour où il tentera vraiment d'atténuer dans les Balkans les causes profondes de troubles. Elle s'est concertée avec lui chaque fois qu'il a fait mine de faire quelque chose. Elle lui a soumis des idées et des projets. Mais elle ne peut pas, et elle ne doit pas, jouer un premier rôle dans une région où, si ses intérêts matériels sont considérables, ses intérêts diplomatiques et politiques sont secondaires (1). Elle ne peut pas contrecarrer la Russie

(1) M. Delcassé a, je crois, été aussi loin que pouvait aller un ministre français. On s'en aperçoit en lisant le *Livre jaune*. Jusqu'à la conclusion ferme de l'entente autro-russe, M. Delcassé souhaitait que « les Gouvernements français et russe pussent se mettre d'accord, à bref délai; sur une ligne de conduite commune en vue de préconiser l'adoption des réformes les plus pratiques et

dans ces régions sud-orientales de l'Europe où elle a déjà versé tant de sang, et où des Slaves et des orthodoxes sont en question. Et puis, il y a quelque chose dont les Macédoniens se rendent bien compte : M. Michaïlowski m'avouait cet hiver qu'il sent peser sur son pays la fatalité de 1870. La France est toujours prompte à se passionner pour les vaincus et les opprimés. Mais elle ne doit pas oublier qu'elle est elle-même une vaincue et qu'elle se doit à d'autres qu'à des étrangers.

L'Italie, dès qu'il s'agit des Balkans, regarde l'Albanie et toute la côte orientale de l'Adriatique. Elle y est la rivale de l'Autriche-Hongrie, puissance triplicienne comme elle. Elle la surveille avec une jalousie prudente, avisée et toujours en éveil. De cette manière elle se trouve, elle aussi, mais d'une autre façon que la France, régler son attitude sur celle de son alliée.

L'Angleterre — nous l'avons vu — n'est plus toujours présente, active et intransigeante dans ce qu'elle appelle le *near East* (1). Elle paraît se désintéresser de cette question d'Orient qui a jusqu'à ces derniers temps dominé sa politique. Sans doute, une flotte anglaise continue à mouiller pendant une partie de l'année devant Salonique. Sans doute, le ministère anglais, comptant à tort sur l'appui

les plus efficaces », et de les préconiser auprès des grandes puissances avant de s'adresser au Sultan.

(1) Balkan et Asie occidentale.

de l'Allemagne, a maladroitement posé la question des détroits au sujet du passage par les Dardanelles de vaisseaux de guerre russes légèrement transformés. Sans doute aussi, l'Angleterre vient d'intriguer à Sofia et à Constantinople, d'accord avec les Bulgares stambouloviens. Toutefois, son attention est de plus en plus attirée ailleurs, sur l'Inde et la Chine, sur l'océan Pacifique et l'océan Indien. Le point de frottement entre la Russie et elle s'est déplacé vers l'Orient.

Et on fait aux envoyés macédoniens des réponses dilatoires : — « Nous sommes prêts à intervenir diplomatiquement si la France, notre amie de fraîche date, veut bien agir la première », dit-on à Rome. De même à Londres : « Nous serons heureux d'appuyer la France — avec laquelle nous entretenons maintenant les meilleures relations — dès qu'elle aura commencé à agir. »

Les bons billets que la France aurait là le jour où, emportée par un élan sentimental, elle aurait fait un pas décisif! Pour avoir voulu prendre en main la cause macédonienne, elle se trouverait face à face avec l'empire allemand, après avoir froissé la Russie et l'Autriche-Hongrie.

En effet, l'empire allemand d'une part, la Russie et l'Autriche-Hongrie de l'autre, sont les seules grandes puissances qui, aujourd'hui, aient et puissent avoir un rôle vraiment actif dans l'imbroglio macédonien et balkanique.

Le gouvernement allemand est systématiquement hostile aux Macédoniens. Il cherche à tirer des événements de Macédoine, comme de tous les événements qui se passent dans le monde, des bénéfices particuliers. Il s'applique à consolider l'alliance qui existe en fait entre l'Allemagne et la Turquie : déjà, au lendemain des massacres arméniens, Guillaume II envoyait au sultan rouge des protestations et des gages d'amitié. L'empereur allemand n'est sans doute pas fâché de voir décimer des populations jougo-slaves, qui pourraient un jour gêner le *Drang* vers l'Asie. Il a tenté de poster dans les Balkans des officiers allemands déguisés en administrateurs turcs et en contrôleurs européens.

On sait que l'Autriche-Hongrie et la Russie, longtemps divisées par leurs ambitions et leurs vues contradictoires sur les Balkans, se sont entendues pour éviter une guerre toujours menaçante entre elles et que l'accord de 1897 a essentiellement pour but l'amélioration des rapports austro-russes par le maintien du *statu quo* dans les Balkans.

Quand le tsar chargea, en décembre 1902, son ministre des affaires étrangères d'aller opérer sur place l'adaptation de l'accord austro-russe aux événements nouveaux, le comte Lamsdorf, avant même de s'arrêter à Vienne, se rendit à Belgrade, puis à Sofia. On connaît aujourd'hui le langage

optimiste et comminatoire qu'il fit entendre aux Serbes et aux Bulgares du royaume et de la principauté :

La Russie, qui de tout temps a témoigné l'intérêt le plus vif pour le sort des populations chrétiennes de la Turquie, consacrait tous ses efforts à engager le gouvernement ottoman à introduire le plus tôt possible des réformes dans les trois vilayets. Pour remplir cette tâche avec succès, il était nécessaire que de leur côté les États slaves, prenant les mesures en leur pouvoir pour sauvegarder la tranquillité dans la péninsule balkanique, réagissent contre des troubles dangereux et toutes menées révolutionnaires (1).

Plusieurs notes du *Messenger officiel* russe devaient par la suite rappeler de plus en plus nettement ces conseils impératifs aux petits États frémissants. Par exemple, en février :

... Les États balkaniques ne doivent pas perdre de vue que la Russie ne sacrifierait ni une goutte du sang de ses fils, ni la plus petite parcelle de l'avoir du peuple russe, si les États slaves, malgré les conseils de sagesse qui leur ont été donnés d'avance, cherchaient à porter atteinte par des moyens révolutionnaires à l'ordre de choses établi dans la péninsule des Balkans.

(1) *Messenger de l'Empire*.

## IV

Le comte Lamsdorf arriva à Vienne le 29 décembre 1902, persuadé qu'il avait accompli avec un plein succès la première partie de son œuvre et que l'incendie était définitivement limité à la Turquie d'Europe. L'événement n'a pas, jusqu'ici, trompé ses prévisions.

Il lui restait à tomber d'accord avec l'Autriche sur un projet pratique de réformes « sérieuses et efficaces ».

Déjà, dès le mois de mai 1902, le comte Goluchowski, parlant aux délégations réunies à Budapest, avait reconnu la nécessité de réformes en Turquie d'Europe :

... Au cours de l'année précédente, avait-il dit, rien n'a changé en mieux et les menées toujours croissantes des comités révolutionnaires trouvent du côté turc une situation administrative toujours défectueuse au plus haut degré, deux faits pouvant provoquer à chaque moment des conséquences fâcheuses... Tous nos efforts pour empêcher dans ces contrées des excès pouvant troubler la paix ont pour condition que la Turquie prenne des mesures... La Turquie ne peut garder l'intégrité de son territoire qu'à la condition que, d'un côté, les organes turcs ne dépassent pas dans le cas de répression les mesures nécessaires au maintien de l'ordre; de l'autre, que la Turquie introduise des réformes administratives.

D'après une lettre du marquis de Reverseaux (1), ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, l'initiative de la Russie causa à Vienne « un vrai soulagement » :

Le peu de succès des premières démarches des ambassadeurs auprès de la Porte, l'efficacité des réformes promises par le Sultan, l'organisation des bandes insurrectionnelles, n'étaient pas de nature à rassurer les esprits. Une entente étroite entre l'Autriche et la Russie semblait le seul remède à une révolution et à ses conséquences. Mais elle apparaissait comme un rêve. Cette visite du comte Lamsdorf en fait une réalité et cause un vrai soulagement.

Les conférences qui eurent lieu à Vienne entre le comte Lamsdorff et le comte Goluchowski « aboutirent à la fixation de principes généraux devant servir de base aux réformes projetées dans les trois vilayets turcs (2) » .

Le « programme commun » (3) établi à Vienne par les deux ministres autrichien et russe fut communiqué, au début de janvier, à M. Zinovief et au baron de Calice, ambassadeurs de Russie et d'Autriche-Hongrie à Constantinople. Ils furent chargés, « après un examen des conditions locales, d'éla-

(1) *Livre jaune* de 1902, p. 58.

(2) *Messageur officiel russe*. — M. Delcassé était aussitôt mis au courant par une lettre du marquis de Reverseaux. (*Livre jaune* de 1902, pièce n° 51, p. 60.)

(3) *Messageur officiel*.

borer un projet plus détaillé de mesures ayant pour objet une amélioration efficace du sort de la population des provinces de Salonique, Kossovo et Monastir (1). »

Après que ce projet eut été communiqué aux puissances et approuvé par elles, les ambassadeurs russe et austro-hongrois le remirent au Sultan.

Le Sultan, par un iradé du 23 février, accepta sans modification l'ensemble des réformes proposées (2).

Et pourtant la révolution éclata au printemps. Les réformes ne furent pas appliquées.

On dit : « Dès que le calme sera rétabli, la Turquie tiendra sa parole. Le retard incombe aux Macédoniens. Ils demandent de l'air, et ils empêchent d'ouvrir la fenêtre. »

Les Macédoniens répondent (3) qu'ils déposeront les armes et cesseront toute agitation quand on sera prêt à leur accorder des réformes « sérieuses et efficaces ». Ils acceptent le point de vue auquel se sont placés les gouvernements autrichien et russe : « améliorer le sort des chrétiens en Macé-

(1) *Messageur officiel*.

(2) *Livre jaune* de janvier-février 1903 : lettre de M. Constans, ambassadeur de la République française à Constantinople, pièce 18, p. 12.

(3) Ou tout au moins ils répondaient ainsi jusqu'à ces derniers temps. Mais, à mesure que la révolution se développe, l'idée d'indépendance grandit.

doine... sans rien changer au *statu quo* » (1). Ils ne parlent ni de sécession ni de démembrement. Ils invoquent le traité de Berlin, et non le projet déchiré de San Stefano (2).

(1) M. de Reverseaux ajoute, dans la lettre citée du 31 décembre : « et sans attenter aux droits souverains du Sultan sur cette province de son empire ». Faut-il attacher à ces mots tout leur sens littéral? Les Austro-Russes ne peuvent pourtant pas ne pas comprendre les droits acquis dans le *statu quo*. Or, l'article 23 donne sûrement aux grandes puissances signataires du traité de Berlin des droits acquis qui limitent les « droits souverains du Sultan ». Faut-il voir dans la timidité des Austro-Russes l'effet d'une influence allemande?

(2) Bien entendu, dans le monde des publicistes, on se montre moins prudent et moins résigné. Des foules de projets plus ou moins radicaux ont été élaborés. J'indique, d'après une note de presse, le projet intéressant et relativement modéré, esquissé, au retour d'un voyage dans les Balkans, dans une conférence à la Bodinière, par M. Povolni, correspondant du *Sviet* à Paris :

« Partant de ce fait que, d'une part, aucune réforme n'est possible en Macédoine avec le maintien du régime des pachas turcs, et que, de l'autre, l'abolition de la domination du Sultan dans cette province provoquerait aussitôt les convoitises de divers États, M. Povolni propose un moyen terme : réserver à la Turquie une position strictement indispensable pour le maintien de sa souveraineté, par l'entretien des garnisons dans les principaux centres, et conférer le reste (administration intérieure, affaires économiques, etc.) aux populations de ce pays, qui, pour se garantir contre les exactions possibles de la soldatesque turque, organiseraient une police et une milice indigènes. Un arrangement pareil a subsisté en Serbie pendant plus de cinquante ans sans avoir donné lieu à des conflits, car le Turc, une fois qu'il se sait dessaisi de la surveillance et de la domination sur les indigènes, se désintéresse de leurs affaires et se confine dans son milieu musulman. Afin d'éviter des collisions entre les diverses nationalités de la Macédoine, le futur statut (qui devrait être étendu sur la Vieille

Mais ils soutiennent que les réformes dont on leur parle sont insuffisantes et dérisoires.

Serbie où la situation est encore plus critique, et sur l'Albanie où des fermentations de troubles se font sentir) stipulerait l'égalité absolue des langues et nationalités et le règlement de la question agraire par l'abolition du système féodal turc. Comme les populations de la Macédoine sont dès à présent dans un état d'animosité les unes contre les autres et que, copiant les procédés de leurs maîtres, elles liquident leurs querelles par des moyens violents, il est nécessaire de faire précéder l'introduction de ces réformes par une occupation européenne provisoire qui habituerait la Macédoine à un régime d'ordre et de légalité. Toutefois, afin d'empêcher que cette occupation puisse être exploitée par certaines puissances qui ont des visées annexionnistes sur la Macédoine, il faudrait faire la répartition des rayons d'occupation de façon à ne pas les exposer à une tentation de ce genre ». — Dans les *Questions diplomatiques et coloniales* du 1<sup>er</sup> février 1903, j'écrivais (p. 149) : « On entrevoit aisément les grands principes à adopter : dans les vilayets actuels, ou dans des circonscriptions plus grandes et mieux adaptées à la carte ethnographique, des gouverneurs chrétiens seraient nommés avec le concours de l'Europe. Les garnisons turques n'auraient plus qu'un rôle exclusivement militaire; une milice locale serait chargée de la police; les musulmans n'auraient pas plus que les chrétiens le droit de port d'armes. Des tribunaux impartiaux seraient organisés. On renoncerait complètement au régime occidental et individualiste : on développerait, sans partialité, les différentes communautés religieuses et nationales, — en trouvant une combinaison nouvelle pour les Serbes actuellement sans église nationale, — (par cette méthode seulement, on arrivera à faire vivre en paix les divers groupements enchevêtrés et à dégager la vraie physionomie du pays). Pendant une période transitoire, l'Europe interviendrait plus énergiquement, et présiderait à l'établissement du régime nouveau : en 1876, il fut déjà question d'envoyer temporairement en pays bulgare une gendarmerie mixte européenne, dont le contingent avait, je crois, été fixé à 3,000 hommes. » — Des mesures de cette sorte sont la condi-



Je vais indiquer, d'après le *Messenger russe*, quels sont les principaux traits de ces réformes.

En même temps, je reproduirai les critiques dont j'ai pris note, en juin, sous la dictée d'un Macédonien qui parlait au nom des comités, et j'exposerai le projet macédonien (1).

Auparavant, je signale l'existence de deux autres projets qu'il faut se garder de confondre avec les précédents.

On dit souvent : le projet austro-russe, c'est le projet Steeg, qui est parfait. Oui, le projet que M. Steeg, consul de France à Salonique, a esquissé dans une « note concernant les réformes à introduire en Macédoine (2) » est remarquable. La note de M. Steeg a même servi à élaborer, au quai d'Orsay, un projet français, qui prenait corps (3),

tion de la guérison. Mais, pour le moment, il s'agit d'aller au plus pressé et de se contenter de réformes rudimentaires et transitoires.

(1) Ou tout au moins celui que ces Macédoniens ont fait exposer en Occident cet été. Le projet exposé l'hiver dernier par M. Michaïlowski était bien différent. De même, le projet répandu à la fin d'août : il concerne toute la Turquie d'Europe qui est organisée en quatre provinces : Macédoine, Vieille-Serbie, Thrace et Albanie.

Chaque province a à sa tête un gouverneur général nommé par le sultan avec le consentement des puissances. Un haut commissaire européen est nommé par les puissances. Le sultan ne garde guère que le droit de défendre les frontières et un droit à une certaine somme pour sa liste civile. Des mesures transitoires sont prévues.

(2) *Livre jaune* de 1902, annexe de la pièce n° 48, p. 50 et suiv.

(3) On en trouve des traces dans plusieurs pièces du *Livre jaune* de 1902, — notamment dans deux lettres de M. Delcassé, l'une adressée à M. Boutiron, chargé d'affaires de France à Saint-Pé-

quand le projet austro-russe a été arrêté, et adopté par les puissances. Mais le projet Steeg-Delcassé est bien différent du projet austro-russe. Nous allons avoir à les opposer l'un à l'autre.

Le projet austro-russe procède au contraire dans sa partie essentielle — celle qui concerne l'inspecteur général — des « instructions concernant les vilayets de Turquie d'Europe (1) », œuvre de la Porte « harassée par les remontrances des ambassadeurs (2) ». Or, nos agents dans la péninsule ont sévèrement jugé ces « soi-disant réformes (3) »,

tersbourg (27 novembre 1902, pièce n° 39, p. 35 et suiv.), et l'autre à M. Bapst, chargé d'affaires de France à Constantinople (3 janvier 1903, pièce n° 52, p. 61 et suiv.) On lit dans la lettre adressée à M. Boutiron : « ... Il importe que les gouvernements français et russe puissent se mettre d'accord, à bref délai, sur une ligne de conduite commune en vue de préconiser l'adoption des réformes les plus pratiques et les plus efficaces. A cet égard, je serais porté à recommander le programme qu'a suggéré notre consul à Salonique. »

(1) Il est à remarquer que la Porte prétend réformer, non seulement les trois vilayets macédoniens, mais la Turquie d'Europe tout entière. Elle emploie là un procédé qui lui est habituel. En décembre 1877, elle prétendit étendre à tout l'empire les réformes régionales élaborées par la conférence de Constantinople. Elle connaît le proverbe : qui trop embrasse... A la fin de 1902, elle a dû prévoir que l'application de réformes même superficielles en pays albanais ferait courir les Skipétars aux armes, amènerait des massacres en Vieille Serbie et disperserait l'attention de l'Europe. M. Steeg écrit (*Livre jaune* de 1902, p. 38) : « Les réformes appropriées à une de ces régions ne sauraient convenir aux autres; cette incompatibilité offre un motif pour ne rien changer. »

(2) Expression de M. BAPST, *Livre jaune* de 1902, p. 38.

(3) Lettre de M. Steeg à M. Delcassé : *Livre jaune* de 1902, p. 49.

octroyées par les gens d'Yldiz. « On s'aperçoit vite qu'aucune intention sérieuse n'est dans l'esprit du gouvernement », écrit M. Bapst (1). Et M. Steeg :

On considère généralement ici (à Salonique) que ce document, rempli, en grande partie, par la confuse répétition d'extraits de la législation en vigueur, ne contient en fait de dispositions nouvelles que des mesures insignifiantes ou plus nuisibles qu'utiles. Je ne fais que traduire l'opinion générale en la résumant comme suit : les nouvelles « réformes » consistent dans la multiplication de rouages coûteux et irresponsables ; il semble qu'on ait voulu organiser, non le progrès, mais la résistance (2).

Cela indiqué, examinons le programme de réformes austro-russe, accepté par le Sultan.

Ces réformes, comme toutes celles applicables à la Macédoine, sont de deux sortes :

1° Les réformes proprement dites ;

2° Celles qui concernent le gouvernement de la Macédoine, c'est-à-dire le rouage d'exécution, la condition de réalisation de toutes les autres réformes.

#### *Première catégorie de réformes.*

Elles concernent les finances et les impôts, la gendarmerie et les gardes champêtres (3).

(1) *Livre jaune* de 1902, p. 36.

(2) *Ibid.*, p. 49.

(3) De plus, tous les condamnés ou accusés pour faits politiques et tous les émigrés devaient être amnistiés.

I. *Réformes des finances et impôts* (1). — On lit dans le *Messenger de l'Empire* :

Pour assurer le fonctionnement régulier des institutions locales, un budget des revenus et des dépenses sera dressé dans chaque vilayet, et les perceptions provinciales, contrôlées par la Banque impériale ottomane, seront destinées en premier lieu aux besoins de l'administration locale, le paiement des services civils et militaires y compris. Le mode de perception des dîmes sera modifié et l'affermage en gros aboli.

Les Macédoniens ont été surtout frappés par les précautions prises en vue de créer des budgets régionaux distincts du budget de l'empire. Ils déclarent qu'on n'a eu en vue que l'avantage des compagnies de chemin de fer et autres entreprises internationales, dont les intérêts sont garantis et les prêts ou avances sont gagés sur des revenus spéciaux. D'après eux, la réforme a pour but d'empêcher qu'un *khavalé* — ou ordre d'envoi à Constantinople de l'argent des caisses de province — n'épuise les ressources avant que la finance européenne ne se soit payée.

Ils ont le tort de ne pas reconnaître que, si l'état financier de la Macédoine est amélioré, les fonctionnaires et les gendarmes, moins irrégulièrement payés, pilleront moins.

(1) Sur ce sujet, les « instructions » turques de novembre 1902 sont muettes, tandis que les projets français et austro-russe se ressemblent beaucoup.

Ils ont, de plus, cherché à soutenir qu'on ne s'est préoccupé que du budget et non de la perception des impôts qui, évidemment, les intéresse au premier chef.

Or, le 1<sup>er</sup> décembre 1902, le marquis de Revereaux écrivait : « Les réformes doivent porter sur la perception des dimes... » Le *Messageur des finances* est tout aussi explicite. L'amélioration de la perception des autres impôts dépend, — comme nous l'avons vu, — de la réforme de la gendarmerie (1).

II. *Réforme de la gendarmerie.* — Voici le passage du *Messageur de l'Empire* :

Pour la réorganisation de la police et de la gendarmerie, le gouvernement ottoman se servira du concours de spécialistes étrangers. La gendarmerie sera composée de chrétiens et de musulmans dans une proportion analogue à celle des localités en question.

Ici encore les Macédoniens sont vraiment injustes et trop exigeants.

Ils disent que rien ne sera changé quand auront été enrégimentés, à côté des musulmans, les « mouchards » des Turcs et la lie de la population chrétienne. Le recrutement parmi les chrétiens sera-t-il aussi déplorable? C'est possible : étant donnée la tension actuelle entre les raïas et les musulmans,

(1) Il est bien entendu que je parle ainsi parce qu'il s'agit, pour le moment, de réparer la machine turque, et non de la transformer. Il n'est pas question, actuellement, de reconstituer les communautés nationalo-religieuses percevant elles-même leurs impôts.

il est probable que la lie de la population voudra seule s'enrégimenter dans la gendarmerie du sultan. Mais qu'y peuvent les Autrichiens et les Russes; qu'y peuvent, actuellement, les Turcs eux-mêmes?

Ce qui est certain, c'est que le projet austro-russe est supérieur aux « instructions » turques. Il fixe, en effet, une proportion obligatoire entre chrétiens et musulmans.

Il est très analogue au projet français, si, comme je le pense, la « réorganisation » n'est pas considérée comme une opération temporaire, et si la brève formule du *Messageur* veut dire que la gendarmerie aura à sa tête des « chefs européens (1) ».

Le vrai problème, en effet, est celui des cadres. Tous les gendarmes peuvent être musulmans, si les officiers sûrs les tiennent en main, les contrôlent, avec, comme sanction, des peines disciplinaires.

Le problème des gardes champêtres est analogue.

III. *Gardes champêtres.* — D'après le *Messageur de l'Empire* :

Les gardes champêtres seront chrétiens là où la majorité de la population est chrétienne.

Ailleurs, le sort des chrétiens ne sera pas amé-

(1) Expression de M. Delcassé parlant à Munir bey, ambassadeur de Turquie : lettre à M. Bapst, p. 61.

lioré. Bien plus, il y a déjà eu des gardes champêtres chrétiens : on les a tués.

Là encore — comme pour la gendarmerie, comme pour la perception des impôts, comme pour toutes les autres réformes qu'on pourra entreprendre (1) — ce qui importe, c'est le contrôle supérieur, la bonne administration, le gouvernement vigilant et bien intentionné.

La liste des réformes proprement dites pourra toujours être allongée. Si elles sont insuffisantes ou mal conçues, elles pourront toujours être complétées ou corrigées. Le programme austro-russe, écrit M. Delcassé à M. Constans (2), « a pour objet essentiel de parer aux difficultés urgentes et d'améliorer immédiatement la situation matérielle des populations de la Macédoine. Mais il n'a pas la prétention d'être définitif et n'exclut nullement la recherche d'autres réformes qui consolideraient et complèteraient l'œuvre commencée. »

Mais la machine turque, centralisée et incapable de produire un travail utile, ne peut être sérieusement employée à l'œuvre de salut et de paix qu'après avoir subi d'importantes réparations et transformations. Yldiz est hostile et les valis sont des fantoches.

Des réformes gouvernementales sérieuses sont la

(1) La réforme de la justice et de l'instruction publique, par exemple, qu'effleurent les « instructions » turques.

(2) *Livre jaune* de janvier-février 1903, pièce n° 15, p. 10.

condition préalable et *sine quâ non* de toutes les autres.

#### *Deuxième catégorie de réformes.*

Les Macédoniens demandent essentiellement :

1° Un gouverneur général qui soit le grand exécutif des réformes ;

2° Un contrôle européen incessamment exercé sur l'œuvre du gouverneur.

Ils admettent que le gouverneur tienne ses pouvoirs du sultan. Ils admettraient peut-être qu'il soit musulman.

Mais ils veulent que le gouvernement soit indépendant. A cet effet, il doit être nommé avec l'assentiment des puissances pour un délai déterminé pendant lequel il sera irrévocable. C'est à peu près le système que la France a imposé à la Turquie, en 1860, pour le Liban.

Ils veulent que le gouverneur soit omnipotent. Il faut, en effet, qu'il puisse courber et broyer tous les petits potentats, tous les indisciplinés, tous les criminels ; qu'il puisse accorder la justice à toutes les nationalités. Il ne doit pas avoir à lutter contre la Babel que serait un parlement ou un conseil macédonien. Il doit être ce que les Allemands appellent un « despote éclairé » (1). Il doit avoir le

(1) L'hiver dernier, au contraire, M. Michailowski parlait d'un grand conseil élu, se partageant le pouvoir avec le gouverneur.

droit de révoquer et de nommer à son gré tous ses collaborateurs de quelque importance. Aucun ordre de Constantinople ne doit — sauf en matière strictement militaire — pouvoir arriver en Macédoine, aucun avis ou rapport de ses subordonnés ne doit pouvoir être envoyé à la Porte ou au sultan, sans passer par ses mains.

Les Macédoniens veulent que le gouverneur soit efficacement contrôlé. Ils ne se fient pas à un musulman, quel qu'il soit. Ils pensent que, sans soutien et sans surveillant, il tomberait fatalement sous le pouvoir de ses coréligionnaires et d'Yldiz (1). Les Macédoniens accepteraient, d'ailleurs, que le contrôle supérieur fût exercé par des consuls, à la condition que toutes les grandes puissances fussent représentées (2). Par exemple, les consuls résidant à Salonique seraient constitués en commission permanente de surveillance — avec des pouvoirs de vérification et l'assistance de corps spéciaux de contrôleurs. La sanction du contrôle serait surtout le droit d'intervention des puissances au moment

(1) Si le gouverneur était un chrétien, les Macédoniens le tiendraient encore en suspicion comme créature de la Porte — à moins qu'il ne fût une personnalité étrangère, ne recevant du Sultan que l'investiture.

(2) Les Macédoniens comptaient sur l'Europe et, subsidiairement, sur la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro. Ils ne peuvent pas se résigner à n'avoir affaire qu'à la Sublime Porte morigénée par la Russie et l'Autriche-Hongrie, mais sourdement encouragée par l'empire allemand.

de la nomination. Le gouverneur saurait d'avance qu'il a intérêt à bien agir, s'il veut être renommé.

Les chefs macédoniens ajoutent que l'institution d'un contrôle européen est nécessaire pour frapper la population. Avant de déposer les armes, les *outlaws* des bandes auront besoin de croire, de faire un acte de foi : leurs organisations sont disloquées ; il leur faut lutter jusqu'au bout, à moins qu'on ne leur prouve que leur situation va vraiment être transformée.

Les Macédoniens rappellent ce qui s'est passé, pendant l'hiver de 1876-77, à la dernière séance de la conférence de Constantinople. La Turquie avait accordé toutes les réformes demandées. Elle refusa d'accepter un contrôle européen. On rompit. Lord Salisbury et le général Ignatief — représentants de la Russie et de l'Angleterre, qui, jusque-là, avaient été en désaccord sur tous les points — déclarèrent l'un et l'autre que, sans contrôle, les réformes, en Turquie, sont inexistantes.

Il va sans dire que les pouvoirs du gouverneur s'étendaient à toute la Macédoine et à elle seule, ou, tout au plus — pour éviter une revision des divisions administratives — aux trois vilayets de Monastir, de Salonique et de Kossovo-Uskub.

Le projet français aurait donné satisfaction aux Macédoniens. C'est sur cette matière capitale qu'il diffère du projet austro-russe.

Il est vrai que dans la note Steeg il n'est pas parlé

de gouverneur général. L'auteur, probablement pour ne pas avoir à créer dans la machine turque, déjà trop compliquée, un rouage nouveau, voudrait confier l'exécution des réformes aux valis. Mais il y met comme condition que les trois valis deviendront de petits vice-rois contrôlés et suffisamment indépendants (1).

Bien plus, M. Delcassé, parlant à Munir bey, ne s'en tient pas aux valis comme M. Steeg : il veut « un bon gouverneur général » (2).

C'est tout à fait le projet macédonien.

Au contraire, le projet austro-russe cherche à développer la toute récente institution turque de l' « inspecteur général chargé de surveiller et de poursuivre l'application des mesures récemment arrêtées pour les vilayets de Turquie d'Europe ».

La fonction d'inspecteur général fut créée vers la fin de novembre 1902 et réglementée par les « instructions » dont nous connaissons l'esprit.

Husseïn Hilmi pacha, gouverneur général du Yémen, fut nommé inspecteur général. C'est « un homme intègre et travailleur » (3). Les Macédoniens ont vu en lui un fonctionnaire de bonne volonté et un honnête homme.

Mais on ne lui a accordé aucun droit. Il ne

(1) *Livre jaune* de 1902, p. 52-55.

(2) Lettre à M. Bapst; *Livre jaune* de 1902, p. 61.

(3) *Ibid.*, p. 38.

nomme ni les valis ni les autres fonctionnaires (1). Les ordres de Constantinople passent par-dessus lui. Les gens d'Yldiz se moquent de lui. Les valis affectent de ne pas le connaître. Il est à côté de la hiérarchie, hors cadre. Il ne peut même pas obtenir la révocation des pillards et des voleurs :

Il avait proposé la destitution d'un certain nombre de gendarmes, agents de police ou fonctionnaires civils, coupables d'excès graves; cette proposition avait été approuvée par la commission qui siège à la Porte sous la présidence de Férid pacha; transmise au palais, elle a été laissée sans réponse, et les individus signalés continuent tranquillement leurs exploits (2).

Hilmi pacha s'aperçoit qu'il a été nommé pour ne rien faire. Il se plaint aux correspondants des

(1) Le marquis de Reverseaux, dans sa lettre citée du 31 décembre, parle du droit de l' « administrateur délégué par le Sultan » de « choisir des collaborateurs qui dépendraient exclusivement de lui ». Je ne retrouve pas cette innovation dans le *Messageur officiel*. Il devait s'agir seulement des collaborateurs immédiats de l'inspecteur, de ses secrétaires.

(2) *Livre jaune* de 1902, p. 59 : lettre de M. Bapst. — De même (p. 48), M. Steeg écrit : « Hilmi Pacha est arrivé à Salonique dans la soirée du 8 décembre, par train spécial, accompagné d'un général de division, de deux fonctionnaires et de plusieurs secrétaires; il en est reparti le 12 pour Uskub. Pendant son séjour, il n'a guère quitté l'hôtel où il était descendu; il y a convoqué quelques fonctionnaires et s'y est fait apporter un certain nombre de dossiers. Le passage de cette mission extraordinaire paraît avoir été accueilli avec le plus grand septicisme, tant par le monde des fonctionnaires ottomans que par les diverses classes de la population. »

journaux étrangers. Il est l'homme qui se lamente, inutile.

Ce n'est pas un fonctionnaire aussi dénué d'autorité qui pourra jamais donner une cohésion et une vie à la pauvre Macédoine, partagée en vilayets sans liens les uns avec les autres, où ses fragments sont accolés à des morceaux d'Épire, d'Albanie, de Serbie et de pays grecs et turcs.

Ce n'est pas lui qui pourra avoir la main de fer nécessaire pour imposer des réformes désagréables, à la fois à la Sublime Porte, qui devra les tolérer, et aux multiples fonctionnaires qui devront les exécuter.

Or, on lit dans le *Messenger russe* :

Pour assurer le succès de la mission confiée, en vertu de l'iradé du sultan, à l'*inspecteur général*, celui-ci sera maintenu à son poste pour une période de plusieurs années, et il ne sera pas révoqué avant l'expiration de cette période sans que les puissances aient été préalablement consultées à ce sujet. Il aura la faculté de se servir, si le maintien de l'ordre public le rend nécessaire, des troupes ottomanes, sans avoir chaque fois recours au gouvernement central. Les valis sont tenus de se conformer strictement à ses instructions.

Donc, irrévocabilité pendant trois ans (1), droit de réquisitionner des troupes, recommandation platonique faite aux valis de se subordonner à

(1) S'agit-il même d'irrévocabilité, ou d'un simple avis préalable de révocation donné aux puissances, qui auraient seulement la faculté d'agir diplomatiquement?

l'inspecteur qui ne reçoit toujours pas le pouvoir de les contraindre, — telles sont les innovations insuffisantes par lesquelles on prétend vivifier cette institution mort-née.

Il ne s'agit bien toujours que d'un inspecteur en l'air, ambulante et quelque peu grotesque, sans crédit à Yldiz, bafoué par ceux dont il doit rallumer le zèle éteint.

Les Macédoniens considèrent qu'on ne leur a pas offert de réformes, parce qu'on n'a pas voulu créer un gouverneur contrôlé, à leur avis rouage indispensable de l'exécution des réformes.

Ils sont las de vaines promesses. Ils en ont trop entendu sans jamais en constater les effets, depuis le hatti-chérif de Gulhané.

Leurs nations agonisent dans leurs prisons devenues inhabitables. Désespérés, ils implorent des remèdes et de l'air. De grandes puissances envoient à leurs geôliers des étiquettes collées sur des bouteilles vides. Ils disent que ce n'est pas une fenêtre qu'ils empêchent d'ouvrir. Ce n'est même pas une lucarne. C'est un placard, noir et sans air.

Les comités et les bandes ont beau jeu.

## V

L'éveil du pays a été préparé et les bandes ont été organisées par les comités.

Le paysan macédonien affilié ne connaît guère le fonctionnement ni le but précis des comités. Un agent lui a remis un fusil qu'il cache précieusement. Il sait qu'il doit à tel signal s'en servir de telle façon, et que ce sera le plus sûr moyen de satisfaire enfin sa haine pour ce régime hamidien contre lequel, en attendant, il accumule silencieusement les griefs. Il connaît les noms de Sarafof, de Deltchef, qu'il confond un peu avec les héros de ses chères vieilles légendes. Et c'est tout.

Mais, au-dessus de lui, s'étend — ou s'étendait — une trame serrée et complexe de comités.

Les uns ont leur centre d'action dans la principauté; les autres, en Macédoine même.

On n'a longtemps parlé que des premiers.

Les comités locaux, constitués dans chaque ville de la principauté, surtout par les Macédoniens immigrés, se sont fédérés, vers 1890, en un « haut comité macédo-andrinopolitain (1) ».

En 1895, une première incursion fut faite en Turquie par Boris Sarafof, alors tout jeune lieutenant de l'armée bulgare. Il occupa pendant un jour la petite ville de Miélnik. Le haut comité semble ne pas être responsable de cette escapade hardie. Les Macédoniens, qui n'étaient nullement préparés à le soutenir, ne bougèrent pas.

(1) Les comités prétendent étendre leur action au vilayet d'Andrinople — bien qu'il n'y existe qu'une minorité bulgare — à cause, notamment, des prétentions de l'exarque sur plusieurs diocèses.

De 1895 à 1899, le haut comité et ses filiales fonctionnèrent comme un vaste bureau de bienfaisance pour réfugiés. Il prit pour base de ses revendications l'article 23 du traité de Berlin et en appela aux Puissances. Mais, peu à peu, les hommes d'État qui en faisaient partie disparurent, et le pouvoir passa aux agitateurs. Boris Sarafof fut nommé président en 1899.

L'État bulgare a alors à peu près abandonné la propagande en Macédoine (1). Les comités se sont substitués à lui et ont employé des procédés nouveaux.

C'est l'époque où fut émis l'emprunt patriotique (2); où des sommes furent extorquées par la violence à de riches Bulgares; où furent assassinés — par des indépendants trop zélés, dit-on — des curateurs d'écoles macédoniennes-serbes (3); où le macédonien-bulgare Soyan Dimitroff assassina en Roumanie l'instituteur Michaliénu, Macédonien-Valaque, qui, dans son journal *Peninsula balkanica*, avait dénoncé des Macédoniens-Bulgares, dont deux furent condamnés à Monastir.

On se souvient des incidents diplomatiques qui suivirent. Sarafof fut, sur les sommations de la Roumanie, arrêté, jugé et acquitté dans la princi-

(1) Voir p. 274.

(2) Le comité émit des titres; et des capitalistes durent souscrire bon gré mal gré.

(3) Voir p. 245.



pauté. Pendant le procès, il avait démissionné, et un congrès extraordinaire élut président M. Michailowski. Six mois après, le général Zontchef lui fut adjoint comme vice-président. Le général Zontchef est, comme M. Michailowski, un Bulgare originaire de la principauté. Il a été aide de camp du prince Ferdinand, qu'il accompagnait à l'enterrement du roi Humbert (1). Les modérés semblaient l'emporter : M. Michailowski avait reçu le mandat de suivre une politique à la fois plus énergique que celle de 1895 à 1899, et plus correcte que celle de Sarafof.

Mais les trois quarts des sociétés de Bulgarie, se prononçant pour Sarafof, abandonnèrent le haut comité ainsi transformé. Elles élurent président l'ingénieur Stanichef. Sarafof resta en marge. Il s'occupa de l'action sans assumer à nouveau les responsabilités quasi officielles.

M. Michailowski a fait l'insurrection de l'automne de 1902. Il était probablement débordé par les impatients. Il désirait se montrer en Macédoine, où l'influence de Sarafof était déjà prépondérante. Il voulait aussi attirer l'attention de l'Europe avant d'entreprendre son voyage d'hiver en Occident. Des bandes d'émigrés macédoniens passèrent en Macédoine et tentèrent de déterminer un soulève-

(1) J'ai esquissé un portrait du général Zontchef, dans l'*Écho de Paris* du 4 juillet 1903 : *Silhouettes macédoniennes ; organisateurs diplomates et chefs de bandes*.

ment général. On se battit surtout dans la montagne de Périn et dans le vilayet de Monastir, où le colonel Yankof, qui en est originaire, avait été peu auparavant, pendant un séjour en congé régulier, acclamé par ses compatriotes enthousiasmés. Les résultats ne furent pas brillants. On ne réunit guère que 3,000 hommes. Les bandes hostiles de Sarafof — qui n'avait pas donné le signal et ne voulait pas laisser discréditer la révolution insuffisamment préparée — barrèrent en plusieurs endroits la route aux bandes trop pressées des comités adverses. Elles ne les laissèrent guère opérer que là où existait une préparation à peu près suffisante (1).

Puis vint le rude hiver balkanique. Ce fut la pacification apparente.

Ce printemps, l'insurrection éclata, autrement sérieuse : Sarafof entra en scène.

Boris Sarafof est un révolutionnaire de tempérament, un démagogue et un terroriste. La dynamite, que sait manier tout révolutionnaire macédonien, est son arme favorite. Très hostile à l'idée d'annexion de la Macédoine à la principauté, c'est lui qui a lancé l'idée qui va grandissant de l'autonomie macédonienne. Il n'a que vingt-neuf ans. C'est un grand garçon, élané et souple, très brun,

(1) Pour la géographie des centres insurrectionnels à cette époque, voir M. Georges GAULIS, *Bulgarie et Macédoine* (*Revue de Paris*, 1<sup>er</sup> novembre 1902, p. 95 et suiv.).

aux traits énergiques. Dans le vilayet de Monastir, où il a vécu cet été, pendant la trêve des moissons (1), il était déguisé en Albanais et ressemblait à s'y méprendre à un guerrier de cette race agile et téméraire. Toute son âme semble concentrée dans ses grands yeux bruns, qui, mouillés et brillants, fascinent ses fidèles. Il faut le voir, dans quelque café ami, tenant conseil au milieu de la fumée; il scande son discours en heurtant la table du verre, qu'il tient à pleine main; sa parole dure et véhémence entraîne peu à peu les adhésions; il triomphe, et peut dès lors mener sa bande où il veut.

Sarafof ne disposait pas de ses seuls comités sécessionnistes. Il avait fusionné avec l'organisation intérieure. Puis il s'était entendu avec le comité Zontchef-Michaïlowski.

L'organisation intérieure est en grande partie l'œuvre de Deltchef, qui fut tué ce printemps, à Banitza, près de Sérès.

Deltchef avait suivi en Bulgarie les cours de l'École militaire. La veille du jour où il allait être nommé officier, il déserta: « Il avait voulu, disait-il, apprendre, au seul endroit où il le pût, la science de la guerre; mais il était Macédonien et non Bulgare. » Il rentra donc dans son pays. Il s'y fit ins-

(1) Trêve tacitement consentie par les Turcs et les chrétiens, également intéressés à faire la récolte.

tituteur. Il fut, vers 1895, un des fondateurs de l'« Organisation intérieure », — association secrète dont, pendant sept années, il tissa modestement la trame, dans l'ombre. On n'y est admis qu'après avoir subi des épreuves sérieuses. « Il faut, me disait un des affiliés, courir des risques réels et montrer qu'on est capable de faire le sacrifice de sa vie. Une fois initié, on doit, sous peine de mort, obéir aux ordres qu'on reçoit par des voies secrètes. » Deltchef fut bien vite suspect à la police ottomane. Il devint introuvable. Déguisé tantôt en pope, tantôt en paysan, il était partout, invisible et présent. Pour communiquer avec les membres de l'« Organisation », il employait le plus souvent quelques intermédiaires de confiance. C'était un rêveur silencieux. « Il agissait sur moi, me disait un Macédonien qui l'a adoré, par la grande dignité de sa vie et par sa foi ardente. Il avait un optimisme silencieux et souriant qui reconfortait. C'était un homme d'un désintéressement absolu, un ascète, un apôtre mystérieux et partout triomphant. » Les poètes chanteurs qui parcourent les campagnes slaves le célébraient aux veillées paysannes, en s'accompagnant sur leur *guzla*. Quand il est tombé, à trente ans, dans une escarmouche, des journaux de tous pays — comme sur un mot d'ordre — ont affirmé que la révolution périssait avec lui. Rien n'est plus faux : son œuvre était achevée. C'était un organisateur admirable. Sa

mission était de faire des conversions et de créer des comités. Mais il n'a jamais pu mener à bonne fin une entreprise pratique. Or la période de propagande est passée. Les cadres de l' « Organisation » ont produit tout l'effet qu'on attendait d'eux. Ils étaient déjà, avant sa mort, disloqués, brisés, « brûlés ». Sarafof avait, au moment voulu, donné la nouvelle direction devenue nécessaire et apporté l'élément qui manquait à l'organisation intérieure. Ses compagnons en sont aujourd'hui les chefs de bande. Elle est transformée et agissante.

Entre M. Michaïlowski et Sarafof, l'entente devait se faire. — M. Michaïlowski pense qu'il y a en Macédoine des nationalités distinctes, mais qu'elles doivent s'effacer devant le danger commun. Quelle différence pratique avec l'internationalisme de Sarafof? — M. Michaïlowski avoue que la Macédoine ne peut réussir qu'avec l'aide des puissances. Il a tenté, en Angleterre et en France, de soulever l'opinion publique, afin de faire pression sur les gouvernements : « Ce ne sont pas, dit-il, les Botzaris et les Canaris qui ont affranchi la Grèce, c'est l'Europe, et je lui fais appel. » Mais il disait, dès l'hiver dernier que, si l'Europe restait sourde, la Macédoine ne pourrait plus attendre. Dès cet hiver, il annonçait, comme Sarafof, la révolution pour les premiers beaux jours.

Aujourd'hui, une direction d'ensemble doit bien encore exister : un comité révolutionnaire central

notifie l'état révolutionnaire aux consuls et prévient les compagnies de chemin de fer qu'il serait prudent de ne plus faire circuler de trains de voyageurs. — Mais, ce qui domine, c'est la dispersion des révolutionnaires. C'est le fractionnement de combat (1).

Les révolutionnaires depuis la grande prise d'armes qui a suivi l'expiration de la trêve des moissons doivent être actuellement vingt-cinq mille sous les armes.

Les raïas les ravitaillent et souvent les cachent ou les aident à s'échapper. Dans la population paisible et relativement à l'abri des coups musulmans, sont déjà désignés et prêts — inconnus à tous autres qu'à quelque chef de bande — les affiliés qui restent en réserve jusqu'à ce qu'on les appelle pour remplacer les morts.

Les bandes disposent d'environ 30,000 fusils et d'une grande quantité de dynamite — leur artillerie.

La montagne leur fournit de formidables forteresses — dont, il est vrai, tous les chemins sont connus par les gendarmes et les bachi-bouzouks.

C'est là une des différences qui existent entre cette guerre de guérillas et la guerre de l'Afrique

(1) Déjà, en février, la dissolution des comités macédoniens de Bulgarie et l'arrestation de plusieurs chefs ne pouvaient pas produire un grand effet. Les mots d'ordre étaient donnés dans toute la Macédoine. Les réformes seules pouvaient ramener la paix.

du Sud dans sa dernière période : les bataillons turcs sont guidés par des gens du pays. De plus, ils sont à bonne portée de leurs bases d'opération ; ils s'approvisionnent et se ravitaillent assez aisément malgré les efforts que font les Macédoniens pour couper les lignes de chemin de fer.

Mais, autour de leurs bataillons et de leurs hordes d'irréguliers, tout le pays chrétien frémit. Il semble mûr pour une grande révolution.

Les événements vont peut-être se succéder avec une rapidité toujours accélérée. L'heure des comités est passée. L'heure des bandes et de Sarafof a sonné. Leur cause devient, dans la tourmente, celle de tous les raïas — quelques habiles exceptés. Déjà est commencée la guerre sainte de l'islam contre la Macédoine unie et irréconciliable (1).

On ne parle plus, en effet, de sagesse et de pru-

(1) La proclamation macédonienne suivante, lancée à l'expiration de la trêve des moissons, peut être donnée comme type des proclamations macédoniennes : « Nous prenons les armes au nom de la liberté et de l'humanité, sans distinction de race et même de religion, pour combattre la tyrannie et l'inhumanité. Nous appelons nos frères tous ceux qui souffrent dans le sombre empire du Sultan, Bulgares, Grecs, Roumains et même les paysans musulmans et turcs. Nous ne considérons comme nos ennemis que le gouvernement turc et ceux qui nous combattent, nous trahissent et nous espionnent. Nous ordonnons en conséquence : 1° d'attaquer tout détachement de troupes turques régulières ou bachi-bouzouks ; 2° de défendre contre les Turcs tous ressortissants étrangers ; 3° de ne pas attaquer les musulmans innocents, tels que les femmes et les vieillards. »

dence. La guerre n'est pas favorable aux idées modérées. On ne se fait pas tuer pour un programme sans panache.

Les Macédoniens ne se contentent plus de réclamer des réformes. Ils entreprennent de conquérir leur indépendance. Les combattants ont tous écrit sur leur béret : *la liberté ou la mort*.

Ainsi tend à l'emporter en Macédoine une politique révolutionnaire et radicale d'hommes d'action exaspérés. Ils reprennent pour le compte de la Macédoine la parole que dut prononcer en Italie le roi Charles-Albert : «... *fara da se* ».

La Macédoine est entrée dans la période, non des Cavour, mais des Mazzini, des Garibaldi et des *carbonari*.

## VI

Les Macédoniens paraissent, à première vue, ne penser qu'à s'ensevelir sous des décombres, la haine au cœur.

En effet, ils semblent provoquer les Turcs à les massacrer jusqu'au dernier. Ils ont voué à l'Autriche et surtout à la Russie, à l'Europe aussi (1), qui

(1) Sans l'ordre de Sarafof débordé et malgré sa consigne générale (on négociait encore avec l'Europe : il ne fallait à aucun prix l'indisposer) ont eu lieu les attentats de Salonique, nettement dirigés contre l'Europe

est restée sourde à leurs appels, une haine implacable.

Et pourtant, au milieu de tout ce désordre et de toute cette haine, il y a un plan et une tactique téméraires : « Nous tentons, me disait M. Michailowski, de transporter une montagne avec une cuiller. »

Au fond, et bien que cela soit atroce, les chefs révolutionnaires comptent plutôt sur les hécatombes humaines que sur la résistance des bandes dans la montagne : « Nous périrons pour attirer l'attention sur nous », m'a dit M. Michailowski.

Les Macédoniens maudissent la Russie. Mais beaucoup, dans le peuple surtout, espèrent encore que va se produire chez les moujiks et parmi les popes cette formidable poussée de croisade qui, parfois, monte des masses paysannes slaves, met en branle le monde orthodoxe, et conduit sur les champs de bataille les tsars les plus pacifiques (1). Ceux des Macédoniens qui ont fait le sacrifice de leur vie et souhaitent que recommencent les *atrocités bulgares* de 1876 sont de plus en plus nombreux : ils pensent que les survivants verront alors, comme en 1877, s'avancer les armées libératrices.

En même temps les Macédoniens veulent secouer l'indifférence de l'Europe et la forcer à regarder

(1) A la tête de la mission bulgare qui est partie il y a peu de temps pour la Russie est Mgr Siméon, évêque de Varna, la plus haute personnalité de l'Église bulgare après l'exarque.

vers l'Orient. Mais, s'il en est parmi eux qui comptent encore sur la fraternité russe, ils n'ont plus comme il y a quelques mois foi en la sentimentalité occidentale. Ils sentent que le temps des *Orientales* est passé et que le hasard de Navarin ne se produit pas deux fois. C'est pourquoi ils menacent (1).

Ils dynamitent les ponts et les tunnels, les dépôts de marchandises et les vaisseaux de grandes compagnies européennes. Des exaltés parlent d'aller, dans quelque grotte secrète, prendre les microbes de la peste soigneusement cultivés et de les répandre sur l'Europe. — Mais leur formidable cartouche de dynamite, c'est la question d'Orient. La peste dont ils peuvent empoisonner l'air européen, c'est la guerre. Les lisières par lesquelles, de Pétersbourg et de Vienne, on retient loin de la lutte les petits États balkaniques peuvent se rompre.

Combien de temps encore le gouvernement bulgare pourra-t-il résister au courant de sympathie fraternelle qui pousse le peuple et l'armée à entrer en ligne? Si la principauté est en guerre avec l'empire ottoman, la Serbie assistera-t-elle impassible à la guerre? Que fera alors le Monténégro? Que feront la Grèce et même la Roumanie?

Si un conflit général a lieu dans la péninsule, il est douteux que la Russie et l'Autriche-Hongrie,

(1) Les attentats de Salonique étaient, en même temps qu'une explosion de haine, une vaste leçon de choses donnée à l'Europe.

directement intéressées, y assistent en spectateurs. Leur jeune entente, encore fragile, survivra-t-elle à une pareille crise? Chacune d'elles fait partie de l'une des deux grandes alliances adverses qui se divisent l'Europe continentale.

Les Macédoniens savent bien qu'on ne peut leur arracher des mains l'arme qu'ils tiennent, et cette arme est formidable.

On ne résout pas du jour au lendemain la question d'Orient, périodiquement posée depuis le quinzième siècle.

Elle est une des plaies d'Europe.

Depuis cinquante ans seulement, elle a été la cause de deux grandes guerres : celle de Crimée et celle de 1877-78.

Le danger imminent est bien en Turquie d'Europe.

Les Macédoniens ont beau repousser l'idée d'annexion par tout autre État balkanique ; ils ont beau douter qu'ils soient slaves ; M. Michailowski a beau dire : « La patrie est aux abois ; la nation serait peut-être anéantie quand nos amis les Slaves du Centre et les Slaves du Nord se décideraient à agir : nous venons de rompre avec eux ». La Macédoine en feu rayonne cependant sur toute l'Europe sud-orientale et menace de l'incendier.

## VII

A l'Europe d'imposer des réformes ; aux Macédoniens d'accepter la Russie et l'Autriche-Hongrie comme mandataires de l'Europe. — Il s'agit de rendre possible le développement des nations jougo-slaves, et non de créer un État jougo-slave.

L'Europe — si elle veut assurer sa sécurité — n'a qu'une ressource : ôter aux Macédoniens la volonté de se servir de l'arme qu'ils ont trouvée. En d'autres termes : mettre fin au régime hamidien par des réformes sérieuses.

Et l'Europe n'a pas à faire la difficile et la fière, et à dire qu'elle ne peut pas céder au moment où on emploie de pareils procédés envers elle.

Il est entendu que les Macédoniens font du chantage. Mais ils attendent depuis vingt-cinq ans les réformes que les puissances leur ont solennellement promises, quand elles les ont replacés, au moment du congrès de Berlin, sous la domination turque. Or, tant que ces réformes ne sont pas effectuées, ni leurs champs, ni leurs vies, ni l'honneur de leurs femmes ne sont en sûreté.

L'Europe et les Macédoniens sont, maintenant, si l'on veut, quittes. Ils peuvent travailler ensemble, tout à la fois, à assurer la paix générale et à intro-

duire un peu de sécurité, de liberté et de justice dans le maquis hamidien.

L'Autriche-Hongrie et la Russie, approuvées par les grandes puissances, ont eu le tort grave de vouloir à tout prix respecter l'indépendance du Sultan. La lecture du livre jaune ne laisse guère de doutes sur ce point. Elles n'ont pas voulu exiger la nomination d'un gouverneur général, indépendant et omnipotent, c'est-à-dire créer une sorte d'autonomie macédonienne. Elles n'ont pas voulu organiser sérieusement un contrôle européen, ou même un contrôle austro-russe, c'est-à-dire intervenir journellement dans les affaires de l'empire ottoman. Et l'idée qui les a détournées, c'est qu'il fallait respecter le principe de non-intervention (1). Comme si elles ne tenaient pas des droits de l'article 23 ! Comme si depuis vingt-cinq ans, le Sultan ne se riait pas des engagements pris à Berlin ! Les puissances — ou leurs mandataires — ont, par leur longue patience, acquis le droit d'organiser toute procédure nécessaire pour qu'on ne se moque plus d'elles.

Pour sauvegarder la paix générale, et pour mettre un peu de sécurité, de liberté et de justice dans la partie la plus européenne du « sombre empire du

(1) L'attitude passive de la Russie et de l'Autriche-Hongrie est vraiment inexplicable, si on n'admet pas que les hommes d'État de Berlin agissent dans l'ombre et protègent leurs amis de Constantinople.

Sultan », il est devenu nécessaire de tailler dans le vif d'une main sûre et hardie, en ne tenant plus compte que de l'intérêt des Macédoniens et de l'intérêt de l'Europe. Le sultan rouge s'est privé de tout droit à être écouté, ou même consulté. — N'est-il donc pas possible de triompher de la sourde résistance de l'empereur allemand et des groupes financiers protecteurs d'Yldiz kiosk ?

Puissent les Macédoniens — si l'Europe se décide enfin à jouer un rôle — ne pas être, à leur tour, devenus sourds et aveugles !

Il est, en effet, à redouter que leurs prétentions se soient accrues en proportion de leur exaltation et de leurs efforts.

Peut-être les « bandes », irrémisiblement incrédules, ne voudront-elles plus déposer les armes que le jour où elles auront, du haut de leurs repaires, vu disparaître à l'horizon le dernier de ces bataillons turcs sur lesquels plane, protectrice, l'aigle allemande.

La situation des Macédoniens est pourtant assez critique pour qu'ils ne se montrent pas trop exigeants.

Sans doute — je l'ai déjà reconnu — leurs organisations détruites et la lutte suprême engagée, ils ne peuvent cesser de combattre que si on leur donne des gages sérieux.

Il faut les leur donner.

Mais il faut — je le répète — qu'ils consentent

à voir dans la Russie et l'Autriche-Hongrie les mandataires de l'Europe. L'Europe, qui a ses affaires ailleurs par le monde, veut s'en rapporter à ces deux puissances. Elle trouve prudent de les laisser collaborer, seule à seule, au lieu de se mettre à la tête de deux camps rivaux. Au point de vue spécial de la France, il est impossible de ne pas tenir compte de ce qu'une combinaison austro-russe, de portée générale, s'élabore, peut-être, dans le brûlant creuset balkanique.

Je sais bien que les Macédoniens disent : « En Russie, à côté des slavophiles militants et des panslavistes qui veulent faire immédiatement la guerre, les uns pour nous secourir, les autres pour nous annexer, il y a un courant dominant : celui que dirigent des diplomates rusés et sans scrupules. Pour eux, le moment de l'intervention, dans les Balkans, de la Russie, encore trop occupée en Asie, ne viendra que dans quelques années. D'ici là, il faut affaiblir la Turquie. Pour cela le mal macédonien est nécessaire. Il ne faut point le guérir; au contraire. C'est la tactique suivie avec l'Arménie, qui aujourd'hui, exsangue et affolée, verrait dans l'armée du Caucase une libératrice. En Autriche-Hongrie, contre les antislaves, qui ne veulent à aucun prix — de peur de fortifier l'élément slave de l'empire par de nouvelles annexions — se mêler aux affaires balkaniques, lutte un parti qui désire agrandir, par le sandjak, les provinces occupées.

Du côté russe, c'est l'abandon. Du côté austro-hongrois, c'est la menace d'annexion. »

En même temps, en France, on commence à dire : « La Russie s'entend, au sujet des Balkans, avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La France ne joue plus ainsi qu'un rôle effacé. Il faut nous liguier avec les deux autres puissances méditerranéennes — Angleterre et Italie — et former contre la Triple Alliance de l'Europe centrale et orientale une Triple Alliance de l'Europe occidentale. Alors, mais alors seulement, nous pourrons jouer un rôle brillant et de premier plan, et sauver les Macédoniens. »

Il est douteux que les Macédoniens puissent gagner à cette vaste et aventureuse combinaison. La Triple Alliance du Nord ne reculerait vraisemblablement pas devant la Triple Alliance des puissances méditerranéennes. En effet, la Triple Alliance du Nord ne serait pas seulement très forte. Elle serait composée des trois puissances les plus directement intéressées aux affaires balkaniques, et, par conséquent, les plus intransigeantes et les plus tenaces.

Or, la Russie, une fois abandonnée et combattue par nous, se trouverait seule en face de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. La Russie ne veut pas faire la guerre. Elle se défie des pièges que l'Allemagne lui tend et qu'elle lui tendait, il y a quelques semaines encore, de concert avec l'Angleterre.



La Russie n'a pas envie de s'épuiser, comme en 1878, en efforts stériles. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, quels que doivent être leurs rapports dans l'avenir, sont toujours alliées. L'influence de Berlin est encore prépondérante à Vienne. L'Allemagne arriverait à imposer ses solutions, des « solutions de fer » pour les Macédoniens, la liberté absolue pour l'islam de massacrer et de faire maison nette.

La France et la Russie seraient dans deux camps rivaux. La Triple Alliance du Nord menacerait vraiment de se reconstituer.

Il est heureusement une autre politique possible, plus conforme aux grands intérêts généraux de la France, en même temps que plus féconde en résultats balkaniques.

Il ne s'agit pas de s'ingénier à imaginer une politique à grand effet, mais téméraire. Il faut suivre, sans préoccupation théâtrale, une politique française.

Or, la Russie est face à l'Allemagne.

Soutenons la Russie dans cette question des Balkans à la solution de laquelle elle est en somme autrement intéressée que nous. Restons présents à côté d'elle.

Appliquons-nous à obtenir d'elle et de l'Autriche-Hongrie qu'elles étendent les réformes, qu'elles les rendent efficaces, qu'elles les imposent.

L'Autriche-Hongrie, se sentant fortement ap-

puyée, sera plus libre d'agir sans prendre le mot d'ordre à Berlin. L'évolution de l'Autriche-Hongrie s'accomplira lentement.

Ne nous laissons pas hypnotiser par les horreurs et les atrocités balkaniques. Ayons une vue d'ensemble de la situation européenne.

La Double Alliance franco-russe a miné de deux côtés la Triple Alliance : la France et la Russie sont entrées en rapports suivis chacune avec l'un des alliés de Berlin. A la tentative de rapprochement franco-italien dans la Méditerranée correspond l'accord austro-russe dès maintenant existant et mis à l'épreuve dans les Balkans.

N'entravons pas l'œuvre russe, qui est l'œuvre commune de la Double Alliance. Cette œuvre domine le problème macédonien et peut entraîner la solution de la question d'Orient en Turquie d'Europe.

Il existe, en effet, pour l'Autriche-Hongrie et la Russie, une politique différente de celle dont les Macédoniens se font un cauchemar. Je me suis déjà efforcé (1) d'exposer cette politique. Les ambitions de l'Autriche-Hongrie et de la Russie se sont précisées et se limitent l'une l'autre. Elles ne sont pas inconciliables avec les satisfactions que sont en droit d'exiger immédiatement tous les Jougo-Slaves.

(1) Voir p. 138 et suiv.

Il faut que les conditions primordiales d'existence soient assurées aux Macédoniens et à tous les Slaves du Sud.

Il faut que le Balkan slave ne soit pas transformé en une Inde germanique.

Il faut que les nations jougo-slaves puissent se développer, se civiliser suivant leur nature propre, s'enrichir aussi (1).

Mais l'heure de la pleine indépendance politique et de l'union est loin d'avoir sonné pour elles :

L'autonomie politique la plus large et même l'indépendance politique la plus complète ne suffit point pour sortir victorieusement de la lutte économique et de la dépendance intellectuelle allemande — écrivait en 1899 un Croate qui n'est certes point un timoré, Étienne Raditch (2). Elles n'entraînent par elles-mêmes ni la prospérité nationale, ni le développement de la culture d'esprit national dans la littérature, dans les sciences et dans

(1) Ici encore les capitaux français peuvent jouer un rôle prépondérant.

(2) Stéfan Raditch fut condamné, notamment, avant son séjour à Paris et à Prague dans l'affaire du drapeau magyar brûlé pendant le voyage de François-Joseph à Zagreb, et, depuis un an, par deux fois, lors des troubles de Zagreb, alors qu'il s'efforçait de réconcilier les Croates et les Serbes. Il me disait en songeant aux longs mois de recueillement forcé que lui imposèrent souvent les tribunaux de Croatie et ceux de Bosnie : « Tant qu'on n'a pas fait de prison, on n'a pas réfléchi ; on n'est pas mûr. » Il a une âme d'apôtre et de martyr, mais il s'est imposé une étonnante modération de pensée. Je doute que tous ceux qui le traquent le connaissent vraiment. Plusieurs voient seulement en lui un carbonaro de second ordre. Ils se trompent étrangement.

l'art. Au contraire, si l'affranchissement et l'émancipation politique ne résultent pas des forces vivantes et éveillées de la nation..., si elles sont dues aux combinaisons de la politique extérieure..., l'autonomie et l'indépendance politique n'étant pas accompagnées par un essor correspondant d'effort national économique et intellectuel, la fausseté et la fiction d'une telle indépendance ne tarde pas à se manifester... dans le désordre financier et dans l'anarchie et l'impuissance des partis politiques. L'un détruit et ruine matériellement, l'autre démoralise et étouffe pour longtemps l'originalité créatrice du génie national. La banqueroute et l'esprit sectaire en sont les fruits. C'est pourquoi je... ne m'exalte pas pour une grande Croatie, ni pour une grande Serbie ou une grande Bulgarie... Le grand État devient facilement le tombeau d'une grande nation. Et, au surplus, pour former un de ces grands États contre tous les petits, il faudrait emprunter la force de l'étranger à un taux si élevé que la banqueroute du grand État serait irrémédiable.

## CONCLUSION

« Si l'Autriche n'existait pas,  
il faudrait l'inventer. »

(PALATSKY.)

Je résume ainsi les idées que j'ai développées au cours de cette étude :

L'Autriche-Hongrie souffre de crises constitutionnelles et nationales très graves; mais elle est viable. Non seulement de puissantes forces gouvernementales, administratives et sociales maintiennent unis les éléments hétérogènes dont elle se compose; mais encore ce que Renan appelait « le plébiscite de tous les jours » est en faveur du maintien d'une grande puissance dans la vallée moyenne du Danube.

Il n'est pas probable que l'empire allemand cherche à bouleverser l'Europe centrale, tant que dureront l'alliance et l'entente économique austro-allemandes. Mais l'Autriche-Hongrie peut vouloir mener une vie indépendante et être amenée à barer les routes du Drang allemand. Alors il est vraisemblable que les hommes d'État de Berlin feront leurs idées pangermaniques, qu'ils se contentent

jusqu'à présent d'utiliser au profit de leur politique réaliste et plus modeste.

Ce jour-là, une Europe consciente de ses intérêts et résolue pourra permettre à l'Autriche-Hongrie — puissance nécessaire à l'Europe comme nécessaire à ses peuples — de se libérer sans danger.

Les nations jougo-slaves doivent être mises à l'abri des causes de destruction qui les menacent, et placées dans des conditions telles qu'elles puissent se développer et se préparer pour l'avenir.

Mais il ne faut point songer à les voir se fédérer prochainement en un grand État fédéral balkanique. Trop de causes de division et trop de haines les séparent. Elles léseraient, en s'unissant, non seulement la puissance turque, que défendent avec l'Allemagne de puissants groupements financiers, mais aussi la puissance habsbourgeoise. Elles poseraient au sud cette néfaste « question d'Autriche » que les pangermanistes prétendent poser au nord.

Or, l'Autriche-Hongrie est la seule barrière suffisamment solide qui puisse, au début du vingtième siècle, se dresser en travers du *Drang* et arrêter les ambitions allemandes, le jour où elles deviendraient menaçantes pour l'équilibre européen.

Déjà, les projets douaniers allemands ont attiré l'attention de l'Autriche-Hongrie comme de la Russie. Un conflit russo-allemand, qui grandit en Asie occidentale, démontre à la Russie que le *Drang* allemand est dangereux pour elle.

Au sujet de la Macédoine et dans les États mêmes du Habsbourg s'élaborent des combinaisons diplomatiques nouvelles.

La France a un intérêt vital dans la partie dès maintenant engagée. Les atouts sont à peu près tous de notre côté (1). Pour gagner il nous suffit presque de ne pas refuser de jouer.

Mais, si l'empire allemand, à la faveur de je ne sais quels événements et par la faute d'une Europe inconsciente, arrivait à appliquer le système pangermanique, on pourrait rééditer à Paris la phrase qu'écrivait Édouard Hervé le lendemain de Sadowa : « La France, sans se battre, vient d'essuyer le plus grave échec qu'elle ait subi depuis Waterloo. »

En effet, si le danger allemand est aléatoire, il est à notre frontière. Il présente ainsi un caractère exceptionnel.

En ce sens, il me semble bien que le but principal de notre politique doit être de « conjurer le péril allemand, comme la France du moyen âge est venue à bout de l'Angleterre, comme la France de la monarchie absolue est venue à bout de l'Autriche (2) ».

(1) Dans cette étude, je fais abstraction de toute considération de politique intérieure.

(2) M. Paul DESCHANEL, *Orateurs et hommes d'État, Frédéric II et Bismarck*, p. 122.

Valette, près Nieul (Haute-Vienne)  
10 septembre 1903.

## TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE DE M. ANATOLE LEROY-BEAULIEU.....

### AVANT-PROPOS

La France et les puissances mondiales. — La France, puissance continentale voisine de l'empire allemand, et la plus grande Allemagne. — Le *Drang nach Osten*. — L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et les nations jougo-slaves..... xxiii

### PREMIÈRE PARTIE

#### QUESTIONS D'AUTRICHE-HONGRIE

THÉORIE DE LA DISLOCATION ET THÉORIE DU PARTAGE

#### CHAPITRE PREMIER

##### LA THÉORIE DE LA DISLOCATION

La thèse et l'antithèse. — Les nationalités. — Les droits d'État. — Les forces centralisatrices. — La dynastie et le dévouement au prince. — L'Autriche-Hongrie, puissance viable, mais vulnérable..... 6

#### CHAPITRE II

##### LE DANGER ALLEMAND

LE PANGERMANISME ET LA THÉORIE DU « SONDERSTELLUNG ». — Les trois raisons du futur agrandissement de l'empire allemand :

il doit réunir tous les Allemands, augmenter sa puissance, se créer des débouchés .....	80
I. — LES « FRÈRES ALLEMANDS » D'AUTRICHE-HONGRIE. — Ils ont des privilèges en Autriche et une pleine liberté en Hongrie.	82
Ils sont catholiques .....	84
Ils ne forment qu'une moitié de la population à annexer..	87
Ce sont des méridionaux : le vieux duel de Vienne et de Berlin pourrait reprendre .....	88
II. — COMMENT L'EMPIRE ALLEMAND UTILISE L'AUTRICHE-HONGRIE. — La tradition : le congrès de Francfort; Frédéric-Guillaume IV; Bismarck. — La Triple Alliance. — Projets d' <i>union perpétuelle</i> .....	90
III. — LE BESOIN DE DÉBOUCHÉS. — Les régions autrichiennes frontalières sont industrielles. — Les hobercaux et le libre échange .....	96
L'empire allemand souffre-t-il parce qu'il manque de débouchés? Insuffisance des capitaux de réserve .....	97
Quelle barrière gênante existe donc entre l'empire allemand et l'Autriche-Hongrie? — Le <i>Zollverein</i> préférable au point de vue économique au <i>Sonderstellung</i> .....	102
IV. — PANGERMANISTES ET HOMMES D'ÉTAT DE BERLIN. Le mouvement pangermanique .....	104
Le mouvement <i>Los von Rom</i> .....	107
Désorganisation systématique à longue échéance? Le spectre pangermanique .....	113
V. — L'ÉVOLUTION DE L'AUTRICHE-HONGRIE, CONDITION DE L'AGRESSION ALLEMANDE .....	115

## CHAPITRE III

## L'ÉVOLUTION POSSIBLE DE L'AUTRICHE-HONGRIE

I. — L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE MENACÉE. Les Allemands d'Autriche-Hongrie sont entravés dans leur propagande et menacés dans leurs privilèges : leur existence nationale n'est pas mise en question. — L'empire allemand n'a pas à secourir les « frères allemands » .....	118
II. — RAISON D'ÊTRE DE L'ALLIANCE DIPLOMATIQUE ET DE L'ENTENTE	

ÉCONOMIQUE ENTRE L'EMPIRE ALLEMAND ET L'AUTRICHE-HONGRIE, EN 1879 ET AUJOURD'HUI ( <i>point de vue austro-hongrois</i> ) .....	
Souvenir du rôle joué en Allemagne .....	124
Le conflit austro-russe dans les Balkans .....	128
L'accord de 1897 .....	138
Les idées et les sentiments du Habsbourg .....	135
Les Allemands. — Les Polonais. — Les Magyars. 129 et 144	
La collaboration économique .....	133 et 153

## CHAPITRE IV

## LA THÉORIE DU PARTAGE

## L'AUTRICHE-HONGRIE ET L'EUROPE

LES NATIONS ET ÉTATS HABSBOURGEOIS ET LA THÉORIE DU PARTAGE .....	158
L'ITALIE. — Irrédentisme et rapprochement franco-italien. — L'Allemagne à Trieste et dans l'Adriatique. — Réponse au <i>Secolo</i> de Milan .....	160
LA RUSSIE. — Jusqu'à l'Isonzo. — Empire habsbourgeois fédéraliste concurrent de la Sainte-Russie. — Plans de partage. — Politique asiatique. — Le chemin de fer de Bagdad : puissance militaire turque régénérée; le pétrole et les blés; chemins de fer concurrents .....	163
Rapprochement austro-russe général .....	170
LA FRANCE. — Autriche contre Alsace-Lorraine! Précédents historiques. — Pourquoi une entente avec l'Autriche serait facilement impopulaire : l'alliance de 1756; l'Autriche ennemie héréditaire, et l'Autriche clérical et réactionnaire. — L'Autriche nécessaire. — Le principe de non-intervention. — La caution tacite. — Les capitaux français. — Danger d'une politique exagérée de rapprochement franco-italien. — Obstacles au début de l'alliance franco-russe .....	173
L'ANGLETERRE. — Les rapports anglo-allemands de la première dépêche à Krüger aux affaires du Vénézuéla et de Bagdad. — Théorie de l'option imminente de l'empire allemand entre l'expansion vers l'est et l'expansion sur mer. — L'Allemagne, puissance mondiale, en lutte avec l'Angleterre pour la « puissance maritime ». — L'Angleterre et la question d'Autriche .....	183

## ENTENTES SPÉCIALES ET NON ALLIANCES GÉNÉRALES.

Une polémique avec le <i>Novoié Vrémia</i> ; deux conceptions de l'alliance franco-russe. — Il ne s'agit pas d'admettre l'Autriche en tiers dans l'alliance.....	195
L'alliance franco-russe, l'Angleterre et les affaires de l'Europe centrale.....	200
L'AUTRICHE-HONGRIE PACIFIQUE.....	203

## DEUXIÈME PARTIE

## LES NATIONS JOUGO-SLAVES

## ET LA QUESTION D'ORIENT

## CHAPITRE PREMIER

## LA PÉNINSULE DES BALKANS ET SON HISTOIRE

I. — Géographie physique. — Étude ethnographique précise impossible.....	208
II. — Les nations et les empires balkaniques jusqu'à l'invasion turque.....	215

## CHAPITRE II

## LES NATIONS CHRÉTIENNES DES BALKANS

I. — LES GRECS. — Comment, jusqu'à l'éveil des nationalités, on confondit les raïas et les Grecs. — Le patriarcat et le royaume. — La Grande Idée. — La politique turcophile.	228
II. — LES SERBES. — Pas d'Église nationale — Deux États. — Le prince Nicolas et le roi Milan. — Le royaume de Serbie; manque de débouchés. — L'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie fausse toute la politique serbe. Idée de partage de la Macédoine. — Politique conservatrice et turcophiie en Macédoine : assassins de curateurs serbes. — Rapports avec le patriarche œcuménique et avec la Russie.....	233
III. — LES BULGARES. — Un État encore vassal et une Église	

autocéphale. — L'exarchat. — Les « atrocités bulgares ». — La grande Bulgarie du traité de San Stefano et les trois tronçons du traité de Berlin. — Annexion de la Roumélie orientale. — Vues sur la Macédoine : l'autonomie, puis l'annexion. — Politique russophile du ministère Pétrof-Pétkof. — Le premier moyen des stambouloviistes : échec de la mission Natchévitch. — Le deuxième moyen : les armées bulgare et turque en présence.....

## IV. — SIGNES D'ENTENTE JOUGO-SLAVE.

Stambouloviistes et Macédoniens.....	257
Évolution de la politique serbe en Macédoine. — Tentative de rapprochement avec la Bulgarie. — Accord avec le Monténégro. — Réconciliation serbo-croate.....	258
Troubles dans le royaume de Croatie.....	262
Fusion croato-slovène.....	268

## V. — FÉDÉRATION DES NATIONS JOUGO-SLAVES ACTUELLEMENT IMPOSSIBLE.

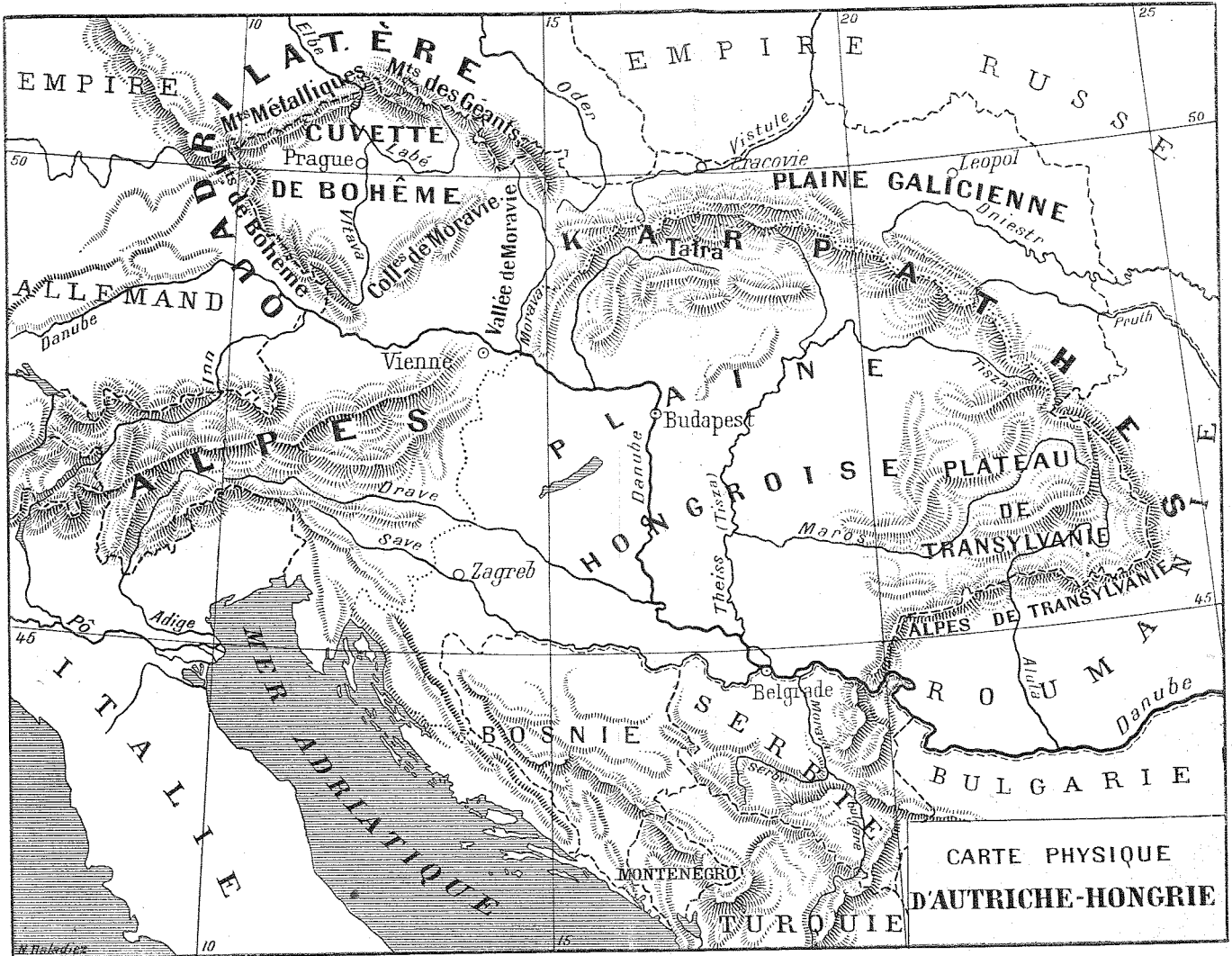
Morcellement politique. — Le Habsbourg et le Sultan..	269
Manque d'esprit politique.....	271
Le différent croato-serbe et le différent serbo-bulgare....	272
Les deux États serbes.....	274
L'autonomie macédonienne.....	274
Le foyer du mal actuel est en Turquie : le régime hamidien.	276

## CHAPITRE III

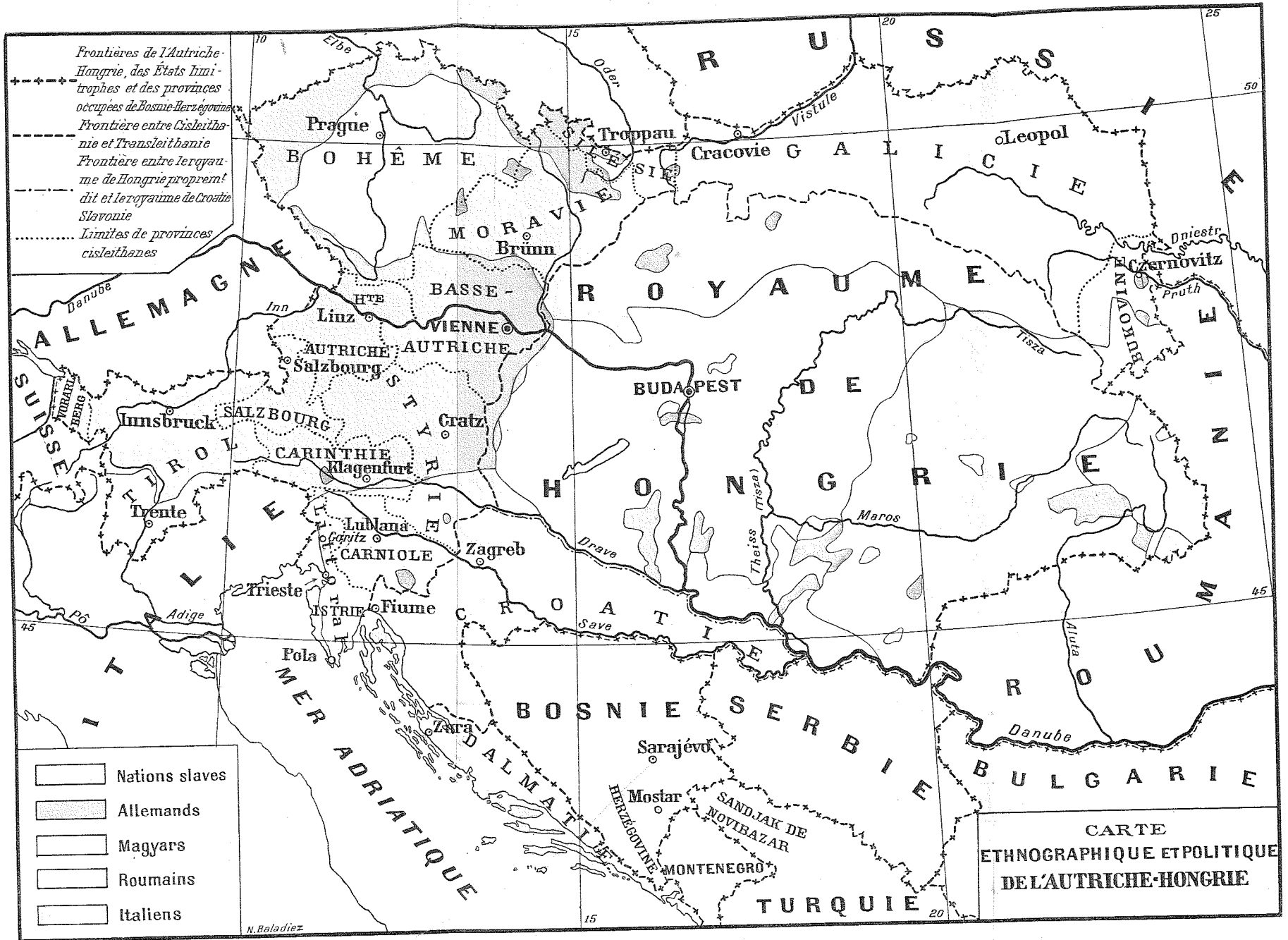
## QUESTION DE MACÉDOINE ET DE VIEILLE SERBIE

I. — L'ÈRE DES « RÉFORMES » : L'État ottoman et les raïas au vingtième siècle. — Organisation de l'empire après la conquête : deux sociétés superposées; les nations et les communautés.....	279
Les réformes militaires. — Le hattî-chérif de Gulhané; les lois du tanzinnat; la hattî-humayoun de 1856.....	281
La politique de centralisation.....	286
Article 9 du traité de Paris et article 23 du traité de Berlin.	286
Les raïas ne sont plus organisés.....	290
II. — LE RÉGIME HAMIDIEN. — L'islam hostile à tout progrès. — La dime. — Le gendarme et le garde champêtre. — La ran-	

	çon. — Les désespérés. — Menace de massacre officiel. — Droits et obligations des puissances signataires du traité de Berlin.....	291
III.	— LES MACÉDONIENS ET L'EUROPE. — M. Michaïlowski et M. Radef. — France, Italie et Angleterre. — Allemagne : la politique du Kaiser. — Autriche-Hongrie et Russie : l'accord de 1897; le comte Lamsdorf à Belgrade et à Sofia....	303
IV.	— LES RÉFORMES INDISPENSABLES. — Le comte Lamsdorf à Vienne. — Le « programme commun » austro-russe approuvé par les puissances et accepté par le Sultan. — L'inexécution des réformes et la révolution. — Les projets macédoniens. — La note Steeg et le projet français. — Les « instructions concernant les vilayets de Turquie d'Europe ». — Un gouverneur général indépendant, omnipotent et contrôlé pour seul appliquer les réformes. — L'inspecteur général Hilmy pacha....	311
V.	— LES COMITÉS ET LES BANDES. — M. Sarafof, M. Michaïlowski, le général Zontchef. — Insurrections de l'automne de 1902 et du printemps. — L'organisation intérieure : Deltchef — L'heure des bandes.....	32
VI.	— LA TACTIQUE MACÉDONIENNE. — Les Macédoniens menacent l'Europe de la « question d'Orient. ».....	33
VII.	— QUE FAIRE? — A l'Europe d'imposer des réformes; au Macédoniens d'accepter la Russie et l'Autriche comme mandataires de l'Europe.....	34
	Il s'agit de rendre possible le développement des nations jougo-slaves, et non de créer un État jougo-slave.....	35
	CONCLUSION.....	35









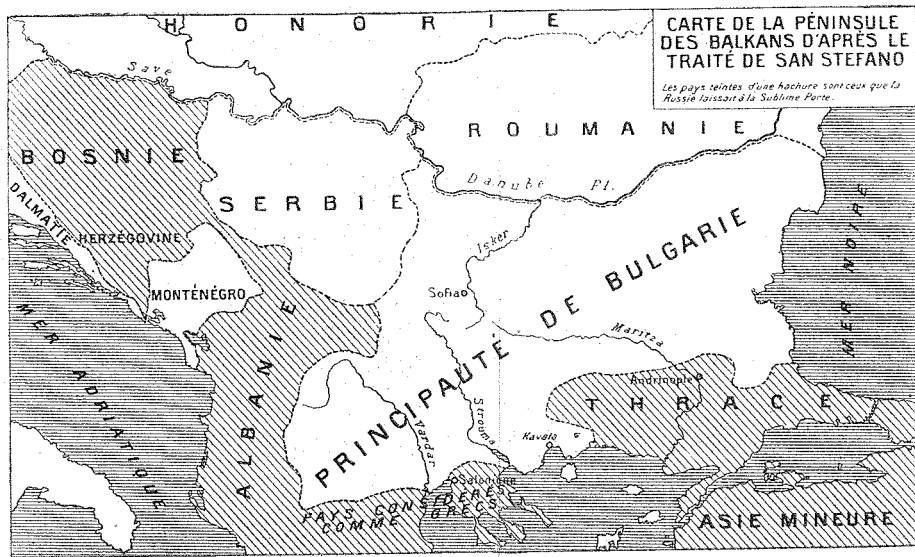
SLAVES D'AUTRICHE-HONGRIE ET SLAVES DES BALKANS

*Cliché des Questions diplomatiques et coloniales.*

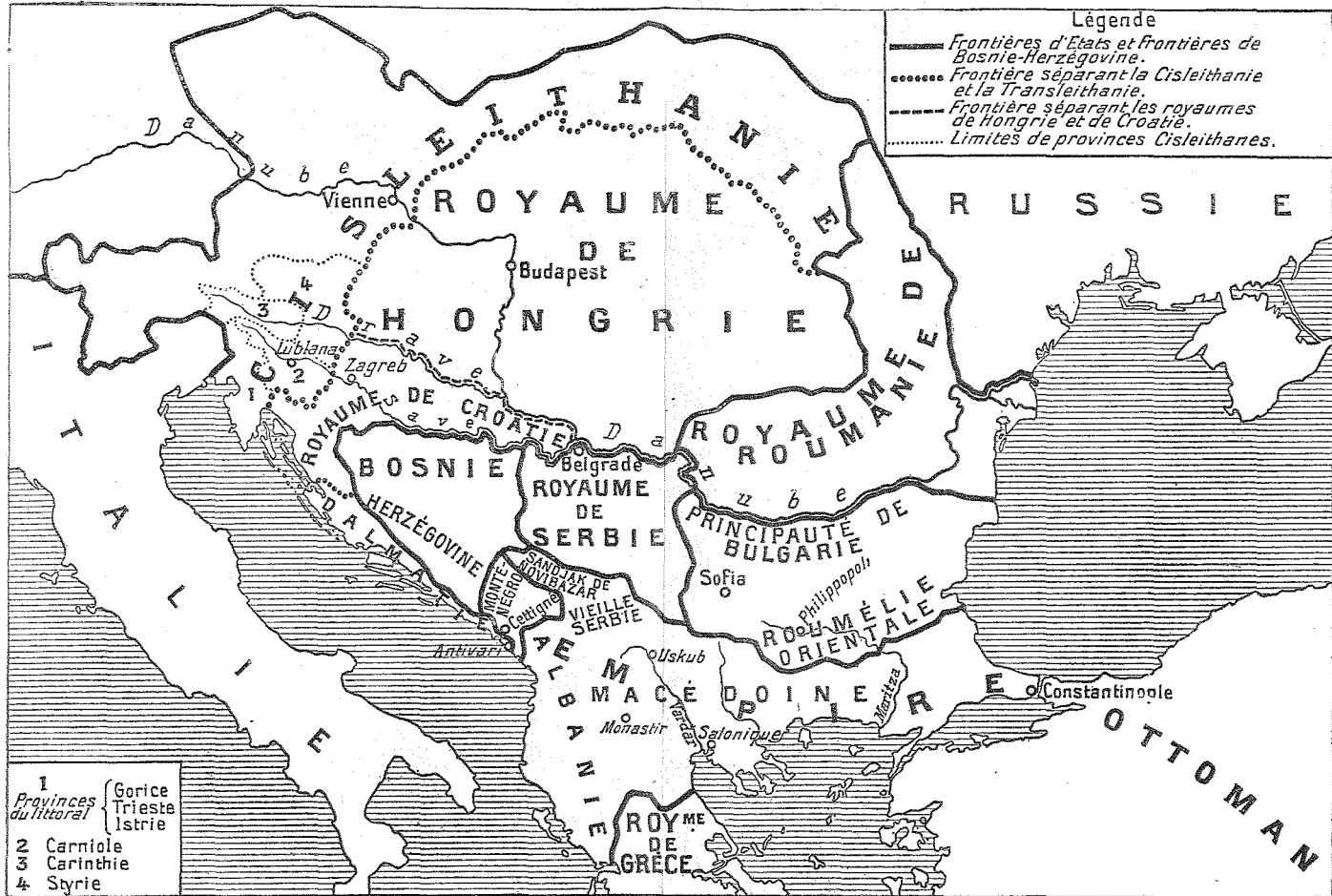


CARTE PHYSIQUE DE LA PÉNINSULE DES BALKANS

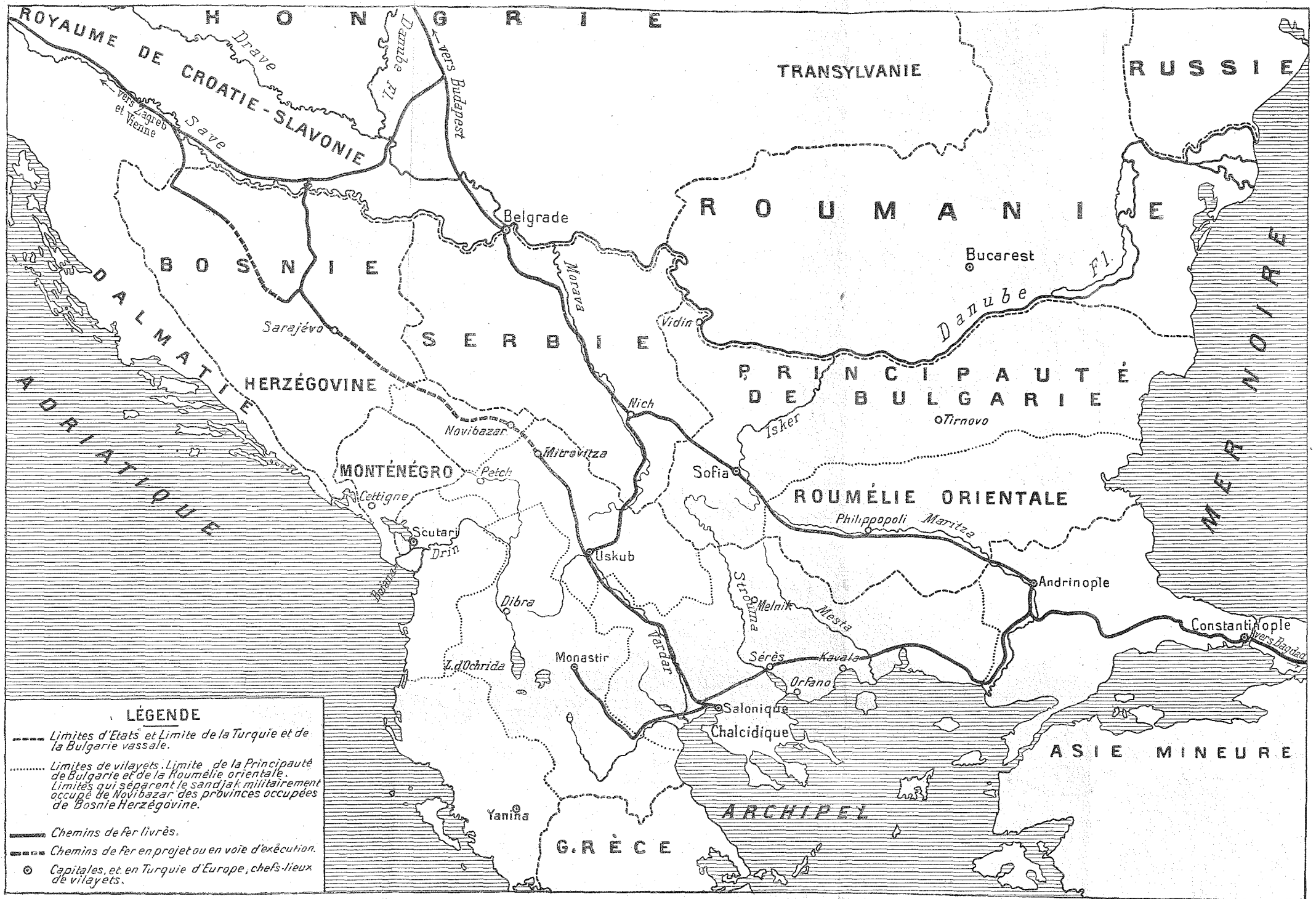
Cliché des Questions diplomatiques et coloniales.



Cliché des Questions diplomatiques et coloniales.



CARTE DES RÉGIONS JOUGO-SLAVES



CARTE POLITIQUE DE LA PÉNINSULE DES BALKANS